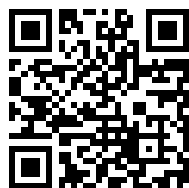

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

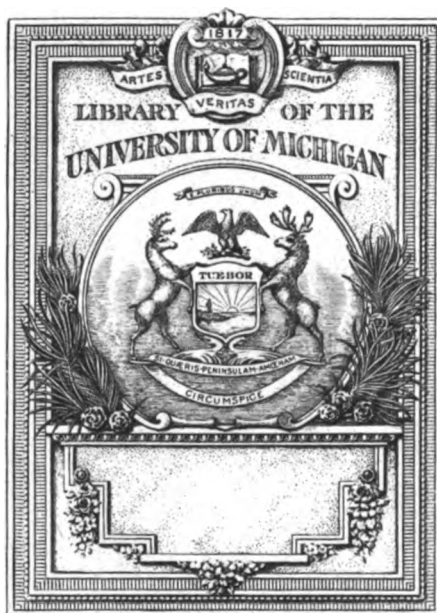
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 51237 8 DUPL



DC
611
.P441
S67

IC
611
P441
S67

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLIII. — PREMIÈRE LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GAUD, 14.

Janvier-Février 1916.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 1^{re} LIVRAISON

	Pages
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Tableau des membres de la Société morts pour la Patrie pendant la guerre de 1914-1916.....	10
Liste des membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	30
Séance mensuelle du jeudi 2 décembre 1915.....	32
— du jeudi 6 janvier 1916.....	40
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1915) (M. M. FÉAUX).....	50
Le roi Henri IV et le comté de Périgord (M. R. VILLEPELET).....	53
Où était ce monument (M. Ch. D.).....	73
Fondation de la chapellenie de Saint-Léonard des prisons de Périgueux (1690) (M. F. V.).....	75
Afferme du droit de boucherie pour les cochons au bourg de Saint-Privat en 1756 (M. A. DUBUT).....	79
Une petite-nièce de Fénelon (M. D.-D.).....	81

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLIII



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

1916

General

Cont.

Tijdschrift

74-48

62597

STATUTS

DE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 Avril 1888.

ARTICLE PREMIER.

La *Société historique et archéologique du Périgord* a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau ; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix membres :

- Un Président ;
- Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
- Un Secrétaire-Général ;
- Un Secrétaire-Adjoint ;
- Un Bibliothécaire ;
- Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le Président, deux Vice-Présidents, le Secrétaire-Général et le Trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le Secrétaire-Général, signés de lui et du Président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit Foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans la salle de sa bibliothèque : 1° en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois, excepté en juin ; 2° en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ART. 1^{er}. — Les manuscrits inédits, apportés à la Société, seront soumis à l'examen d'un comité d'impression, qui en décidera la publication ; mais, avant de la commencer, le manuscrit devra être entièrement communiqué.

ART. 2. — Ce comité de publication se composera de trois membres, outre le Président et le Secrétaire général ; il se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire sur la convocation du Président. Ses décisions seront prises à la majorité des membres présents. La voix du Président est prépondérante en cas de partage. Sont nommés de ce comité : MM. Dujarric-Descombes, Lespinas et Féaux.

ART. 3. — Les auteurs sont seuls responsables des articles qu'ils signent et des idées qu'ils émettent.

ART. 4. — Aucune généalogie de famille ne sera admise, ce genre de travail étant d'un intérêt trop restreint ; pas plus que les mémoires sur des sujets d'histoire contemporaine qui pourraient froisser des susceptibilités.

ART. 5. — Les auteurs feront exécuter à leurs frais les tirages à part des travaux insérés dans le *Bulletin* de la Société. Tout tirage à part portera la mention du volume d'où il est extrait.

ART. 6. — Les volumes publiés par la Société, et non retirés dans les délais prescrits par les Membres Titulaires et Associés, qui y ont droit, seront vendus au prix que fixera chaque année l'Assemblée générale du 27 mai.

ART. 7. — Pour être élu Membre Titulaire de la Société, il faut ou être originaire du Périgord, ou l'habiter, ou y avoir des intérêts. Les Membres Associés ne sont pas tenus de remplir ces conditions ; ils peuvent être étrangers au département, mais les uns et les autres doivent être présentés par deux membres.

Délibéré à Périgueux en Assemblée générale, le 28 mai 1907.

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MORTS POUR LA PATRIE

Pendant la Guerre de 1914-1918

RENÉ DE FRÉMONT, sous-lieutenant au 250^e de ligne.

L'abbé CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle.

L'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac.

CHARLES DEVIN, lieutenant du génie, pilote aviateur, chevalier de la Légion d'honneur.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Président.

M. le marquis DE FAYOLLE, inspecteur général de la Société française d'Archéologie.

Vice-président honoraire.

M. le chanoine BRUGIÈRE.

Vice-Présidents.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  I.

M. Charles DURAND,  I.

M. le vicomte Gaston DE GÉRARD.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN, *,  I.

M. LESPINAS, bibliothécaire.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET, *,  I, archiviste honoraire.

Secrétaire-Adjoint.

M. Charles AUBLANT,  I.

Trésorier.

M. Maurice FÉAUX,  I.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

L'abbé ACHARD, professeur, cours Fauriel, 3, à Saint-Etienne (Loire).

AMADIEU (Marie - Antoine-Ernest), propriétaire, à Verteillac.

Le comte E. d'ARGY, ancien officier, au Chantier, commune d'Antonne, par Trélissac.

Le comte d'ARLOT DE SAINT SAUD,  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie, président de la Commission internationale pyrénéenne de Toponymie-Topographie, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles),  I, trésorier de l'Ecole félibréenne du Périgord, dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue de Strasbourg, 26, à Périgueux.

AUCHÉ (Achille), chevalier du Mérite agricole, chirurgien-dentiste, allée de Tourny, 31, à Périgueux.

AUGIÉRAS (Léonce-Silvio), maire de Montanceix, au petit château de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, et rue Pigalle, 26, à Paris, IX^e.

Le docteur BARBANCEY (Robert), à Montpon-sur-l'Isle.

BARRET (Jean-Gaston-Louis), licencié en droit, notaire, cours Michel-Montaigne, 32, à Périgueux.

BAYLE (Emile),  I, professeur d'histoire au lycée, avenue Bertrand-de-Born, 17, à Périgueux.

Le docteur BEAUCHAMPS (Adrien), ancien député de la Dordogne, conseiller général, à Pontours-Haut, par Lalinde.

BEAU-VERDENY (Alexis), rue Michel-Bizot, 76, à Paris, XII^e.

BEAUDET-VITEL (Guillaume), ancien entrepreneur de travaux publics, médaillé militaire de 1870, président fondateur de la 60^e section des Vétérans des armées de terre et de mer de 1870-1871, à Terrasson.

Le marquis Georges DE BEAUMONT, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE BEAUMONT-BEYNAC, commandeur de l'ordre

de Saint-Grégoire-le-Grand, au château de la Roque, par Saint-Cyprien.

BESSON (Georges), avoué-licencié près le tribunal de première instance, cours de Tourny, 3, à Bordeaux.

BEYNEY (Maurice), licencié ès sciences, professeur de physique au collège, rue du Chemin de fer, 72, à Mantes (Seine-et-Oise) et rue Taillefer, 12, à Périgueux.

BEYNIER (Paul), ~~et~~ A, agent-voyer d'arrondissement, à Bergerac.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE L'EVÊCHÉ, rue de la Clarté, 3, à Périgueux. (Abonnement)

BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE, avenue de Paris, 38, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BINGER (E.), C. *, gouverneur général honoraire des Colonies, au château de Maraval, par Mussidan.

Le vicomte DE BOISJOSLIN, propriétaire, au château de la Grènerie, par Verteillac.

BOISSARIE (René), docteur en droit, conseiller général de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, maire de Beauregard, rue Antoine-Gadaud, 28, à Périgueux.

Le comte Henri BOUDET, ingénieur des arts et manufactures, ancien conseiller général de la Dordogne, à La Monzie-Saint-Martin.

Le comte DE BOUILHAC DE BOURZAC, au château de la Richardie, près Champagne-Fontaine.

Le marquis DE BOURDEILLE, membre titulaire du Conseil héraldique de France, au château de Bourdeille, et rue Mignard, 11, à Paris, XVI^e.

L'abbé BOUSSION, curé-doyen, à Terrasson.

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

Le marquis DE BOYSSEULH, au château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux, et au château d'Oléon, par Rognonas (Bouches-du-Rhône).

DE BOYSSON (Richard), commandeur de l'ordre de Saint-

Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur des finances, à Sarlat.

DE BOYSSON (Bernard), quai d'Occident, 8, à Lyon (Rhône).

Le docteur DE BROU DE LAURIÈRE (Paulin), *,  I, conseiller général de la Dordogne, vice-président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin du lycée, avenue de Paris, 7, à Périgueux.

Le comte DE BRUC DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

L'abbé BRUGIÈRE, chanoine titulaire de la cathédrale de Saint-Front, à la Maison de retraite de la Madeleine, à Bergerac.

BUFFETEAU (Eugène), avoué licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue du Palais, 5, à Périgueux.

L'abbé CALÈS, curé de Bourg-du-Bost, par Ribérac.

CARDENAL (Louis Grenier de),  A, lauréat de l'Institut, capitaine au 50^e régiment d'infanterie, rue de Metz, 45, à Périgueux.

CARLES (Pierre), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, à Sarlat.

CARVÈS (Jean-Baptiste), à Bézenac, par Saint-Cyprien.

M^{me} la marquise DE CASTERAS-SEIGNAN, au château de Menesplet, par Montpon-sur-l'Isle.

CAZALAS (Eutrope), *,  A, lieutenant-colonel breveté au 1^{er} régiment du génie, à l'état-major du XI^e corps, à Nantes (Loire-Inférieure), et à Ribérac.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

Le comte DE CHALUP, licencié en droit, au château du Granger, par Mensignac, et au château Darricaud, par Landiras (Gironde).

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), ancien négociant, rue du Châtelou, 1, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, ancien interne des hôpitaux de Paris, président de l'Association médicale de la Dordogne, médecin inspecteur de la Compagnie d'Orléans, rue Victor-Hugo, 12, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Hernest), propriétaire, aux Charreaux, près Excideuil.

Du CHEYRON DU PAVILLON (Xavier), au château de la Gaubertie, par Douville.

CLÉDAT (Jean), égyptologue, ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, membre du Comité de conservation des Monuments de l'art chrétien en Egypte, rue Nouvelle-Clos-Chassaing, 26, à Périgueux ; au château de Bouch, par Condat-Bersac, et à la Résidence, à Ismaïlia (Egypte).

CLÉDAT (Léon), O. *,  I, professeur à l'Université de Lyon, doyen de la Faculté des lettres, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

COCULA (Paul),  A, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte de la Banque de France, rue Bodin, 17, à Périgueux.

L'abbé **COMTE**, curé de Ménesplet, par Montpon-sur-l'Isle.

M^{me} la marquise DE COSSÉ-BRISAC, au château de la Chabrierie, par Château-l'Evêque.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, vice-président honoraire de la Société d'horticulture, rue Victor-Hugo, 6, à Périgueux.

Le prince **Louis DE CROY**, au château de Paluel, par Sarlat.

Le docteur **CROZET** (Claude), rue du Quatre-Septembre, 4, à Périgueux.

Le marquis **DE CUMOND**, au château du Lieu-Dieu, par Périgueux.

DE DAINVILLE (Maurice), archiviste paléographe, rue Bar-dineau, 26, à Bordeaux, et au Breuil, par Cussac (Haute-Vienne).

DANIEL (Jean),  A, artiste peintre, rue Alfred de Musset, 8, à Périgueux.

DANNERY (Maxime),  A, chevalier du Mérite agricole, architecte ordinaire des Monuments historiques et des Cultes de la Dordogne, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, membre de la Chambre de commerce, maire de Trélissac, rue de Bordeaux, 31, à Périgueux.

Le docteur DELBÈS, membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital, rue Bourdeille, 5, à Périgueux.

DELPECH (Lucien),  A, archiviste adjoint du département, rue Cité-Champeaux, 16, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 26, à Périgueux.

DEMARTIAL (Pierre), propriétaire, cours Gay-Lussac, 48, à Limoges.

DESCHAMPS (Charles), architecte, mainteneur du *Bournat*, rue de Metz, 29, à Périgueux.

DESCHAMPS (Léon), notaire, ancien président de la Chambre des notaires, président de l'*Union Chorale*, maire de Razac-sur-l'Isle, rue Voltaire, 1, à Périgueux.

DESPLANCHES (Remi), négociant, lauréat de l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse, lauréat de l'Académie française, maître-ouvrier et lauréat du *Bournat* du Périgord, rue des Conférences, à Bergerac.

DIDON (Louis), membre de la Chambre de commerce, secrétaire général de l'A.C.P., place du Quatre-Septembre, à Périgueux.

DORSÈNE,  I, artiste photographe, allée de Tourny, 27, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, place Francheville, 11, à Périgueux.

DROUILH (Henri), agent-voyer en chef du département de la Dordogne, rue des Jacobins, à Périgueux.

DUBET (Gaston), maire de Vaunac, boulevard Pereire, 188 bis, à Paris, XVII^e.

DUBUT (Annet),  A, officier du Mérite agricole, ancien professeur spécial d'agriculture, instituteur public à Saint-Antoine-de-Cumond, par Saint-Privat-des-Près.

DUFOURG (Jean-Paul), propriétaire, à Saint-Laurent-des-Hommes.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, félibre majoral, président de l'Ecole félibréenne du Périgord, licencié en droit, ancien notaire, au Maine, près Celles.

DUMAS (Auguste), licencié ès lettres, archiviste paléographe, professeur agrégé à la Faculté de droit, rue des Cordeliers, 31, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Le docteur ALBERT DUMONT, trésorier de l'Association médicale de la Dordogne, médecin de l'Ecole normale des instituteurs, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPUIS (Jean), avocat, ancien notaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

DURAND (Charles),  I, sous-ingénieur des ponts et chaussées en retraite, ancien adjoint au maire de la ville, allée du Port, 24, à Périgueux.

DURAND DE CORBIAC (Adrien), maire de Lembras, au château de Corbiac, par Bergerac.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, ancien président de la Chambre des avoués, rue Bourdeille, 15, à Périgueux.

Le docteur DURIEUX (Jean), rue Lamy, à Thiviers.

DURIEUX (Joseph),  I, chevalier du Mérite agricole, chevalier de l'ordre royal du Cambodge, docteur en droit, lauréat de l'Institut, secrétaire du Conseil de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, rue Notre-Dame-des-Champs, 66, à Paris, VI^e.

DUSOLIER (Alcide), , ancien sénateur, ancien conseiller général de la Dordogne, vice-président de la Société d'Encouragement à l'agriculture, ancien questeur du Sénat, au château de Bonrecueil, par Mareuil-sur-Belle.

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur en retraite, à Ménéstérol-Montignac, par Montpon-sur-l'Isle.

D'EPINAY (Henri), , capitaine au 34^e régiment d'infanterie, à Mont-de-Marsan (Landes).

ESCANDE (J.-J.),  A, publiciste, secrétaire en chef de la Sous-Préfecture, place du Peyrou, à Sarlat.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

D'ESCATHA (Henri), ingénieur des constructions civiles, square du Roule, 3, à Paris, VIII^e.

D'ESCODECA DE BOISSE, ancien receveur des postes et télégraphes, à Ville-Verneix, par Neuviç.

Le docteur Charles FAGUET,  I, ancien interne, lauréat des hôpitaux de Bordeaux, ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine, chirurgien de l'hôpital; rue Maleville, 9, à Périgueux.

L'abbé FARNIER, curé de Piégut-Pluviers.

M^{lle} Irène FAURE, professeur de piano, rue de la République, à Ribérac.

Le docteur FAURE, médecin de l'asile des vieillards Jay de Beaufort, rue Victor-Hugo, 4, à Périgueux.

Le docteur FAURE (Maurice),  I, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien assistant à la Clinique des Maladies nerveuses de la Faculté de Paris, à La Malou-les-Bains (Hérault), et rue Verdi, 24, à Nice (Alpes-Maritimes).

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur des antiquités et des objets d'art de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur général de la Société française d'Archéologie, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, conservateur du Musée du Périgord, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre, et rue du Plantier, 18, à Périgueux.

FÉAUX (Maurice),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, conservateur-adjoint du Musée du Périgord, agent-voyer principal honoraire, rue Combe-des-Dames, 50, à Périgueux.

Le comte Alphonse DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 26, à Paris, XVI^e.

Le comte Robert DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies, et avenue Kléber, 24, à Paris, XVI^e.

FORESTIER (Raymond), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à La Motte, par Hautefort, et avenue de Villiers, 76, à Paris, XVII^e.

FOURGEAUD (Antoine), ancien pharmacien, rue La Boétie, 39, à Périgueux.

Le comte FOURNIER-SARLOVÈZE (Raymond), O.  , ancien préfet, président de la Caisse régionale agricole du Crédit

mutuel de Gray et de la Haute-Saône, et vice-président de la Société artistique des Amateurs, rue de Marignan, 11, à Paris, VIII^e.

FRAPIN (Joseph), avoué-licencié, rue de l'Hospice, 2, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

M^{lle} DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue du Plantier, 16, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, cité Vaneau, 12, à Paris, VII^e, et rue de Paris, 11, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), maire d'Eyliaç, au château d'Eyliaç, par Saint-Pierre-de-Chignac.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varenne, 45, à Paris, VII^e.

GONTIER DU SOULAS (Adalbert), membre du Conseil héraldique de France et de l'Ecole félibréenne du Périgord, au château du Soulas, par Pressignac.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie), *,  I, chef de bureau honoraire du Ministère de l'Intérieur, avenue de la Gare, 43, à Bergerac.

L'abbé GOULARD, ancien professeur de sciences, curé-doyen de Mareuil-sur-Belle.

Le marquis DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

DE GRAILLY (François), *,  A, chevalier du Mérite agricole, inspecteur général du Crédit foncier de France, rue de Longchamp, 158, à Paris, XVI^e.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Monténégro, ancien secrétaire de la Société de thérapeutique, boulevard de Courcelles, 73, à Paris, VIII^e, et médecin consultant, rue Prunelle, 4, à Vichy (Allier).

GRENIER (Amédée), ancien notaire, villa Barbeyrolle, près Le Fleix.

L'abbé GROS (Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

L'abbé GROS DE BÉLER (Charles), vicaire de Notre-Dame, chalet Sainte-Elisabeth, avenue Sainte-Marie, à Arcachon (Gironde).

L'abbé JARRY, aumônier du lycée, rue des Visitandines, 3, à Périgueux.

JOUANEL (André),  I, avoué-licencié, adjoint au maire, conservateur des archives municipales, boulevard Victor-Hugo, 7, à Bergerac.

M^{me} Adhémar DE LABONNE, à La Rochefoucauld (Charente).

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE (Georges), licencié en droit, rue Portalis, 14, à Paris, VIII^e, et au château de Filolie, près Thiviers.

LACOMBE (Maurice),  premier secrétaire d'ambassade, à Bucarest (Roumanie) et boulevard Malsherbes, 20, à Paris, VIII^e.

LACOSTE (Edouard), juge au tribunal de commerce, entrepreneur de travaux publics, rue Lamartine, 23, à Périgueux.

DE LA CROIX DE SAINT-CYPRIEN (Charles), à Sorges (Dordogne).

DE LACROUSILLE (Amédée), avocat, vice-président du Conseil du *Bournat*, place du Palais, 6, à Périgueux.

DE LAFILOLIE (Charles), place du Parlement S^{te} Catherine 2, à Bordeaux.

Le docteur LAFON (Charles), médecin oculiste, rue du Quatre-Septembre, 6, à Périgueux.

LAFON (Gabriel),  A, ancien notaire, avocat, médaillé mutualiste, aux Eyzies-de-Tayac (Dordogne).

Le marquis DE LA GARDE SAINT-ANGEL,  ancien conseiller général de la Dordogne, au château de Lapouyade, par Nontron.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

L'abbé LARGE, curé-doyen, à Laforce.

DE LARIGAUDIE SAINT-SÉVRIN (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, VII^e, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS,  rue de l'Université, 41, à Paris, VII^e.

DE LAULANIE DE SAINTE-CROIX (René), au château de S^{te}-Croix, par Montferrand (Dordogne.)

LAVERGNE (Géraud), archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, rue du Lycée, 4, à Périgueux.

LAVIGNÉ, instituteur public à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LESCA (Georges), au château de Saint-Michel de Cantillac, par Champagnac-de-Belair.

LESPINAS (Edmond), chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, ancien magistrat, avocat, rue Bourdeille, 13, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, rue Romaine, à la Cité, à Périgueux.

L'abbé LIFFORT, curé-doyen, à Bussière-Badil.

M^{me} DE LOMÉNIE, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers.

L'abbé MAGAT, curé du Monteil, par La Monzie-Saint-Martin.

MAGNE (Napoléon), ancien officier de cavalerie, ancien député, ancien conseiller général de la Dordogne, avenue Montaigne, 31, à Paris, VIII^e, et au château de Trélissac (Dordogne).

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

MAISONNEUVE-LACOSTE (André), à Bel-Air, près Thiviers.

Le marquis DE MALET, *, colonel d'artillerie de réserve au 21^e régiment, vice-président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil, et rue de Varenne, 59, à Paris, VII^e.

MANHÈS, *, ancien capitaine, président de la Société de Secours aux blessés militaires, rue Antoine-Gadaud, à Périgueux.

DE MARCILLAC marquis DE CAYRO (André DE COMBRET), président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, membre du Conseil de la Société des Agriculteurs de France, correspondant de la Société nationale d'Agriculture, au château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

MAREY, propriétaire, à Marsac, par Périgueux.

MARGAT (Raoul),  I, professeur à la Faculté de droit, à Bordeaux.

Le vicomte DE MARQUESSAC, chalet Vista Bella, chemin Brancolas, à Nice (Alpes-Maritimes).

MAZEAU (Paul), négociant, rue Combe-des-Dames, n° 11 et 13, à Périgueux.

MÈGE-LAVIGNOTTE (Louis), docteur en droit, avoué, à Marvejols (Lozère).

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

MILLET (Henri), avocat, maire de Saint-Crépin, au château de Saint-Crépin, par Brantôme, et place Francheville, 11, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), chevalier du Mérite agricole, propriétaire, rue Victor-Hugo, 8, à Périgueux.

DE MONTCHEUIL (Henri), conseiller référendaire à la Cour des Comptes, au château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil-sur-Belle, et rue Las Cases, 1, à Paris, VII^e.

DE MONTÉGUT-LAMORELIE (Henri), ancien vice-président du tribunal civil de Limoges, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, membre correspondant de l'Académie royale de Belgique, etc., etc., au château de Vaunac, par Thiviers, et au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château de Fayolle, commune de Villeteureix, par Ribérac.

MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire à Meyrals, par Saint-Cyprien.

Le comte Charles DE MONTFERRAND, *, directeur de la C^{ie} d'assurances l'*Union*, quai d'Orsay, 11, à Paris, VII^e.

M^{me} DE MONTIFAULT, villa Beaurogne, près Périgueux.

Le docteur MOREAUD, *, médecin-major de première classe en retraite, à Tocane-Saint-Apre.

Le docteur MOUSSON-LANAUZE,  I, ancien interne des hôpitaux, place de la Tourelle, 3 bis, à Saint-Mandé (Seine).

Le marquis DE NATTES, au château du Mas-de-Montet, par Petit-Bersac.

Le baron DE NERVAUX-LOYS, licencié en droit, au château des Bories, par Trélissac, et rue du Plantier, 14, à Périgueux.

NEURY (Angel),  I, ancien conseiller général de la Dordogne, conseiller honoraire à la Cour d'Appel de Limoges, à Romain, par Champs-Romain.

PARADOL (Raoul),  I, vice-président du tribunal civil, président de la Société de gymnastique *Les Enfants de la Dordogne*, boulevard de Vésone, 7, à Périgueux.

L'abbé DE PASCAL, chevalier de l'ordre de Malte, missionnaire apostolique, au prieuré de Saint-Louans, près Chinon (Indre-et-Loire).

PASQUET (Gabriel), pharmacien de première classe, secrétaire général du Musée militaire du Périgord, secrétaire archiviste du *Bournat*, membre correspondant du Bureau central météorologique de France, rue Taillefer, 36, à Périgueux.

PAUTAUBERGE (Léon),   I, industriel, maire de Montignac-sur-Vézère, boulevard Péreire, 31, à Paris, XVII^e, et au château de Montignac-sur-Vézère.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue Louis-Blanc, 13, à Périgueux.

PEYRONY (Denis),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et de l'Académie des Sciences, Arts et Belles Lettres de Bordeaux, instituteur public en congé, aux Byzies-de-Tayac.

DE PEYRONNY DES GENDRES (Raoul), rue de l'Abbé-Groult, 18, à Paris, XV^e.

Le docteur PEYROT, C.  , membre de l'Académie de médecine, chirurgien honoraire des hôpitaux de Paris, sénateur de la Dordogne, président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, rue Lafayette, 33, à Paris, IX^e, et à Château-l'Evêque (Dordogne).

DE POURQUERY DE BOISSERIN, chevalier de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, président de la Chambre de commerce, négociant, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, président de la Chambre de discipline, allée de Tourny, 29, à Périgueux.

POUYADON-LATOUP (René), docteur en droit, président de la Chambre des notaires, rue Gambetta, 25, à Périgueux.

Le docteur Charles **POUYAUD**, docteur en pharmacie de l'Université de Bordeaux, docteur en médecine, pharmacien de 1^{re} classe, ancien chef de laboratoire à la Faculté de Médecine, lauréat *bis* du Prix Godard, secrétaire de la Société de Pharmacie de Bordeaux, membre de la Société des Experts-chimistes de France, place du Coderc, à Périgueux.

PRAT-DUMAS (Edmond), conseiller du commerce extérieur de la France, industriel, maire, à Couze.

DE PRESLE, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller d'arrondissement, vice-président de la Société syndicale libre d'agriculture du Périgord, président de la Société de secours mutuels du canton d'Hautefort, à Saint-Martial-la-Borie, par Cherveix-Cubas.

L'abbé **PRIEUR**, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Ribérac.

PRIVAT (J.),  A, sous-chef des études, au service de la Voie, à la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, avenue de Paris, 22 *bis*, à Périgueux.

PUIBARAUD (Louis), docteur en droit, greffier en chef du Tribunal civil, rue Notre-Dame, 49, à Nontron.

Le docteur **PUYGAUTHIER**,  I, conseiller général de la Dordogne, maire de Tocane-Saint-Apre.

RAMOND (Philippe),  A, docteur en droit, conseiller à la Cour d'appel, à Agen (Lot-et-Garonne).

M. le chanoine **REBIÈRE**, docteur en théologie, ancien curé de la Cité, à Périgueux.

RECOQUILLON,  A, mainteneur de l'école félibréenne du Périgord, notaire, à Bouniagues (Dordogne.)

DE RÉMONDIAS, au château de la Borde, par Le Change.

RENARD (Albert), ingénieur des arts et manufactures, directeur de la papeterie de Laprade, à Moulin-Neuf, commune de Cumond, par Saint-Privat-des-Près.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Fontirou, par La Croix-Blanche (Lot-et-Garonne).

RIBETTE, ancien chef de section de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

S. G. Monseigneur **RIVIÈRE** (Maurice), évêque de Périgueux

et Sarlat, hôtel de l'Evêché, rue de la Constitution, à Périgueux.

ROBERT (Marc), à Monsec, par Mareuil-sur-Belle.

M^{me} la comtesse Martial DE ROFFIGNAC, au Castel-Fadèse, près Périgueux.

ROMANET DU CAILLAUD, propriétaire, au Caillaud, par Isle (Haute-Vienne), et aux Maurilloux, près Périgueux.

RONTEIX (Henri), juge suppléant au Tribunal de commerce, imprimeur, rue Gambetta, 7, à Périgueux.

M^{me} DE ROUMEJOUX, au château de Rossignol, par Chala-gnac.

ROUSSEL (Jean-Emile), greffier du tribunal correctionnel, à Montmédy (Meuse).

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 2, à Périgueux.

ROUX (Eugène), publiciste, boulevard de Vésone, 26, à Périgueux.

L'abbé ROUX (Joseph), curé d'Antonne, par Trélissac.

Le comte DE ROYÈRE, ancien officier de cavalerie, au château de Monsec, par Saint-Cyprien.

Le comte DE SAINT-EXUPÉRY, au château du Fraysse, par Terrasson.

M^{me} la comtesse DE SAINT-LÉGIER, au château de Riche-mont, par Brantôme.

SAINT-MARTIN (André), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, vice-président de la Société d'horticulture, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), *, maire de Ligeux, à l'abbaye de Ligeux, par Sorges, et villa Caprice, à La Condamine, principauté de Monaco.

DE SAINT-SERNIN (Fernand), au château de Nontron.

SAUVO-DESVESANNES (Louis),  I, chevalier du Mérite agricole, avocat, à Bussière-Badil.

M^{me} Jules-Honoré SECRESTAT, rue Notre-Dame, 30, à Bordeaux, et au château de Lardimalie, près St-Pierre-de-Chignac.

SIMON (Louis),  A, secrétaire général de l'Ecole félibréenne du Périgord, hôtel de l'Univers, à Périgueux.

SIMONET (Jean), *, chef de bataillon au 250^e régiment d'infanterie, rue Victor-Hugo, 29, à Périgueux.

DE TARDE (Alfred), docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, maire de La Roque-Gajac, par Sarlat, et avenue de Tourville, 6, à Paris, VII^e.

TAREL (Raphaël), au château de la Beaume, près Bergerac.

TAUZIAC (Jean), négociant, à Moncaret.

Le docteur LÉO TESTUT, O. *,  I, chevalier de l'ordre de la Couronne d'Italie, associé national de l'Académie de médecine, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé-doyen, à Thenon.

Le général DE TEYSSIÈRE (Edouard) O. *, commandant la 41^e brigade d'infanterie, rue Harrouys, 26, à Nantes (Loire-Inférieure).

L'abbé THIVEAUD, chanoine honoraire, curé de la paroisse St-Jacques, à Bergerac.

Le baron DE LA TOMBELLE,  I, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, président honoraire de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Castelnau, et avenue de Breteuil, 73, à Paris, VII^e.

Le docteur VERLIAC, rue La Boétie, 61, à Paris, VIII^e, et Le Breuil, par Thenon (Dordogne).

VIGIÉ (Albert), *, doyen honoraire de la Faculté de droit de Montpellier, rue Foy, 16, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), et à Lascaminades, près Belvès.

VILLEPELET (Ferdinand), *,  I, archiviste honoraire du département de la Dordogne, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert),  I, docteur ès lettres, lauréat de l'Institut, archiviste aux Archives nationales, avenue du Maine, 7, à Paris, XV^e.

MEMBRES ASSOCIÉS

MM.

Le comte Charles DE BEAUMONT,  A, correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts des départements, au château de Châtigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BERTHELÉ (Joseph),  I, archiviste du département de l'Hérault, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, inspecteur divisionnaire de la Société française d'Archéologie, rue des Patriotes, 36, à Montpellier (Hérault).

L'abbé DUBOIS, membre et ancien président de la Société des sciences et arts d'Agen, curé de Roquefort, par Agen (Lot-et-Garonne).

DU CHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit, boulevard Péreire, 223, à Paris, XVII^e.

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

HARVARD UNIVERSITY OF CAMBRIDGE, près Boston (Etats-Unis d'Amérique), représentée par M. A. Picard, éditeur, rue Bonaparte, 82, Paris, VI^e.

HUET (Paul), ingénieur des arts et manufactures, rue de l'Université, 8, à Paris, VII^e.

LABADIE (Ernest), membre de la Société des Archives historiques de la Gironde, rue Vital-Carles, 32, à Bordeaux.

Le baron DE LANAUZE-MOLINES, au château de Lescaut, par Lauzun (Lot-et-Garonne).

DE MONTARDY (Jean), avenue des Bénédictins, 29, à Limoges.

NAINFA (Révérend John-Abel), prêtre de Saint-Sulpice, licencié en théologie, professeur d'histoire ecclésiastique, Saint-Mary's Seminary, Baltimore, Maryland. (Etats-Unis.)

NEW-YORK PUBLIC LIBRARY, représentée par M. Terquem, rue Scribe, 19, à Paris, IX^e.

DU PAYRAT (Armand), officier de cavalerie, rue Franklin, 21, à Paris, XVI^e.

TAMIZEY DE LARROQUE (Henry), au Pavillon Peiresc, par Gontaud (Lot-et-Garonne).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'Abbaye du Chalar d, (Haute-Vienne).

TIXIER (Jules), *,  A, architecte des Monuments historiques de la Haute-Vienne, rue Petiniaud-Beaupeyrat, 38, à Limoges.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

L'abbé **H. BREUIL**,  I, professeur à l'Institut de paléontologie humaine, rue Demoures, 110, à Paris, XVII^e.

Le docteur **CAPITAN**, *, membre associé libre de l'Académie de médecine, professeur à l'École d'Anthropologie et au Collège de France, membre titulaire du Comité des Travaux historiques, rue des Ursulines, 5, à Paris, V^e.

CARTAILHAC (Émile), O *,  I, correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, rue de la Chaîne, 5, à Toulouse.

CHAUVET (Gustave), *,  I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, président de la Société archéologique et historique de la Charente, censeur de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers (Vienne).

COURTEAULT (Paul), *,  I, professeur à la Faculté des lettres, rue de Strashbourg, 23, à Bordeaux.

CURZON (Henri PARENT DE),  I, docteur ès lettres, conservateur-adjoint de la Section historique aux Archives nationales, rue Saint-Dominique, 7, à Paris, VII^e.

Le commandant **ESPÉRANDIEU** (Émile), *,  I, lauréat de l'Institut, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, villa Madeleine, rue des Tricots, à Clamart (Seine).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur divisionnaire de la Société

française d'Archéologie, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, avenue Kléber, 88 *bis*, à Paris, XVI^e, et au Mas du Puy, par Verneuil-sur-Vienne (Haute-Vienne).

HÉRON DE VILLEFOSSE (Antoine), *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur des Antiquités grecques et romaines au Musée du Louvre, président du Comité des Travaux historiques et scientifiques, rue Washington, 16, à Paris, VIII^e.

Le docteur LALANNE, au Castel d'Andorte, Le Bouscat (Gironde).

Le comte DE LASTEYRIE, O *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur honoraire à l'Ecole des Chartes, ancien député, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré-aux-Clercs, 10 *bis*, à Paris, VII^e.

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), *,  I, professeur à l'Ecole des Chartes, directeur de la Société française d'Archéologie, rue de Phalsbourg, 13, à Paris, XVII^e.

MARION (Marcel),  A, professeur au Collège de France, rue Claude-Bernard, 79, à Paris, V^e.

Le chanoine POTTIER,  I, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.

RIVIÈRE (Emile), *,  I, directeur à l'Ecole des Hautes-Etudes, au Collège de France, président fondateur de la Société préhistorique de France, boulevard de Strasbourg, 2, à Boulogne (Seine).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, V^e.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, I^{er}.*

Allier	<i>Société d'Émulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.</i>
Rhône	<i>Bibliothèque de l'Université d'Aix en Provence.</i>
Charente.	<i>Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.</i>
Charente-Inférieure	<i>Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, rue Saint-Michel, 16, à Saintes.</i>
Cher.	<i>Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.</i>
Corrèze.	<i>Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.</i>
Id.	<i>Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.</i>
Creuse.	<i>Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.</i>
Haute-Garonne.	<i>Société archéologique du Midi de la France, hôtel d'Assézat, à Toulouse.</i>
id.	<i>Bibliothèque de l'Université, rue du Taur, 56, à Toulouse.</i>
Gironde.	<i>Société archéologique de la Gironde, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.</i>
id.	<i>Union historique et archéologique du Sud-Ouest, rue de Strasbourg, 23, à Bordeaux.</i>
Hérault.	<i>Société archéologique de Montpellier.</i>
Ille-et-Vilaine.	<i>Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.</i>
Loire-Inférieure.	<i>Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.</i>
Loiret.	<i>Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.</i>
id.	<i>Société historique et archéologique du Gâtinais, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, V^e.</i>

- Lot.** *Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, à Cahors.
- et-Garonne.** *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, à Agen.
- et-Meuse.** *Société d'archéologie lorraine*, Palais Ducal, Grande-Rue (Ville Vieille), à Nancy.
- Nièvre.** *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, à Nevers.
- et-Pyrénées.** *Société des sciences, belles-lettres et arts*, à Pau.
- M.** *Biarritz-Association.*
- et-Loire.** *Société Eduenne*, hôtel Rolin, à Autun.
- Mayenne.** *Société historique et archéologique du Maine*, maison dite de la reine Bérengère, Grande-Rue, 11, Le Mans.
- Seine.** *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, au palais de l'Institut, à Paris, VI^e.
- id.** *Société nationale des Antiquaires de France*, au palais du Louvre, à Paris, I^{er}.
- id.** *Société française d'Archéologie*, rue Châteaubriand, 8, à Paris, VIII^e.
- id.** *Société des architectes diplômés par le Gouvernement*, rue de Grenelle, 59, à Paris, VII^e.
- id.** *Répertoire d'Art et d'Archéologie*, rue Spontini, 19, à Paris, XVI^e.
- Seine-et-Marne.** *Société des Antiquaires de la Picardie*, au musée de Picardie, à Amiens.
- et-Garonne.** *Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, faubourg du Moustier, 59, à Montauban.
- T. et G.** *Société des Antiquaires de l'Ouest*, rue des Grandes-Ecoles, à Poitiers.
- de l'Yonne.** *Société archéologique et historique du Limousin*, à Limoges.
- id.** *Société « Les Amis des Sciences et Arts »*, à Rochechouart.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- de Belgique.** *Académie royale d'Archéologie de Belgique*, rue du Transvaal, 45, à Anvers.
- id.** *Société royale d'Archéologie de Bruxelles*, rue Ravenstein, 11, à Bruxelles.
- des États-Unis.** *Smithsonian Institution*, à Washington.
- de Suède.** *Académie des Antiquités*, à Stockholm.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 2 décembre 1915

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Antony Délugin, d'Escatha, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Eugène Roux, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Dubut.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord, M. le Président nous annonce de nouveaux deuils, la mort de deux de nos confrères, de M. Ernest FRETNET, ancien prix d'honneur du lycée de Périgueux où il fit de très brillantes études. Il se présenta la même année à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Normale supérieure, section des sciences. N'y étant pas admis, il chercha quelques années sa voie. Enfin, il entra dans les bureaux de la Préfecture de la Dordogne où il arriva bientôt chef de bureau, puis chef de division, et y termina sa carrière, couronnée par la croix de la Légion d'Honneur.

Notre autre confrère dont nous déplorons la perte est M. Jules PELLISSON, juge honoraire au tribunal civil de Périgueux, grand collectionneur, amateur de vieux papiers, qui nous apportait de fréquentes communications à nos séances. Esprit fin, il avait recueilli dans ses fonctions de juge d'instruction à Barbezieux et à Bergerac, de nombreuses anecdotes qu'il se plaisait à raconter et qu'on aimait à enten-

dre. Nous savons que par son testament il dispose généreusement de ses collections en faveur du Musée et de la Bibliothèque de la ville de Périgueux où il avait fixé sa résidence définitive à l'époque de sa retraite.

Suivant une pieuse coutume, des notices seront consacrées à la mémoire de nos deux confrères.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, durant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Les Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, années 1913 et 1914, deux volumes brochés, in-8°, Caen, Henri Delesques, imprimeur de l'Académie ;

Comité archéologique de Senlis. — Comptes-rendus et Mémoires, cinquième série, tome V, année 1913, un fascicule in-8° avec un plan, Senlis, imprimerie Vignon fils, 1914 ;

Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais, 4^e trimestre de 1914-1915, un fascicule in-8° en feuilles, avec portraits et médailles, Fontainebleau, Maurice Bourges, imprimeur breveté, 1915 ;

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, XXV^e volume, 2^e fascicule, in-8°, avec trois planches, à Nevers, chez Gremion, libraire, 1915 ;

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1914, huitième série, tome V, in-8° avec planches et illustrations, à Angoulême, chez Constantin, 1915 ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des archives historiques, XXXV^e volume, 5^e livraison, 1^{er} octobre 1915, in-8°, Saintes, librairie Prévost ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, revue bibliographique d'histoire régionale, 7^e année, n^{os} 3 et 4, juillet-octobre 1915, un fascicule in-8°, Bordeaux, Feret et fils ; contenant, p. 24, une liste de nos morts au champ d'honneur ou décédés des suites de leurs blessures, des blessés, des prisonniers, des promus et cités à l'ordre du jour ; — et, p. 35, le sommaire des procès-verbaux de nos séances du 4 février 1915, 4 mars, 8 avril et 6 mai ;

Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la

Drôme, année 1915 (octobre), 194^e livraison, in-8°, Valencé, imprimerie de Jules Céas et fils ;

Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, janvier-décembre 1914, in-8°, Lyon, au secrétariat de la Société ;

Et de M. le comte Charles de Beaumont, ses brochures sur *Les jetons de la famille Babou*, variétés de numismatique tourangelles, in-8° avec illustrations, extrait du *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, tome XIX, Tours, imprimerie Alfred Mame et fils, 1914 ; — et le *Catalogue des artistes angevins, manceaux, tourangeaux, vendômois et blésois, qui ont exposé aux salons de 1914*, extrait des *Annales Fléchoises*, de juillet à décembre 1914, in-8°, La Flèche, typographie Eugène Besnier.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

S. G. M^{re} RIVIÈRE, évêque de Périgueux, élu membre titulaire dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société. « Je serai très intéressé, écrit-il au Président, de suivre ses travaux et d'assister à ses séances quand j'en pourrai trouver le loisir. »

Un excellent humaniste de Périgueux, M. Georges MARGAT, écrit au Secrétaire général, — ce qui prouve que notre *Bulletin* est plus lu qu'on ne le pense, — « que dans le dernier *Bulletin* de la Société historique du Périgord, que m'a prêté votre savant confrère le poète Auché, j'ai lu, d'après la communication de M. Jules Pellisson, l'érudit amateur de vieux papiers, que « Guillaume de Biran, en 1732, au collège des Jésuites de Bordeaux, obtint en rhétorique « *præmium strictæ orationis* », prix que vous supposez être celui de grammaire (*langue correcte*). »

« Permettez-moi de vous dire amicalement que je ne partage pas votre avis. Je crois plutôt que ce prix était celui de *composition latine* (narration ou discours) non en vers, mais en prose, et que *stricta oratio* a le même sens que *prosa oratio*.

» C'est ce que je vais essayer de démontrer.

» Si l'on consulte les grands dictionnaires de Forcellini, de Freund, etc., on remarquera que le mot *oratio* (seul) signifie

quelquefois *prose*, en opposition aux vers, comme dans cette phrase de Cicéron. (*Or...* 21) : « Sapissime et in *poematis*, et in *oratione peccatur*. »

• Quant à l'adjectif *strictus*, il signifie, en parlant du style : serré, court, concis, bref. Voici ce qu'a dit Quintilien (*Inst.* 12, 10, 52) : « Demosthenes est strictior multò quam Cicero. »

• Selon mon opinion, *oratio stricta* signifie : la prose vive et concise, débarrassée des amplifications et des fioritures de la poésie.

• Généralement les prosateurs ont un style plus bref que les poètes. Jules César est plus concis qu'Ovide ; Tacite que Lucain.

• Pour ce qui est du mot *prose*, il se dit en latin *oratio prosa*, ou simplement *prosa*, qui vient de l'adjectif *prorsus*, signifiant : droit, direct.

• La prose, c'est le style bref et concis, qui va droit au but, sans s'écarter de son chemin, sans développements superflus et sans inversion, comme la poésie.

• Par conséquent, je crois (sans pouvoir l'affirmer hautement), que les mots *præmium strictæ orationis* veulent dire : prix de composition latine en prose, tandis qu'un autre prix était réservé à la poésie latine, aux vers latins, si fort en honneur chez les Jésuites d'alors, et, plus tard, dans nos collèges et nos lycées universitaires, jusqu'à ce qu'ils fussent supprimés par un Ministre de l'Instruction publique.

• Toutefois, je vous serais reconnaissant de vouloir bien consulter sur ce sujet une personne plus compétente que moi, par exemple un professeur de notre lycée. Je ne suis qu'un simple bachelier ès lettres de 1868. Comme, après la fin de mes études, je me suis occupé spécialement de commerce pendant vingt ans, dans la maison de mon père, j'ai pu naturellement oublier un peu du latin, que j'avais appris sur les bancs de l'école.

• De mon côté, je vais soumettre la question à mon ancien camarade de rhétorique Fernand Allègre, aujourd'hui professeur à la Faculté des lettres de Lyon, prix d'honneur de discours latin au concours général entre les lycées de France en 1867. Aussitôt que mon modeste et savant ami m'aura envoyé sa réponse, je vous en ferai part.

» En attendant la décision de nos arbitres, nous pouvons dire, comme le poète Horace :

« Grammatici certant, et ad huc sub iudice lis est. »

Depuis la communication du regretté M. Pellisson, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL s'est informé, et guidé par un érudit professeur du lycée, M. Le Blanc, il a trouvé la traduction des mots *strictæ orationis*. Parmi les succès scolaires de Danton (voir sa vie par Louis Madelin, p. 8), on lit qu'il obtient *strictæ orationis accessit*, ce qui signifie, d'après M. Madelin, *accessit de vers latins* par opposition à *solutæ orationis*, de discours latin.

M. Fabia, professeur de philologie classique à la Faculté de Lyon, et le P. Roy, jésuite de la même ville, consultés par M. MARGAT, ont fourni la même explication.

M. Charles AUBIANT fait passer ensuite sous nos yeux un silex taillé qu'il a trouvé sur sa propriété de Boulois, commune de Lajemaye.

« Cette bonne pièce préhistorique, nous dit-il, appartient à la catégorie d'objets, — armes ou outils — appelés disques à cause de leur forme ronde.

» Comme on trouve des disques à toutes les époques de la préhistoire, nous dit notre confrère, et que celui-ci a été recueilli à la surface du sol, il est assez difficile de le dater exactement. Néanmoins, je le crois de l'époque la plus proche de nous, de l'époque néolithique. »

Notre laborieux confrère M. Joseph DURIEUX, pour ne pas en perdre l'habitude, nous envoie quelques notes relatives, cette fois, au frère du meurtrier Ravailiac. « Les Archives départementales de la Dordogne, nous écrit-il, possèdent (cf. votre *Inventaire sommaire*, série B. 132) les verbaux d'une enquête qu'ordonna vers 1612 le procureur du Roi contre le praticien Geoffroy de Montalque, accusé d'homicide sur la personne de feu Jean Fontaneau. Divers témoignages font ressortir que Montalque est soupçonné d'avoir tué ou fait tuer, près de Château-l'Evêque, le sieur Fontaneau dont il entretenait la femme.

» Ce Montalque, natif d'Angoulême, était fils de Jean

Ravaillac et frère de François, l'assassin de Henri IV. Interrogé sur son nom pendant l'instruction de l'affaire, il répondit avoir « changé de cognom » parce que l'arrêt du Parlement de Paris contre le « malheureux » Ravaillac, son frère, le lui enjoignit expressément. Et, de fait, il avait pris le nom de Montalque qui fut enregistré au greffe de sa ville natale.

» Le personnage avait eu des antécédents fâcheux et, comme on dirait aujourd'hui, c'était un récidiviste qui avait un casier judiciaire chargé. En effet, les frères Jérôme et Jean Tharaud, dans leur *Tragédie de Ravaillac* résument ainsi la carrière de Geoffroy, telle qu'on la suit au registre des prisons :

« En 1606 il vole des brebis à son père, en 1607 il l'assomme à demi et lui arrache la barbe et les cheveux, puis il malmène un sieur Boiron et le tribunal le condamne pour tentative de meurtre ; l'année d'après, il falsifie un arrêt du Parlement et pille André Rousseau dit Pelluchon marchand. On l'accuse ensuite d'avoir étranglé Michel Soulet prisonnier. En 1611 il vole, à Marthon, une enclume et le soufflet d'un maréchal. En 1612 l'amour lui fait étrangler près de Noyon (?) en Périgord un nommé Fonteneau dont il désirait la femme. Enfin réduit à quitter le pays, il s'enfuit en Dauphiné où la liste de ses méfaits ne s'est pas conservée, mais où une caverne, dans une pièce de terre qui porte le nom de Champ-Ravaillard, s'illustre de la gloire lugubre attachée à sa mémoire. »

M. Richard DE BOYSSON mande au Secrétaire général qu'il a entre les mains plusieurs documents copiés aux Archives nationales et donnés à Sarlat par M. Tamizey de Larroque, parce qu'ils concernaient ce diocèse ; « mais avec les titres authentiques dont j'ai la copie devaient se trouver les mêmes titres concernant le diocèse de Périgueux. Il est vraisemblable qu'en nous faisant profiter de sa découverte, M. Tamizey de Larroque a eu pour vous la même gracieuse attention.

» En cas d'affirmative, je vous prie de vouloir bien les chercher et me les prêter pour huit jours. Je vous les renverrais avec la copie de ceux de Sarlat et j'y joindrais pour le *Bulletin* un exposé historique, établi d'après ces documents. Je crois que cette question peu connue intéresserait quelques-uns de nos lecteurs.

Après recherches, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL n'a trouvé dans

ses provisions aucun document donné par M. Tamizey de Larroque. Il les publiait au fur et à mesure qu'ils lui arrivaient. M. de Boysson ferait peut-être bien de consulter à ce sujet la collection des *Archives historiques de la Gironde* où M. Tamizey de Larroque faisait de fréquentes communications.

Voici la liste des copies possédées par M. de Boysson :

2 mai 1692

1^o Mémoire des gentilshommes de la Généralité de Bordeaux qui font faire dans leurs maisons et châteaux l'exercice de la R. P. R.

Diocèse de Sarlat.

8 septembre 1685

2^o Etat des temples qui ont été interdits. Noms des lieux où il y avait cy-devant exercice réel, quoique appartenant à des seigneurs ecclésiastiques.

Diocèse de Sarlat.

1687

3^o Mémoire concernant les missionnaires dans chaque diocèse de la Généralité de Bordeaux.

Diocèse de Sarlat

1696

4^o Etat des biens des consistoires du diocèse de Sarlat.

M. DUBUT adresse au Président la copie d'un acte notarié, dont il est donné lecture, passé au bourg de Saint-Privat en Périgord le 25 août 1736 et portant afferme du droit de boucherie pour les cochons, sur la place publique, au bourg de Saint-Privat en 1736. Le prieur afferme ce droit pour sept années moyennant 30 livres par an et 12 langues de cochons à bailler à chaque fête de Noël.

La pièce sera publiée.

De son côté, M. le docteur MOUSSON-LANAUZE nous envoie copie de pièces imprimées à Belvès, de l'époque révolutionnaire, qui se trouvent dans les archives des mairies. Ces pièces imprimées dans les chefs-lieux de canton, signées de Lakanal, sont relatives à la fabrication pressée de canons, du salpêtre, des munitions de toute sorte, ce qui nous rappelle les circonstances actuelles.

Ces pièces n'étant pas inédites pourront être publiées par quelque journal local.

A propos du procès-verbal de la séance du 2 septembre dernier, notre vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande que la communication de M. Pellisson relative à un certificat de prix délivré, en 1732, par les Jésuites de Bordeaux au rhétoricien Guillaume de Biran, futur subdélégué de l'Intendance à Bergerac et oncle breton du philosophe Maine de Biran, fait double emploi avec celle du même certificat faite à la séance du 3 septembre 1896.

Notre vice-président joint à cette remarque un complément aux indications fournies par M. Joseph Durieux sur le dépôt des prisonniers de guerre stationnés à Périgueux sous le Premier Empire.

« C'est un extrait des « Souvenirs » de M^{me} Révolte-Bellisle, née Cellérier, auxquels a déjà été emprunté le récit du séjour, à Périgueux, en 1815, du duc et de la duchesse d'Angoulême.

» Après avoir rappelé le passage, en 1808 et 1809, des nombreuses troupes se rendant en Espagne, les revues continuelles et les réquisitions de logements militaires, la narratrice ajoute :

« Des prisonniers espagnols arrivèrent en masse à Périgueux. Le typhus se déclara parmi eux. Ils étaient entassés dans divers locaux, notamment dans la vieille église, abandonnée depuis la Révolution, de Saint-Augustin, près de la rue du Plantier. »

» M^{me} Bellisle dit avoir visité, avec ses parents, les prisonniers dans cette église, annexe aujourd'hui du Musée du Périgord.

« Ils étaient noirs comme des sacs de charbon, en proie qu'ils étaient à la terrible maladie. Le typhus se déclara aussi dans la population de la ville, et y fit beaucoup de victimes. On parlait d'arborer le drapeau noir sur le clocher de Saint-Front. »

» Elle cite parmi les victimes de la contagion, le docteur Gasquet, et son arrière-grand-père maternel M. Simon de Ladoire de Chamizac, ancien président au présidial et maire de Périgueux.

« Ce dernier avait cru l'épidémie finie. Il partit de Celles pour aller à Blanzac, commune du Change, voir son frère M. Ladoire de Léparre.

En passant à Périgueux, il contracta la terrible maladie et tomba malade chez son frère, à Blanzac, et y mourut.

» Les prisonniers les plus valides furent répartis dans les campagnes. »

» Le père de M^{me} Bellisle, M. Cellérier « avait pour sa part quatre prisonniers, qui travaillaient à faire des fossés dans la combe de la métairie de Chamizac. On tuait des brebis pour la nourriture de ces prisonniers. »

» Plusieurs prisonniers des guerres de Napoléon restèrent dans la contrée, où ils avaient fait apprécier leurs services, et s'y marièrent. M. Dujarric nous dit avoir connu, dans la commune de Celles, au village du Chatain, une veuve Charbonnier, qui était la dernière descendante d'un prisonnier du nom de Sourzi. Dans la commune du Grand-Brassac, existent encore des petits-fils de prisonniers, comme les Militor et les Iwanenko, souches de braves cultivateurs. »

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à deux heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 6 janvier 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, Antony Délugin, Durand de Ramefort, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Lespinas, Eugène Roux, l'abbé Joseph Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser en nous envoyant leurs vœux de bonne année : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, le marquis de Bourdeille, Amadieu et Adalbert du Soulas.

M. LE PRÉSIDENT adresse ses souhaits de bonne année à tous nos confrères. Il désire que cette année 1916 soit clémente à tous et qu'elle console ceux qui ont été cruellement frappés par la perte de leurs proches.

Comme de coutume, il a reçu de M. le chanoine POTTIER, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, l'élégante poésie suivante :

1916

En patriæ video rorantes sanguine campos !
Sub cælo sævit scelerata insania belli,
Et quo nos duxit regum rabida ira duorum,
Cum mæsto fluxu lacrymarum, cernimus omnes !
Eheu ! quis nostras pandet sermone ruinas ?
Firma tamen remanet spes, nam qui temperat orbem
Scribit ubi delet, solito de more benignus.
Quas res hoc anno scribet ? Nescimus, at ille
Perfecte novit quid crastina tempora portant.
Nos autem, frater, colimus res temporis acti,
Et nunc reliquias belli meditabimur atras,
Incluta nostrorum juvenum miracula fratrum,
Et famam quorum sacravit gloria frontem.
Ergo nota quidquid memorabile patria servat
Quando natorum fert nomen ad astra suorum :
Ejus ita eximiis scriptis augebis honorem !

*Le Président et le Conseil
de la Société Archéologique de Tarn-et-Garonne.*

Les membres présents remercient M. le Président de ses bons souhaits et M. le chanoine Pottier de son bon souvenir.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. l'abbé Joseph Roux demande à rectifier un chiffre de son article sur les tribunes de Saint-Front, page 324 du *Bulletin* de cette année. A la ligne 12, ce n'est pas 1783 qu'il avait mis dans son manuscrit, mais 1733. C'est, en effet, à cette époque que les orgues furent terminées et qu'elles durent être mises en place ou à Saint-Front ou à la Cité.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des sciences économiques et sociales, année 1911, in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1915 ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome III, n° 11, 3^e trimestre de 1915, juillet-août-septembre, un fascicule in-8°, avec un portrait, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs ; contenant, p. 366, une excellente *Notice bio-bibliographique* par M. Emile Ginot sur le regretté Alfred Richard, archiviste honoraire du département de la Vienne, et ses publications ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 23^e-24^e livraisons, novembre-décembre 1915, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 42^e année, juillet-août 1915, in-8° avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant, p. 238, par notre confrère M. Labadie, la suite de son mémoire sur *Un céramiste agenais à Bordeaux, Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans (1829-1837)* ;

Et de M. de Saint-Saud, son élégante plaquette *Sacre de S. G. M^{re} Rivière*, évêque de Périgueux et Sarlat, 21 septembre 1915, en l'église Sainte-Madeleine à Paris, fête de saint Mathieu, grand in-8° avec encadrements et portraits, imprimerie de la Revue *Nos évêques de France*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse une circulaire datée du 25 novembre 1915 et prescrivant une enquête sur les biens communaux.

Il existe, dit-il, dans la plupart de nos communes rurales, des biens dits communaux, dont la jouissance appartient aux habitants de la commune, d'une section de commune ou d'un groupe de communes. Or, l'histoire de ces biens, qui est un chapitre de l'histoire économique de la France, n'a jamais été faite dans son ensemble d'après les documents authentiques, et la Section des sciences économiques et sociales du Comité des Travaux historiques et scientifi-

ques vient d'appeler mon attention sur l'intérêt que ne manquerait pas de présenter une vaste enquête qui permettrait d'en recueillir les matériaux au point de vue historique à la fois et économique. Il serait ainsi possible de procéder à la rédaction d'études locales ou provinciales solidement documentées et préférables à des généralisations hâtives et hasardées.

La Section a pensé, et j'estime avec elle, que les Sociétés savantes en rapport avec mon Département, les professeurs dans les Facultés de droit et les Facultés des lettres de nos Universités, ainsi que les membres non résidant du Comité et les correspondants et correspondants honoraires du Ministère de l'Instruction publique, qualifiés par la nature de leurs travaux et par leurs recherches antérieures, seraient particulièrement désignés pour mener à bien cette enquête dans les régions respectives sur lesquelles portent habituellement leurs études personnelles.

Dans l'intention de faciliter les recherches et aussi de diriger en quelque sorte les réponses, afin de les rendre comparables dans la mesure du possible, le Comité a établi, tant pour la partie historique du travail que pour sa partie économique, un plan qui permettrait, les résultats de l'enquête une fois connus, de les grouper facilement et de les coordonner.

Je ne saurais mieux faire, me semble-t-il, que de porter, sans commentaires, ce plan à la connaissance des membres des Sociétés savantes et des travailleurs indépendants en les invitant à le suivre le plus près qu'il se pourra.

Je crois devoir toutefois ajouter, à titre d'indication, qu'étant donné le but qu'on se propose, il n'y a pas lieu de comprendre dans le champ des recherches les biens faisant partie du domaine public de la commune comme les églises, les mairies, les écoles, les chemins classés, non plus que les biens du domaine privé tels que maisons, fermes, biens ruraux qui font l'objet d'une amodiation et dont la commune percevoit seulement le fermage ou le loyer.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL croit qu'en Périgord la plus grande partie des biens communaux ont été aliénés sous le second Empire pour pourvoir à la construction des groupes scolaires dans les communes. Il en reste encore quelques-uns de peu d'importance, comme des délaissés de chemins ruraux, des mares, etc.

Nos confrères sont priés de nous envoyer des renseignements sur cette question ou simplement de vouloir bien nous

indiquer l'existence de ces communaux, en s'appuyant sur le cadastre et la matrice cadastrale.

La Société du Musée militaire des Vétérans du Périgord nous communique un état de ses ressources au 1^{er} novembre dernier et invite de nouveaux et nombreux adhérents à venir à elle.

M^{me} FRENET offre à nos archives deux pièces sur papier : 1^o un brevet de prélation accordé par Louis-Joseph Nompar de Caumont, duc de La Force, comte de Mussidan, à Jean Moze dit Boulege, maçon, habitant des faubourgs de Mussidan, paroisse Saint-Médard, le 1^{er} mai 1788, sur une pièce de terre en mauvaise vigne, située au lieu appelé à la Clède ; 2^o un congé absolu de réforme octroyé à Strasbourg l'an III de la République, au citoyen Jean Frenet, fusillier de la 7^e compagnie du bataillon des réformés de première réquisition de l'armée du Rhin.

Ces pièces seront versées aux Archives départementales.

M. l'abbé Joseph Roux nous dit que « dans son très intéressant travail sur la chapelle bâtie à Saint Front par Arnaud de Barnabé » al luoc appellat la Gaumeilha », M. Dujarric-Descombes, parlant de la mise au tombeau qui devait se trouver dans cette chapelle, dit :

« On ne peut que regretter la perte de cette mise au tombeau qui dût, comme tant d'autres richesses artistiques, être détruite durant l'occupation calviniste (*Bull. arch.*, XXXIII, p. 66).

» J'ai trouvé aux Archives départementales, fonds Maigne, un acte du 11 janvier 1615, qui vient corroborer cette supposition de notre érudit vice-président. C'est une prise de possession de la vicairie de Saint-Barnabé et de ses dépendances par un prêtre du diocèse de Périgueux, Nathali Loubaud.

» La citation de l'acte entier serait un peu longue, il nous suffira d'en extraire le passage relatif à la démolition de la chapelle.

» Le sieur Laporte dont il va être question est le délégué

du chapitre collégial pour procéder à cette prise de possession.

« Lequel (Nathali Loubaud) a prié et requis ledit Laporte et, partant que besoin serait, sommé de le mettre en la possession réelle, actuelle et corporelle de ladite vicairie, fruits, profits et revenus d'icelle et de tout ce qui en despend. Lequel Laporte, après avoir vue et lue ladite collation, suivant le requis dudit Loubaud, et obéissant au contenu de ladite provision, a pris ledit Loubaud par la main et iceluy mené au lieu où souloit estre bastie la chapelle dudit Saint-Barnabé, *qui est à présent ruinée et desmolie*, l'a fait mettre de genoux, et en signe de possession lui a fait baiser le cartellaige où *estoit* basti et édifié l'autel de ladite chapelle. »

» Il paraît très probable, pour ne pas dire certain, que cet état de ruine dans lequel se trouvait la chapelle de Saint-Barnabé en 1615, datait de l'occupation calviniste (1573-1581). Ainsi donc elle serait restée démolie au moins trente-quatre ans.

» Si l'on s'en tenait aux expressions mêmes de l'acte ci-dessus, on pourrait croire que cette démolition fut complète ; or nous savons que les voûtes anciennes existaient encore en 1826. M. de Mourcin (*Antiquités de Vésone*, II, p. 473), semble même faire entendre qu'elles étaient dans leur état primitif en s'exprimant ainsi : « Quant aux voûtes, elles sont en ogive ». Si les voûtes furent conservées, les murs qui les soutenaient n'eurent sans doute pas trop à en souffrir. La démolition mentionnée par l'acte ci-dessus ne porterait donc que sur l'intérieur de la chapelle, sur l'autel dont il ne restait plus que le soubassement et sur les ornements qui avaient été bénits par Hélié de Bourdeille en 1438, à savoir :

« Lo sépulcre, las imaginas de Nostra-Dona, de saint Barnabé, de saint Thomas le Réaule. » (Terrier de Saint-Astier, p. 38, 39.)

» Il semblerait bien que cette prise de possession de la vicairie demande la reconstruction à bref délai au moins de l'autel de la chapelle ; car, un chapelain desservant une chapelle funéraire implique bien l'existence d'un autel à desservir où le vicaire chapelain célèbre la messe pour les défunts de la famille.

» La suite de l'acte nous apprenant qu'à ce moment c'était

Forton de Saint-Astier du Lieu-Dieu qui était patron de la chapelle et qui présentait le chapelain à l'acceptation du chapitre, ce fut lui qui dut réédifier l'autel, si tant est qu'il fut relevé à cette occasion. »

Notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous signale une abbesse de Tarascon au XVIII^e siècle, qui était une petite nièce de Fénelon, un peu oubliée aujourd'hui, Gabrielle de Salignac-Fénelon, et nous communique une lettre intéressante de 1770, d'un docteur Delaunay, qui avait été le témoin de sa vie édifiante.

Cette lettre sera publiée.

Malgré ses nombreuses occupations au Magasin de Saint-Cyr l'Ecole, notre laborieux et zélé confrère M. Joseph DURIEUX ne nous oublie pas. Il mande au Secrétaire général que « dans une notice sur la vie et les travaux de M. Léon Lefébure, lue le 11 décembre à la séance publique annuelle de l'Académie des Sciences morales et politiques, M. René Slourm, secrétaire perpétuel, a rappelé que M. Lefébure fut nommé sous-secrétaire des finances le 27 novembre 1873, alors que Pierre Magne était ministre. Il évoque, à cette occasion, la vieille et profonde compétence financière de M. Magne qu'il a servi lui-même longtemps avec respect et affection, la finesse de son esprit, la précision de sa pensée, la droiture et la sincérité de sa parole, enfin le ton persuasif de son éloquence parlementaire. M. Magne s'était assuré ainsi une grande autorité au Parlement. « Bien que ministre dès le début de l'Empire, aux époques du pouvoir absolu, il ne pratiqua jamais la manière forte et en eut été d'ailleurs incapable. »

» Je vous signale pour la Bibliographie du Périgord le *Catéchisme imprimé par ordonnance de M^{sr} Jean de Bonneguise, évêque d'Arras, pour être seul enseigné par toute l'étendue de son diocèse*. La première édition parut à Arras, chez Michel Nicolas, imprimeur ordinaire de M^{sr} l'évêque, en 1757, avec privilège du Roi du 27 octobre 1755 ; elle n'apportait au catéchisme diocésain composé par ses prédécesseurs, que de légers

changements ne touchant « ni à l'arrangement des matières ni au fond de la doctrine ».

» Une édition revue, corrigée et augmentée, fut publiée en 1766, aux armes des Bonneguise (in-16, x-314 pages); elle comprend trois parties : I. Sommaire de la doctrine chrétienne pour les plus petits enfants. — II. Pour les enfants qui avancent en âge et que l'on veut disposer de loin à la première communion. — III. Explication plus étendue des deux précédents catéchismes avec des récapitulations de chaque leçon.

» Les *Mémoires* du P. Ignace et l'*Histoire du Chapitre d'Arras*, par l'abbé Fanien, contiennent quelques renseignements sur l'intronisation de Jean de Bonneguise qui compléteront notre récente notice sur ce prélat. L'abbé de Bonneguise, vicaire général de Cambrai, avait été chaudement recommandé par Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, pour le siège épiscopal d'Arras. Il résigna son canonicat à l'abbé de Fénelon, son parent. Le Chapitre d'Arras envoya à Cambrai, le 21 avril 1752, une députation de six de ses membres pour offrir ses compliments au nouvel évêque. Le prévôt Palisot d'Incourt félicita Jean de Bonneguise au nom de la compagnie qui était « enchantée de l'heureux choix que le Roi venait de faire en appelant sur le siège d'Arras un homme si distingué par ses talents et ses vertus. » Le prélat invita les députés à dîner le samedi 22 en l'abbaye de Saint-Aubert. Ceux-ci rentrèrent à Arras le lendemain et se louèrent de l'accueil bienveillant et sympathique qu'ils avaient reçu : leur séjour à Cambrai, disaient-ils, avait été pour eux une fête continuelle, et n'ayant pas quitté M. de Bonneguise, ils avaient expérimenté la vérité des éloges que tout le monde lui prodiguait sur la noblesse de ses manières et l'aménité de son caractère.

» Jean de Bonneguise se rendit incognito à Arras le 9 juin suivant, vers huit heures et demie du soir, afin de choisir les meubles et effets de son prédécesseur Baglion de La Salle qu'il trouverait à sa convenance parmi ceux qui allaient être vendus aux enchères. Il quitta Cambrai pour Paris le 1^{er} août. Après avoir reçu ses bulles apostoliques, il fut sacré le diman-

che 22 octobre dans la chapelle archiépiscopale, en même temps que l'évêque du Couserans, par Christophe de Beaumont, assisté des évêques de Lescar et de Chartres. Le lendemain, il prêta le serment de fidélité entre les mains de Louis XV dans la chapelle de Fontainebleau.

» Parti en poste de Paris le 26 octobre, il fit son entrée publique dans Arras, le 28, vers les deux heures, par la porte de Ronville; toutes les cloches de la ville sonnèrent jusqu'à son arrivée à la cathédrale. Il reçut au palais épiscopal le Chapitre, les Corps ecclésiastiques réguliers et autres, les curés avec leurs vicaires, la chambre épiscopale, l'élection d'Artois, la gouvernance d'Arras, les députés ordinaires de la province. Le dimanche 29, il fut « mis en possession » par le prévôt et le doyen selon les formalités habituelles. Ce même jour, il reçut le Conseil d'Artois par députation ainsi que dix académiciens de la Société littéraire d'Arras. Le 30, il réunit tout le Chapitre à sa table et la Compagnie se déclara heureuse de posséder enfin ce pontife si désiré. »

Plus encore au nom de M. DUJARRIC-DESCOMBES qu'au sien, M. DE SAINT-SAUD nous dit quelques mots de deux ex-libris périgourdins très rares, dont il nous montre la reproduction photographique, pièces qu'il a retrouvées récemment à Genève, dans la collection du célèbre collectionneur et érudit M. Raisin. L'un est celui de Bertin le ministre, dont il a été question dans la séance de notre Société de janvier 1910. L'autre est celui de Christophe de Beaumont du Repaire, maréchal de camp et gouverneur de Domme, qui, par son mariage, en 1761, avec Marie-Claude de Beynac, héritière de sa maison, une de nos plus anciennes du Périgord, devint propriétaire de Beynac et de Saint-Jean-de-Côle. Ce dernier, d'une facture moins bonne que le premier, est entouré d'ornements guerriers d'un assez joli effet.

Ces ex-libris seront publiés.

M. BAYLE demande à nos confrères s'ils connaîtraient une *Revue du Périgord* publiée dans ces dernières années et une *Revue Périgourdine littéraire* dirigée par M. Henry Cellérier, de Mussidan.

Plusieurs de nos confrères, en mesure de renseigner M. Bayle, lui répondent qu'en effet une étude sur le conventionnel Valady par M. Daniel de Lage, avec une note complémentaire, a paru dans la *Revue du Périgord*, publiée en 1910 sous la direction de M. le docteur Ladevi-Roche et imprimée à Montpon.

La *Revue Périgourdine littéraire* parut en 1903 et eut deux numéros seulement en 1904.

M. LE PRÉSIDENT nous lit ensuite quelques passages fort intéressants du récit de voyage en Périgord de l'abbé Bellet auquel il en a emprunté d'autres sur la Chartreuse de Vauclaire, comme nos lecteurs l'ont vu.

Comme suite à un détail sur le prix de la viande de boucherie à La Roche-Chalais, donné à une précédente séance, M. DE SAINT-SAUD nous dit qu'en 1712 le bœuf fut taxé à 2 sols 6 deniers la livre, le veau de lait au-dessous de six mois à 3 sols ; le mouton, à 2 sols 6 deniers, et la vache à 2 sols. Dix ans après, il y avait une augmentation assez sensible ; en 1721 le veau de lait fut taxé à 3 sols 6 deniers ; le mouton à 3 sols. La brebis n'était qu'à 1 sol 6 deniers. Dans les registres de la justice seigneuriale du marquisat, d'où ces détails sont tirés, notre confrère a relevé aussi la défense suivante, qui lui a remémoré que dans son enfance il y avait dans plusieurs rues de La Roche-Chalais de la *jaugue* (litière) étendue entre les maisons pour y pourrir. Le 31 mai 1721, le juge sénéchal, à la suite de mesures d'hygiène ordonnées par le Roi décida

« que dans huit jours pour tout délay les habitants du présent bourg seront tenus de faire emporter les fiens et immondices qu'ils ont dans led. bourg, tant devant leurs maisons qu'ailleurs, et de tenir les rues nettes sans jaugue, paille et autres ordures.... oster tous les matins les ordures et immondices qui seront restés de jour.... deffense de laisser vaguer dans les rues aucuns cochons, ni canards, à peine de 10 livres d'amande.... et d'estre tirés dessus par les gardes dud. bourg, auxquels ordonnons de les tuer toutes et quantes fois qu'ils les trouveront dans les rues... »

Le 7 juin l'amende est portée à 20 livres. Il fut ainsi ordonné d'enterrer les brebis et le menu bétail dans des fosses de

trois pieds de profondeur et le gros bétail à six pieds, sinon 15 livres d'amende. Les voisins ont obligation d'avertir en cas de contravention aux ordres susdits.

Enfin, notre TRÉSORIER nous communique son compte de gestion pour l'exercice 1915. Il nous informe que par suite de la mobilisation d'un certain nombre de nos membres, il s'est produit un déficit dans les recettes, qui se comblera après la guerre, il faut l'espérer.

Les recettes s'élèvent cette année à.....	4.026 93
et les dépenses payées à.....	<u>3 795 75</u>

De sorte qu'il y a encore un modique excédent de recettes de.....	231 18
--	--------

L'assemblée approuve le compte de gestion et complimente le Trésorier de son zèle à bien administrer nos finances.

La séance est levée à trois heures un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER

(Exercice de 1915)

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon compte de gestion pour l'année qui vient de s'écouler et de vous en demander l'approbation.

Ce compte se solde par un excédent de recettes assez faible, car il ne s'élève qu'à la somme de 231 fr. 18; nos dépenses ayant été plutôt inférieures à celles des dernières années, cet excédent eût dû être plus élevé; il a été réduit à ce chiffre par une importante diminution de recettes dues à de trop nombreux décès et surtout à l'absence de beaucoup de nos membres qui, mobilisés, n'ont pu, cette année, verser leur cotisation.

Je pense, Messieurs, qu'en ce qui concerne ces derniers, nous ne devons voir là qu'un retard momentané; j'espère que

quand la dure épreuve que subit le pays sera enfin heureusement terminée et que nos confrères absents auront repris la vie normale, il sera aisé de régulariser la situation actuelle.

Quoi qu'il en soit, constatons que, malgré tout, notre Société vit et fonctionne ; c'est beaucoup et nous devons nous en féliciter tout en espérant des jours meilleurs.

Recettes.

Cotisations versées.....	2.280 »
Droits de diplôme.....	20 »
Subvention du Conseil général.....	1.000 »
Vente de <i>Bulletins</i>	18 »
Remboursement de frais de tirages à part de des-	
sins.....	46 25
Intérêts du capital placé.....	662 28
TOTAL.....	4.026 93

Dépenses

Payé à l'imprimerie Ribes.....	1.883 50
— à MM. Calala frères, pour dessins et clichés...	373 53
— à M. Ronteix — — — ...	215 »
Remboursé à M. de Saint-Saud pour frais d'un cliché	16 35
Loyer de la salle.....	375 50
Affranchissement du <i>Bulletin</i>	189 35
Frais de bureau du Secrétaire général.....	300 »
— du Trésorier.....	200 »
Concierge.....	85 »
Chauffage.....	14 80
Prime d'assurance.....	14 70
Abonnement aux <i>Archives historiques de la Gironde</i> .	12 »
— à l' <i>Union historique et archéologique du</i>	
<i>Sud-Ouest</i>	20 »
Cotisation à la <i>Société du Musée militaire des Vétérans</i>	2 »
Timbres-poste, colis postaux, confection de diplômes, étrennes et autres dépenses dont le détail est porté au livre de caisse.....	94 »
TOTAL.....	3.795 75

Récapitulation.

Recettes.....	4.026 93
Dépenses.....	3.795 75

Excédent de recettes... .. 231 18

L'actif de la Société au 31 décembre 1914 étant de 18.021 28
s'élève au 31 décembre 1915 à la somme de.... 18.252 46

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 88.814, de 35 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées.....	13.153 20
2° Un titre de rente de 60 francs 3 % n° 12.121, vol. 7, acheté.....	1.942 50
3° Un autre titre de rente de 30 francs 3 % n° 0018.651, vol. 8, acheté.....	992 »
4° Un autre titre de rente de 30 fr. 3 % n° 0673.756, acheté.....	936 »
5° Argent placé à la Caisse d'épargne, intérêts compris.....	619 35
6° Argent en caisse.....	609 41

TOTAL égal..... 18.252 46

Périgueux, le 31 décembre 1915.

Le Trésorier, M. FÉAUX.

LE ROI HENRI IV ET LE COMTÉ DE PÉRIGORD

SUIVI D'UN INVENTAIRE DES LIASSES Q¹ 171-175

DES ARCHIVES NATIONALES

Les liasses Q¹ 171-175 des Archives nationales comprennent un certain nombre de titres à caractère domanial qui intéressent le Périgord. On en trouvera plus loin le catalogue. Ces documents ont fourni à M. le baron de Corbier la matière d'un excellent travail, dont la première partie a seule paru au moment où nous écrivons ces lignes, travail publié dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, sous ce titre : *La vicomté de Limoges et le comté du Périgord. Leur réunion à la couronne à l'avènement de Henri IV. Etude historique sur le domaine royal en Limousin* (1).

L'étude de M. de Corbier comprend tout d'abord un exposé succinct des principes de l'ancien droit en matière domaniale, exposé très clair et tel qu'on pouvait l'attendre du spécialiste très compétent qu'il est. L'auteur ne s'est pas tiré moins heureusement de la partie proprement historique de sa tâche, qui consistait à suivre, dans la pratique, l'application des principes établis. Après avoir dépouillé nous-même tous les actes qu'il a compulsés, nous tenons à lui rendre cette justice qu'il a épuisé la matière ou peu s'en faut. Ce nous est un agréable devoir de renvoyer à son travail ceux de nos confrères que la question traitée pourrait intéresser, surtout si, comme nous en sommes assuré, la suite qui le complètera répond au commencement.

Cependant, en revoyant les notes que nous avons prises au cours de ce dépouillement que, sans nous en douter, nous

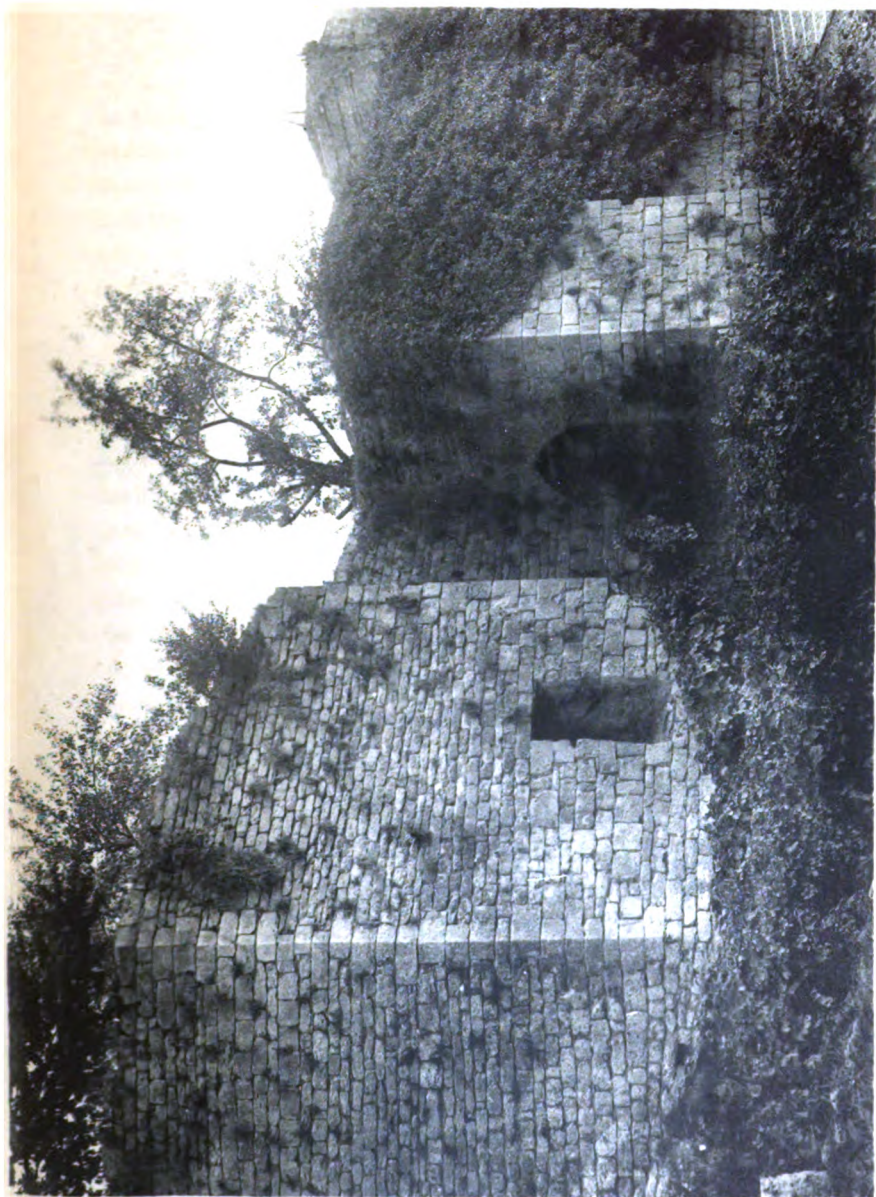
(1) Tome LXIII, première livraison, p. 28-72. Ce travail est suivi de deux appendices, dont le second surtout, extrait de la *Collection Périgord de la Bibliothèque nationale* (notes de l'abbé Lespine), vol. 71, p. 223 et suiv., est pour nous précieux à consulter. Il donne une énumération, sinon complète, au moins assez étendue, des domaines et des droits de toute nature aliénés par Henri IV dans l'étendue du comté de Périgord, avec mention de la valeur des aliénations, de la date des titres et du nom des acquéreurs.

poursuivions parallèlement au sien, il nous a paru, tant la matière est importante et, il faut bien le dire, nouvelle, que cette moisson si consciencieusement faite nous laissait encore quelques glanes à ramasser. Nous nous en tiendrons simplement à celles qui concernent exclusivement des localités du département actuel de la Dordogne. Le plus souvent, M. de Corbier les signale, mais il nous a semblé qu'il serait préférable, sans attendre les détails que M. de Corbier réserve peut-être pour la seconde partie de son étude, d'utiliser d'ores et déjà les documents qui peuvent présenter un intérêt sérieux pour l'histoire de notre département. La pénurie des archives provinciales à cet égard commande, en effet, de ne rien négliger qui puisse y suppléer (1).

Les liasses que nous avons signalées contiennent, entre autres pièces, un *Mémoire* manuscrit sur la domanialité du comté de Périgord. Ce mémoire, non signé ni daté (2), mais que, d'après sa teneur, l'on peut attribuer avec toute certitude à la fin de l'ancien régime, fut évidemment rédigé dans les bureaux du Domaine, à l'occasion de l'un de ces nombreux procès qui furent la conséquence d'aliénations consenties par Henri IV de parties de son domaine propre, nous voulons dire de celui qui lui appartenait avant son avènement au trône de France. On y voit énumérées les ventes faites par un roi besogneux, jusqu'au jour où, renonçant à un droit qu'il n'avait pas voulu abandonner, il s'interdit à lui-même d'en réaliser de nouvelles. A qui se demanderait comment Henri IV, roi de France, dernier comte de Périgord, se comporta à l'égard de son domaine comtal, ce mémoire nous a paru susceptible de fournir certaines clartés que l'on chercherait malaisément ailleurs. Pour cette raison, nous avons cru utile d'en dégager les données essentielles.

(1) Grâce à l'obligeance de notre érudit vice-président, M. Charles Durand, qui a bien voulu nous faire profiter de sa précieuse collection de clichés photographiques, nous avons pu donner, comme illustration de cette courte étude sur la fin du comté de Périgord, deux planches reproduisant deux aspects différents de l'ancien château comtal de Montignac-sur-Vézère. Nous tenons à remercier ici notre aimable confrère.

(2) Il comprend 61 pages in-4°.



Cliché de M. Ch. Durand

Phototypie Berthand, Paris

ENTRÉE NORD-OUEST DU CHATEAU DE MONTIGNAC

3
2
1
1
1

On sait quelle fut la fortune du comté de Périgord depuis la fin du ^{xiv}^e siècle, époque à laquelle il échappa à la famille des Talleyrand.

Confisqué par le Roi à deux reprises, une première fois par arrêt du Parlement du 3 janvier 1397 sur Archambaud V (1), une seconde par arrêt du même Parlement du 17 juillet 1399 sur Archambaud VI (2), il fut donné comme supplément d'apanage par le roi Charles VI à son frère Louis d'Orléans, par lettres du 23 janvier 1400, enregistrées à la Chambre des Comptes le 24 mars suivant (3). Le 26 juillet de cette même année, Regnaud de Sens, bailli de Blois, commissaire député par le duc d'Orléans pour prendre en son nom possession du comté, partit de Blois. Il arriva à Périgueux le 6 août et, le même jour, après avoir fait lire en présence d'Aimeri des Chabannes, lieutenant du sénéchal, et des officiers du Roi, le titre de donation, puis l'acte de sa vérification par les trésoriers et la Chambre des Comptes, et avoir requis l'entérinement de ces lettres, il fut mis incontinent en possession du comté (4). L'opération commença aussitôt et se prolongea jusqu'à la fin d'août. Il en existe un procès-verbal détaillé, très précieux pour connaître la consistance du domaine, tant corporel qu'incorporel, du comté à cette époque (5).

(1) Arch. nat. X^e 13, fol. 171-178. Cet arrêt est analysé dans Dessalles, *Périgueux et les deux derniers comtes de Périgord*, p. 214-215, et transcrit, d'après l'original, dans les *Preuves* du même ouvrage, p. 8-30.

(2) Arch. nat. X^e 13, fol. 292-297. Analysé dans Dessalles, ouvr. cité (p. 304, où l'arrêt est daté par erreur du 19 juin) et transcrit dans les *Preuves*, p. 77-93.

(3) Arch. nat. JJ. 154, pièce 704 (original) et Q¹ 171 (vidimus des 25 et 26 mars 1400 et 26 septembre 1463). V. Dessalles, ouvr. cité, p. 308-309, qui transcrit l'acte dans les *Preuves*, p. 93-96.

(4) Arch. nat. Q¹ 171.

(5) Arch. nat. K. 1235. Publié *in extenso* dans Dessalles, ouvr. cité, *Preuves*, p. 96-137. Le comté de Périgord comprenait à ce moment : l'emplacement du château, récemment démoli, de la Rolphie, et certains droits utiles de minime importance à Périgueux et dans quelques paroisses de sa banlieue ; la châellenie d'Auberoche (commune du Change), la châellenie de Bourdeille, les châteaux de Montignac et de Razac, la terre de Vergt, les château et terre de Roussille (commune de Douville), les ville et châellenie de Montpon, les château et châellenie de Bénévent (commune de St-Laurent-des-Hommes), le château de Montignac le Petit (commune de Ménestérol-Montignac), le Puy

Le nouveau comte de Périgord, Louis, duc d'Orléans, étant mort assassiné le 24 novembre 1407, le comté passa après lui à son fils aîné, Charles. Celui-ci, fait prisonnier à Azincourt en 1415, subit en Angleterre une captivité qui se prolongea jusqu'en 1440. Pendant cette longue absence, nous le voyons, à la date du 14 décembre 1430, donner à son frère naturel Jean, bâtard d'Orléans, futur comte de Dunois, le comté de Périgord en échange de celui de Porcien (1). L'effet de cette donation, si elle ne fut pas fictive, ne devait pas être de longue durée. Le comté resta ou revint à son ancien propriétaire, puisque, peut-être pour se procurer les fonds nécessaires à sa rançon, Charles le vendit le 4 mars 1438, ayant donné pour cela procuration à son frère le Bâtard, à Jean de Bretagne, seigneur de Laigle, comte de Penthievre, vicomte de Limoges, moyennant la somme de 16.000 réaux d'or et 10.000 florins dus par feu Louis d'Orléans à Olivier de Clisson, dont Jean de Bretagne était héritier (2).

La maison comtale était donc changée une fois de plus. Ce ne devait pas être la dernière. Jean de Bretagne, comte de Penthievre, étant mort en 1454, eut pour successeur son frère Guillaume. Celui-ci décéda l'année suivante, laissant trois filles. L'aînée, Françoise, porta en dot (1470) le comté à son mari, Alain, sire d'Albret. Après Alain, le Périgord fut possédé successivement par son petit-fils Henri d'Albret (1522), roi de Navarre, deuxième du nom, depuis 1516, qui épousa en 1526 la duchesse douairière d'Alençon, Marguerite, sœur de François I^{er}, puis, à la mort d'Henri II (1555), par sa

de Chalus (commune de Montpon), de la terre de la paroisse de Plazac, de la ville de Caussade (auj. Tarn-et-Garonne, ch.-l. de cant.), du lieu de Molières (auj. Tarn-et-Garonne, ch.-l. de cant.), du lieu de Moulusac (auj. Montalzat, Tarn-et-Garonne, commune du cant. de Montpezat-de-Quercy), du lieu de La Française (auj. Tarn-et-Garonne, ch.-l. de cant.) et de la ville de Cordes (auj. Tarn, ch.-l. de cant.). (D'après le procès-verbal de 1400 et l'arrêt du Parlement du 28 mai 1490, indiqué plus loin.)

(1) Arch. nat. Q¹ 171. Cité par Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. II, p. 425, mais avec la date erronée du 14 septembre.

(2) Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. II, p. 429, qui donne la référence : Bibl. nat., Coll. Doat, t. 244, fol. 277.

filles Jeanne d'Albret, mariée, en 1548, à Antoine de Bourbon. Jeanne morte (1572), le comté passa à son fils Henri III, qui devint, en 1589, roi de France sous le nom de Henri IV.

Depuis l'avènement de la maison de Bretagne au comté de Périgord (1438), la possession de la nouvelle famille comtale ne donna lieu à d'autre incident qu'une contestation soulevée à la fin du *xv^e* siècle devant le Parlement de Paris à la fois par le procureur général près cette Cour et par le comte d'Angoulême, le premier demandant l'annulation de la vente de 1438, comme ayant été faite « sans l'autorité et consentement du Roi » et, par voie de conséquence, le retour du comté à la couronne; le second réclamant, par représentation de son père Jean, comte d'Angoulême, fils du duc Louis d'Orléans, le tiers du comté. Le Parlement, par un arrêt du 28 mai 1490, débouta les demandeurs (1). Le procureur général ayant pris la voie de la requête civile contre cet arrêt, vit ses prétentions rejetées par un second jugement du 7 septembre 1496 (2).

Voici donc le dernier comte de Périgord devenu roi de France, et la province réunie, de ce fait, à la couronne. Mais cette incorporation entraînait-elle, de plein droit, une assimilation complète, ou bien le Roi-comte conservait-il, après la confusion, sur ses anciens domaines particuliers, des privilèges, le droit d'aliénation, par exemple, auxquels il n'aurait su prétendre sur le reste du royaume ? (3) La question n'était pas que théorique, comme nous allons le voir. De sa

(1) Arch. nat. Q^t 171.

(2) D'après le *Mémoire* que nous analysons (Arch. nat., *ibidem*). Ce mémoire ajoute à ce propos : « Le motif de ces arrêts fut que, l'apanage n'étant pas encore résolu par la défaillance de la descendance masculine du prince apanagé, la demande était prématurée. »

(3) Au point de vue de l'ancien droit public en France, la question n'était pas douteuse. « Du jour de son avènement au trône, la personne du Roi s'identifiait à l'Etat, en sorte que tout ce qui appartenait à l'Etat était censé appartenir au Roi, et, réciproquement, ce qui appartenait au Roi était considéré comme propriété de l'Etat. Un seul domaine existait : le domaine de la couronne. » L'inaliénabilité du domaine personnel en découlait nécessairement, affirmée par de nombreuses déclarations royales depuis 1366, et, définitivement, par le célèbre édit de Moulins de février 1566 (qui ne reconnaissait que deux exceptions, l'apanage des puînés mâles avec retour à la couronne à défaut

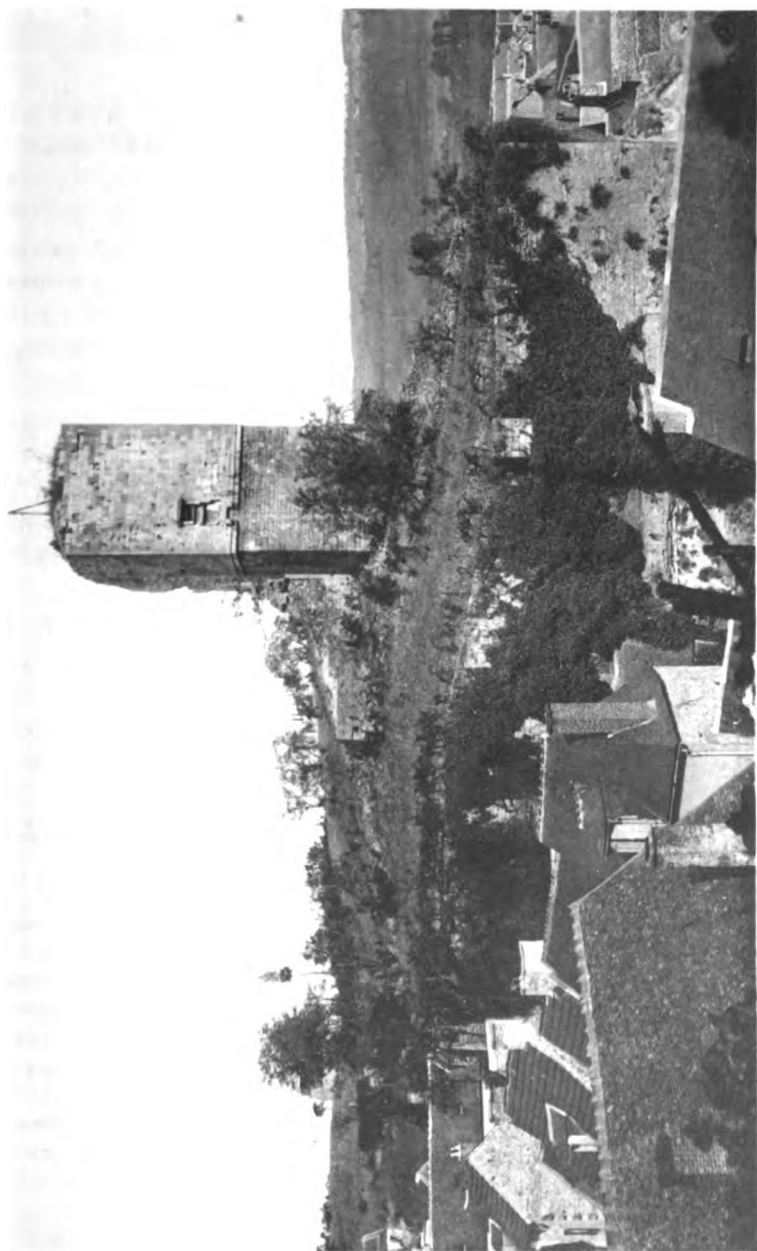
solution dépendaient des intérêts très importants. Bien entendu, le comté de Périgord n'était pas seul en jeu, et la controverse qui allait s'ouvrir visait également les autres parties de l'apanage de Henri IV.

Pour comprendre ce qui suit, il faut savoir que du mariage d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret, étaient nés deux enfants, Henri, le futur Henri IV, et Catherine. Or, il paraît que la loi de la maison d'Albret était que le fils aîné succédât à tous les biens, à la charge de pourvoir aux puînés suivant leur état, et de doter les filles en argent. Cette règle aurait été rappelée dans le testament d'Alain d'Albret en 1522, dans des lettres patentes d'Henri II d'Albret, roi de Navarre, en 1523, et dans le contrat de mariage de ce prince avec Marguerite de France, en 1526. « Ce qu'il y a de certain, c'est que telle a été la loi imposée par le contrat de mariage de Jeanne d'Albret avec Antoine de Bourbon, passé en présence de Henri II, roi de France, le 20 octobre 1548, et pour l'exécution de cette stipulation, il fut fait dérogation à tout droit écrit, canon, civil, us, style et coutume contraires (1). »

Quand Jeanne d'Albret mourut, en 1572, son fils aîné Henri succéda à tous ses biens. Doter sa sœur en argent était certainement pour le jeune roi de Navarre, alors aux prises avec mille difficultés, la chose la plus malaisée qui se pût concevoir. Il se conforma donc à la loi de sa maison en cédant, en 1584, à la princesse Catherine, sa sœur « la jouissance seulement de différentes terres de la succession de leurs père et

de descendance masculine, et l'aliénation temporaire pour la nécessité de guerre), confirmée plus tard par l'ordonnance d'avril 1667, à l'instigation de Colbert. C'est ce que M. de Corbier a parfaitement mis en lumière (*l. c.*, p. 28-35). Nous lui empruntons la citation qui précède, mais l'on aura intérêt à consulter le passage entier. Sur le caractère des aliénations pour les besoins de l'Etat en cas de guerre, aliénations consenties à titre provisoire sous faculté, imprescriptible, de rachat perpétuel, v. *ibidem*, p. 32 et suiv. Il semble toutefois que certaines des ventes consenties par Henri IV sous l'empire de pressants besoins d'argent, le furent sans réserve de cette faculté. V. pl. Ioin l'extrait de la vente faite le 7 décembre 1603 à messire François d'Hautefort, de la seigneurie de Montignac-le-Comte.

(1) *Mémoire* analysé, p. 3.



Cliché de M. Ch. Durand

CHATEAU DE MONTIGNAC
Vue du Donjon prise du faubourg de Beynaguet.

Phototypie Berthaud, Paris

mère, avec la clause prohibitive de pouvoir couper aucune futaie sans sa permission et de nommer aux offices de judicature ni aux bénéfices (1). » Cet acte, appelé partage provisionnel, ne concernait pas le comté de Périgord qui restait entre les mains d'Henri. Celui-ci qui, en 1584, n'était encore que roi de Navarre, agissait d'ailleurs dans la plénitude de ses droits.

Henri devint roi de France en 1589. C'était une loi fondamentale de la monarchie française que tout le patrimoine des princes qui montaient sur le trône fût réuni de plein droit à la couronne (2). Cette loi, Henri ne l'ignorait pas. Il l'avait acceptée par le fait même de son avènement. Comment allait-il l'appliquer ?

Il faut distinguer deux périodes :

PREMIÈRE PÉRIODE.

Elle comprend la plus grande partie du règne et se termine avec l'édit de juillet 1607 : le Roi prétend qu'il a conservé le droit de disposer de ses biens particuliers et il se conduit en conséquence. Voyons-le plutôt à l'œuvre :

En 1589, l'année même de son avènement, Henri IV n'a pas d'enfant légitime. Il a, d'ailleurs, une affection particulière pour la princesse Catherine, sa sœur, à tel point qu'il entend partager avec elle le patrimoine familial. La loi de la monarchie française s'y oppose. Qu'à cela ne tienne ? On fera ce qu'il faut pour lever cet obstacle, et, le 13 avril 1590, le Roi donne une déclaration en forme d'édit portant qu'il entend jouir librement et sans réunion au domaine de la couronne, de son domaine particulier.

Voilà le principe posé. Quel usage en fera-t-on ?

Pas plus tard que le 23 octobre de la même année, le Roi, pour donner à la princesse sa sœur moyens de tenir son rang en attendant que le retour de la paix lui fournisse plus de commodité de la gratifier davantage, et pour lui prouver sa sincère affection, il lui abandonne par provision et jusqu'à

(1) *Idem*, p. 4-5.

(2) V. pl. haut, p. 57 n. 3.

ce que autrement il en soit ordonné, la jouissance du duché d'Albret, de la vicomté de Limoges et autres objets de l'ancien patrimoine de leur maison, pour en jouir comme il avait droit d'en jouir avant son avènement au trône, en tant que seigneur particulier de ces terres.

Cependant, l'édit de désunion du 13 avril 1590 rencontrait une vive résistance de la part de l'unique autorité qui pût s'y opposer. Cet édit devait être enregistré par les Parlements. Or, les Parlements de Bordeaux et de Toulouse l'avaient seuls enregistré. Celui de Paris, pressé d'agir de même, déclara formellement par un arrêt du 29 juillet 1591 qu'il ne pouvait procéder à sa vérification. Cependant, le Roi lui avait adressé deux lettres de jussion, les 18 avril et 29 mai précédents. Mais le procureur général était intervenu pour la défense des droits de la couronne, et c'est sur son réquisitoire que fut rendu l'arrêt du 29 juillet. De nouveaux efforts tentés en 1597 pour obtenir de l'assemblée l'enregistrement désiré, demeurèrent également vains.

Il faudrait ne pas connaître Henri IV pour supposer un instant que cette résistance, légale pourtant, du Parlement de Paris, pût avoir raison de l'intérêt et de l'amour-propre royaux, qui se trouvaient également mêlés dans cette affaire. Le Parlement refusait l'enregistrement. Libre à lui ! Le Roi s'en passerait, car la chose ne valait réellement pas que l'on en vînt à cette mesure extrême qu'était la tenue d'un lit de justice. C'est alors qu'il rendit, le 17 mars 1599, une déclaration par laquelle il ordonnait que « son domaine de Navarre et tout son domaine ancien... enclavé en son royaume soit et demeure désuni de sa maison et couronne de France... » (1).

Le fait est que toute une série d'aliénations, qui se suivent de très près, témoignent que le Roi comptait bien exercer en fait un droit qu'il n'admettait pas que le Parlement lui contestât.

Le 20 janvier 1594, il vend avec faculté de rachat à M. de Caumont-Laforce la baronnie de Puynormand, dépendant du duché d'Albret, moyennant 30.000 livres, avec l'agrément

(1) V. De Corbier, *l. c.*, p. 37-38.

de sa sœur Catherine, agrément nécessaire puisque le duché d'Albret était justement l'un des fiefs dont la jouissance avait été abandonnée à cette princesse par la donation du 23 octobre 1590 (1).

Le 30 avril 1596, nouvelle vente à « messire Jacques Nompard de Caumont, seigneur de La Force, conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat et privé, capitaine des gardes du corps de S. M., gouverneur et lieutenant général en son royaume de Navarre etc... de « toute la partie du domaine appartenant au Roi dans la ville de Bergerac, juridiction ordinaire et banlieue d'icelle et en la châtellenie de Maurens et Mouleydier », moyennant la somme de 6.400 écus sol. et deux sols pour livre, soit 640 écus, en tout 7.040 écus sol., plus 266 écus deux tiers à payer annuellement pour les charges (2).

Le 3 avril 1598, donation au fils naturel qu'il a eu de Gabrielle d'Estrées, César, légitimé en juin 1595, du duché de Vendôme, puis deux jours après, donation en argent à ce même César à cause de son mariage avec Françoise de Lorraine. Sans doute pour trouver les fonds promis, le Roi donna, le 19 avril, « commission au sieur Foucauld de Lardimalie, gouverneur de son comté de Périgord, de vendre telles parties de ce comté, soit terres, seigneuries, droits de justice, qu'autres parties de son domaine et particulièrement le pariage de Saint-Front, pour les deniers à en provenir être remis au trésorier et receveur général des domaines et finances de Navarre pour être payée par lui au sieur de la Barte, conseiller d'Etat, la somme portée en un contrat passé par sa S. M. avec lui, et le surplus employé par ledit trésorier au fait de sa charge (3). » Le 5 mai, deux nouvelles lettres au même commissaire, confirmatives des précédentes, et expédition de lettres patentes à la Chambre des Comptes de Nérac sur cette commission. Ces dernières portent que « pressé de recouvrer promptement deniers tant pour nos affaires particulières que pour l'acquit de nos dettes de notre maison de

(1) *Mémoire analysé*, p. 10-11.

(2) Qⁿ 173.

(3) *Mémoire analysé*, *loc. cit.*

Navarre, et n'y ayant aucun moyen plus propre afin de ne charger nos sujets, que vendre et aliéner quelques parties de notre ancien domaine, nous avons donné commission pour vendre en notre comté de Périgord... jusqu'à la somme de 16.000 écus » (1). Pour une raison ou pour une autre, la vente projetée n'eut pas lieu (2). Mais, avec ce Roi toujours désargenté, ce n'était que partie remise.

En 1599, il marie sa sœur Catherine à Henri, fils aîné du duc de Lorraine et de Bar. Le Roi lui promet à cette occasion un partage définitif des successions de leurs père et mère, mais, ce partage n'ayant pas eu lieu, il lui confirme, en remplacement, la jouissance des fiefs qui lui avaient été abandonnés en 1590. Cependant, les circonstances se font pressantes, les créanciers l'assiègent. Pour trouver les fonds nécessaires, il vendra, si Catherine y consent, quelques-unes des terres dont sa sœur a la jouissance, et il lui cèdera, en échange, celle du comté de Périgord, avec une soulte s'il y a lieu. La duchesse de Bar, autorisée de son mari, accepte cette offre par acte du 23 septembre 1599, d'après lequel il fut expédié, le 7 octobre suivant, des lettres patentes pour ordonner ce remplacement, qui fut enregistré le 20 janvier suivant. Le Roi avait ainsi les mains libres du côté de la vicomté de Limoges qui devait supporter la plus grande partie des aliénations projetées. Des commissaires sont nommés pour y procéder (3), et ils vendent :

(1) *Mémoire analysé*, p. 14-15.

(2) Nous avons simplement trouvé la mention d'une vente par ordre du Roi au sieur de Losse de tous droits de justice, haute, moyenne et basse sur la paroisse de Saint-Léon-sur-Vézère, dépendant de la châtellerie de Montignac, et quelques autres droits, pour la somme de 7.875 l., vinage compris (Q¹ 175).

(3) « Presque toutes ces ventes ont été passées à Périgueux, reçues par M^e Lacoste, notaire-greffier des comté de Périgord et vicomté de Limoges. Elles ont été vérifiées et enregistrées à la Chambre des Comptes de Nérac, de laquelle relevaient le Périgord et le Limousin. Elles ont été faites au nom du Roi et de sa sœur. Les commissaires délégués pour procéder à ces aliénations furent : Jean de Foucauld, seigneur de Lardimalie, baron d'Auberoche, conseiller et chambellan ordinaire du Roi, gouverneur pour S. M. et Made-moiselle sa sœur unique des comté de Périgord et vicomté de Limoges, et messire Pierre Dupont, seigneur de Combre, conseiller au Conseil d'Etat,

Le 26 février 1600, à Pierre Deschamps, marchand, habitant au lieudit de la Boutarie, paroisse de Payzac, 1 setier froment, 1 setier avoine, 6 l. 17 s. 6 d. argent, 4 gelines, de rente foncière et directe appartenant à S. M. et à sa sœur en raison de la châtellenie de Payzac, sur trois tènements en dépendant, moyennant 300 écus sol. valant 900 l. et le sol pour livre pour le vinage, qui revient à 15 écus valant 45 l. (1).

Le 10 mars suivant, au sieur Jean Blanc, écuyer, sieur des Olmières, habitant le repaire d'Artigeas, paroisse de Badoles-d'Ans, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur le village de la Remade, même paroisse, pour la somme de 100 écus valant 300 l. et 60 l. pour le vinage (2).

Le 21 mars 1600, à Isabeau de Beauville, comtesse douairière des Cars, « 2 setiers de seigle, à la mesure de Génis, 10 s. en argent et 1 geline de rente foncière et directe due à S. M. sur le moulin appelé de Corau, sis et posé sur la rivière de l'Auvézère en la paroisse de Génis autrement Moruscles, vicomté de Limoges », moyennant la somme de 120 écus (3).

Le 23 mars, à Léon de Planeaux, seigneur de Villecourt, Antoine Chapelle, seigneur de Jumilhac, Antoine et Jacques d'Arlot, seigneurs de Frugie, frères, les château et châtellenie de Courbefy et Saint-Priest-des-Fougères, trois forêts en relevant, etc., pour le prix de 11.250 écus, faisant 33.750 livres,

président en la Chambre des Comptes à Pau. Paul Le Goux, trésorier général de Navarre, fut chargé de toucher les prix. Les conditions dominantes de chacun de ces contrats étaient : la faculté de rachat perpétuel, sauf cependant pour quelques-uns ; l'obligation de prêter hommage lige et serment de fidélité à S. M., tant pour les acquéreurs que pour les fiefs nobles relevant de la châtellerie vendue ; la réserve que les justiciables seront ressortissants, en cas d'appel, à la cour d'appels de la vicomté de Limoges ; enfin, que les officiers de ladite châtellenie qui y sont à présent, seront maintenus en l'exercice de leurs charges, leur vie durant. » (De Corbier, *ibidem.*, p. 39-40.)

(1) Q¹ 175 (orig.) Le vinage est un droit seigneurial sur les vignes ; il se payait en vin.

(2) Q¹ 175 (orig.).

(3) Q¹ 171 (copie).

plus pour le sol pour livre pour le vinage, 1.687 livres, en tout 33.437 livres (1).

Le 25 mars, à Pierre Jarrige, seigneur de la Guyonnie, trésorier général de France au bureau des finances de Limoges, et autres acquéreurs, la majeure partie de la châtellenie de Payzac, moyennant 3.333 écus 20 s. faisant 10.000 livres (2).

Le 3 juin, à Jean de Foucauld, seigneur de Lardimalie, gouverneur du Périgord, commissaire délégué pour procéder à l'aliénation du domaine royal, la seigneurie d'Auberoche, pour 5.000 écus, soit 15.000 livres (3).

Le 24 juillet de la même année (1600), à Jean de Marqueysac, seigneur dudit lieu, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de *Sainte-Yolée* (Sainte-Eulalie-d'Ans), y compris le bourg avec la moitié de la rivière de l'Auvézère, dépendants de la châtellenie d'Ans, puis tous les cens, rentes et autres droits en ladite paroisse et un droit de justice sur la paroisse de Chourgnac, pour la somme de 3.333 livres (4).

Quatre jours après, le 28 juillet, à messire François d'Hautefort, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Nailhac, sur le bourg appelé Granges [-d'Ans] et et sur tous les villages de la paroisse de Granges dépendants de la châtellenie d'Ans, pour la somme de 6.000 l., y compris le vinage (5).

Le 6 août, à d^{lle} Marguerite du Bosc, épouse de Jean de Foucauld de Lardimalie, seigneur de Cubjac, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur le bourg de Monbayol (6) et sur certaines parties de la paroisse de La Boissière-d'Ans, le tout distrait de la châtellenie d'Ans, vicomté de Limoges, pour 500 écus sol. et 25 écus pour le vinage (7).

Le 8 août, à Guy de Badefols, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur les seigneuries de Badefols, Saint-Lazare et Saint-Nicolas, dépendantes de la châtellenie d'Ans (8).

(1) (2) (3) De Corbier, *ibidem*, p. 42-43.

(4) Qⁱ 171 (mention).

(5) Qⁱ 175 (mention).

(6) Auj. hameau de la commune de Cubjac.

(7) Qⁱ 171 (orig.).

(8) Cité dans le *Mémoire*, p. 49.

Le lendemain 9, à Peyrot Chapt de Rastignac, seigneur de Laxion, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Corgnac, dépendant de la prévôté de Thiviers, moyennant 1.500 écus sol. valant 4.500 l. et 75 écus pour le droit de vinage à raison d'1 sol pour livre (1).

Le 18 août, à Charles-Elie de Collonges de Pellegrue, la châtellenie de Nontron, autre membre de la vicomté de Limoges, moyennant 12.500 écus sol. et 625 écus pour le sol pour livre (2).

Le 23 du même mois, à N..., tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Sainte-Trie, plus 2 setiers et demi de froment, 5 setiers seigle, 3 l. 4 s. 6 d. argent, 2 l. cire, 4 gelines, de rente foncière, dus à S. M. dans ladite paroisse (3).

Le 8 décembre, toujours même année (1600), à Jean Chapt de Rastignac, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Saint-Rabier, distraite de la châtellenie d'Ans, plus le droit à certaines redevances, moyennant 6.300 l. y compris le sol pour livre (4).

Cependant, un Dauphin est né le 27 octobre 1601, qui sera le futur Louis XIII. Cet événement devrait ouvrir les yeux au Roi et arrêter cette folie d'aliénations. Il n'en est rien.

Le 9 mars 1602, le commissaire Foucauld de Lardimalie vend à Peyrot Chapt de Rastignac, seigneur de Laxion, la justice haute, moyenne et basse, des paroisses de Nanteuil et d'Eyzerat, distraites à cet effet de la prévôté de Thiviers, « ensemble les rentes tant foncières que autres », moyennant 2.000 écus sol. en principal et 100 écus pour le droit de vinage à raison d'1 sol pour livre (5).

Le 10 avril suivant, à François Pasquet, déjà seigneur de Savignac-Lédrier, Saint-Mémin et Salagnac, toute la partie

(1) Q¹ 175 (orig.).

(2) Q¹ 171 (mention).

(3) Q¹ 175 (mention).

(4) Q¹ 171 (mention).

(5) Q¹ 171 (copie).

de la châtellenie de Moruscles qui n'avait pas été aliénée en 1600, sous certaines réserves, pour la somme de 6.000 écus sol. revenant à 18.000 l. (1).

Le 2 septembre 1603, à Jean de La Faye, seigneur de la Falessie, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la partie de la paroisse de Génis qui restait disponible après une vente du 10 avril 1602, les rentes foncières dues au Roi dans cette étendue et la moitié de l'église (2).

Le lendemain, 3 septembre, au sieur Dumas, tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur le bourg et paroisse de Payzac, moyennant 13.000 l. et 700 l. pour le vinage (3).

Enfin, le 2 novembre 1603, au même Jean de Marqueyssac, que nous avons vu tout à l'heure se porter acquéreur le 24 juillet 1600, de tout ce qui restait à vendre de la châtellenie d'Ans, soit le château et bourg dudit lieu et le surplus de la paroisse de La Boissière, où ils étaient situés, moyennant la somme de 17.500 l., y compris le sol pour livre (4).

On s'est tenu jusque là, exception faite pour la seigneurie d'Auberoche, à la vicomté de Limoges et la voici largement écornée. Le comté de Périgord restera-t-il indemne ? Il y a ici une difficulté : c'est que le Roi en a précédemment (1584) donné la jouissance à sa sœur. Mais l'obstacle est aisé à lever, et l'on sera quitte pour demander à Catherine son consentement. Elle l'accorde par acte du 23 septembre 1599 (5). Les commissaires reçoivent du Roi, dès le 10 octobre 1601, de nouveaux pouvoirs pour vendre ce qui reste du comté de Périgord (6), et la pénurie du trésor royal est un sûr garant que ce mandat sera fidèlement rempli. C'est en vertu de cette

(1) Q¹ 171 (orig.). Reproduit par M. de Curzon dans notre *Bulletin*, t. XXXIV (1907), p. 122-127, avec un intéressant commentaire de M. de Saint-Saud.

(2) Q¹ 175 (mention). V. C^{te} de Saint-Saud, *loc. cit.*

(3) Q¹ 175 (mention).

(4) Q¹ 171 (mention).

(5) De Corbier, *ibidem*, p. 39.

(6) Pouvoirs rappelés dans l'acte de vente du 7 décembre 1603 (v. pl. bas). Ils furent autorisés par la duchesse de Lorraine le 20 octobre et enregistrés à la Chambre des Comptes de Nérac le 20 novembre 1601.

autorisation que, le 7 décembre 1603, ils vendent sans faculté de rachat, à messire François d'Hautefort, chevalier, seigneur dudit lieu, de Thenon et La Mothe en Périgord, *précédemment acquéreur des mêmes commissaires des paroisses de Saint-Orse Granges et Boisseuilh*, • les château, ville, terre et châtellenie de Montignac-le-Comte, en tous droits de justice, haute, moyenne et basse, souveraineté pure et mixte (1), avec tous cens, rentes, dimes inféodées, directités, feudalités, droit de guet, de péages, de monage (2), de banage (3), domaines, garennes, buissons, cours d'eau, ponts, passages, droits de lods et ventes, prélation et tous autres quelconques droits et devoirs que S. M. et Altesse (4) ou leurs fermiers, receveurs ou autres, en quelque façon et manière que ce puisse être ou accoutumé, ont pu ou dû percevoir, à raison de ladite châtellenie, ensemble tous hommages.... suivant les anciens titres de ladite maison, avec pouvoir et droit d'ériger par ledit sieur d'Hautefort, toutes marques et enseignes de haute justice en ladite terre, soit des fourches patibulaires à quatre ou six piliers, chevalets.... avec toutes, autres prééminences, titres et dignités qui en dépendent... sous la réserve de l'hommage de la terre et seigneurie de Limeuil. » Le prix de la vente était fixé à la somme de 60.000 livres tournois, chacune livre de 20 sols, tant pour le principal que pour le droit de vinage, somme payable comme suit : 9.000 l. le 31 janvier 1604, jour où l'acquéreur serait mis en possession et où il lui serait rapporté la rectification par le Roi du contrat de vente, 21.000 l. le 24 juin suivant et les 30.000 livres restantes le 24 juin 1606, sans autre intérêt (5).

Le *Mémoire* assure que cette vente ne fut ni ratifiée par le Roi, ni enregistrée par la Chambre des Comptes de Nérac. Elle n'en produisit pas moins son entier effet, comme l'événement le démontra.

(1) L'acte porte : *mère, mixte et impaire*. On reproduisit inexactement et sans plus la comprendre la vieille formule latine *merum et mixtum imperium*.

(2) Droit payé au seigneur pour la mouture des grains.

(3) Droit payé au seigneur pour le service du moulin banal.

(4) Il s'agit de la sœur du Roi.

(5) Q¹ 172 (copie).

DEUXIÈME PÉRIODE.

Le 3 février 1604, Catherine de Bourbon, duchesse de Lorraine et de Bar (1), décéda sans enfant, laissant le Roi pour son seul héritier. Cet événement détermina Henri IV à changer d'avis sur la question de ses droits relativement à son ancien apanage. Au mois de juillet 1607, il donna un édit, qui fut enregistré au Parlement de Paris le 7 septembre suivant, par lequel il révoqua l'édit d'avril 1590 et confirma l'arrêt du Parlement de Paris du 29 juillet 1591 : « ... Déclarons nos terres et seigneuries tellement accrues à notre domaine, que dès lors de notre avènement à la couronne, elles sont devenues de même nature que le reste de l'ancien domaine de la couronne, les droits néanmoins de nos créanciers demeurant en leur entier et en la même force et vertu qu'au-paravant notre avènement à la couronne... (2) ». Cet édit, comme on le pourra voir par l'inventaire qui suit, ne ferma cependant pas l'ère des aliénations.

Jusqu'à la fin de l'ancien régime, on devait épiloguer sur l'édit de juillet 1607. Il laissait, en effet, planer un doute sur la nature des droits des acquéreurs antérieurs. Avait-il ou non un effet rétroactif ? En autres termes, il posait la question de savoir si ceux qui avaient acquis, avant 1607, sans réserve de la faculté de rachat, les terres aliénées par Henri IV, les possédaient à titre patrimonial, ou s'ils ne devaient être considérés que comme de simples engagistes.

Les possesseurs de la terre de Puynormand, qui fut aliénée par le Roi en 1602, virent le Domaine soulever contre eux plusieurs contestations. En 1693, puis en 1760, ils furent maintenus par arrêts du Conseil dans la propriété incommu-

(1) Elle avait épousé Henri, duc de Lorraine et de Bar, le 30 janvier 1599. Elle avait été dotée, à cette occasion, de 300.000 écus, avec promesse de voir rendre définitif dans le délai d'un an le partage de 1584. En attendant, elle conservait la jouissance des terres qui lui avaient été attribuées par ce partage, confirmé par lettres patentes du 23 octobre 1590. (V. pl. haut et De Corbier, *ibidem*, p. 38-39).

(2) Q¹ 172.

table de leur terre, garantis contre toute éviction. Mais le Domaine ne devait pas se tenir pour battu. En conséquence des arrêts des 26 mai et 16 juin 1771, qui firent rentrer dans la main du Roi les droits casuels dans l'étendue des domaines engagés, le Domaine se fondait sur ce que la terre de Puy-normand était domaniale, prétendit que les droits casuels y appartenaient au Roi, et il se crut autorisé à les percevoir. Une prétention analogue fut élevée par le receveur général des domaines et bois de la Généralité de Bordeaux, au sujet de la terre de Montignac. Cette double prétention, d'abord encouragée par le Conseil (1), fut repoussée par ceux qu'elle menaçait, le comte de Chalon, possesseur de la terre de Puy-normand, en se basant sur les arrêts de 1693 et de 1760, le marquis d'Hautefort, possesseur de Montignac, pour la raison que, les deniers payés par ses auteurs ayant été employés à éteindre des créances sur la maison de Navarre, il devait être, en vertu de l'édit de juillet 1607, maintenu dans la propriété incommutable de sa terre. Un double arrêt du Conseil intervint à ce sujet en 1776 (l'arrêt relatif à Montignac est du 16 avril) (2). L'affaire fut renvoyée pour supplément d'instruction à la Grande Direction des domaines, mais il fut décidé que, par provision, les possesseurs continueraient à jouir sur leurs terres des droits casuels, sauf à restituer en définitive, s'il y avait lieu. Ils obtenaient en somme gain de cause, et les choses en restèrent là, selon toute apparence, jusqu'à la Révolution (3).

Le mémoire que nous venons d'analyser nous a fourni quelques précisions sur les actes de Henri IV en tant que dernier comte de Périgord. Rédigé pour l'Administration elle-même, évidemment sur le vu des actes authentiques qu'il signale et dont nous avons, d'ailleurs, retrouvé la plupart,

(1) Décision, du 8 avril 1771 et du 3 janvier 1772 en ce qui concerne Montignac. (Q¹ 172.)

(2) Q¹ 172.

(3) Sur le sort — après la mort du Roi et jusqu'à la fin de l'ancien régime — des aliénations consenties par Henri IV, on lira avec fruit les p. 46-51 du mémoire de M. de Corbier.

bref dans des conditions certaines d'exactitude, car toute assertion erronée eût pu être aisément démentie par ceux qui avaient intérêt à la contester, il semble qu'il y ait lieu de lui faire toute confiance. Les précisions que nous en avons dégagées ne montrent pas, tant s'en faut, le dernier héritier du comté comme un de ces propriétaires qui, ménagers de leur bien, ne songent qu'à l'accroître. Henri IV ne pensait qu'à tirer argent de son fief, en partie sous la pression des circonstances, nous le voulons bien, et le comté s'en allait ainsi morceau par morceau. Heureusement, le Roi valait, dans le Béarnais, mieux que le comte. La postérité, même la postérité périgourdine, restera équitable en oubliant cette dilapidation un peu insouciance du vieux patrimoine comtal, pour se rappeler que le profit en revint, non seulement aux affections et aux plaisirs du Roi, mais à la grandeur du règne. Un vieux proverbe dit que la fin justifie les moyens. Il n'est que juste d'en accorder le bénéfice au souverain qui, ayant trouvé la France épuisée et divisée contre elle-même, sut, après l'avoir conquise, la laisser pacifiée et forte.

**INVENTAIRE DES ACTES DOMANIAUX CONCERNANT LE PÉRIGORD
QUI SONT CONTENUS DANS LES LIASSES Q¹ 171-175
DES ARCHIVES NATIONALES.**

Ces cinq liasses comprennent tous les documents de la sous-série Q¹. (Titres domaniaux proprement dits) qui intéressent notre département. Il y a cependant lieu de les compléter par quelques titres contenus dans les liasses Q¹ 147-151 ¹⁻³ (Corrèze) qui concernent les domaines de la vicomté de Turenne situés dans la Dordogne. Dans les cinq liasses cotées 171-175, les actes sont placés par arrondissement d'après l'ordre suivant :

Q¹ 171 : 1^{er} dossier. Arrondissement de Nontron.

2^e dossier. Arrondissement de Périgueux.

— 172 : Dossier unique. Arrondissement de Sarlat.

— 173 : Dossier unique. Arrondissement de Bergerac.

— 174 : Dossier unique. Arrondissement de Ribérac.

— 175 : Mélanges (1).

(1) C'est inexactement que l'*Etat sommaire* de 1891 attribue à cette liasse la désignation : *Offices supprimés. Eaux et Forêts*, désignation qui, si elle

L'inventaire très sommaire que nous en avons dessé et que l'on trouvera ci-après, ne suit pas ce classement. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, des erreurs ont été commises lors du rangement. On a attribué à tel arrondissement des titres concernant des localités qui lui sont étrangères. Certaines pièces d'ordre général ont été, à tort, rapprochées des pièces particulières de tel arrondissement. Des documents relatifs à la même localité se retrouvent dans des liasses différentes. Pour ces motifs, et en vue de faciliter la consultation de ce petit catalogue, il nous a paru préférable de ne pas suivre l'ordre des liasses, mais de disposer nos analyses par arrondissement ; dans chaque arrondissement, d'après l'ordre alphabétique des localités ; pour chaque localité, suivant l'ordre chronologique. La référence exacte aux liasses, donnée après l'analyse de chaque document, permettra de le retrouver aisément, si l'on désire s'y reporter. Nous avons mis en tête les actes à caractère général.

GÉNÉRALITÉS

Vers **1775**. Mémoires (2) non signés ni datés sur la donationalité du comté de Périgord. (2. cah., pap., Q¹ 171.)

1400 (n. st.), 25 mars, Paris — Vidimus par Jean de Folleville, garde de la prévôté de Paris, des lettres royales du 23 janvier précédent, par lesquelles le comté de Périgord est donné à Louis, duc d'Orléans, frère du Roi. (Pièce, parch., scellée, Q¹ 171.)

1400 (n. st.), 26 mars, Paris. — Autre vidimus par le même du même acte. (P., parch., Q¹ 171.)

1400 (n. st.), 26 mars, Paris. — Injonction par la Chambre des Comptes au sénéchal de Périgord et autres officiers royaux d'entériner les lettres royales du 23 janvier 1400 et de les mettre à exécution. En deux exemplaires (un exemplaire porte par erreur : « *Au sénéchal de Tholouse* »). (2 p., parch., orig. scellés de 6 sceaux, Q¹ 171.)

1400, 6 août, Périgueux. — Procès-verbal dressé par Aimeri des Chabannes, lieutenant du sénéchal de Périgord, de l'envoi

figure sur la chemise ancienne de la liasse, en définit mal le contenu. Cette liasse renferme en réalité des documents analogues à ceux des précédentes.

en possession du comté, de Regnaud de Sens, bailli de Blois, commissaire député à cet effet par le duc d'Orléans. (P., parch., orig. scellé, Q¹ 171.)

1480, 14 décembre, Ampthill (Angleterre). — Donation par Charles, duc d'Orléans, à son frère naturel, Jean, bâtard d'Orléans, du comté de Périgord en échange du comté de Porcien. (P., parch., orig. scellé (le sceau manque), Q¹ 171.)

1468, 26 septembre, Blois. — Vidimus par Etienne Gendre, clerc tabellion juré du scel aux contrats de la châtellenie de Blois, des lettres royales du 23 janvier 1400 (n. st.) donnant le comté de Périgord à Louis, duc d'Orléans, frère du Roi, et de l'injonction de la Chambre des Comptes du 26 mars suivant. (V. pl. haut, aux dates.) (P., parch., Q¹ 171.)

1490, 28 mai, s. l. (Paris). — Extrait d'un arrêt du Parlement daté de ce jour, déboutant le procureur général du Roi près cette cour et le comte d'Angoulême de leurs prétentions au sujet du comté de Périgord. (P., parch., Q¹ 171.)

(*A suivre*).

R. VILLEPELET.

OU ÉTAIT CE MONUMENT.

Sous cette rubrique — suivie d'un point d'interrogation — M. F. Villepelet, secrétaire général de la Société historique et archéologique du Périgord, pose dans le *Bulletin* de novembre-décembre 1913, une question tendant à préciser l'emplacement que devait occuper certaine « tour de la chapelle de la Cité » mentionnée — sans autre indication de lieu — en un livre de comptes de la seigneurie de Ladouze, dans un prix-fait en date du 28 novembre 1608, y inséré, relatif à la façon d'une charpente destinée à la dite tour, « toute preste à later et couvrir. »

M. Villepelet croit qu'il s'agit là d'une tour et de la chapelle du Château-Barrière qui alors appartenait aux d'Abzac de Ladouze ; mais il désirerait avoir à ce sujet une certitude que je crois pouvoir lui donner.

Il ne paraît pas qu'à la Cité on puisse, autre part qu'au Château-Barrière, chercher la solution du problème posé par M. Villepelet. Là, en effet, se trouvent tous les éléments de sa résolution. D'une part, le seigneur de Ladouze, bailleur de l'ouvrage qui fait l'objet du prix-fait cité ; de l'autre, les chapelles — car la tradition en place deux à Barrière — l'une dans le donjon, l'autre dans le voisinage du château — accompagnées chacune d'une tour.

Mais quelle est, de ces tours, celle que vise le prix-fait ?

Lors de l'incendie qui, vers 1577 — au cours d'une occupation protestante de la ville de Périgueux, — détruisit le Château-Barrière et en fit la ruine pittoresque que l'on connaît, ce château comprenait — ainsi qu'il apparaît encore — un corps de logis de la fin du xv^e siècle, flanqué à son angle sud-ouest d'un haut donjon roman élevé sur une des tours de l'enceinte gallo-romaine de la Cité.

Plusieurs étages surmontés d'un toit constituaient ce donjon dont la salle du rez-de-chaussée (côté de l'ancien jardin aujourd'hui transformé en square) aurait autrefois servi de chapelle — ou plutôt d'oratoire à en juger par l'exiguïté de la pièce — aux habitants du château.

Lorsque, en 1907, le Service des Travaux municipaux dégag^{ea} le premier étage du donjon des décombres qui le surchar^{ge}aient et le mettaient en péril, je reconnus parmi les débris de toute sorte qui en furent extraits, non seulement les petits carreaux de dallages supérieurs effondrés, mais encore des tuiles entières ou fragmentées du toit dont je trouvai les bois de charpente à l'état de charbon et de cendres.

Ces décombres n'avaient pas été remaniés et dataient, à n'en pas douter, de la catastrophe de 1577. Ce qui démontre clairement que le donjon n'avait pas été plus que le corps de logis épargné par les flammes et que ni l'un ni l'autre ne furent depuis — en tout ou en partie — relevés de leurs ruines.

Ce n'est donc pas à la tour de la chapelle du donjon — si cette chapelle exista jamais -- que s'applique le prix-fait dont il s'agit.

Au nord du corps de logis précité et dans ses dépendances immédiates, il existe un grand bâtiment roman (de l'âge du donjon) que sa structure et ses formes architecturales permettent de considérer comme un monument religieux — une chapelle avec crypte — ainsi que l'a établi avec raison, je crois, M. de Taillefer dans ses *Antiquités de Vésone*.

La façade ouest de ce grand bâtiment — devenu aujourd'hui le siège de notre Société — repose sur une courtine du mur d'enceinte gallo-romain de la Cité, et à un mètre à peine de son angle sud-ouest, on trouve une tour de la même enceinte à la gorge de laquelle furent jadis adossées des constructions ayant, comme la tour elle-même, servi à l'habitation, ainsi qu'en témoignent une jolie croisée Renaissance, ouverte dans la partie de courtine réservée entre le grand bâtiment et la tour, et la transformation en une croisée plus grande, d'une baie de guette, de la tour, située face à l'ouest.

Lorsqu'en 1910, le Service des Travaux municipaux dégag^{ea} cette partie de l'enceinte antique des masures qui l'encombraient, je constatai que la tour primitivement massive jusqu'au niveau des gros blocs qui en constituent la base sur une hauteur de près de 8^m00; puis plus tard vidée intérieurement jusqu'à ce niveau, possédait un plancher recou-

vrant le vide produit par cet enlèvement de matériaux et de plus une charpente couverte d'un toit, le tout en fort mauvais état.

D'où je conclus que cette « tour de la chapelle de la Cité » est celle que vise le prix-fait de 1608. Qui sait même si la charpente récemment enlevée n'était pas celle que façonnèrent Pierre Rondand et Guilhen Sarrette ? Je n'en serais aucunement surpris.

Ainsi se trouve confirmée la conjecture de notre érudit confrère.

CH. D.

FONDATION
de la
CHAPELLENIE DE SAINT-LÉONARD
DES PRISONS DE PÉRIGUEUX
(1690)

En faisant un classement de papiers modernes aux Archives de la Dordogne, il y a une trentaine d'années, mon adjoint M. de Saint-Pierre, notre ancien trésorier, découvrit, dans un dossier concernant les prisons de Périgueux, série Y, deux pièces sur parchemin qu'il m'apporta aussitôt. Ces deux pièces, qui sont des expéditions ou *vidimus* d'actes notariés, des 24 mai 1690 et 22 avril 1758, sont relatives à des dons faits aux prisons de la ville.

La première est l'acte de fondation d'une chapellenie de Saint-Léonard, que nous reproduisons *in extenso*, par messire François de Laborie, écuyer, sieur de la Rampinsolle, prêtre de l'Oratoire de Jésus, habitant du lieu de la Rampinsolle, paroisse de Coulounieix. Voulant pourvoir aux besoins spirituels des prisonniers, il fonde une chapellenie à titre perpétuel en faveur d'un prêtre chapelain qui leur dira la messe,

dans la chapelle de la Maison de ville (1), tous les dimanches et fêtes de l'année et le jour de Saint-Léonard (6 novembre). Il attribue au chapelain un honoraire annuel de 150 livres, produit d'une rente constituée de 3.000 livres que lui doivent les Jésuites de Périgueux, et il lui impose quelques charges : quatre messes de *Requiem* à dire annuellement aux dates indiquées, pour le repos de l'âme du fondateur, et quatre repas à donner aux prisonniers les jours de grandes fêtes. Le pieux fondateur nomme pour premier chapelain messire Raymond Fargeot, prêtre et prébendier, habitant de la Cité de Périgueux.

Dans le cas où ce chapelain viendrait à mourir avant le fondateur, celui-ci se réserve, pendant sa vie, la nomination de ses successeurs ; mais après sa mort, cette nomination appartiendra aux évêques de Périgueux à perpétuité.

La seconde pièce, du 22 avril 1758, est un acte de constitution de rentes au principal de 3.000 livres par les religieuses de Notre-Dame de Sarlat, messire Jean de Lolière, prêtre, chanoine et chantre de l'église cathédrale Saint-Etienne-Saint-Front de Périgueux, agissant pour elles, en faveur de messire Elie Laubarède, prêtre, aussi chanoine de ladite église cathédrale et chapelain titulaire de la chapellenie Saint-Léonard des prisonniers de Périgueux, demeurant en sa maison rue du Grand-Pont, paroisse Saint-Front.

Cette rente constituée de 150 livres sera payable le 9 avril de chaque année à perpétuité au domicile du chapelain jusqu'au rachat de ladite rente.

Etant peu compétent en matière hagiologique, je me suis demandé pourquoi cette chapellenie était placée sous le vocable de saint Léonard. J'ai appelé alors à mon aide les *Petits Bollandistes* (2) qui m'ont appris que ce solitaire du Limousin que le peuple appelle saint Léonard était le patron des prisonniers. Ce saint vécut au *vi*^e siècle et mourut vers le milieu du siècle le 6 novembre, jour où se célèbre sa fête. Son culte

(1) Située sur la place du Codere et non dans la Maison du bord de l'eau, comme l'ont fait accroire des photographes ignorants.

(2) Tome XIII, p. 215, édition Paul Guérin, in-8°, Bar-le-Duc, 1874.

s'étendit et passa même en Angleterre. Il est presque toujours représenté d'après le type traditionnel avec deux prisonniers agenouillés. Sur des images du ^{xvii}^e siècle, il est pareillement représenté entre deux prisonniers agenouillés à ses pieds.

Je reviens en Périgord et je donne le texte de l'acte de fondation de la chapellenie.

F. V.

Ce jourdhuy vingt quatre may mil six cens quatre vingt dix, après midy, en la ville de Perigueux, etude et pardevant le notaire royal soussigné, presents les temoins bas nommés, a été presant et personnellement constitué messire François de Laborie, écuyer, sieur de La Rampinsolle, prestre de l'Oratoire de Jesus, habitant du lieu de La Rampinsolle, paroisse de Coulounieyx ; lequel voulant pourvoir principalement au besoin spirituel des prisonniers qui sont et seront dans les prisons de cette ville, scachant qu'il n'y a aucune fondation faite pour l'établissement d'un prestre qui leur dise la sainte messe tous les dimanches et festes de l'année et qu'il les instruisse et consele suivant leurs besoins et inspirations du Saint-Esprit, il croit faire une œuvre charitable et agreable à Dieu, en fondant une chapellenie à titre de fondation perpétuelle sous les nom et titre de saint Léonard.

A ces fins led. sieur de La Rampinsolle, de son gré et bonne volonté, a fondé comme fonde lad. chapellenie de fondation perpétuelle en faveur d'un prestre chapelain, lequel sera obligé de dire ou faire célébrer la messe pour les prisonniers dans la chapelle de la Maison de ville, tous les dimanches et festes de l'année et le jour de Saint Léonard ; sera de plus obligé led. chapelain de dire quatre messes de *Requiem* annuellement pour le repos de l'âme dud. fondateur, dont l'une sera celebrée le jour de Saint François et les trois autres au chois dud. chapelain ; et encore led. chapelain sera tenu d'employer la somme de vingt livres pour quatre repas qu'il donnera aux prisonniers aux quatre festes annuelles, scavoir aux jours de la Nativité, de la Resurrection, de la Pentecoste et le jour de tous les Saints ; et à la fin de chasque repas, lesd. prisonniers diront un chapelet en commun et telles autres prières que le chapelain leur ordonnera à l'intention du fondateur ; et dans six jours, le chapelain leur donnera quelque instruction, sinon prendra sa commodité pour d'autres jours ; et à la fin de chasque messe, le chapelain dira au bas de l'autel les litanies de la Sainte Vierge avec un *de profundis* et l'oraison sans chantre ;

Et afin de pouvoir acomplir les charges et conditions imposées à la presente fondation, led. sieur de La Rampinsolle etablit et assigne

une obligation de la somme de trois mille livres de rente constituée, à luy due par les reverants pères Jésuites de la presente ville, en datte du vingt huit avril dernier receu par Paillet, notaire royal, du revenu annuel de la somme de cent cinquante livres, lequel led. sieur fondateur destine à perpétuité en faveur du chapelain qui sera nommé à lad. chapelenie ; et en cas que les peres Jésuites voulussent rembourser le sort principal de lad. rente, led. sieur fondateur les prie d'avertir led. chapelain un an avant led. remboursement afin que led. chapelain, avec l'avis de M^{rs} de la Cour présidiale, prène soin d'établir les fonds de lad. rente avec sûreté pour le revenu de lad. somme de cent cinquante livres, led. sieur fondateur prie à M^{rs} de la Cour presidiale de prendre soin pour l'établissement de cette rente, et parce que led. fondateur désire que son intention s'exécute présentement pour ce estant il nomme pour chapelain messire Reymond Fargeot, prestre et prebandier, habitant de la Citty de Périgueux, present et acceptant ; lequel promet et s'oblige de satisfaire à toutes les charges et conditions imposées en la presente fondation ;

Et led. sieur de La Rampinsolle s'oblige, pendant sa vie, de payer aud. sieur Fargeot lad. somme de cent cinquante livres annuellement au terme porté par lad. obligation consentie par les peres Jesuites ; et en cas que led. sieur Fargeot viene a deceder avant led. sieur fondateur, led. sieur de La Rampinsolle se reserve de pouvoir élire et nommer tel chapelain que bon luy semblera, et après le decès dud. sieur de La Rampinsolle, led. chapelain et autres ses successeurs pourront se faire payer de lad. rente, ainsy et de meme que led. sieur de la Rampinsolle pouvoit faire pendant sa vie, et led. sieur de La Rampinsolle transmet après son decès le droit de nomination a lad. chapelenie en faveur de monseigneur l'evesque de Perigueux et des autres ses successeurs à perpétuité, et pour l'entretienement de tout ce que dessus, led. sieur de La Rampinsolle y a été condamné de son consentement sous le scel royal, ez presences de messire Guillaume Boissière, prestre prebandier en l'eglize cathedrale Saint-Etienne Saint-Front de Périgueux, habitant de la Citty de la presente ville et M^r M^e Gratien Fargeot sieur des Eyssards, avocat en la Cour, bourgeois et habitant de la presente ville, témoins qui ont signé à l'original avec led. sieur de La Rampinsolle et le sieur Fargeot, prestre. Ainsy signés de Laborie, prestre de l'Oratoire, fondateur ; Fargeot, acceptant ; Boyssière, présent ; Fargeot, présent, et Bruc, notaire royal.

Veu la fondation cy dessus faite par led. sieur de Laborie, sa procuration en tous ses points et aceptons de la nomination dicelle. Fait à Périgueux dans notre palais episcopal le trentiesme may mil six cens

quatre vingt dix. Ainsy signé : G. (1) évesque de Perigueux, et plus bas par monseigneur, Bureau, secrétaire.

Collation et vidimus a été fait par nous notaire royal sous signé sur l'original a nous représenté par Jean Durouchail, praticien, comme acquéreur et détenteur des papiers dud. Bruc, vivant notaire royal ; lequel original il a au meme instant retiré par devers luy et a signé au lieu du Pouradier, parroisse de Champsevinel, le vingt cinq du mois de novembre mil sept cens trante sept.

Signé : « DUROUCHAIL, détenteur desd. papiers.
DUROUCHAIL, notaire royal. »

Scellé à Perigueux ce 30 novembre 1737. Reçu vingt quatre sols.

Signé : IRLEC.

Contrôlé à Perigueux ce 30 novembre 1737. Reçu six sols.

Signé : IRLEC.

AFFERME DU DROIT DE BOUCHERIE

POUR LES COCHONS AU BOURG DE SAINT-PRIVAT

En 1756.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, la charge du prieuré de Saint-Privat appartenait à messire Etienne Murat, docteur en théologie, vicaire général de l'évêché de Périgueux. Il était possesseur d'importants bénéfices sur la terre de Puy-Léger, près du bourg (2), et de certaines prérogatives parmi lesquelles figurait le droit de boucherie pour les cochons sur la place publique.

Un acte passé en 1756 relate qu'il avait affermé ce droit pour sept années consécutives (3), moyennant trente livres

(1) Guillaume Le Boux.

(2) Une étendue de 360 journaux 24 brasses 1 carreau y avait été défrichée de 1686 à 1734. Environ 120 journaux avaient été transformés en terres labourables, 117 journaux en vignes et 1 journal en chènevière.

(3) La minute en est conservée en l'étude de M^e Joyeux, notaire à Saint-Privat-des-Prés.

par an et douze langues de cochons à « bailler » à chaque fête de Noël.

Le document assez curieux est ainsi libellé :

« **AFFERME** faite par messire Murat, seigneur prieur de Saint-Privat, à Guillaume Bourguinion, boucher.

» Ce jourd'hui vingt-cinquième du mois daoust mil sept cent cinquante-six, au bourg de Saint-Privat en Périgord, estude et pardevant le notaire royal soubssigné, présants les tesmoins bas nommés a esté présant messire Estienne Murat, vicaire général de Monsieur lesvêque de Périgueux, seigneur prieur du bourg et paroisse de Sainte-Marie de la Citty ; lequel de sa bonne volonté a affermé comme il afferme par sest présentes à Guillaume Bourguinion, boucher, habitant du village de La Claretie, paroisse de Bonne en Angoumois, presant et acceptant, seavoir est, la boucherie pour les cochons seulement despendantes dudit seigneur et scituées audit bourgt ; icelle afferme faite par ledit seigneur audit Bourguinion, pour le temps espace de sept années dont la première a commencé à courir cejourd'huy pour finir à pareil jour, lesdits sept ans faits et parfaits, est ce pour et moyenant le pris et somme de trante livres, et outre ce, douze langues de cochons, le tout pour une chacune année, la première ledit Bourguinion a baillé et payé présentement, réellemant et comtant, audit seigneur prieur, en bonne espèce d'argent qu'il a pris et retiré à la vue de nous notaire et tesmoins dont quittance, et pour les douze langes de la dite première année ledit Bourguinion promet et s'oblige les bailler audit seigneur prieur à la Noël prochaine, et pour la seconde année ledit Bourguinion promet et s'oblige aussi la bailler et payer aveq les susdittes langues audit seigneur, au jour et feste de la Noël de l'année prochaine mil sept cent cinquante-sept, et ainsy continuer mesme payement de trante livres et susdittes langues, ennée par année, à mesme jour jusque à la fain de la ditte afferme et moyenant ce que dessus, le dit seigneur prieur promet de faire jouir paisiblement le dit Bourguinion du susdit droit de boucherie pour les cochons, comme aussy il ne veut ny n'entant que d'autre boucher viennent apporter des cochons dans ledit bourgt, pour iceux débiter sans l'expres consantement dudit Bourguinion, et le cas arrivant qu'il y en est queleun quy voullut vandre et débiter des cochons dans la place publique dudit bourg sans le consantemant dudit Bourguinion, ledit seigneur promet de les poursuivre en justice en son nom propre, comme aussy promet ledit Bourguinion d'entretenir laditte boucherie de cochon les dimanches et festes et autres jour sy les habitants se trouvent en avoir besoin, en par iceux l'avertissant.

Tout ce que dessus lesdites parties promettant tenir et entretenir le tout à peyne de tous despans, dommages intérest, et pour l'exécution des presantes les parties chacun à leur respect ont obligé tous leurs biens presants et futurs, renoncé, jugés, condamnés et soumis. Fait en presance de M^e Pierre de Jaure, procureur, demeurant au presant bourg, et de Jaque Dubreuilh, clerc, habitant du village de La Marthelie presante paroisse, tesmoins cognus quy ont signé avec les autres parties.

» Signé : MURAT, prieur, seigneur de Saint-Privat ;
BOURGUIGNION, JAURE, DUBREUILH et PONTARD, notaire royal.

» Contrôlé à Ribérac le 3 septembre 1756. Reçu 3 livres 12 sols.

» Signé : GRAUPETIT.

Pour copie conforme :

A. DUBUT.

UNE PETITE-NIÈCE DE FÉNELON

Cette petite-nièce de l'archevêque de Cambrai était Gabrielle de Salignac-Fénelon, fille de François, marquis de Fénelon, lieutenant-colonel du régiment d'Angoulême, et d'Elisabeth de Beaupoil de Sainte-Aulaire, et petite fille du comte de Lamothe-Fénelon, frère aîné du grand prélat.

Gabriel-Jacques de Salignac, marquis de Fénelon, connu par sa carrière dans les armes et la diplomatie, l'évêque de Pamiers et le doyen du chapitre de Tarascon, archidiacre d'Avignon, étaient les frères de Gabrielle de Fénelon.

Celle-ci fut placée, en 1737, à la tête de l'abbaye de Tarascon, qu'elle dirigea, durant 33 années, et où elle mourut, en 1770, laissant des regrets universels. Ces regrets trouvèrent un interprète autorisé dans le médecin de l'abbaye, le docteur Delaunay, qui avait été le témoin quotidien des rares vertus de l'abbesse de Tarascon. Il en fit l'éloge dans la lettre suivante, adressée à l'abbé Aubert, directeur du *Journal des Beaux-Arts et des Sciences*. Cette lettre fut portée à la connais-

sance du public par les auteurs des *Mémoires de Trévoux* (juin 1770, p. 473). Elle mérite d'être tirée de l'oubli.

D.-D.

Monsieur,

La vertu qui se cache n'en mérite que mieux d'être manifestée. M^{me} de Fénelon, abbesse de Tarascon en Provence, qui vient de mourir, était dans son état un de ces modèles de perfection d'autant plus inimitable qu'on se serait imaginé pouvoir plus facilement l'imiter. Le merveilleux n'était pas dans chacune de ses actions en particulier, mais dans leur liaison de continuité. Ceux qui connaissent le cœur humain savent combien il est difficile d'être toujours soi-même, surtout dans la pratique des vertus modestes et tranquilles qui fournissent si peu d'aliment à l'amour-propre. Ce sont celles pourtant qui caractérisèrent M^{me} de Fénelon.

Elle s'était entièrement sacrifiée au bonheur de la communauté dont elle était devenue en quelque sorte la réformatrice, plutôt par son exemple que par son autorité. Quand le Roi la nomma à cette abbaye, en 1737, ses religieuses, qui de tout temps sont sorties des meilleures maisons de Languedoc et de la Provence, donnaient un peu trop d'accès aux personnes du dehors, mangeaient rarement ensemble au réfectoire, se partageaient les heures du chœur, sécularisaient imperceptiblement la forme de leur habit, s'affranchissaient enfin de ces petites pratiques que les imparfaits nomment minuties, mais qui, semblables à ces bornes qui bordent les chemins, empêchent qu'on ne s'écarte des routes de la perfection. M^{me} de Fénelon, dont la vocation n'était point un arrangement de famille, mais un décret de la Providence, fut alarmée de se voir à la tête d'une communauté, que sa délicatesse de conscience lui faisait regarder comme déchue de son institut. Néanmoins, loin de s'en montrer affectée à l'extérieur, elle conserva cet air de satisfaction que lui donna toujours son entière confiance en celui qui change les cœurs à sa volonté. Ses grandes ressources furent de se soustraire, elle et ses religieuses, au joug abusif des moines, pour se mettre sous l'ordinaire de son archevêque, d'être la première à tous les exercices, de ne vouloir être distinguée que par sa régularité, sa modestie et sa simplicité, d'être une image vivante de la règle et de tâcher de la faire chérir et respecter en elle. Le ciel bénit cette conduite. Tout rentra bientôt, comme de soi-même, dans l'ordre primitif. Car, il faut l'avouer à la gloire d'un sexe auquel on ne suppose souvent beaucoup de faiblesse que parce qu'on voudrait lui persuader qu'il en doit avoir beaucoup, ce

n'est point par lui que l'état religieux est tombé dans l'opprobre du relâchement. Cette portion du troupeau a conservé presque partout le dépôt sacré de la ferveur et de l'édification. Que n'a-t-on pas droit d'en attendre encore, d'après l'exemple sublime de renoncement à soi-même qu'une auguste princesse vient de donner à toute l'Europe chrétienne ! (1). Puisse ce grand sacrifice, opéré à la veille d'un mariage qui comble de joie et remplit des plus flatteuses espérances toute la nation française, attirer les faveurs du ciel sur un Roi qu'on adore, sur un Dauphin que l'on nomme déjà le Juste, sur de jeunes princes si capables de nous consoler de la mort de leur auguste père, sur tout le sang des Bourbons, si pur dans sa source, si fécond en grands hommes dans son cours, sur tout un peuple qui fait dépendre son bonheur de celui de ses Rois !

Mais, pour en revenir à M^{me} de Fénelon, je ne puis vous donner, Monsieur, une plus juste idée de ses mœurs, de son caractère et de sa manière d'être qu'en la comparant à l'illustre archevêque de Cambrai, son oncle, dont l'Académie française doit couronner l'éloge, en 1771. Elle avait son égalité d'âme dans tous les événements de la vie, sa douceur, sa condescendance, sa disposition à toujours interpréter en bien les intentions du prochain, sa droiture, son peu d'attachement à son propre sens, son recueillement perpétuel, sa confiance dans l'amitié, son aversion pour toutes les nouveautés, sa modestie qui lui rappelait sans cesse son état pour lui faire oublier la noblesse de son sang et de ses alliances, son empressement à rendre service, quand elle n'avait point à craindre d'être engagée dans les intrigues du monde, son indifférence pour son intérêt personnel, son renoncement aux biens de la terre, regardant son revenu comme appartenant aux pauvres et à sa maison, dont elle était devenue la mère spirituelle, et non comme un bien qu'elle pouvait dissiper à son gré ou dont elle pouvait disposer en faveur de personnes auxquelles elle tenait par la chair et le sang. Cette délicatesse ne l'empêchait pas de faire l'avantage de ses domestiques et de ses fermiers, de ses gens d'affaires, qu'elle croyait toujours trop peu récompensés de leurs soins, ne désirant avoir que pour donner, se refusant à elle-même le nécessaire au point de s'en attirer des reproches et de n'oser même le montrer en certaine occasion. Aussi est-elle morte comme M. de Cambrai, sans dettes ni réserves, n'ayant laissé aucun meuble à son usage particulier qui blessât la plus exacte pauvreté ; mais, en revanche,

(1) Louise-Marie de France, dite Madame Louise, fille de Louis XV, religieuse carmélite.

très riche de l'amour, du respect et des regrets de tous ceux qui avaient eu le bonheur de l'approcher. Mon état me procure l'avantage d'être de ce nombre, Monsieur, et, comme le ton qui règne dans vos écrits fait autant l'éloge de votre cœur que de votre esprit, je me persuade que vous agréerez que je me décharge sur vous de l'hommage public que l'on doit rendre aux vertus cachées dont on fut le témoin.

J'ai l'honneur d'être bien parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

A Paris, ce 12 avril 1770.

DELAUNAY,
Docteur en médecine.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente l'Entrée Nord-Ouest du château de Montignac ; — et la 2^e, la Vue du donjon, prise du faubourg de Beynaguet.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLIII. — DEUXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GAUD, 14.

Mars-Avril 1916.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 2^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 3 février.....	85
— du jeudi 2 mars.....	90
Variation des prix des Editions <i>Princeps</i> des <i>Essais</i> de Montaigne (M. Ern. LABADIE).....	101
Le roi Henri IV et le comté de Périgord (<i>suite et fin</i>) (M. R. VILLEPELET).....	111
Dépense de route d'un gentilhomme, de Ladouze à Brive et à Bourdeille en 1608 (M. F. V.).....	130
Procès-verbal constatant les dégâts de l'hiver de 1709 à Nontron (M. R. D.).....	134
Le chevalier de Lagrange-Chancel : Son voyage en Périgord (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	136
NÉCROLOGIE. — Edmond Lespinas (M. E. DECOUX-LAGOUTTE).....	148

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 3 février 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, Durand de Ramefort, le marquis de Fayolle, Féaux, le comte Alphonse de Fleurieu, l'abbé Jarry, Lespinas, le docteur Moreaud, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent par écrit MM. Dujaric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT énumère rapidement les ouvrages qui ont été offerts à notre bibliothèque pendant le mois dernier :

Bibliographie annuelle des Travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée par Robert de Lasteyrie, membre de l'Institut, avec la collaboration d'Alexandre Vidier, inspecteur général des bibliothèques et des archives, 1903-1910, un volume in-4° broché, Paris, Imprimerie nationale, 1914 ;

Revue des Etudes grecques, tome XXVIII, n° 127, avril-juin 1915, in-8°, avec illustrations, Paris, Ernest Leroux, éditeur ; contenant p. 103 un curieux mémoire de M. Victor Chapot sur les *Fossés et tranchées dans les guerres de l'antiquité* ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXXVII, 1^{re} et 2^e livraisons,

janvier-juin 1915, un fascicule in-8° avec illustrations, Brive, Roche, imprimeur ;

Bulletin mensuel de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, n° 9, septembre 1914-janvier 1916, in-8°, Périgueux, imprimerie Cassard frères ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXV^e volume, 6^e livraison, 1^{er} décembre 1915, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant p. 377 la suite de l'étude de M. le chanoine Lemonnier sur *La déportation ecclésiastique à Rochefort (1794-1795)* d'après les documents officiels ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 42^e année, septembre-octobre 1915, in-8° avec deux planches, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant p. 321 la suite et la fin de l'étude de notre érudit confrère M. Labadie sur *Un céramiste Agenais à Bordeaux*, Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans (1829-1837) ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 39^e année (1915), 2^e et 3^e trimestres, un fascicule in 8°, Dax, imprimerie Labèque ;

De M. Ernest Labadie, le *Catalogue d'une collection de plus de 500 ouvrages en patois gascon et languedocien*, faisant partie de la bibliothèque de l'auteur, avec 19 fac-similés et une préface de Edouard Bourciez, professeur de langues et littératures du Sud-Ouest de la France à l'Université de Bordeaux, in-8° de XIV-82 pages, imprimerie Cadoret, 1916 ;

De MM. J. Durieux et L. de Nussac, le tiré à part de leur mémoire sur *Les Combattants Limousins de la guerre Américaine (1778-1783)* publié dans le *Bulletin* de la Société historique de Brive, imprimerie Roche, 1915, où p. 14 est cité un lieutenant de vaisseau, Barthou de Monbas (de Bellac), petit-fils de l'un des Forien, si heureusement restitués par M. Roger Drouault dans notre dernier *Bulletin* ;

Et de M. Dubut, dix-huit numéros successifs du journal *l'Etoile*, contenant une récente publication sur *Les Volontaires de Ribérac pendant la Révolution française*, qui fera partie du travail de M. Dubut sur l'histoire de Ribérac pendant la

période révolutionnaire, suspendu par suite de la mobilisation de l'imprimeur chargé de la mise en pages.

Notre habile et distingué confrère M. le comte FOURNIER-SARLOVÈZE veut bien nous offrir une jolie aquarelle de sa composition, formant un tryptique, de format in-8°, intitulé *Les prêtres aux armées* et représentant dans le premier compartiment une église en feu et des blessés secourus par des religieuses ou portés par des brancardiers sur des civières; dans le second, une messe en plein air, au moment de l'élévation, et dans le troisième, un enterrement militaire sortant d'une église et d'un village dévastés. Au dos, sont imprimées deux poésies touchantes : un sonnet de Théodore Botrel, *Le soldat-prêtre*, et une pièce de vingt vers, *Les prêtres aux armées*, signée XX.

Des remerciements sont votés aux donateurs et particulièrement à M. Fournier Sarlovèze.

M. DUJARRIC DESCOMBES fait observer au Secrétaire général, par l'organe de M. Aublant, que le regretté M. Buisson n'était pas félibre majoral comme il l'a écrit dans son procès-verbal du 4 novembre 1913.

Dont acte.

M. DE SAINT-SAUD nous dit, au sujet du culte de saint Front, une chose qui, paraît-il, est inconnue et qu'il a signalée à M. le chanoine Mayjonade, qui va faire des recherches : c'est la fondation d'une chapelle sous son vocable dans une des églises de Paris. On lit en effet dans le n° du 10 janvier de *l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux* cette question :

« Saint Fronton ou Frontin, apôtre des Périgourdins, avait, au début du XIII^e siècle, une chapelle dans une des églises de Paris. Est-il vraisemblable que ce soit à Saint Merry ? Où était-elle ? Deux maîtres de théologie se rencontrent dans cette chapelle ; tous deux sont de nation anglaise. Peut-on soutenir que l'apôtre des Périgourdins est un des patrons de la nation anglaise à l'Université, au début du XIII^e siècle ? »

Dans une courte communication, M. DUJARRIC DESCOMBES fait observer que MM. Brugière et Berthelé n'ont pas men-

tionné, dans leur *Exploration campanaire en Périgord*, la paroisse de La Chapelle-Montabourlet.

Pour suppléer à cette lacune, il signale une délibération prise, le 4 décembre 1740, par les habitants du lieu, en vue de la réfection de la cloche de leur église. Ils conviennent de solliciter, de l'Intendant de la Généralité de Limoges, l'autorisation de refaire l'ancienne cloche qui, rompue depuis six ou sept mois, ne peut plus servir, et d'en augmenter les dimensions, car une partie de la paroisse ne la pouvait entendre, à cause de sa petitesse.

On trouvera cette délibération aux minutes de M^e Berlaud, notaire à La Tour-Blanche, déposées aux Archives de la Dordogne par M. Dujarric, qui ignore quelle suite fut donnée à la demande des paroissiens de La Chapelle-Montabourlet.

M. le comte Alphonse DE FLEURIEU fait ensuite passer sous nos yeux une tuile du XVIII^e siècle qu'il offre au Musée, provenant de la toiture d'un hangar du château de Marzac et portant la marque très nettement frappée d'une fleur de lys.

M. DE SAINT-SAUD nous apporte les clichés des deux *ex-libris* qu'il nous avait annoncés, du ministre Bertin et de Christophe de Beaumont du Repaire, maréchal de camp, gouverneur de Domme, et que le collectionneur genevois, M. Raisin, a bien voulu faire préparer à notre intention. Ils seront reproduits dans une des livraisons du *Bulletin* de cette année.

M. LESPINAS ne pense pas que l'un d'eux soit l'*ex-libris* de Bertin. Suivant lui, ces armoiries ont dû être placées en tête d'une dédicace ou d'un volume qui était offert au ministre.

Notre érudit confrère, M. Joseph DUMIEUX, veut bien nous signaler « un titre de Maine de Biran qu'ont omis ses biographes, même notre distingué confrère M. A. de La Valette-Monbrun, dans son excellent et savant *Essai de biographie historique et psychologique*, qui est beaucoup plus et bien mieux qu'un Essai. Ce titre est celui de conseiller général de la Dordogne conféré à « Biran Maine ex administrateur départemental », par un arrêté du premier Consul en date du 13

germinal an X — 3 avril 1802, sur la proposition du préfet Rivet qui attestait son zèle et ses lumières.

» Maine de Biran remplaçait dans l'assemblée départementale M. Dupuy démissionnaire ; il figure parmi les vingt-quatre membres du Conseil général cités par Delfau dans l'*Annuaire pour l'an XI*. Le dimanche 3 août, il fit partie, avec MM. de Jumilhac, de Fayolle et d'Anglars, de la députation du Conseil général, chargée de présenter une adresse à l'Empereur et admise à l'audience, à Saint-Cloud ; Napoléon accueillit les députés de la manière la plus gracieuse et s'entretint personnellement avec chacun d'eux.

» Maine de Biran vint aussi en mission à Paris, aux Tuileries, au mois de février 1810, comme président du collège électoral de la Dordogne et reçut alors la décoration de la Légion d'honneur. Nous avons publié dans le *Bulletin* (tome XXXI, année 1904, p. 437) deux lettres écrites par lui à cette occasion au grand chancelier Lacépède. En octobre 1816, après sa non-réélection de député, il parlait de sa *disgrâce au Conseil général*.

» Il dut rédiger, en qualité de secrétaire, au moins dans les premiers temps, les procès-verbaux de ce Conseil. Il nous a semblé, en effet, reconnaître son écriture sur les documents originaux des Archives nationales.

M. Dupuis nous communique ensuite une chanson rustique en petits vers, où sont dépeints les abords immédiats de Périgueux, non signée, et qui aurait été trouvée dans le portefeuille d'une vieille dame. On croit la chanson de l'époque de Louis-Philippe.

Il nous lit aussi un projet manuscrit de code rural qui aurait été rédigé en l'an VI par M. Forien, juge à Nontron. Un des articles enjoint aux maires de faire cultiver les champs délaissés par les militaires au service, comme le prescrivent présentement les circulaires administratives du Ministre de l'Agriculture.

Enfin, M. le Président nous informe qu'il a reçu pour le Musée le legs du regretté M. PELLISSON, qui comprend un

certain nombre d'objets d'iconographie locale, des bibelots divers, des faïences patriotiques, des boutons d'uniformes militaires et de livrées, etc.

La Société doit lui être reconnaissante.

Il reste à procéder à une élection.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admise membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} DE MONTIFAULT, villa Beauronne, près Périgueux, présentée par M. Dujarric-Descombes et M. de Saint-Saud.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire-général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{le} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 2 mars 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, l'abbé Joseph Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Adalbert du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord, M. le Président exprime sa condoléance émue sur la perte que vient de faire la Société en la personne de l'un de ses vice-présidents.

« Messieurs et chers Confrères, nous dit-il, je ne veux pas empiéter sur la notice que M. Decoux-Lagoutte doit consacrer à notre regretté vice-président M. LESPINAS. Vous me permet-

trez cependant d'adresser un dernier et triste adieu à cet aimable et érudit confrère, qui assistait plein de gaieté et d'entrain à notre dernière séance, et qui a été terrassé en quelques jours par un mal dont tous les efforts de la science ont été impuissants à enrayer la marche fatale.

• M. Lespinas n'était pas un Périgourdin d'origine, mais il l'était devenu, comme l'était devenu aussi M. Pellisson, et on peut dire qu'il ne le cédait en rien à aucun de nos compatriotes pour l'intérêt qu'il portait à notre passé, à notre histoire et à tout ce qui s'y rattache. Il appartenait à une famille des plus considérées du Haut-Limousin. Le nom de son père, médecin à Lubersac, acquit dans le procès de M^{me} Lafarge une véritable notoriété dont ses contemporains ont gardé le souvenir.

• M. Lespinas entra dans la magistrature ; il épousa M^{lle} Saint-Martin pendant qu'il était juge au tribunal de Saint-Yrieix. Ses convictions religieuses le décidèrent peu après à briser sa carrière au moment des décrets. Il vint alors s'installer à Périgueux, tout en gardant la belle demeure familiale de Lubersac où il reçut si gracieusement notre Société lors de son excursion à Pompadour, Ségur, Lubersac, et St-Yrieix. Il s'attacha à améliorer la propriété de M^{me} Lespinas, Le Caran, dont il fit une demeure charmante et où il pratiqua constamment, comme à Périgueux, la plus large et la plus cordiale hospitalité. Depuis peu d'années, il avait décidément abandonné le Limousin et avait vendu ses propriétés afin de partager sa vie entre le Caran, Périgueux et quelques séjours à Paris, auxquels il tenait d'autant plus qu'ils lui permettaient de s'y consacrer à ses goûts pour les livres, les estampes, les médailles et l'émaillerie limousine.

• Il avait acheté l'hôtel du docteur Lacombe, dont il avait fait une demeure aussi élégante que confortable et où ses collections trouvaient dans un cadre approprié leur véritable place. M^{me} Lespinas ne jouit pas longtemps de sa nouvelle installation et fut enlevée par un mal implacable lorsque rien ne pouvait faire croire à une fin aussi prématurée. M. Lespinas, profondément atteint dans ses plus chères affections, sembla désormais se désintéresser des choses qui, jusqu'alors, lui

plaisaient le plus. Il continuait cependant à prendre à notre Société un réel intérêt, quoiqu'il ait trop rarement donné des articles à notre *Bulletin* ; mais il était assidu à nos séances et d'une grande obligeance ; bien souvent, il a donné des livres rares ou des portraits pour illustrer les articles de ses confrères. Il avait une collection iconographique des plus précieuses ainsi qu'une bibliothèque remplie des ouvrages Périgourdins et Limousins les plus rares : Ste-Ursule, la Visitation, l'abbaye de Ligeux lui avaient cédé des séries d'émaux très intéressants pour le Périgord par leurs armoiries et leur origine. Enfin, ayant acquis le médaillier formé par le docteur Galy, il l'avait augmenté de pièces nombreuses et rares. Jamais il n'a refusé d'identifier les monnaies découvertes dans la région ou dans les fouilles, et il se faisait un plaisir de mettre à notre service ses connaissances en numismatique qui étaient fort étendues. Sa complaisance ne l'était pas moins ; il nous la témoigna en classant les collections de sceaux et de médailles du Musée. Je lui en conserve personnellement une vive gratitude. Tel est l'aimable et érudit confrère dont la perte vient s'ajouter à tant de deuils qui, depuis quelques mois atteignent non seulement nos familles, mais aussi la famille archéologique périgourdine. »

L'assemblée témoigne d'unanimes et sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

De M. le Ministre de l'Instruction publique, les *Commentaires de la Faculté de Médecine de l'Université de Paris (1393-1516)*, publiés avec une introduction et des notes par le docteur Ernest Wickerskeimer, bibliothécaire de l'Académie de Médecine, un volume cartonné in 4°, Paris, Imprimerie nationale, 1915 ;

Comptes rendus des séances de l'année 1915 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de juillet-août, in-8°, avec un plan et une planche, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant p. 298 une communication de notre savant correspondant M. le docteur Capitan sur *Les dernières découvertes aux Arènes de Lutèce* ;

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des Sciences économiques et sociales, — Congrès des Sociétés savantes de 1912, tenu à Paris, in 8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1915 ;

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques, Section des Sciences économiques et sociales, année 1912. in-8°, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1915 ;

Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1914, 3^e livraison, in 8° avec planches et illustrations, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur, 1915 ; où p. CXXIX, à la séance du 14 mai 1914, est annoncée la mort d'un correspondant honoraire du Comité, le vicomte de Laugardière, ancien conseiller à la Cour d'appel de Bourges, président honoraire de la Société des Antiquaires du Centre, proche parent de notre regretté confrère M. de Laugardière, de Nontron ;

Les *Tables générales* des tomes LI à LXIII, dressées par Paul Ducourtieux, du *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tome LXIV, in-8°, Limoges, imprimerie Ducourtieux et Gout, 1915 ; les pages 33 à 36 manquent dans notre exemplaire ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXVI^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} février 1916, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant p. 4 une notice sur notre regretté confrère M. Pellisson et ses publications ; — p. 36, dans l'*Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de Saint-Louis*, par M. Depoin, on lit ce passage qui nous intéresse : ...

« Ces mœurs de faussaires religieux s'étaient introduites dès le XI^e siècle, car à l'un des conciles de Saintes, devant les légats de Grégoire VII, nous verrons flétrir de prétendues bulles d'Adrien I^{er}, confectionnées par le clerc d'un archevêque. Cinquante ans auparavant, dans un concile tenu au sujet de « l'apostolicité » de saint Martial, se dévoilait la métamorphose de saint Front, citoyen de Périgueux, en un disciple du Christ, opérée à l'instigation des chanoines par un spécialiste grassement payé. Périgueux ne pouvait décemment rester au-dessous de Limoges, et Saintes, à son tour, voulut marcher sur leurs brisées. De ses deux plus célèbres prélats,

Eutrope et Vivien, les vies concises furent abandonnées, en faveur de copieuses divagations »... ;

et, p. 38 une lettre de remerciements de l'abbé de Féletz, de 1795, aux habitants de la ville de Saintes qui avaient si bien accueilli les prêtres déportés à Rochefort, détenus à la maison Notre-Dame ;

Recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, 2^e série, tome XVII, un volume broché in-8°, avec illustrations, Agen, Imprimerie Moderne, 1915 ; contenant les comédies en langue d'Oc, de François de Cortète de Prades, auteur du xvii^e siècle ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 14^e volume, n^o 5, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1915 ;

Bulletin trimestriel de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, 36^e année, n^{os} 136 et 137, janvier-juin, juillet-décembre 1915, deux fascicules in-8°, Digne, imprimerie Chaspoul ;

De M. Gustave Chauvet, notaire honoraire, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, quatre de ses intéressantes brochures : *Note sur les débuts de l'Age du fer, hypothèse sur les amas de cendres de Nalliers (Vendée)*, in-8°, Poitiers, imprimerie Roy, 1914 ; — *Trésor de l'étang de Nesmy (Vendée)*, in-8°, Poitiers, 1915 ; — *Projet d'aménagement des Antiquités préromaines au Musée des Grandes-Ecoles*, in-8°, Poitiers, 1915 ; — et *Petites Notes d'Archéologie Charentaise*, n^o V au Musée archéologique d'Angoulême, 1^{er} Temps préhistoriques, 2^e Collection G. Chauvet, in-8° avec planches et illustrations, Angoulême, imprimerie Despujols, 1915 ;

Et de M. le comte Charles de Beaumont, sa brochure sur *Le Duel d'Alexis-Germain Bruley, une rectification historique*, extrait du *Bulletin* de la Société archéologique de Touraine, tome XX, in-8°, Tours, imprimerie Alfred Mame et fils, 1916.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Le Secrétaire général a reçu, sous la date du 12 février, du

délégué central de l'Union des Sociétés du Sud-Ouest,
M. HABASQUE, la lettre suivante :

Monsieur et cher Collègue,

Vous avez lu dans le dernier numéro du *Bulletin* de notre Union, (juillet-octobre 1915), une liste trop longue, hélas, des noms de nos Collègues morts pour la Patrie. Mais il ne vous aura pas échappé que cette liste, par la force des choses, pouvait comporter des lacunes et que, de plus, cette glorieuse nécrologie a dû malheureusement s'allonger depuis octobre.

Aussi, vous demandant la permission de me référer à ma lettre du 7 août dernier, et le numéro d'avril 1916 du *Bulletin* étant en préparation, je viens vous prier, avec instance, au nom de la Section Centrale, d'envoyer directement à notre Secrétaire général, M. Paul Courteault, 23, rue de Strasbourg à Bordeaux, tous les renseignements nouveaux que vous aurez pu recueillir sur nos héros morts au champ d'honneur et sur ceux dont les actions d'éclat ont mérité d'exceptionnelles distinctions.

Unissons nos efforts, Monsieur et cher Collègue, pour qu'aucune des circonscriptions de nos Sociétés ne demeure privée de la page à laquelle elle a droit dans le Livre d'Or dressé par notre *Bulletin*.

Veuillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'expression de ma haute et confraternelle considération.

Le Délégué Central,

F. HABASQUE.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a répondu à cette lettre le 17 février en envoyant une nouvelle liste, aussi exacte qu'il l'a pu, de nos confrères cités à l'ordre du jour, décorés, promus, blessés, prisonniers, d'octobre 1915 à février 1916.

M. FÉAUX fait passer sous nos yeux • un objet qu'il a trouvé jadis dans ses fouilles de l'Abri de Raymonden (1); c'est une baguette en bois de renne, portant des traces d'ornementation, dont les dimensions sont les suivantes : longueur, 0.169^m; largeur, 0.017^m; épaisseur moyenne, 0.008^m; elle est légèrement courbe dans le sens de la longueur, plate sur la face convexe et un peu bombée sur la face concave ; une des

(1) Voir *Bulletin*, année 1891, *La station quaternaire de Raymonden*, comm. de Chancelade, par Michel Hardy, pl. 1, fig. 16.

extrémités est terminée par une pointe mousse, l'autre paraît incomplète et pourrait très bien avoir été également appointée, enfin, détail important, l'objet est percé, vers le milieu, d'un trou à peu près rond, ayant un diamètre de 0.006.

« A quel usage pouvait servir un pareil instrument dont le type paraît avoir été très rare ? (1). On l'a considéré, en raison du trou, comme une sorte de grosse aiguille ; mais cette désignation assez vague demandait à être précisée ; c'est ce que pense pouvoir faire notre confrère.

» M. Féaux possède, dans sa collection ethnographique, une paire de raquettes à neige provenant des Esquimaux (2) au sujet desquelles il a été amené à faire des recherches dans les *Rapports annuels de la Smithsonian Institution*, de Washington (Etats Unis), qui donnent de nombreux détails sur les objets mobiliers, anciens ou récents, des diverses peuplades des régions polaires (3).

» Ces raquettes ont à peu près la forme d'une ellipse dont les diamètres sont de 0.35 et 0.60, terminée par une queue de 0.48 ; elles sont composées d'une lame de bois équarrie de 0.02, formant le pourtour, et de deux traverses également en bois (4) ; une courroie en peau sert à attacher au pied la raquette dont la surface entière est occupée par une sorte de filet ressemblant beaucoup au cannage en bambou de nos chaises et fauteuils (5) ; or, pour exécuter ce filet, les Esquimaux se servent d'une grosse aiguille en ivoire, longue de 0.13 à 0.14 environ, ayant une pointe mousse à chaque extrémité et *percée dans le milieu* ; cette disposition a pour but de permettre de pousser l'aiguille tantôt en avant, tantôt en arrière, sans être obligé de la retourner.

(1) Ni Déchelette, ni Chauvet, ni de Mortillet, n'en signalent de semblables.

(2) Très probablement des Esquimaux Nenenot de la baie d'Hudson.

(3) Notamment dans les années 1887-88 et 1889-90.

(4) Le bois le plus généralement employé est le bouleau ; à Barrow-Point, on se sert du mélèze et les riverains de la rivière Koksoak, dans l'ouest du Labrador, emploient aussi le sapin.

(5) Ce filet est formé de très longues et très étroites lanières de peau de renne soigneusement épilées et ayant subi une préparation qui les fait ressembler à du parchemin.

• La grosse aiguille de Raymondén, nous dit notre confrère, a donc très probablement été employée à faire du filet ; rien n'empêche de croire que les Magdaléniens en fabriquaient ou même qu'ils faisaient des raquettes à neige, puisqu'ils vivaient eux aussi sous un climat froid, et il est intéressant de constater cette similitude d'outils et vraisemblablement d'usage, surtout si l'on se rappelle que, d'après Testut, le squelette de notre troglodyte périgourdin présente une analogie frappante avec celui des Esquimaux actuels (1). »

L'assemblée remercie M. Féaux de son intéressante communication.

M. DE BOURDEILLE fait aussi passer sous nos yeux cinq tournois en argent qui paraissent dater de la fin du ^{xiv}^e siècle, de Charles V et Charles VI, et dont il ignore la provenance.

M. LE PRÉSIDENT nous présente également une vervelle du ^{xv}^e siècle, provenant de la collection de M. Pellisson. Ce petit objet, destiné à être suspendu à la patte d'un faucon ou au cou de quelque chien, portait un écusson émaillé.

A propos du procès-verbal, M. DE SAINT-SAUD nous fait connaître « ce qui concerne la chapelle dédiée à saint Front, dans une église de Paris, encore indéterminée. Alexandre de Hales, de nationalité anglaise, franciscain, grand maître de l'Université de Paris, mort en 1245, avait à présenter un de ses disciples au baccalauréat d'abord, puis au magistralat. Ayant été pour prier dans une église de Paris à ce sujet, il y trouva, en prière également, dans la chapelle dédiée à saint Front, son condisciple Jean de la Rochelle. La nationalité du grand maître et celle aquitanoise du disciple, ont fait supposer que le saint invoqué doit être le patron de notre diocèse.

• Quant à l'*ex-libris* de Bertin, il est certain que nous nous trouvons en présence d'un exemplaire différent de celui

(1) Testut, *Recherches anthropologiques sur le squelette quaternaire de Chancelade*. Bulletins de la Société d'anthropologie de Lyon, t. VIII, 1889.

signalé dans la séance de janvier 1910, puisque ce dernier est de format en largeur, sans initiales du graveur, qui est Joseph Tubert. M. Raisin, son possesseur, ne partage pas les objections formulées dans la dernière séance par M. Lespinas, notre si regretté confrère, qui pensait voir dans la pièce soumise une vignette de dédicace ; les marques du cuivre, par exemple, sont très apparentes. « J'ai vu, dit-il, beaucoup d'armoiries de placet et j'ai remarqué qu'elles sont placées en bandeau, en tête du document. » *Adhuc sub judice lis est.* Ces réflexions et d'autres seront insérées dans l'article prochain consacré à l'*ex-libris* de notre ministre. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie cet extrait du compte-rendu de la séance du 12 janvier de la Société archéologique de la Charente, publié dans la *Petite Gironde* du 18 janvier, sur la taxation des denrées :

M. l'abbé Mazière communique deux documents : l'un du 19 juillet 1693, relatif à une ordonnance de l'Intendant de Limoges, Jubert de Rouville, 1689-1691, qui défendait d'acheter ou de vendre des grains ailleurs qu'au marché et relative au pillage par des habitants du village de Lagarde, paroisse de Gurat, d'un marchand de Champagne-Fontaine, qui avait contrevenu à cette ordonnance.

L'autre, du 23 novembre 1734, est une taxation des denrées dans la châtellenie de Bourzac, affichée sous la halle de Champagne. Voici un aperçu de quelques prix : la livre de bœuf ou de veau, 3 sols ; de vache, 1 sol 6 deniers ; de cochon et de mouton, 2 sols ; de pain blanc bien cuit et bien conditionné, 1 sol 3 deniers ; de pain de bonne méture, 9 deniers ; la pinte de bon vin, 2 sols 7 deniers. Défense de vendre de la vache pour du bœuf, de la truie pour du cochon et de la brebis pour du mouton, à peine de 10 livres d'amende, etc.

Notre érudit confrère M. Ernest LABADIE nous annonce qu'il a un travail prêt à être imprimé et qu'il a intitulé *Variations du prix des éditions princeps des Essais de Montaigne*. Il lui semble avec raison que cette étude pourrait convenir à notre *Bulletin* qui paraît dans le pays du Périgord, qui s'enorgueillit justement d'avoir donné le jour à l'illustre auteur des *Essais* dont on s'occupe beaucoup en ce moment.

La Société acceptera cette étude avec empressement.

Enfin, M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande « qu'il vient de compulsier les registres de catholicité de Celles, tenus par l'abbé François Lafon, depuis que celui-ci avait repris possession de sa cure, que la tourmente révolutionnaire l'avait forcé d'abandonner pour se réfugier en Espagne, avec l'abbé Chanard, son vicaire.

« Il y a relevé la curieuse mention du passage, en 1808, de Dominique Lacombe, évêque d'Angoulême, venu pour administrer à la paroisse le sacrement de confirmation. L'église de Celles, rouverte depuis six ans au culte catholique, n'avait pas été l'objet de visite pastorale depuis plus de vingt ans.

« Le prélat, accompagné du chanoine Faurien, d'Angoulême, et de son vicaire-général, l'abbé Peyrot, curé de Saint-Front de Périgueux, arriva dans les premiers jours du mois de juillet. Il fut reçu chez M. Pierre Ladoire de Chamizac, dans la maison que cet ancien magistrat au présidial de Périgueux possédait sur le chemin de La Croze.

« L'affluence des personnes accourues, à l'occasion d'une solennité regardée comme un événement extraordinaire, fut si grande, qu'on n'en avait jamais vu de semblable dans une paroisse rurale. Les maisons du bourg et des villages environnants ne purent loger tant d'étrangers, dont la plupart couchèrent à la belle étoile.

« Voici en quels termes l'abbé Lafon mentionna, dans son registre, la confirmation donnée à 966 confirmants, dont 777 étaient ses paroissiens.

« Les 3 et 4 juillet 1808, Mgr l'évêque d'Angoulême, étant en tournée, a administré le sacrement de confirmation dans l'église de Celles, à 777 personnes de l'un et de l'autre sexe, et à 189 personnes des paroisses voisines, en tout 966. La cérémonie a eu lieu en présence de : MM. Allabé, curé de St-Mer ; Lafon, curé de St-Sulpice ; Chamisac, curé de Coutures ; Chamisac, ancien chanoine à Périgueux ; Lasescuras, curé de Saint-Martin-de-Freyssengeas ; et de MM. Faurien, chanoine d'Angoulême, et Peyrot, vicaire général, curé de St-Front de Périgueux, qui accompagnaient Mgr l'évêque ; de laquelle cérémonie j'ai dressé le procès-verbal, à Celles, led. jour, 4 juillet 1808. Lafon, curé. »

« Avant de partir de Celles, l'évêque procéda en personne au

mariage religieux de deux habitants de Blanchardie, dont l'union civile remontait à la Révolution. Le curé porta également ce mariage sur le registre paroissial :

« Le 4 juillet 1808, Mgr l'évêque d'Angoulême, donnant le sacrement de la confirmation dans l'église de Celles, a été prié de bénir le mariage de Jean Faure et Anne Riboulet, du village de Blanchardie, mariés civilement depuis longues années ; et lad. bénédiction a eu lieu en présence de Léonard Ladoire, militaire pensionné du Gouvernement, de Sicaire Lacroix et de Jean Combealbert, du village de la Crose, qui ont signé avec nous et l'époux, et non l'épouse, pour ne savoir de ce requise, Lafon curé. »

« C'est par un mariage du même genre que commence la série des actes dressés par l'abbé Lafon, depuis la reprise de ses fonctions curiales. Le 26 janvier 1802, il régularisa, comme « prêtre canonique », en vertu d'une commission des vicaires-généraux, l'union d'Arnaud Peytoureau et de Marie Doire, de la paroisse de St-Victor, dépourvue de pasteur.

« Les mêmes registres ont également révélé à M. Dujarric la présence d'un de ces prisonniers de guerre du premier Empire, dont il a parlé dans une communication récente. Le 12 novembre 1811, le curé Lafon baptisa François Bardy Fourtœu, un des fils du notaire de Celles ; le parrain, François Lasescuras Lépine, avocat à Thiviers, n'ayant pu venir pour la cérémonie, fut « remplacé par le nommé Mariano Sereno, prisonnier Espagnol, demeurant à Cote ». Le filleul mourut six mois après. »

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Arthur FAURE-MURET, maître de chapelle de la cathédrale, rue Saint-Front, 4, à Périgueux, présenté par M^{me} de Roumejoux et M. le chanoine Prieur, archiprêtre de Ribérac.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

VARIATIONS

DES PRIX DES ÉDITIONS *PRINCEPS* DES *ESSAIS* DE MONTAIGNE

Avec quelques considérations bibliographiques sur ces éditions,

Habont sua fata libelli.

(TERENTIANUS MAURUS).

Il va paraître bien futile aux personnes peu au courant de la science des livres, qu'on puisse s'occuper des prix atteints par certains ouvrages anciens, et pourtant à une époque où presque tout le monde s'intéresse aux choses anciennes, tableaux, meubles, tapisseries, céramique, il nous semble que le livre peut bien avoir sa place, surtout un livre comme les célèbres *Essais* de Montaigne, qui a eu plus de cent éditions depuis 1580, date de la première, jusqu'en 1912, date de la dernière.

La cote des livres anciens est tout-à-fait du domaine de la science bibliographique. « Un bibliographe ! ont écrit P. Deschamps et G. Brunet dans leur *Supplément au Manuel du Libraire*... de Charles Brunet, qu'est que c'est que ça ? disent les gens du monde, et ça est un euphémisme. Un bibliographe ! disent les savants et quelques lettrés, mais c'est un sous-ordre qui a son utilité ! D'abord, il ne porte ombrage à personne, attendu qu'il est systématiquement écarté de l'administration des bibliothèques publiques ; puis il peut, dans sa sphère modeste, nous rendre quelques services ; quand nous sommes embarrassés, il nous renseigne à l'endroit des sources spéciales ; il nous indique les curiosités scientifiques ; c'est un catalogue ambulant, etc., etc. »

Ce n'est que depuis la troisième vente des livres de Charles Nodier, faite à Paris en 1844, que certaines éditions anciennes des *Essais* ont atteint dans les ventes publiques et chez les libraires des prix élevés. Ainsi, un exemplaire de l'édition originale de 1580, relié en maroquin de Derôme, relieur du xviii^e siècle, adjugé à 18 livres, à la vente d'Hangard, en 1789, a été revendu 2.060 francs à la vente Radziville, en 1865. A la vente Didot, en 1811, un exemplaire de cette même édition

de 1580, en vélin ancien, acquis au prix dérisoire de 11 francs, a été revendu 527 francs, à la vente Nodier, en 1844. A la vente Henri Bordes, de Bordeaux, faite à Paris en 1911, un exemplaire de cette édition, en maroquin moderne doublé, a été payé 3.000 francs, et il était coté, peu de temps après, sur le catalogue d'un grand libraire parisien, 5.000 francs ! C'est le plus haut prix, jusqu'à présent, donné à cette édition.

Si les éditions *princeps* des *Essais* ont commencé à être recherchées et cotées vers 1844, c'est après la guerre de 1870 surtout qu'elles ont atteint le maximum de leur valeur.

« Cette époque désastreuse de notre histoire, ont encore écrit Deschamps et Brunet, fut marquée par un bien singulier phénomène : l'énorme rançon payée par notre pauvre France, les misères de toute sorte qu'elle avait endurées, les horreurs de la Commune et les douleurs qui en furent la suite, semblaient devoir amener une baisse considérable sur les prix des valeurs de convention sur les tableaux, les livres et les objets d'art. On avait encore présente à la mémoire la Révolution de 1848 et l'énorme baisse qui s'en était suivie ; en 1871, ce fut le contraire qui eut lieu... »

Pour ce qui concerne les éditions des *Essais*, on va voir, d'après les prix que nous allons signaler, que c'est en effet après 1870 que les prix les plus élevés furent donnés à ces livres.

Nous ne nous occuperons ici que des éditions dites *princeps* des *Essais*, c'est-à-dire celles qui ont paru du vivant de l'auteur, en 1580, 1582, 1587 et 1588, et de celle de 1595, la première publiée après la mort de Montaigne, survenue en 1593, éditée par M^{lle} de Gournay, sa fille d'alliance, d'après les notes qu'il avait laissées, écrites de sa main sur un exemplaire de l'édition de 1588, conservée aujourd'hui à la Bibliothèque municipale de Bordeaux. Ces cinq éditions ont une réelle valeur de texte et c'est pour cela qu'elles sont recherchées par les lettrés et par les bibliophiles.

Outre ces premières éditions, il y en a certainement d'autres excellentes, surtout pour une lecture courante. Nous pouvons citer celle de 1635, très beau livre, la dernière édition donnée par M^{lle} de Gournay et dédiée au Cardinal de Richelieu, celles de Coste, publiées au xviii^e siècle, celle de 1802, due à Naigeon,

d'après les notes de Montaigne, de l'exemplaire de Bordeaux, celle d'Eloy Johanneau, en 1818, celle de Leclerc, en 1826, enfin les éditions plus modernes, celle de Lemerre, donnée par M. Courbet de 1872 à 1882, celles de Jouaust de 1873 à 1880 et de 1885 à 1888, et la dernière en date, publiée depuis 1906 par la ville de Bordeaux, d'après le précieux exemplaire de sa bibliothèque annoté par Montaigne, édition définitive d'après laquelle on pourra faire plus tard une édition populaire.

D'ailleurs, depuis la première édition de 1580 jusqu'à la dernière, il a été publié plus de cent éditions des *Essais* : neuf au xvi^e siècle, vingt-huit au xvii^e, dont vingt-deux dans la première moitié seulement, quinze au xviii^e, trente-cinq au xix^e, jusqu'en 1884. A partir de ce moment, les *Essais* sont de plus en plus lus, les éditions se succèdent et on peut dire de Montaigne ce qui a été dit d'Homère, qu'après plus de trois siècles il est toujours plein de gloire et d'immortalité.

Pour les éditions des *Essais*, on peut consulter la bibliographie à peu près complète qu'en a dressée le Dr Payen (1), en 1837, et l'inventaire du fonds Payen à la Bibliothèque, nationale par Gabriel Richou (2).

* * *

Les prix que nous allons maintenant donner ont été relevés par nous dans différents ouvrages comme le *Manuel du Libraire* de Ch. Brunet et le *Supplément* de Deschamps et G. Brunet, le *Dictionnaire de Bibliographie et de Bibliologie* de G. Brunet, la *Bibliographie des principales éditions originales*

(1) *Notice bibliographique sur Montaigne*, par J.-F. PAYEN, D. M. Paris, 1837, in-8°, 72 p. Extrait des Œuvres de Montaigne, édition du *Panthéon littéraire* (1836), tiré à petit nombre pour les amis de l'auteur. Plus deux suppléments, pp. 73 à 80, extraits du *Bulletin du Bibliophile* (1860).

(2) *Inventaire de la collection des ouvrages et documents sur Michel de Montaigne, réunis par le Dr J.-F. PAYEN et conservées à la Bibliothèque nationale...* par Gabriel Richou. Bordeaux, 1877, in-8°. (Tablettes des Bibliophiles de Guyenne, t. II). On peut consulter encore sur cette collection : Jules le PETIT, *Quelques mots sur le Dr J.-F. Payen. Sa vie, ses ouvrages et sa collection relative à Michel Montaigne*, 1873, in-8°.

d'écrivains français du xv^e au xviii^e siècle, par Jules Le Petit, les catalogues de quelques libraires parisiens comme Potier, Téchenet, Fontaine, Rouquette, Morgand et Fatout, Ed. Rahir successeur, et les catalogues des ventes publiques faites à Paris, comme celles de Nodier (1844), Pixérécourt (1838), Solar (1859), Bertin (1854), Brunet (1868), B^{on} Pichon (1869 et 1897), Lebeuf de Montgermont (1876), Didot (1879), Ganay (1881), Guy-Pellion (1882), C^{ie} de Lignerolles (1894), Henri Bordes, de Bordeaux (1911), Courbet (1912), Laroche-Lacarelle (1888), etc.

Nous devons expliquer ici pour ceux de nos lecteurs qui sont peu initiés aux règles de la nomenclature bibliophilique et qui ne pourraient comprendre les différences de prix attribués à une même édition, qu'un livre ancien a d'autant plus de valeur qu'il est dans son état primitif, dans sa première reliure et bien conservé. Ainsi, un ouvrage du xvi^e siècle comme les *Essais*, se paiera plus cher s'il est dans sa première et modeste reliure de vélin — les reliures en maroquin et même en veau de cette époque sont introuvables — que s'il est habillé de maroquin moderne, cette reliure fût-elle d'un grand maître relieur. Cependant, les maroquins du xvii^e et du xviii^e siècle sur des ouvrages du xvi^e sont encore assez estimés, surtout si elles portent des armoiries, quoique les relieurs du xviii^e siècle, comme les Derôme et les Padeloup aient beaucoup trop rogné des livres qui avaient été déjà rognés pour leur première reliure du xvi^e ou du xvii^e siècle. Au xix^e siècle, la grande légion des bibliophiles de 1875, ainsi qu'on les appelait, ont eu la manie du maroquin moderne, et ils ont fait casser beaucoup de très beaux exemplaires en vélin du xvi^e siècle, pour les faire recouvrir d'un riche maroquin par un relieur à la mode. Le relieur Duru est celui qui s'est le plus livré à cet acte de vandalisme ; les livres sortis de son atelier sont très rognés généralement et aplatis par la presse et le grain de la peau écrasé au cylindre, ils ont perdu entièrement leur aspect primitif. Cependant, si l'exemplaire en reliure moderne est grand de marges et s'il porte la signature d'un maître relieur comme Trautz-Bauzonnet, il peut être très haut coté, c'est le cas sans doute de l'exemplaire de l'édition des *Essais*

de 1580, offert chez un grand libraire parisien à 3.000 francs, le plus haut prix donné à cette édition.

EDITION de 1580, 2 vol. in-8°.

Premier volume

ESSAIS || DE MESSIRE || MICHEL SEIGNEVR || DE MONTAIGNE, || CHEVALIER DE L'ORDRE || du Roy & Gentil-homme ordi- || naire de sa Chambre. || LIVRE PREMIER || & second. || * || A BOVRDEAVS. || Par S. Millanges, Imprimeur ordinaire du Roy. || M. D. L XXX. || — || AVEC PRIVILÈGE DV ROY.

4 feuillets liminaires contenant : le titre, verso blanc, le célèbre avis au lecteur « C'est icy un livre de bonne foy... » daté de « Montaigne, ce premier de Mars, 1580 », la table des chapitres, le privilège daté du « 9. Jour de May 1579 » et les errata ; 248 feuillets chiffrés de 1 à 493 (cahiers de 8 ff. signés A à H h), pagination fautive. Les pages sont en général de 21 lignes et les lignes d'environ 32 lettres. Le titre n'a qu'un fleuron et pas de marque d'imprimeur.

Second volume

ESSAIS || DE MESSIRE || MICHEL SEIGNEUR DE || MONTAIGNE CHEVALIER || de l'ordre du Roy, & gentil-homme || ordinaire de sa Chambre. || LIVRE SECOND. || * || A BOVRDEAVS. || Par S. Millanges, Imprimeur ordinaire du Roy. || M. D. L XXX. || — || AVEC PRIVILGÉE DV ROY.

2 feuillets liminaires contenant : le titre, verso blanc, et la table, 327 ff., chif. de 1 à 650 et 1 f., suite de l'errata. Cahiers de 8 ff., signés A A a à S S f f. Ce second volume a été imprimé en plus petits caractères que ceux du premier, les pages sont en général de 25 lignes et les lignes de 35 lettres environ. Sur le titre, la marque de l'imprimeur.

L'impression de cette première édition des *Essais* est assez médiocre, mais il ne faut pas trop s'en étonner ; on attachait beaucoup plus d'importance à cette époque à des livres classiques ou d'érudition qu'à des ouvrages dans le genre des *Essais*, dus à des gens du monde qui voulaient se faire imprimer. L'imprimeur bordelais Simon Millanges avait pourtant donné déjà des chefs-d'œuvre de typographie, comme les ouvrages d'Elie Vinet et l'Ausone de 1575-1580 ; mais il avait peut-être considéré la publication de son ancien condis-

ciple du collège de Guyenne, comme une simple fantaisie un peu négligeable, bien que Montaigne eût parfaitement payé ce travail. Il le rappelle dans un des chapitres de ses *Essais* :

« Peu d'hommes, écrit-il, ont esté admirez par leurs domestiques. Nul a esté prophète, non seulement en sa maison, mais en son païs, dit l'expérience des histoires. De mesme aux choses de néant. Et en ce bas exemple se void l'image des grands. En mon climat de Gascongne, on tient pour drolerie de me veoir imprimé. D'autant que la cognoissance, qu'on prend de moy, s'esloigne de mon giste, j'en vaux d'autant mieux. J'achette les Imprimeurs en Guienne : ailleurs ils m'achettent. » (1)

Une autre preuve que Millanges prenait pour une *drolerie* le livre de son riche client, on peut la trouver peut-être dans un exemplaire de l'édition de 1580 des *Essais*, conservé à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, n° 18.798 z, où il est entré il n'y a que quelques années, exemplaire unique et peu connu jusqu'à présent, dont les titres sont différents de ceux que nous venons de donner. En voici le libellé :

ESSAIS || DE MICHEL || DE MONTAI- || GNE. || LIVRE
PREMIER ET || SECOND. || * || A BOVRDEAVS. || Par S. Millan-
ges, Imprimeur ordinaire du Roy. || M. D. LXXX. || — ||
AVEC PRIVILÈGE DU ROY.

Les titres sont semblables pour les deux volumes dont le texte est le même que celui de l'édition connue, il n'y a que les titres de changés, tous les deux portent la marque de l'imprimeur.

On remarquera que sur ces titres l'imprimeur n'a mis ni les titres de l'auteur « Messire » et « Seigneur », ni ses qualités « Chevalier de l'ordre du Roy et Gentil homme ordinaire de sa Chambre », mais tout simplement « Essais de Michel de Montaigne. » Et voici alors ce qui a dû arriver : il n'était pas

(1) *Essais*, édition de 1595, Livre III, chap. 2. C'est cette dernière phrase qui a été gravée sur le socle de la statue de Montaigne de la place des Quinconces, à Bordeaux. Les édiles bordelais ont-ils voulu donner une leçon aux éditeurs de leur ville qui n'ont pas eu foi en un auteur qui est une des gloires de la littérature française et dont le livre a eu plus de cent éditions ? La leçon est dure !

d'usage à cette époque d'envoyer à l'auteur des épreuves d'un livre à l'impression, on lui remettait l'ouvrage complet, et s'il y avait des fautes, on les corrigeait sous forme d'errata à la fin ou au commencement du volume ; c'est ce qui explique la longueur de ces errata dans certains ouvrages anciens. Lorsque Montaigne reçut les exemplaires de ses *Essais*, il s'aperçut de l'omission commise et il s'empressa de faire réimprimer les titres avec ses titres et qualités, auxquels, sans doute, il tenait beaucoup ; mais il n'était plus question de son véritable nom, nom patronymique d'Eyquem, qui rappelait un peu trop peut-être que ses aïeux étaient de simples marchands bordelais. Montaigne était le nom d'une terre située dans la châtellenie de Montravel, aujourd'hui Lamothe-Montravel, canton de Vélignes, arrondissement de Bergerac, et que son bisaïeul, Ramon Eyquem, né à Blanquefort, près de Bordeaux, en 1402, avait acheté en 1477 pour la somme de 900 francs bordelais, terre que Pierre Eyquem, le père de Michel, qui fut maire de Bordeaux en 1554, agrandit considérablement (1).

Cet exemplaire de la Bibliothèque de Bordeaux est très précieux, non seulement à cause de ses titres presque inconnus jusqu'à présent, mais aussi parce que les errata ont été corrigés dans les marges d'une écriture qu'on attribue à Montaigne lui-même ; malheureusement, il est en mauvais état, le titre du premier volume est mal raccommo-
dé et plusieurs feuillets sont déchirés (2).

(1) Rappelons que Michel Eyquem, l'auteur des *Essais*, naquit le 28 février 1533, au château de Montaigne, en Périgord. C'est là qu'il passa son enfance et la plus grande partie de sa vie, c'est là qu'il rédigea les éditions de ses *Essais*, dans la tour du château où était sa fameuse « librairie », sa bibliothèque ; c'est là qu'il mourut, pieusement, le 13 septembre 1593, à l'âge de cinquante-neuf ans et six mois.

(2) Si on consulte le catalogue de cette bibliothèque, Sciences et Arts (1830), on lit sous le n° 1445 : « Michel de MONTAIGNE, Ses (*sic* pour Les) *Essais* ; édition corrigée suivant les premières impressions de L'Angelier. Paris, Blageart, 1580 (!), in-fol. » C'est tout simplement un exemplaire de l'édition de Paris, Blageart, 1640, in-fol., auquel il manque le titre et dont cette bibliothèque possédait un exemplaire, n° 1453, du même catalogue. A cette époque, cette bibliothèque n'était pas bien riche en éditions des *Essais*, il lui manquait

Cette édition des *Essais* a une valeur capitale pour le texte original, premier jet de l'auteur. Certains critiques ont même prétendu que c'est dans cette édition qu'il fallait lire l'ouvrage de Montaigne. M. Fortunat Strowski, l'éditeur de la grande édition municipale bordelaise des *Essais* a écrit à ce sujet et avec beaucoup d'esprit :

« Les *Essais* ont eu successivement trois formes différentes... Or, si les éditions de 1588 et 1595, parues lorsque Montaigne était célèbre et son livre fort répandu, s'adressent à l'universalité des lecteurs, celle de 1580 était destinée particulièrement aux Bordelais... Montaigne est un pédant, dit Malebranche, si on ouvre les *Essais* — les éditions postérieures à celle de 1580 — on est écrasé sous l'abus des citations et des souvenirs antiques... On ne s'étonne plus de la sévérité de Malebranche et l'on est près de partager son opinion. Mais non ; à Bordeaux, on doit en juger autrement. Tout cela, voyez-vous, *ce n'est pas du Montaigne d'origine, ce n'est que du Montaigne d'exportation*. En effet, de ce pédantisme, de cette érudition étalée et indiscrete, de ces histoires scabreuses, il n'y a pas trace dans l'édition de 1580...

Les autres éditions sont le désordre même. Celle-ci a une unité et une suite... Le style proprement dit a plus de tenue. On ne peut pas dire que ce soit mieux écrit ; Montaigne écrit toujours divinement, mais c'est autrement écrit, d'une facture plus surveillée, avec un souci constant de la phrase bien faite...

« Certainement, il y a quelque chose de plus complet et de plus profond dans l'œuvre définitive — pour qui sait la lire. Mais celle de Bordeaux — la nôtre — est la plus pure, la plus fière, et, qui sait ? la plus sincère. » (1)

Nous allons maintenant donner les prix que cette édition des *Essais* de 1580 a atteints dans les ventes publiques et auxquels elle a été cotée dans les catalogues des libraires et :

notamment celles d'un intérêt capital de 1580 et 1587, et il en était de même encore en 1870, car lorsque MM. Dezeimeris et Barckhausen publièrent leur édition des *Essais* pour la Société des Bibliophiles de Guyenne, ils durent emprunter, ils le disent eux-mêmes dans leur préface, des exemplaires de ces deux éditions de 1580 et 1587 aux bibliothèques de Nantes et de Montpellier. Depuis, la Bibliothèque de Bordeaux a fait l'acquisition de ces deux éditions, mais des exemplaires très médiocres.

(1) FORTUNAT STROWSKI : *Montaigne à Bordeaux. Etude sur l'édition des Essais de 1580*. Revue philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest, 1902.

nous disons cotée et non vendue, parce que ces libraires font souvent à leurs clients des réductions très sensibles sur ces prix.

Toutes les ventes que nous citerons ont été faites à Paris, qui a été de tout temps le grand marché des livres français anciens. Les libraires dont nous donnerons les prix sont également parisiens, ainsi que les relieurs modernes comme Trautz, Bauzonnet et Trautz-Bauzonnet, Duru, Chambolle-Duru, Cuzin, Lortie, etc. ; c'est à ces maîtres relieurs que les bibliophiles ont confié généralement le soin d'habiller ces livres rares. Ce que nous disons là de cette édition concerne, bien entendu, les autres dont nous allons avoir à nous occuper :

1788 : Vente Soubise, vélin ancien, aux armes de de Thou, 49 liv. 19 sols, revendu vente Didot, en 1811, 11 fr., vente Nodier, 1844, 327 fr., vente B^{on} Pichon, 1869, 820 fr. ; aujourd'hui au Musée Dutuit, à Paris.

1789 : Vente d'Hangard, mar. (1) de Derôme, 18 fr., revendu vente Radziville, 1865, 2.060 fr., vente Lebeuf de Montgermont, 1876, 1.910 fr., cat. Morgand et Fatout, 2.600 fr.

1834 : Vente Révoil, 26 fr.

1838 : Vente Pixérécourt, 39 fr. 50.

1843 : Vente Duplessis, mar. moderne, 222 fr.

1853 : Vente Bearzi, vél. anc., 240 fr.

1859 : Vente Félix Solar, de Bordeaux, mar. doublé de Trautz, annoncée comme le plus grand connu, 643 fr.

1862 : Vente d'Ortigue, veau du xvi^e siècle, haut. 160 mill., 340 fr., revendu vente Henri Bordes, de Bordeaux, 1873, 925 fr., cat. Fontaine, 1875, 2400 fr., vente Guy Pellion, 1882, 920 fr., vente Dr Bertrand de Saint-Germain, 1884, 850 fr., aujourd'hui chez nous.

1868 : Vente Brunet, mar. anc., 320 fr.

1870 : Vente Potier, mar. moderne, 1.630 fr.

1872 : Cat. Fontaine, mar. moderne, doublé, 1.500 fr.

1875 : Vente Benzon, veau anc. 1.420 fr.

(1) Explication des abréviations ; anc., ancien ; cat., catalogue ; mar., maroquin ; mod., moderne ; vél., vélin.

- 1875 : Cat. Fontaine, veau anc., 2.400 fr.
1876 : Vente Labitte, mar. moderne, 955 fr.
1877 : Vente Jules Janin, mar. moderne, 500 fr.
1882 : Vente Bancel, mar. moderne, 560 fr.
1882 : Cat. Morgand, mar. moderne, 1.200 fr.
1887 : Répertoire Morgand, veau anc., le plus grand connu,
dit le catalogue, 3.000 fr.
1894 : Vente C^e de Lignerolles, mar. doublé, 760 fr.
1899 : Vente B^e de Ruble, mar. doublé de Trautz-Bauzon-
net, 760 fr.
1900 : Vente Guyot de Villeneuve, mar. doublé de Trautz-
Bauzonnet, haut. 165 mil., 1.825 fr.
1907 : Cat. Morgand, mar. moderne de Trautz-Bauzonnet,
2.000 fr.
1911 : Cat. Morgand, mar. mod. doublé de Trautz-Bauzon-
net, 3.000 fr.
1911 : Vente H. Bordes, de Bordeaux, mar. moderne,
3.000 fr. coté au catalogue Durel, 1912, 5.000 fr.
1912 : Vente Courbet, mar. moderne 2.000 fr.
1912 : Vente R. Hoe, New-York, mar. moderne, 4.625 fr.
1913 : Cat. Morgand, riche rel. mar. doublé, moderne,
5.000 fr.

(A suivre.)

ERN. LABADIE.

LE ROI HENRI IV ET LE COMTÉ DE PÉRIGORD

SUIVI D'UN INVENTAIRE DES LIASSES Q' 171-175

DES ARCHIVES NATIONALES

(Suite et fin)

Arrondissement de Périgueux

ATUR, MARSANEIX, et SAINT-MAYME-DE-PÉREYROL.

1699, 8 janvier. — Vente par les commissaires du Conseil aux sieurs Philibert Duchesne, lieutenant général, et Pierre-Léonard de Montozon, avocat du Roi, au siège présidial de Périgueux, « de la portion appartenant à S. M. de ce qui reste à aliéner de la justice, haute, moyenne et basse, des paroisses d'Atur, Marsaneix et Saint-Mayme-de-Péreyrol du pariage de Périgueux et du domaine utile d'icelles », moyennant la somme de 1.500 l. en principal et 150 l. pour les 2 sols pour livre. — Joint le procès-verbal d'adjudication provisoire faite par l'Intendant de la Généralité de Bordeaux le 3 août 1698 et le procès-verbal d'enchères du 4 décembre suivant. (3 cah., pap., cop., Q' 171.)

BADEFOLS-D'ANS

1699, 10 mars. — Minutes d'un contrat de vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie au sieur Jean Blanc, écuyer, sieur de Solmières, habitant le repaire d'Artigeas, paroisse de Badefols, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur le village de la Ramade, même paroisse, moyennant 100 écus valant 300 l. et 60 l. pour le vinage. (Cah. pap., orig., Q' 175.)

COULAURES

1769, 28 août. — Aveu et dénombrement rendus en présence des présidents trésoriers de France généraux des finances de la Généralité de Bordeaux, par M. Henry de la Faye,

chevalier, seigneur de Chardeuil, y habitant, paroisse de Coulaures, du fief et maison noble de Chardeuil, en conséquence de l'hommage qu'il en a rendu au Roi le 22 janvier 1768. (Cah., parch., orig., Q¹ 171.)

CUBJAC et LA BOISSIÈRE-D'ANS

1600, 6 août. — Vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie à d^{lle} Marguerite du Bosc, épouse de Jean Foucauld de Lardimalie, seigneur de Cubjac, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur le bourg de Monbayol, paroisse de Cubjac, et sur certaines parties de la paroisse de La Boissière-d'Ans, le tout distrait de la châtellenie d'Ans, vicomté de Limoges, moyennant 500 écus sol. et 25 écus pour le vinage. (Cah., pap., orig., Q¹ 171.)

EGLISE-NEUVE

1696, 3 octobre — **1697**, 4 juillet. — Vente par les commissaires généraux du Conseil au sieur Du Chesne, lieutenant général et juge mage du Périgord, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, et des rentes foncières appartenant par indivis au Roi et au chapitre de Saint-Front de Périgueux, dans la paroisse d'Eglise-Neuve du Sel et dans quelques villages voisins, moyennant 1.510 l. en principal et 151 l. pour les 2 sols pour livre (4 juillet 1697). Joint le procès-verbal d'adjudication provisoire faite par l'Intendant de la Généralité de Bordeaux (3 octobre 1696). (3 cah., pap., orig., Q¹ 171.)

GÉNIS

1600, 21 mars. — Vente par les commissaires du Conseil à Isabeau de Beauville, dame des baronnies de Beauville, Mareuil et Excideuil, comtesse donataire des Cars, de « 2 setiers seigle à la mesure de Génis, 10 sols argent et 1 geline de rente foncière et directe due à S. M. en et sur le moulin appelé de Cornu, sis sur la rivière de l'Auvézère, en la paroisse de Génis, anciennement de Moruscles », pour la somme de 120 écus. (Cah., pap., cop., Q¹ 171.)

1602, 10 avril. — Vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie à François Pasquet, sieur de Savignac [-Lédrier] de toute la partie de la châtellenie de Moruscles qui n'avait pas été vendue en 1600, sous certaines réserves, pour la somme de 6.000 écus sol., revenant à 18.000 l. (Cah., pap., orig., Q¹ 171.) (1).

1602, 2 septembre. — Vente par les commissaires du Roi au sieur de la Falessie, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la partie de la paroisse de Génis qui reste disponible après la vente du 10 avril 1602, et des rentes foncières dues au Roi dans cette étendue, moyennant 3.000 l. et 150 l. pour le vinage. (P., pap., mention, Q¹ 175.)

LA BOISSIÈRE-D'ANS

V. plus haut à l'article *Cubjac et La Boissière d'Ans*, et plus bas à l'article *Sainte-Eulalie-d'Ans*.

LE CHANGE

1674-XVIII^e siècle. — Extrait (impr.) d'un arrêt du Conseil d'Etat du 6 octobre 1674, concernant les droits des évêques de Périgueux sur la baronnie d'Auberoche. — Mémoire (man., non daté ni signé) adressé à « Mgr Cochin, conseiller d'Etat, intendant des finances » sur la même affaire (XVIII^e s.). (2 cah., pap., Q¹ 171.)

NAILHAC

1600, 28 juillet. — Vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie à Messire François d'Hautefort, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Nailhac, sur le bourg de Granges [-d'Ans] et sur tous les villages de la paroisse de Granges dépendants de la châtellenie d'Aus, pour la somme de 6.000 l., y compris le vinage. (P., pap., ment., Q¹ 175.)

NOTRE-DAME-DE-SANILHAC

1697, 6 février — **1720**, 16 décembre. — Vente par les

(1) Reprod. par M. de Carzon dans *Bulletin S. H. et A. du Périgord*, t. XXXIV (1907), p. 122-127.

commissaires généraux du Conseil à M. Pierre de Mèredieu, chanoine de la cathédrale de Périgueux, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Sanilhac, juridiction du pariage de Périgueux, moyennant 600 l. en principal et 60 l. pour les 2 sols pour livre (7 juin 1697). Joints le procès-verbal d'adjudication provisoire faite par l'Intendant de la Généralité de Bordeaux (6 février 1697) et, en suite de l'arrêt du Conseil du 21 novembre 1719, ordonnant la réunion à la couronne de tous les domaines ci-devant aliénés, jugement des commissaires généraux portant liquidation de la finance payée par le sieur de Mèredieu à la somme de 881 l. 9. s. 7 d. (16 décembre 1720). (3 cah., pap., orig., Q¹ 171.)

PÉRIGUEUX

XVII^e-XVIII^e siècle. — Pièces relatives à la consistance et au revenu du domaine royal à Périgueux : Copie (1634), d'après l'original aux Archives des Basses-Pyrénées, d'un dénombrement du 27 août 1408 des rentes dues aux comtes de Périgord à Périgueux. — « Mémoire sur la seigneurie et justice de la Ville, Cité et banlieue de Périgueux, possédée par les maire et consuls de la ville, extrait des pièces produites au procès pendant en la Grand Chambre du Parlement de Bordeaux entre lesdits maire et consuls et le chapitre de l'église cathédrale Saint Etienne Saint-Front de Périgueux. » — Lettres missives des 21 juillet et 19 août 1736, relatives audit procès. (4 cah., pap., Q¹ 171.)

SAINT-EULALIE-D'ANS

1600-1603. — Note mentionnant : 1^o la vente consentie, le 24 juillet 1600, par le commissaire royal à Jean de Marqueyssac, seigneur dudit lieu, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de « Sainte-Yolée » (Sainte-Eulalie-d'Ans), y compris le bourg avec la moitié de la rivière de l'Auvézère, dépendant de la châtellenie d'Ans, plus tous les cens, rentes et autres droits sur ladite paroisse et le droit de justice sur la paroisse de Chourgnac, pour la somme de 3.333 l. ; 2^o une autre vente, consentie le 2 novembre 1603 au même acquéreur de ce qui restait à aliéner de la châtelle-

nie d'Ans, soit le château et bourg dudit lieu et le surplus de la paroisse de La Boissière-d'Ans, moyennant 17.500 l., y compris le sol pour livre. (P., pap., Q¹ 171.)

SAINTE-TRIE

1600, 25 août. — Vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie à N....., de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Sainte-Trie, plus 2 setiers et demi froment, 5 setiers seigle, 3 l. 5. s. 6 d. argent, 2 l. cire et 4 gelines de rente foncière due au Roi en ladite paroisse. (P., pap., mention., Q¹ 175.)

TOCANE et SAINT-ASTIER

1760 et années suivantes. — Mémoire de l'Inspecteur général du Domaine, minute de lettre et copie d'anciens titres, sur la domanialité et la propriété des domaines de Tocane et Saint-Astier. (2 cah., p., pap., Q¹ 171.)

TOURTOIRAC

1763, 13 septembre — **1764**, mars. — Lettres royales confirmant une vente, faite le 3 février 1762, par Marc-Antoine de Beaupoil de Sainte-Aulaire, abbé de l'abbaye royale de Tourtoirac, d'une friche d'environ 15 journaux de terre, sise dans le terroir de Pragelier, au sieur J.-B. Ardillier, avocat au Parlement de Bordeaux, moyennant une rente annuelle, foncière, directe et solidaire de 6 quarts de froment, mesure de Tourtoirac, et 1 sol de suite, payable à la Saint-Michel, avec 6 d. d'acapte à chaque mutation de seigneur et de tenancier (mars 1764). Jointes 3 lettres (13 septembre 1763 et 13 janvier 1764) relatives à cette affaire. (Cah., parch., orig. ; 3 cah., pap., Q¹ 171.)

Arrondissement de Bergerac

BERGERAC

1596, 30 avril — **1773**. — Copie d'un contrat de vente à titre d'engagement et avec faculté de rachat perpétuel par les commissaires députés par le Roi pour la vente et aliénation de son domaine en la Généralité de Bordeaux, à Messire

Jacques Nompér de Caumont, sieur de La Force (1), de « toutes les parts et portions du domaine appartenant au Roi dans la ville de Bergerac, juridiction ordinaire et banlieue d'icelle, et en la châtellenie de Maurens et de Mouleydier, soit en droit de martinage, défauts et amendes, tant civiles que criminelles qui s'adjugent en la Cour de ladite sénéchaussée de ladite ville jusques à un écu, défauts, amendes civiles et criminelles, qui s'adjugent en ladite sénéchaussée au dessus d'un écu, défauts et amendes qui s'adjugent en la Cour ordinaire de la châtellenie de Maurens et Mouleydier, droit de péage de la traverse de Maurens, droit de pêche du lac du Defeix (2), droit que S. M. prend sur les dîmes des paroisses de Saint-Martin, Saint-Christophe et La Madeleine de Bergerac, droit de mesurage de ladite ville, droit de péage d'icelle, garde de la géele des prisons royales de ladite ville, cens, rentes agrières, lods et ventes et tous autres droits seigneuriaux... », moyennant la somme de 6.400 écus sol. et 2 sols pour livre, soit 640 écus, en tout, 7.040 écus sol., plus 266 écus deux tiers, à payer annuellement pour les charges. (30 avril 1596). — L'objet de ladite vente avait été adjugé le 11 mars précédent à M^e Jean Lapeyrelade, avocat et procureur du Roi en la sénéchaussée de Périgord au siège de Bergerac, agissant au nom des maire et consuls de cette ville, pour la somme de 5.500 écus et 2 sols pour livre, plus les charges montant annuellement à 266 écus deux tiers, mais la somme fixée n'ayant pu être payée dans la huitaine, il y avait eu lieu à de nouvelles enchères. — « Lettres patentes du Roi pour le terrier du domaine de Bergerac » (19 avril 1749) (impr.) — Lettres patentes du Roi désignant « des commissaires pour suivre les opérations du terrier dans les parts et portions qui appartiennent au Roi, du domaine de la ville de Bergerac » (3 avril 1753) (impr.) — Deux mémoires à consulter pour les maire, consuls et habi-

(1) Marquis, puis duc de La Force, maréchal de France, né le 30 octobre 1558, mort au château de La Force, le 10 mai 1652. Il était auprès de son père avec son frère aîné, quand tous deux furent massacrés lors de la Saint-Barthélemy, et n'échappa qu'en feignant d'être blessé à mort.

(2) C^{te} de Campsegret. (De Gourgues, *Dict. topographique de la Dordogne*.)

tants de la ville de Bergerac, par M^e de La Balme, avocat aux Conseils (1773) (impr.). Protestent au nom de la ville de Bergerac contre un échange conclu le 4 juin 1772 entre les commissaires du Roi et le marquis de Caumont-La Force, échange d'après lequel le marquis de Caumont-La Force recevait la partie du domaine appartenant au Roi dans la ville de Bergerac et les châellenies de Maurens et de Mouleydier et cédait au Roi 84 arpents de futaie dans la forêt de Senonches.) (43 cah. et p., parch. et pap., Qⁱ 173.)

LALINDE

1696, 5 septembre — **1720**, 13 juillet. — Procès-verbal de la mise en vente aux enchères de la justice de la juridiction de Lalinde et de son adjudication au comte de Gonnord, pour la somme de 5.688 l. (5 septembre 1696). — Minute d'un contrat de vente par les commissaires du Roi à Messire Jacques d'Arlot de Frugie, seigneur de Cumond, de tous droits de justice, domaine et autres droits de la juridiction de Lalinde, Généralité de Bordeaux, dont le comte de Gonnord jouissait en sa qualité d'ancien engagiste, et de la justice, haute, moyenne et basse, de la ville de Lalinde et droits en dépendants, appartenant au Roi dans la ville et juridiction de Lalinde, moyennant la somme de 2.700 l. en principal, celle de 270 l. pour les 2 sols pour livre, et, en outre, celle de 5.688 l., montant de la liquidation faite par lesdits commissaires au profit du comte de Gonnord le 17 janvier 1697 (14 février 1697). — Minutes d'un jugement par les commissaires généraux du Conseil pour la liquidation des domaines réunis par arrêt du 21 novembre 1719, sur le vu des titres de l'engagement du domaine de Lalinde représentés par Messire Jacques d'Arlot de Frugie, seigneur de Cumond, engagiste dudit domaine à faculté de rachat perpétuel, jugement par lequel lesdits commissaires ont liquidé le renouvellement de la finance payée par ledit sieur d'Arlot de Cumond et ses auteurs à la somme de 10.578 l. 10 s. (3 cah., pap., orig., Qⁱ 175.)

MONPAZIER

1642, 29 janvier — **1648**, 22 mai. — Contrat de vente et engagement par les commissaires du Roi à Messire Henry de Caumont, marquis de Castelnau, maréchal de camp, du domaine de Monpazier, justice haute, moyenne et basse de la ville et des paroisses de Capdrot, Marsalès, Gaujac et La Valade, dépendantes de Monpazier, pour la somme de 525 l., plus le prix de l'ancien engagement (29 janvier 1642). — Cession par Messire Henry de Caumont, marquis de Castelnau, habitant en son château de Cognac (1), à Messire François de Gontaut de Biron, chevalier, seigneur et baron dudit lieu, et à dame Elisabeth de Cossé, son épouse, de tous les droits de vente, engagement, hypothèque et autres, qu'il pouvait avoir et prendre sur la ville, terre et juridiction de Monpazier en Périgord, à lui acquis par contrat du 26 mai 1596 fait en faveur de Messire Jacques Nompars de Caumont, seigneur de La Force, validé par le Roi en Conseil le 6 décembre 1596, enregistré en la Cour de Parlement de Bordeaux le 10 juin 1597 et, depuis, cédé par ledit seigneur de La Force audit marquis de Castelnau, son fils, droits engagés de nouveau par le Roi au marquis de Castelnau, par le contrat de vente du 29 janvier 1642. — pour la somme de 10.000 livres tournois (22 mai 1648). (5 cah., pap., cop., Q¹ 175.)

PONCHAT

1769, 6 mars. — Aveu et dénombrement rendus en présence des trésoriers de France généraux des finances dans la Généralité de Guyenne, par Messire Philippe-Henri, marquis de Ségur, lieutenant général des armées du Roi, inspecteur général de l'infanterie, pour sa terre et seigneurie de Ponchat en Périgord, sénéchaussée de Libourne. (Cah., parch., orig., Q¹ 173.)

SADILLAC

1749, 1^{er} octobre. — Procès-verbal et plan de bois dépendant du prieuré de Sadillac. (Cah., 2 p., pap., Q¹ 175.)

(1) Auj. commune de Sainte-Sabine.

SAINT-GEORGES-DE-MONCLARD

1770, 4 juillet. — Aveu et dénombrement rendus en présence des trésoriers de France généraux des finances, dans la Généralité de Guyenne, par M^e Pierre de Lascoups, habitant son repaire de Lascoups, paroisse de Saint-Georges-de-Monclard, pour raison de son fief et tènement appelé de Pelautier et Lendrevie, situé paroisses de Saint-Georges-de-Monclard et de Saint-Martin-des-Combes, juridiction de Monclard, sénéchaussée de Périgueux. (Cah., parch., orig., Q¹ 173.)

SAINT-SEURIN-DE-PRATS

1742, 5 juillet. — Minute d'un contrat de vente à titre d'engagement et à faculté de rachat perpétuel, par les commissaires du Conseil, d'un droit de pêche sur la rivière de Dordogne, entre les deux paroisses de Saint-Seurin-de-Prats et de Pessac (1), au sieur Jean Mangon, habitant au village de Prats, moyennant 550 l. de rente annuelle. (Cah., pap., Q¹ 173.)

SAUSSIGNAC

1780, 7 août. — Aveu et dénombrement rendus en présence des trésoriers de France généraux des finances dans la Généralité de Guyenne, par Louis-Marie marquis de Pons, maréchal des camps et armées du Roi, son ambassadeur à la cour de Berlin, seigneur de Saussignac, pour la seigneurie de Saussignac, sénéchaussée de Bergerac, et tous les droits qu'il exerce dans l'étendue des paroisses qui composent cette seigneurie, savoir Saussignac, Razac-de-Saussignac, Sainte-Croix (2), Monestier et Gageac. (Cah., parch., orig., Q¹ 173.)

Arrondissement de Nontron

CORNAC-SUR-L'ISLE

1600, 9 août. — Minute du contrat de vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie à Peyrot de Rast-

(1) Canton de Pujols, Gironde.

(2) Commune de Monestier.

gnac, seigneur de Laxion, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Corgnac, dépendant de la prévôté de Thiviers, pour la somme de 1.500 écus sol., valant 4.500 l. et 75 écus pour le droit de vinage, à raison d'1 sol pour livre. (Cah., pap., orig., Q¹ 175.)

EYZERAT

V. plus loin Nanteuil et Eyzerat.

JUMILHAC-LE-GRAND

1654, 7 janvier. — Vente par les commissaires du Conseil à M. François de Verthamon, du domaine de la terre de Chalusset (1), pour la somme de 11.220 l., y compris les 2 sols pour livre. (Cah., pap., cop., Q¹ 171.)

NANTEUIL et EYZERAT

1602, 9 mars. — Vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie à Peyrot Chapt de Rastignac, seigneur de Laxion, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur les paroisses de Nanteuil et d'Eyzerat, distraites à cet effet de la terre de Thiviers, avec les rentes foncières et autres, moyennant 2.000 écus sol. en principal et 100 écus pour le droit de vinage, à raison d'1 sol pour livre. — A la suite, procès-verbal de la prise de possession par l'acquéreur. (Cah., pap., cop., Q¹ 171.)

1748, 4 avril. — Vente par les commissaires du Conseil au Maréchal, duc de Noailles, de la seigneurie de la paroisse de Nanteuil et dépendances, seigneurie acquise par le Roi du duc de Bouillon, par contrat du 8 mai 1738. Le prix de la vente est fixé à 9.000 l. (Deux expéditions.) (2 cah., 1 parch., 1 pap., Q¹ 171.)

(1) Commune de Jumilhac-le-Grand.

NONTRON

1771. — Projet de lettres patentes, note (mentionnant la vente du 18 août 1600 à Charles-Elie de Collonges de Pellegrue de la châtellenie de Nontron) et lettre missive, relatifs à la domanialité de la baronnie de Nontron. (3 p., pap., Q^t 171.)

PAYZAC

1600, 26 février. — Minute d'un contrat passé par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie, au nom du Roi et du consentement de sa sœur, pour vendre et adjuger à perpétuité et sans aucune faculté de rachat, à Pierre Deschamps, marchand, habitant au lieu de La Boutarie, paroisse de Payzac, 1 setier froment, 1 setier avoine, 6 l. 17 sols 6 d. argent, 4 gelines, de rente foncière et directe, avec tout le droit de fondalité et de directité en dépendant, appartenant au Roi et à sa sœur, à raison de la châtellenie de Payzac, sur le tènement appelé de Meynet, Cherveix et Rivaux en dépendant, moyennant 300 écus sol. valant 900 l. et le sol pour livre pour le droit de vinage, qui revient à 15 écus valant 45 l. (Deux exemplaires.) (2 cah., pap., orig., Q^t 175.)

1603, 3 septembre. — Vente par le commissaire du Roi Foucauld de Lardimalie au sieur Dumas, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur le bourg et paroisse de Payzac, pour la somme de 15.000 l. et 700 l. pour le droit de vinage. (P., pap., ment., Q^t 175.)

1780, 22 février. — Aveu et dénombrement de la seigneurie de la Morelie (1) rendus au Roi par dame Marie-Jeanne-Claude de Lasteyrie, marquise de Lestrade, épouse de M. Jean-Baptiste-Claude marquis de Lestrade, seigneur de La Cousse, Coulaures et autres lieux. (Cah., parch. (orig.) 3 p., pap., Q^t 171.)

(1) Commune de Payzac.

THIVIERS

1738, 8 mai — **1788**, 3 septembre. — Vente par les commissaires du Conseil au sieur Charles Chapt de Rastignac, marquis de Laxion, de la terre, seigneurie et justice de Thiviers et dépendances, à compter du 1^{er} janvier 1739, à la charge de payer chaque année au Domaine, à dater de ce jour, une rente de 350 livres. Jointes les expéditions d'un arrêt du Conseil, du 13 avril précédent, par lequel le Roi ordonne à ses commissaires de passer ce contrat, et d'une décision du Conseil, du 5 mai suivant, complétant ledit arrêt (8 mai 1738). (Cah., parch., cop., 2 cah., pap., (1 orig.) — Arrêt du Conseil d'Etat fixant à la somme de 13.938 l. 6 s. 10 d. la valeur de la terre de Thiviers, la déclarant affranchie de toute substitution et réversion et ordonnant que M. Henri-Léonard-Jean-Baptiste de Bertin en jouira perpétuellement à titre de propriétaire, aux charges, clauses et conditions portées par les contrats d'échange conclus les 19 juillet 1766 et 18 avril 1780, ce dernier avec Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre (3 septembre 1788). (Cah., pap., cop.) (Q¹ 171.)

VILLARS

1737, 21 août. — Aveu et dénombrement du fief de La Barbinie, paroisse de Villars, rendus en présence des présidents trésoriers de France généraux des finances de la Généralité de Limoges, collectivement par les propriétaires et possesseurs de ce fief noble, village et tènement. (Cah., parch., orig., Q¹ 171.)

1766, 7 octobre. — « Etat général des biens et revenus de l'abbaye royale de Boschaud, ordre de Cîteaux, filiation de Clairvaux en Périgord, au diocèse de Périgueux, dans la paroisse de Villars, présenté à N. N. S. S. du Conseil.... par frère dom Antoine Sorel, religieux prêtre et prieur de cette maison..... » (Cah., pap., cop., Q¹ 171.)

Arrondissement de Ribérac

LA TOUR-BLANCHE

1763, 2 septembre. — Aveu et dénombrement de la terre et chàtellenie de La Tour-Blanche rendus pour M. Pierre-Thibaud de Labrousse, chevalier, seigneur, marquis de Verteillac, etc., gouverneur et grand sénéchal du Périgord, par son fondé de pouvoir, M^e Jean Chillaud, sieur de La Rigaudie, juge sénéchal de la ville, chàtellenie et juridiction de La Tour-Blanche. (Cah., parch., orig. ; cah., 3 p., pap. ; Qⁱ 174.)

MONTPON

1582, 23 juillet — **1783**, 21 octobre. — Copie d'une transaction entre Henry, roi de Navarre, et René, vicomte de Rohan, par laquelle le roi de Navarre cède au vicomte de Rohan la terre et seigneurie de Montpon, avec ses appartenances et dépendances, pour la somme de 100.000 l., accordée au duc de Rohan comme supplément de dot, apanage, droits successifs et légitimes, à cause de la succession de feuë dame Isabeau de Navarre, mère du duc de Rohan, sœur du roi Henry de Navarre, aïeul du Roi actuel. Le roi de Navarre se réserve toutefois la faculté de rachat dans le délai de dix années, moyennant le somme de 33.333 écus sol. et un tiers d'écus, valant la somme de 100.000 l. (24 juillet 1582). (Cop.) — Copie de lettres patentes du roi Henri IV, enjoignant à la Chambre des Comptes de Nérac de délivrer à la dame de Rohan, sa tante, copie de titres et papiers de la terre et seigneurie de Montpon qui lui appartient (20 septembre 1602). (P., pap.) — Copie de lettres patentes du roi Henri IV, portant don et remise en faveur de M. le duc de Rohan des lods et ventes des aliénations faites par lui dans la terre et seigneurie de Montpon, à différents particuliers (14 décembre 1603). (Cah., parch.) — Jugement des commissaires du Conseil, rendu sur la requête des propriétaires des terres de St-Michel

[de-Double], Saint-Laurent-de-Montignac [des-Hommes], Ménesplet et autres, dépendantes de la terre de Montpon, par eux acquises du duc de Rohan, par contrats des 11 septembre 1603 et 10 février 1604, — par lequel lesdits commissaires ordonnant qu'il sera procédé à la revente des villages et terres mentionnés auxdits contrats de 1603 et 1604 et prescrivent que, dans un délai de six semaines, les propriétaires représenteront les originaux du contrat d'engagement de la terre de Montpon et des ventes particulières qui leur ont été faites, à défaut de quoi lesdites terres seront réunies au domaine de S. M. (29 mai 1624). (Cah., pap., orig.) — Minute d'un procès-verbal d'adjudication par les commissaires généraux du Roi à Jean-Frédéric de Foix, comte de Gurson et du Fleix, de la châtellenie, terre et seigneurie de Montpon, appartenances et dépendances, moyennant la somme de 36.000 l., outre celle de 100.036 l. de l'engagement du 24 juillet 1582, compris 46 l. pour les frais (6 mai 1626). (Cah., pap.) — Copie d'un arrêt du Conseil par lequel le Roi maintient le comte de Gurson en la possession et jouissance de la terre de Montpon pour en jouir ainsi que le feu duc de Rohan en a joui suivant l'engagement du 24 juillet 1582, à faculté toutefois de rachat perpétuel (19 août 1633). (Cah., pap.) — Copie des actes de foi et hommage rendus au Roi pour la terre et seigneurie de Montpon, par le fondé de procuration de d^{me} Suzanne-Henriette de Foix, dame de Montpon (2 septembre 1671). (Cah., pap.) — Dossier concernant l'engagement de la terre de Montpon au profit de M. Louis-Antoine de Belzunce, marquis de Castelmoron (27 décembre 1723) ; la revente de ce domaine par suite d'une surenchère, revente décidée par arrêt du Conseil du 17 décembre 1758 ; maintien du comte de Belzunce dans la possession de la seigneurie, par arrêt du Conseil du 18 décembre 1764 ; la vente de la terre de Montpon par le comte de Belzunce à MM. de Leybardie et de Beaupuy, le 31 octobre 1768, moyennant le prix du premier engagement, soit 169.946 l. ; la confirmation par le Roi de l'engagement de la châtellenie, terre et seigneurie de Montpon, au profit du comte de Béarn et du sieur de Beaupuy, etc. — (Q¹ 174.)

PARCOUL

1770, 30 mars. — Aveu et dénombrement pour les château, châtellesie, terre et seigneurie de Parcou, rendus en présence des trésoriers de France généraux des finances en la Généralité de La Rochelle, par Pharmond Green de Saint-Marsault, chevalier, seigneur baron de Parcou, etc. (Cah., parch., orig., Qⁱ 174.)

RIBÉRAC

1763, 20 novembre — **1765**, 2 octobre. — Minute d'un arrêt du Conseil faisant don à Jacques-Jean Chapt, marquis de Rastignac, de tous les droits que l'on pourrait prétendre appartenir à S. M., par vacance, déshérence ou autrement, dans la succession de son trisaïeul Jean Chapt, comte de Rastignac, maréchal des camps et armées du Roi, décédé en 1621 (2 novembre 1762). — Minutes de lettres patentes obtenues par Jacques Louis-Charles-Gabriel de Chapt de Rastignac, chevalier, marquis de Chapt, vicomte de Ribérac, par lesquelles le Roi confirme l'érection de la vicomté de Ribérac en comté, l'union de toutes terres, seigneuries et fiefs y incorporés et notamment de la vicomté d'Epeluche, et l'établissement de foires et marchés dans ladite terre (2 octobre 1765). (2 cah., pap., Qⁱ 174.)

SAINT LOUIS

1769, 9 mai. — Arrêt du Conseil par lequel le Roi maintient et confirme M. Louis Dumonteil, comte de Lisle, dans la possession et jouissance du domaine de Saint-Louis, pour en jouir par lui, ses hoirs ou ayants-cause, à titre d'engagement et pendant la durée du règne de S. M. seulement, à l'exception de l'exercice de la justice, de la nomination aux offices, des droits de greffe et des droits seigneuriaux casuels qui demeureront expressément réservés à S. M., à la charge par le comte de Lisle de payer au Domaine de S. M., à compter du 1^{er} janvier 1788, une redevance annuelle de 160 livres de froment payables en argent. (P., pap., anal., Qⁱ 174.)

Arrondissement de Sarlat

AILLAC et MONTFORT (1)

1741, 20 janvier — 1748, 29 février. — Expéditions (deux) de contrats d'acquisition passés, le 20 janvier 1741, par le Roi, du comté de Montfort et de la seigneurie d'Aillac, moitié de d^e Elisabeth de Roquelaure, épouse de Louis de Lorraine, prince de Pons et de Mortagne, et, l'autre moitié, de d^e Françoise de Roquelaure, veuve de Alain de Rohan-Chabot, prince de Léon, moyennant la somme de 350.000 l. pour les deux terres. — Procès-verbal d'évaluation des terres d'Aillac et de Montfort (16 avril 1742). — Adjudication par les commissaires généraux du Conseil, des terres d'Aillac et de Montfort, à M. le Maréchal duc de Noailles, moyennant 180.000 l. (29 février 1748). — (3 cah., pap., Q¹ 172.)

DOMME

1746-1747. — Dossier concernant une adjudication de coupe de bois dans la forêt de Drouille (2). (8 cah., et p., pap., Q¹ 172.)

LA ROQUE-GAGEAC

1728, 15 juin -- 1730, 21 novembre. — Arrêt du Conseil du 15 juin 1728 contenant inféodation à M. Le Blanc, évêque de Sarlat, et aux évêques, ses successeurs, de cinq petites îles formées dans le lit de la Dordogne, dans l'étendue de la terre de La Roque-Gageac, moyennant une redevance annuelle de 20 sols et 1 écu d'or à chaque mutation. — Autre arrêt du Conseil du 21 novembre 1730, ordonnant que ceux qui avaient droit de jouir desdites îles avant l'arrêt précédent, continueront d'en jouir, et que les fruits perçus par l'évêque de Sarlat seront restitués aux ayants-droit. — Mémoires, lettres, avis et décisions relatifs à cette affaire. — (16 cah. et p., pap., Q¹ 172.)

(1) Commune de Vitrac.

(2) Commune de Domme.

LOUBÉJAC

1788, 28 juin. — Arrêt du Conseil confirmant les consuls, habitants et communauté de Loubéjac dans la possession et jouissance de la terre et seigneurie de Loubéjac, aliénée par contrat du 21 mars 1697, pour en jouir par lesdits habitants et leurs successeurs à titre d'engagement et pendant la durée du règne de S. M. seulement, à l'exception néanmoins de l'exercice de la justice, de la nomination aux offices, des droits de greffe, de ceux de lods et de ventes, déshérence, épave, confiscation et bâtardise, qui seront et demeureront expressément réservés à S. M. (P., pap., anal., Q¹ 172.)

MONTIGNAC-SUR-VÈZÈRE

1603, 7 décembre — 1776, 16 avril. — Dossier concernant l'achat de la seigneurie de Montignac-le-Comte par Messire François d'Hautefort, le 7 décembre 1603, moyennant 60.000 livres (4 expéditions de l'acte d'achat) et les difficultés suscitées au possesseur par le Domaine au sujet du caractère juridique de cette aliénation. Mémoires, correspondances et pièces diverses. (34 cah. et p., pap., Q¹ 172.)

SAINT-AMAND-DE-COLY

1779, juillet. — Minutes de lettres royales accordant aux sieurs Géraud de Vassal de la Queyzie, prêtre, docteur en théologie, abbé commendataire de l'abbaye royale de Saint-Amand-de Coly, vicaire général du diocèse de Sarlat, et François de Gérard, seigneur du Barry et de Saint-Quentin, habitant Sarlat, permission de contracter entre eux un échange en vertu duquel l'abbé de Saint-Amand céderait au sieur de Gérard le droit de justice et les droits seigneuriaux appartenant à son abbaye dans les paroisses de Mareillac et de Saint-Quentin et villages en dépendants, et le sieur de Gérard donnerait à ladite abbaye différentes parties de terrains et de prairies. La valeur des objets cédés de part et d'autre serait d'environ 3.400 l. — Rapport et lettres missives relatifs audit échange. — (2 cah., 2 p., pap., Q¹ 172.)

SAINT-GENIÈS

1763, 5 août. — Aveu et dénombrement pour la seigneurie de Saint-Geniès rendus en présence des trésoriers de France du Bureau des finances de Bordeaux, par Louis de Noailles, duc d'Ayen, lieutenant général des armées du Roi. (Cah., parch., orig. ; p., parch. ; cah., pap. ; Q¹ 172.)

SAINT-LÉON-SUR-VÈZÈRE

1598, 2 décembre. — Vente par les commissaires du Roi au sieur de Losse de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Saint-Léon [-sur-Vézère], dépendant de la châtellenie de Montignac, pour la somme de 7.875 l., droit de vinage compris. (P., pap., ment., Q¹ 175.)

SAINT-RABIER

1600, 8 décembre. — Note relatant la vente faite par les commissaires royaux, le 8 décembre 1600, à Jean de Chapt, seigneur de Rastignac, de tous droits de justice, haute, moyenne et basse, sur la paroisse de Saint-Rabier, distraite de la châtellenie d'Ans, et du droit à certaines redevances, moyennant la somme de 6.300 l., y compris le sol pour livre. (P., pap., Q¹ 171.)

SARLAT

1674, 20 juin. — Procès-verbal dressé par Armand de Gérard du Barry, lieutenant général en la sénéchaussée et siège présidial de Sarlat, au nom du commissaire départi pour le rétablissement des prisons de Sarlat, suivant lequel d^{ss} Marthe Villate, v^o de M. Pierre Asclafér, en son vivant procureur audit siège, et Sabine de Chapeau, v^o de M. Pierre Labougosière, cèdent au Roi une place où étaient les anciennes prisons avec les matériaux qui s'y trouvent, moyennant la somme de 600 l., à laquelle elle a été estimée par expert, à la réserve d'une petite maison sur ladite place, place recon-

nue comme étant leur propriété par jugement de l'Intendant du 21 octobre 1673. (Cah., parch., orig., Q¹ 172.)

Vers 1775 — Etat non daté des « revenus actuels du chapitre de Sarlat, suivant les derniers baux à ferme, avec l'état de ses charges ». (Cah., pap., cop., Q¹ 172.)

1780, 27 juin. — Arrêt du Conseil accordant aux sieurs Delord et Constantin permission d'établir une pêcherie dans la rivière de Dordogne. (P., pap., anal., Q¹ 172.)

On peut se rendre compte par cet inventaire très sommaire des ressources que les liasses Q¹ 171-175 des Archives nationales offrent au travail historique pour l'étude du passé des localités et des familles périgourdines, depuis la fin du xvi^e siècle jusqu'à la Révolution. Ressources d'autant plus précieuses qu'elles manquent même aux Archives de la Dordogne, appauvries au moment de la Révolution, comme on le sait, par une suppression inconsidérée de la plupart des titres féodaux qu'elles contenaient. Rien ne remplace pour le chercheur la consultation directe du document, et nous serions très heureux que la lecture de ce catalogue incitât quelques-uns de nos confrères à venir prendre, au Palais Soubise, connaissance de ceux des titres analysés qui pourraient les intéresser. Mais Paris est bien loin... *Non licet omnibus adire Corinthum*... Il faut songer aussi aux travailleurs qui se trouvent dans l'impossibilité de quitter leur province, et qui, de ce fait, en sont réduits aux seuls inventaires. Nous souhaitons que celui-ci, tout succinct qu'il est, puisse leur rendre quelques services.

R. VILLEPELET.

DÉPENSE DE ROUTE D'UN GENTILHOMME

DE LADOUZE A BRIVE ET A BOURDEILLE

En 1608.

Il est intéressant de compulser ces vieux livres de comptabilité. Que de choses on y apprend sur le prix des objets nécessaires à l'alimentation, aux vêtements de la famille, sur la façon de voyager, etc., et que de prix peuvent donner lieu à comparaisons, surtout en ce moment ! Dans les deux extraits que je publie ici, il ne s'agit que de dépenses de voyage, recueillies dans le livre du régisseur de Ladouze, Robert, à qui son maître, en partant, remet 290 livres pour le voyage de Brive et 190 livres pour celui de Bourdeille, en mars et avril 1608. Chemin faisant, l'on achète du mobilier, des couteaux, et des provisions, des oisons, pour le retour à la maison, et comme toujours, en dehors de la nourriture des chevaux, l'on a à payer fréquemment des réparations aux harnais. Dans les deux voyages, les collations se renouvellent souvent, mais elles coûtent peu, à la vérité. Les pauvres non plus ne sont pas oubliés.

Faisons place aux chiffres du comptable :

BRIVE

Compte de Roubert, du voyage de Brive.

Le 24 de mars 1608, ay bailhé à Roubert pour faire mon voyalge de Brive, quatre vings livres en cars d'escu et trente pistolles (1). Le dict Robert m'a randeu conte.

Le vingt quatriésme mars 1608, Monseigneur [de Ladouze] est allé à Brive, a despandu ce que s'ensuit :

Led. jour pour faire collation au Jarapigier (2)..... VI s.

(1) La pistole, monnaie de compte, en usage encore dans les foires et marchés, vaut 10 fr. Elle valait à cette époque 7 l. et le pistolet 8 l. 10 s. La somme remise était donc de 80 plus 210 l., total 290 livres.

(2) Hameau de la commune de Thenon.

Led. jour allast coucher à la Bachellarie (1) pour la souppée et disnée ou surcrois d'avoyne pour les chevaux	XXVI ^e X s.
Le XXV ^e dud. mois est party dud. La Bachellarie, est allé audict Brive, pour faire collation entre ladite Bachellarie et led. Brive.....	V s.
Aud. Brive a esté achapté de pappier pour.....	XII d.
A esté donné aux villons (2) dud. Brive.....	III ^e III s.
A un garçon qui sonna du violon.....	X s.
A esté achapté des soihers pour Gringallet, pour Périgort et pour Poupignian, qui coustent.....	III ^e XVII s.
Pour faire acoustrer les soihers de Viroulet.....	V s.
Pour faire accoustrer la crupière du cheval de Monseigneur [de Ladouze].....	II s.
A esté achapté une douzaine de cousteaux.....	III ^e V s.
A esté donné l'aumosne à des moynes.....	X s.
Pour faire accoustrer la celle du petit courtaud....	V s.
Pour faire mettre des cloux aux chevaux.....	III s. VI d.
Pour des garnytures d'esperons.....	VII s.
A esté achapté du poisson pour.....	LIII s.
Aud. Brive mond ^t sieur y a demeuré deux jours ou a esté bailhé pour la despance.....	LXIX ^e VIII s.
Plus à un vallet.....	III s.
Le 27 dud. mois, mond ^t sieur party dud ^t Brive pour s'en retourner led. jour pour faire collation à Terrasson (3).....	VII s.
Led. jour coucha à lad. Bachellarie pour la souppée.	XXIII ^e X s.
L'aumosne à un pauvre.....	XII d.
A Sainet Geyrat (4) pour faire collation.....	III s.
Estant icy a esté achapté de poivre pour.....	II s.

(1) La Bachellerie, comm. du canton de Terrasson.

(2) Pour avoir l'explication de ce mot, j'ai frappé à toutes les portes et je ne la trouvais nulle part. Enfin, un érudit brivois, auquel je suis fort reconnaissant, M. J. de Valon, m'en donne une avec réserve toutefois. Suivant lui, les « villons » étaient des « collecteurs chargés de percevoir les taxes pour l'entrée des marchandises. Ces collecteurs, des fermiers sans doute, étaient après au gain et n'avaient pas bonne réputation.. La phrase voulait dire : « Donné aux coquins, aux fripons de Brive. » — Le Dictionnaire de Trévoux donne en effet le mot *villon* comme synonyme de *fripon*.

(3) Terrasson, nom de canton sur le grand chemin.

(4) Commune du canton de Saint-Pierre-de-Chignac.

Le XXIX dud. mois, mond'seigneur m'a envoyé à Périgueux pour en remener Monsieur Chansel (1) a esté despandu pour faire repaistre les chevaux ou pour le garçon et une longe de cuir..... XXIX s.

Pour envoyer a Mayat (2) une lettre a Messieurs de Mayat (3)..... III s.

A esté donné au pectit du mercier qui estoit allé audict Périgueux..... VIII s.

A Bichaud pour se faire panser..... V s.

Plus a esté donné à M^r Chansel pour ses journées sept pistoles..... VII pistoles.

Et à son clerc une pistole..... I pistole.

A esté achapté un fromage de fourme (4)..... XLI s. III d.

(Compte de Roubert du voyage de Brive, livre de comptes du seigneur de Ladouze, de 1608-1609, folios 112 et 113. — Fonds Saint Astier aux Archives de la Dordogne.)

BOURDEILLE

Le vingt huitième apvril 1608, Monseigneur est allé à Bourdeille (5) et à Marouathes (6) et à despandu ce que s'ensuit :

Premièrement Aturs (7) pour faire collation..... IIII s.

Au Chasteaulavesque (8)..... sept sobz.

Led. jour, donné à Musquet pour achapter des vivres quarante trois sobz..... XLIII s.

Led. jour ay donné au vallet de Monteil (9) pour s'en retourner..... XVI s.

Led. jour ay donné à Bouchier, mon procureur de Périgueux pour payer et retirer la procédure et récollements de tesmoins du procès contre les fossés de l'ho-

(1) Serait-ce Baptiste Chancel, conseiller au Présidial ?

(2) Commune du canton de Savignac-les-Eglises.

(3) Probablement les d'Aydie.

(4) Fromage d'Auvergne.

(5) Commune du canton de Brantôme.

(6) Ancien repaire noble de la commune du Grand-Bras-sac et non de Creys-sac, comme l'enseigne à tort le *Dictionnaire* de Gourgues, appartenant alors aux de Rohan.

(7) Atur, commune du canton de Saint-Pierre-de-Chignac.

(8) Château-l'Evêque, commune du canton de Périgueux.

(9) Monteil ou du Monteilh, nom du régisseur de Vergt, peut-être l'un des aïeux de Fulbert Dumonteil.

micidé d'Andousset, dix sept quarnes de pieces de seize sobz vallantz dix-huit escus dix sobz.....	LIV ^{re} 10 s.
Aud. Bourdeilhe faict achapter de l'avoine ou pour les pallaffreniers de ce qu'ils ont despandu.....	VII ^{re} 8 s.
A esté achapté aud. Bourdeilhe six paires de sangles et six surfais.....	VI ^{re} .
Une longe.....	VII s.
Faict accommoder deux selles.....	XVI s.
Le mardy XXIX ^e dud. mois ay party dud. Bourdeilhe pour aller à Maroattes. Aud. Maroattes a esté achapté d'avoine pour.....	III ^e XII s.
A esté donné au jardinier dud. Maroattes.....	V s.
En venant de Maroattes pour faire collation à Razac (1).....	II s.
Et payé à la femme de Vigier de Pommier.....	8 s.
En des oysons.....	III s.
A Ver (2) ay achapté d'avoine pour.....	III ^e III s.
Le septième de may, ay bailhé à Jehan de la Catha- rine pour achapter des eufs seze sobz.....	XVI s.
Led. jour ay donné à ung jardynier.....	XV s.
Montent les susdictes fournytures à la somme de quatre vingtz " seze sous...	
J'avois donné à Roubert quarante escuz en pièces de seze sobz et dix pistolles (3).	

(Livre de comptes de la seigneurie de Ladouze, de 1608-1609, folio
121. Fonds St-Astier, aux Archives de la Dordogne).

F. V.

(1) Commune du conton de Saint-Astier.

(2) Chef-lieu de canton.

(3) La somme remise à Robert est de 120 l. et 10 pistoles, soit 190 livres.

PROCÈS-VERBAL

CONSTATANT LES DÉGATS DE L'HIVER DE 1709

A NONTRON

Dans les minutes de Grolhier, notaire à Nontron (1), j'ai trouvé un procès-verbal rédigé le 21 mai 1709 à la requête des habitants, pour dresser l'état des désastres causés par le fameux hiver de 1709 et obtenir par suite un dégrèvement d'impôts.

Le notaire accompagné du juge, du procureur d'office, du syndic de la communauté et d'un certain nombre de notables, se transporte autour de Nontron et constate que les grains semés avant l'hiver ont tous péri ; que les vignes sont mortes, sauf quelques-unes qui ont poussé par le pied et qui ne produiront aucuns fruits ; que les noyers sont tous desséchés et qu'il en est de même pour presque tous les châtaigniers, cerisiers, pommiers, poiriers et pruniers.

R. D.

En la ville de Nontron et estude du notaire royal soussigné, par-devant icelui et présens les tesmoins bas nommés, cejourd'hui 21^e du mois de may 1709, avant midy, ont esté présens en leurs personnes Mr. M^e Isaac Delabrousse, s^r du Boffrand, advocat en parlement et juge de la dite ville, Guilhien Chaperon, s^r de la Borie, procureur d'office de la présente ville, Léonard Boyer, s^r de la Borderie, lieutenant de la présente ville, Estienne Forien, s^r de la Borie, advocat en la cour, Pierre Dubrois, s^r des Gourdoux, Isaac Delabrousse, s^r du Peyrat, advocat en la cour, Annet Dureclus, s^r de Lascout, aussi advocat en la cour, Jean Lenoble, s^r des Granges, scindic de la communauté, Jean Lenoble, s^r des Illes, Jean Phelipt, bourgeois et marchand, François Fourien, s^r des Roches, Jean Forien, s^r de la Grafeuilh, m^e chirurgien, Mathieu Arbonneau, s^r du Claud, bourgeois et marchand, tous habitans de la présente ville, faisant tant pour eux que pour les autres habitans de la dite ville et paroisse.

Lesquels nous ont dit et remonstré que le grand froid qu'il a falt

(1) Très obligeamment communiquée par M. Villepontoux, notaire à Nontron.

la présente année a entièrement détruit tous les blés, froment, seigle et autres blés semés avant l'hiver, tué les arbres, noyers, châtaigniers, cerisiers, pruniers, pommiers, poiriers et autres arbres portant du fruit, dans la présente paroisse de Nontron, ce qui porte un notable préjudice dans la dite paroisse et a réduit quantité de personnes à la dernière nécessité qui périssent de faim. Et comme il est important aux d. sieurs remonstrants, tant pour eux que auxd. noms, de faire apparoir un tel dommage pour servir à telles fins que de raison, ils nous ont requis de nous transporter avec eux dans les appartenances de la dite ville et paroisse pour faire procès-verbal de l'estat dud. dommage ; ce que nous leur avons accordé.

Et en effet, tant en leur compagnie que des tesmoins bas nommés, nous estans transportés premièrement rendus dans les appartenances et dépendances de la dite ville de Nontron, nous avons remarqué les blés, froment et fèves (sic) et autres grains semés avant l'hiver presque tous périr, et qu'il ne s'y pourra recueillir la semence ordinaire, et que les vignes sont mortes, n'ayan aucunement poussé que quelques unes qui ont poussé par le pied, sans pourtant qu'il y ait apparence qu'elles produisent aucun fruit ; les noyers estant de mesme tout desséchés, et quantité de cerisiers aussi desséchés, n'ayant aucunement poussé, et ensuite nous estant rendus accompagnés comme dessus dans les villages et lieux, appartenances et dépendances, qui composent lad. paroisse, avons remarqué pareillement lesd. blés, froment et seigle et autres semences qui se sèment avant l'hiver estre tous perdus et qu'il n'y aura pas la semence ; les noyers estre tous morts et presque tous les châtaigniers, cerisiers, pommiers, poiriers et autres arbres portant fruit, et que les vignes n'ont aucunement poussé que quelques unes au bas de la souche qui n'ont apparence pourtant de produire aucun fruit.

De quoi et du tout requérant lesd. sieurs remonstrants, nous avons fait acte et le présent procès-verbal pour leur servir à telles fins que de raison.

Fait et passé sous le scel royal en présence de Pierre Delavallade, clerc, et François Rouzaud, marchand, habitans de la dite ville, temoins qui avec lesd. sieurs remonstrants, ont signé.

Delabrousse, juge, Laborie Forien, Boyer, Chaperon, procureur d'office, Delabrousse, Dureclus, Dubroys, Les Granges Dunoble, Des Illes, Phelip, Fourien, Forien, H. Arbonneau, Delavallade, Ronzaud.

(Minutes de Grolhier, non signée par lui.)

LE CHEVALIER DE LAGRANGE-CHANCEL

SON VOYAGE EN PÉRIGORD

Le frère puîné de l'auteur des *Philippiques* n'a point pris place encore parmi les écrivains du XVIII^e siècle. Cependant les nombreux volumes qu'il avait consacrés à la relation de ses voyages dans toutes les parties du monde et des événements politiques ou autres de son temps, les descriptions, les observations précieuses à tant de titres, les détails de toute sorte que contiennent ses divers mémoires auraient dû valoir à son nom d'être cité sur la liste des chroniqueurs. Malheureusement pour sa mémoire, tous ses ouvrages sont demeurés inédits et sont aujourd'hui dispersés. Il ne s'est pas rencontré, même dans la famille de Chancel, de mains pieuses pour les livrer à la publicité, à laquelle leur auteur les avait certainement destinés. Il serait temps que sonnât pour lui l'heure d'une tardive réparation. Possesseur du seul volume connu de ses chroniques et ayant eu communication de ceux qui relataient ses voyages, j'ai essayé d'appeler l'attention sur l'œuvre de l'officier de marine périgourdin. Afin de donner une idée de sa manière de conter et de son style, j'ai déjà présenté à la Société historique du Périgord deux extraits de ses chroniques, relatifs, l'un à la mort du Dauphin, en 1711, l'autre au soulèvement de notre province réprimé, en 1707, par le maréchal de Montrevel (1). Mais voici que le hasard des ventes a amené un de ses volumes entre les mains de quelque membre de la Société des Archives historiques de Saintes, dont le bulletin a publié naguère la partie des voyages faits par le chevalier de Lagrange-Chancel dans la Saintonge (2). Cette impression inattendue m'a enfin décidé à mettre au jour les pages qui, dans le même volume, concernent le Périgord, et qui semblent avoir été écrites avec une filiale prédilection. M. le marquis de Fayolle et M. le comte

(1) *Bulletin*, tomes XVII, pages 193-4, et tome XXXIX, p. 239.

(2) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, tome XXXIV, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e livraisons (1^{er} août, 1^{er} octobre — 1^{er} décembre 1914 et 1^{er} janvier 1915).



Cliché de M. le marquis de Fayolle.

HOTEL DES LAGRANGE-CHANCEL
actuellement Mairie de Périgueux

Phototypie Berthaud, Paris.

de Saint-Saud ont bien voulu m'aider à les éclairer par des notes ; notre cher président s'est chargé, en outre, de les accompagner de dessins, qui ajouteront encore à leur intérêt ; en sorte que cette publication n'aura qu'à gagner au concours autorisé de mes deux obligeants collaborateurs. Avant de les faire connaître, il m'a paru nécessaire de les faire précéder d'un aperçu de la vie et des écrits de leur auteur trop oublié.

I

On ignorerait les principaux détails de la jeunesse de Louis de Chancel, si, à l'exemple de son frère aîné, il n'avait eu le soin de laisser lui-même quelques renseignements sur les premières années de sa vie. Ils se trouvent dans la préface de ses *Voyages*. Il nous y apprend qu'il naquit, à Périgueux, « le 21 septembre, jour de Saint-Mathieu, l'an 1678 ».

Il était le second des cinq enfants de Léonard de Chancel, seigneur de La Grange, et d'Anne de Bertin, demoiselle d'Antoniatic. Les deux fils aînés se considéraient comme prédestinés aux carrières qu'ils devaient suivre un jour. Joseph voulait être né poète :

« Ceux qui ont assuré que les hommes naissent avec le talent de la poésie, ont en moi, écrivait-il au début de la préface de sa première tragédie, un exemple de la vérité de leur sentiment. Je ne savais pas lire que je savais rimer. »

Louis, le futur marin, disait, de son côté :

« Si quelques-uns veulent soutenir que les astres n'influent pas à la naissance et aux inclinations de la plupart des hommes, c'est une erreur des plus grossières, puisque l'expérience nous apprend tous les jours le contraire, je le peux prouver dans notre seule famille. »

Après avoir rappelé la précocité poétique de son frère, il ajoutait :

« Des mon enfance, j'ai eu un goût particulier pour les voyages, tant par mer que par terre, afin d'y profiter des choses rares et curieuses dont le monde est rempli, de sorte qu'à l'âge de neuf à dix ans, je fabriquai de petits bateaux, tantôt de cartons cousus ensemble, tantôt de pièces de bois rapportées ; puis, les mettant, goudron-

nées, flotter sur l'eau avec leur lest et leurs voiles, j'étais charmé de les y faire voguer, sans crainte du fouet du régent et de mon précepteur, me défendant contre ce dernier de toutes mes forces, lorsqu'il vouloit chaque jour me châtier, jettant livres et thèmes au feu, que je ne pouvois souffrir, dont je me suis souvent repenti ».

Les deux frères s'élevèrent au sein d'un ménage, dont les débuts furent si profondément troublés qu'il s'en était suivi une séparation de corps et de biens entre le père et la mère. Celle-ci avait apporté dans la maison de son mari l'esprit pratique des Bertin. D'un caractère dominateur et inquiet, elle sacrifiait les tendresses du cœur au soin de ses affaires. Il faut reconnaître cependant que la plus constante préoccupation d'Anne de Bertin fut d'assurer à ses enfants l'avenir le plus brillant possible. Mais son attention se portait surtout sur l'aîné, dont les dispositions naissantes présageaient une exceptionnelle destinée. Le cadet eut à souffrir de cette préférence, que la mère ne prenait guère la peine de dissimuler, et qui ne laissa pas d'accentuer entre les deux frères une regrettable division. Il est fort à croire que la paix ne rentra définitivement au foyer conjugal qu'après la mort de son chef.

Le chevalier rapporte que son père mourut le 12 janvier 1686, laissant sa mère « belle et jeune, maîtresse de tous ses biens, avec la tutelle de cinq enfants en bas-âge, dont un suivit de près son père » ; qu'ils restèrent quatre, trois garçons et une fille, « pour lesquels on n'épargna rien pour leur donner de l'éducation ».

Deux ans s'étaient à peine écoulés que leur mère quitta Périgueux pour aller s'établir, avec sa famille, à Bordeaux, en passant par Libourne. Durant les trois années qu'elle y séjourna, elle ne négligea rien pour l'instruction de ses enfants. Les deux aînés poursuivirent leurs humanités au Collège de Guyenne.

Louis redoubla sa sixième sous le P. Dupeyrat. Il reconnaît qu'il fit peu de progrès, ajoutant :

« Au contraire de mon frère, que les Pères regardaient comme un génie supérieur, principalement dans la poésie française et latine, orné d'une mémoire prodigieuse ».

Les études de Joseph terminées, Anne de Bertin songea à lui procurer un plus vaste théâtre.

« Ma mère, dont les vues ne se bornoient pas à la province, après avoir consulté ses amis, ne respirant que notre avancement, partit de Bordeaux pour Paris, au commencement de l'an 1690, avec mon frère aîné, et sa fille à laquelle on remarquait déjà quelque beauté, et me laissa en pension chez un professeur du Collège de Guyenne ».

Le chevalier de Lagrange rappelle les débuts de la faveur dont son frère jouit dès son arrivée à Paris, faveur qui allait bientôt rejaillir jusque sur lui-même ; l'entrée de celui-ci comme page chez la princesse de Conti, dont il fait un bel éloge, et ses premières tragédies, dont l'une d'elles, *Oreste et Pilade*, lui aurait été inspirée par le Dauphin.

Lagrange-Chancel nous apprend comment ses succès poétiques servirent aussi la fortune de son frère. La duchesse de Bourbon-Condé, fille du Roi et de Madame de Montespan, aimait et cultivait la poésie. Il n'eut pas de peine à s'introduire chez elle.

« Elle entendit avec bonté la lecture de mes ouvrages naissans ; et croyant que le talent des vers était attaché à toute ma famille, elle me demanda si je n'avois point de frère qui pût remplacer un page à qui elle avoit fait donner de l'emploi. Je remerciai Son Altesse de l'honneur qu'elle me faisoit ; et, peu de tems après, ma mère fit venir mon frère, qu'elle avoit laissé en province pour y continuer ses études : mais, comme il haïssoit autant l'étude que je l'aimois, il n'y fit pas de grands progrès. Le parti qu'on lui fit prendre lui fut plus convenable. Il apprit très bien tous les exercices du corps ; et son esprit, qui avoit d'abord paru un peu pesant, s'étant ouvert dans la suite, il se rendit très habile dans les mathématiques, qui lui ont souvent procuré d'heureuses occasions de se distinguer dans le service de la marine. »

Le chevalier n'insiste pas sur le service que lui aurait rendu son frère dans une entrevue avec la duchesse de Bourbon. « S'imaginant que le talent de la poésie influait dans la même famille, la princesse me demanda à ma mère pour être l'un de ses quatre pages », se borne-t-il à dire.

Il avoit alors treize ans. Il quitta la ville de Bordeaux, au mois de mars 1691. Arrivé à Paris, il fut mis, pendant cinq

mois dans une pension, près les Filles de Sainte-Elisabeth, vis-à-vis le Temple, pour le « façonner un peu » et lui « faire passer l'accent de la Gascogne ». Au bout de ce temps, il fut présenté à la duchesse de Bourbon, qui l'accepta.

Durant les deux ans et demi qu'il demeura parmi les pages de la princesse, il s'appliqua à réparer le temps qu'il avait perdu dans ses premières études. Il prit goût aux sciences, principalement aux mathématiques et devint assez habile dans les dessins, fortifications, géométrie et géographie, qu'il apprit sous l'excellent professorat de Manesson-Malet, fils de l'auteur des *Travaux de Mars*.

Il faisait son séjour ordinaire à Versailles et accompagnait souvent la Cour, notamment le Roi à Namur. A la fin de 1693, il choisit la carrière de la marine, dans laquelle le fit entrer le duc du Maine, très bon aussi pour lui. En mars 1694, il fut pourvu d'une lettre de gentilhomme garde de la marine au département de Toulon. Voilà le chevalier de Chancel ravi de commencer, à quinze ans et demi, à parcourir le monde ! Dans « l'espace d'environ quarante ans », il allait servir dans la marine royale, où il parvint aux grades, par la protection fidèle du duc du Maine, dont le frère, le comte de Toulouse, était grand amiral.

Il fit ses débuts sur la flotte chargée d'appuyer les progrès du maréchal de Noailles en Catalogne. Il rentra à Brest, en 1696. L'année suivante, on le trouve aux îles d'Hyères. Après un voyage aux Indes occidentales, il assista au siège de Carthagène, en Amérique, et rentra à Rochefort. Il fit, en 1698, comme enseigne, sur le vaisseau l'*Amphitrite*, commandé par le chevalier de La Roque, le voyage de la Chine. De retour à Port-Louis, il se rendit à Paris, à la fin d'août 1700, et fut alors reçu, le 17 décembre suivant, dans l'ordre de Saint-Lazare, dont le marquis de Dangeau était grand-maître. Après la campagne de Vigo, en 1702, il revint à Paris, où il trouva son frère aîné pourvu de la charge de maître-d'hôtel de Madame, mère de Philippe d'Orléans ; sa sœur, Marguerite, mariée à Jean-Baptiste Stoupe, capitaine aux Gardes suisses et neveu du général Stoppa ; et son jeune frère, Pierre-Jean, « étudiant pour s'avancer dans l'Eglise ».



Cliché de M. le marquis de Fayolle.

Phototypie Berthaud, Paris.

LA GUINGUETTE

Maison de plaisance des Lagrang-Chancel, boulevard Saint-Hilaire, à Périgueux.

Les promotions de janvier 1703 annonçèrent la nomination de Louis de Chancel au grade d'enseigne de vaisseau. Il avait alors vingt-quatre ans. Son premier soin fut de se rendre en Périgord pour y chercher quelques ressources, qui lui étaient utiles.

« Car, disait-il, ma mère n'en avait pas plus qu'il lui en falloit dans un Paris, au contraire. Elle jouait de temps en temps du haut bois dont elle dégradoit nos terres, consumait des créances, vendoit des jardins ou pièces de terres séparées, dont lui ayant voulu dire mon sentiment, je fus payé d'un soufflet pour le droit d'avis, me disant que puisque mon frère aîné ne le trouvoit pas mauvais, il ne convenoit pas à un petit cadet comme moi de vouloir s'ériger en censeur. Elle avoit raison, mais je n'avois pas tort. Je fus donc chercher le petit secours des revenus d'un bien de légitime paternelle qui s'affermoit 250 livres, afin de pouvoir me rendre au Port-Louis, où j'étois fort amoureux. J'avoue cette faute... »

Le chevalier devait se contenter toujours d'amours passagers. Car il ne se maria point.

Il devint, en 1710, lieutenant général garde-côtes maritimes. Il était, trois ans plus tard, lieutenant d'une compagnie franche de cent hommes, lorsque le Roi le fit capitaine général garde-côtes, dans l'étendue de la capitainerie d'Entre deux mers de Dordogne.

Son exemple avait déjà entraîné son frère plus jeune, qui, se sentant de la répugnance pour l'état ecclésiastique, auquel il était d'abord destiné, était allé le trouver à Rochefort. Il le fit recevoir dans les gardes-marine, à l'école desquels celui-ci fit de si rapides progrès, qu'à la promotion suivante il obtint le même grade que son frère. Mais il n'eut pas un sort aussi heureux. Ayant fait partie, en qualité d'enseigne, de l'expédition de Rio-Janeiro, son vaisseau fut assailli, au retour, par une tempête, et coula à fond, avec lui, sous les yeux de Duguay-Trouin, qui ne put le secourir.

Si le chevalier de Lagrange se montra dévoué envers son frère puîné, en favorisant son entrée dans la marine, il ne se conduisit pas avec la même sympathie à l'égard de son frère aîné, quand le malheur vint fondre sur ce dernier, auquel il

*

était redevable d'un pareil service. Il se rendit coupable envers lui de la plus noire ingratitude.

A la suite de violents démêlés avec le duc de La Force, Lagrange-Chancel avait été exilé en Périgord (1717). Pour se venger du Régent, à la complaisance aveugle duquel la lettre de cachet avait été arrachée, le poète composa les *Philippiques*. Un ordre d'arrestation ayant été lancé, celui-ci parvint à s'échapper de son château d'Antoniac, cerné par les dragons, et, accompagné d'un de ses parents, gagna la ville pontificale d'Avignon, où il comptait trouver un asile qui le rendrait inviolable.

Les derniers amis, qui avaient secondé cette téméraire évasion, témoignèrent pour le proscrit plus de dévouement que sa famille.

« Son frère, en effet, celui-là même qu'il avait fait placer chez le duc du Maine et à qui la faveur de ce prince avait valu de bonne heure le rang d'officier de marine, dit M. de Lescure, manqua à la fois à son protecteur et à La Grange et se deshonorait par une démarche qui fut flétrie avec raison, même parmi les ennemis du poète. »

L'éditeur des *Philippiques* (1) ajoute cette note de l'académicien Lemontey :

« Il eut l'indignité d'écrire au Régent pour exprimer sa douleur de l'évasion de son frère et témoigner combien sa mère et lui regrettaient qu'il ne fût pas mort depuis vingt ans » (2).

L'historien de la Régence ne pouvait mettre en cause la mère de Louis de Chancel, car elle était morte depuis huit ans, à Antoniac. Il n'avait probablement connu que par ouï-dire la lettre, écrite de Rochefort, au duc d'Orléans par l'officier de marine. Cette lettre, mentionnée dans la *Revue des autographes*, du mois de janvier 1886, a été publiée, pour la première fois, par son acquéreur, M. V. Diancourt, à la suite d'une curieuse brochure (3). En voici la teneur :

(1) Nouvelle édition, précédée de mémoires pour servir à l'histoire de Lagrange-Chancel et de son temps, Paris, Poulet-Malassis, 1858, page 134.

(2) Histoire de la Régence, tome I, page 181.

(3) Une *Philippique* inconnue et une strophe inédite de Lagrange-Chancel, recueillies par un bibliophile, Reims, Michaud, 1886, page 41.

« Monseigneur,

» J'ai appris, avec une mortification très sensible, l'évasion de mon frère, sur les ordres que Vostre Altesse Royale avoit donnés pour l'arrestar. Je vous proteste qu'il y a plus de trois années que je ne l'aye veu ni eut aucune relacion avec luy par lettres, n'ayant eut de ma vie aucun sujet d'estre content de sa conduite ; et je scay trop bien, après vingt et six années de service, comment un honeste homme, qui a l'aprobation du corps de la marine, doit se comporter pour ne pas ressentir vivement les fautes de celluy qui cause aujourd'hui l'affliction de toute nostre famille, dont la parenté souhaiteroit de toute son âme que Dieu l'eusse enlevé il y a 20 ans. Je vous supplie de croire, Monseigneur, que ce sont mes vrais sentiments ; vous en serez encore mieux convaincu par la suite de mes services et de mon attachement continuel à vos interets et à ceux du Roi. Je suis, avec un très profond respect, de Vostre Altesse Royale,

» Monseigneur,

» Le très humble et très obeissant serviteur,

» Le chevalier DE LAGRANGE-CHANCEL.

» A Rochefort, premier d'avril 1719 ».

On voit, par les termes de cette lettre, combien le capitaine des vaisseaux du Roi s'efforçait de séparer sa cause de celle du satirique. Il ne pouvait cependant pas oublier sa collaboration, rendue publique par le *Mercure de France* aux travaux poétiques de l'académie, fondée par son frère à Périgueux, et son acceptation d'un mandat que celui-ci lui avait donné devant M^e Robert, notaire royal de cette ville, le 5 avril 1718.

L'auteur des *Philippiques* devait montrer que, s'il avait l'esprit caustique, il avait un cœur excellent. Oubliant cette démarche indigne, il sut pardonner au coupable.

Livré par trahison aux émissaires de la police du Régent, le poète fut conduit à la citadelle des îles Sainte-Marguerite, d'où il parvint à s'évader deux ans plus tard.

Ce fut durant la détention de son frère, le 23 décembre 1721, que Louis de Chancel fut fait chevalier de Saint-Louis. Il n'allait pas tarder à se retirer du service.

Après plusieurs voyages dans diverses provinces de France, il obtint, le 9 décembre 1732, la commanderie de Périgueux, dépendante de l'ordre de Saint-Lazare, à la place de feu le

commandeur de Conan ; ce qui lui donnait le droit de gérer et administrer les biens de cette commanderie. Ils consistaient notamment dans les maladreries et léproseries de Saint-Georges, près Périgueux, de Bruzac, La Rochebeaucourt, Milhac-de-Nontron, etc. Avant même sa nomination, il avait eu à s'occuper de cette administration. Car, j'ai trouvé, à la date du 6 novembre 1725, un bail qu'il avait consenti d'un pré de la maladrerie de Saint-Georges, situé sur le chemin de la rivière de l'Isle. Voici en quelles qualités il comparut à cet acte :

« Louis de Chancel, chevalier de La Grange, officier des vaisseaux du Roi des compagnies franches de la marine au port de Rochefort, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et chevalier des ordres royaux militaires et hospitaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel, Saint-Lazare et Jérusalem, ayant pour grand maître dud. ordre S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, résidant ordinairement en la ville de Rochefort et de présent au château d'Anthougnac ».

Le 15 décembre 1730, le commandeur de Chancel donna procuration à Robert Désilles à l'effet de poursuivre deux fermiers qui, depuis 21 ans, détenaient trois maisons basses, avec jardin et coderc. En 1738, c'est toute la maladrerie de Saint-Georges, près l'église Saint-Hippolyte et la Fontaine-des-Malades, qu'il afferma. Il profita de ses voyages pour visiter les domaines de sa commanderie. Après sa mort, elle fut dévolue à Louis de Chapon, seigneur du Bâtiment, chevalier du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, qui en resta pourvu jusqu'au jour où l'hôpital de Sainte-Marthe fut mis en possession des biens en dépendant.

On a vu que, dès 1725, Louis de Chancel avait reçu l'hospitalité, à Antoniac, paroisse de Razac, chez son frère aîné. Ce fut à cette maison de campagne, apportée en dot par leur mère, qu'après une quarantaine d'années d'honorables services dans la marine royale, il prit définitivement sa retraite, sans que jamais Joseph ait eu à se plaindre de cette cohabitation. Le chevalier, au contraire, donna à celui-ci des témoignages d'une entière gratitude. Il passa ainsi, sous le toit et dans l'intimité de la famille, les dernières années de son existence, occupé surtout à rédiger ses mémoires. Il vécut

désormais à Antoniac, dont il ne sortit que pour faire quelques voyages. La fin de sa carrière ne fut guère attristée que par des souffrances physiques. Il était, comme son frère aîné, sujet à de violents accès de goutte. Je lis dans une lettre que celui-ci écrivait, le 3 janvier 1736, à son ami Pierre-Joseph Chevalier, seigneur de Cabranc, le petit-fils du maire historien de la ville de Périgueux :

« Mon frère vous fait bien des compliments. Il est bien plus mal que moi, ayant son genou gros comme la tête ».

Depuis longtemps, le poète avait pardonné au chevalier, qui, au temps des *Philippiques*, s'était montré si ingrat et si indigne envers lui. S'il ne lui témoigna aucun ressentiment pour l'acte qui avait soulevé une si unanime réprobation, celui-ci s'appliqua, de son côté, à faire oublier sa conduite passée. Il n'hésita pas à prendre fait et cause pour le chef de sa famille dans les divers procès où il le vit engagé.

Les maire et consuls de Périgueux tentèrent d'assujettir les gentilshommes propriétaires de fiefs dans la banlieue de la ville, à certaines impositions. Ceux-ci choisirent le plus qualifié d'entre eux, Lagrange-Chancel, pour les représenter dans l'instance. Ce dernier, toujours disposé à rompre des lances, devait employer sa plume acérée à faire valoir énergiquement leurs droits communs. Aussi ce fut-il sur la tête d'un si redoutable adversaire que tombèrent principalement les coups.

Le poète s'adressa tout d'abord au Roi pour lui exposer le procès. A cet effet, il rédigea un mémoire, dans lequel il crut devoir associer son frère à ses réclamations.

« Je joins mon frère à moi, écrivait-il à son ami de Cabranc, parce que cela aura plus de poids, comme étant un ancien officier du Roy ».

Ce mémoire débutait ainsi :

« François-Joseph de Chancel, chevalier, seigneur de La Grange, et Louis de Chancel, son frère, aussi seigneur de La Grange, ancien officier de marine, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et commandeur de l'ordre de Saint-Lazare, exposent à Votre Majesté qu'au préjudice des droits inaliénables de son domaine, les maire et consuls de la ville de Périgueux ont tenu plusieurs délibérations publiques et fait

signifier plusieurs actes de protestations aux exposants pour les empêcher eux les autres gentilshommes de rendre à Votre Majesté l'hommage qui lui est dû pour les biens nobles qu'ils possèdent dans la banlieue de lad. ville, dont lesdits maire et consuls s'attribuent sans fondement la qualité de seigneurs hauts justiciers ».

Les maire et consuls répondirent par un mémoire où la plupart des gentilshommes instanciés étaient accusés d'avoir usurpé leurs titres de noblesse. A la faveur de prétendus titres, assuraient-ils, ceux-ci voudraient se soustraire à toutes les charges de la ville, notamment le sieur de Chancel, qui s'arroge à tort la double qualité de chevalier et de seigneur de La Grange, dans la paroisse de Champcevinel. Il ne saurait tirer ces qualités de son auteur Guillaume Chancel, notaire, geôlier et garde des prisons de la ville de Périgueux ; il ne peut se flatter d'aucune qualité, pas plus de ce côté là que que de son chef, « puisque toute sa vie est un tissu sur lequel par charité on veut bien tirer le rideau ».

Ces injures à l'adresse d'un homme, dont les talents honoraient la province, furent vivement ressenties par la famille de Chancel. Le chevalier, tant en son nom qu'aux noms de ses deux neveux, officiers dans l'armée royale, envoya un mémoire au Roi, pour lui demander

« justice des injures, faussetés, calomnies et autres excès atroces, auxquels les maire et consuls de la ville de Périgueux ont eu la témérité de se porter contre le sieur de Lagrange-Chancel frère et père des plaignants ».

Ce mémoire était rédigé au nom de

« Louis de Chancel, ancien officier de marine, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et commandeur de celui de Saint-Lazare, faisant tant pour lui que pour Anne-François de Chancel, son neveu, lieutenant dans le régiment de La Ferté-Imbaut, et pour son autre neveu François-Victor de Chancel, lieutenant dans le régiment de Poitou ».

Le plus acharné des membres de la municipalité contre le poète était Joseph de Martin, seigneur de Vaure et de La Chataignouse, avocat au présidial, qui occupa la mairie de 1733 à 1736. L'animosité entre les familles de Chancel et de Martin alla à ce point que le fils aîné du maire, garde du Roi, ayant rencontré, à Périgueux, Lagrange-Chancel, appuyé sur

une canne à cause de sa goutte, osa le terrasser et le frapper. Les fils de ce dernier, pour venger leur père, se mirent à la poursuite de l'insulteur, que l'aîné d'entre eux atteignit à Melz. Un duel s'en suivit. Martin se plaignit qu'on avait voulu l'assassiner. L'affaire fut portée devant le conseil des maréchaux de France. Une lettre, écrite, le 15 janvier 1738, à M. de Cablane, nous apprend qu'à cette date le chevalier de Lagrange était à Paris, faisant, malgré sa goutte, d'actives démarches pour éviter une condamnation à son neveu, qui la prévint en se réfugiant en Espagne.

Ce fut pendant ce séjour à Paris, que Louis de Chancel remit à d'Hozier les titres généalogiques de sa maison, qu'il avait aidé son frère à rassembler. Il fait part de cette nouvelle à son correspondant, dans la même lettre, qu'il scelle d'un cachet portant la devise familiale : *Chancel ne chancelle mie.*

Il y avait deux mois qu'il avait atteint sa 67^e année, lorsque la mort vint surprendre notre compatriote dans le petit manoir d'Antoniatic, le 23 novembre 1745.

(A suivre).

A. DUJARRIC-DESCOMBES.





EDMOND LESPINAS

VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU PÉRIGORD

En retraçant la vie d'Edmond Lespinas (1), c'est ma propre existence que je vais revivre par le souvenir. Nous avons de très lointaines relations de parenté, et ces relations s'étaient conservées sympathiques entre les membres de la branche aînée des Lespinas qui était restée fixée à Lubersac, et les descendants d'un Lespinas qui avait émigré à Chamberet, canton de Treignac et qui y avait fait souche.

Quand je vins à Paris, en 1866, pour commencer mes études de droit, je dinai avec lui chez mon oncle Brunet, alors juge d'instruction au tribunal de la Seine, grand ami du docteur Jules Lespinas (2), père d'Edmond. Le lendemain nous allâmes ensemble prendre notre inscription. Il était à la troisième année d'études.

Après avoir obtenu le grade de licencié, il fit un court séjour à Poitiers, et rentra auprès de ses parents avant de se décider à choisir

(1) Né à Lubersac (Corrèze), le 5 juin 1846, fils de Jules-Quentin Lespinas, docteur en médecine, et de Auconsul Anaïs.

(2) Le docteur Lespinas, médecin instruit et très appelé, fut le premier qui signala les symptômes d'empoisonnement par l'arsenic de M. Lafarge, maître de forges au Glandier. Son observation fut le point de départ du célèbre procès de Mme Lafarge.

Il fut pendant quelques années membre du conseil général de la Corrèze pour le canton de Lubersac.

une carrière. Il était fils unique : ses parents cherchaient à le retenir auprès d'eux. Même pendant le cours de ses études, ils n'avaient pu se décider à s'en séparer longtemps. Ils l'avaient mis d'abord en pension au Petit Séminaire de Brive, où ils pouvaient aller fréquemment le voir. Pour les hautes classes, ils l'avaient envoyé au lycée de Clermont-Ferrand, où ils étaient heureux de le savoir sous l'égide aimable et dévouée d'un membre de la famille Lespinas qui était fixé dans cette ville. Enfin, ils avaient fait le sacrifice de quitter leur vie calme et tranquille, à Lubersac, pour prendre un appartement à Paris où ils séjournèrent pendant presque toute la durée des études de droit de leur fils.

Aucune décision n'avait encore été prise par M. et M^{me} Lespinas sur l'orientation définitive à donner à leur fils, lorsque la guerre éclata. Edmond Lespinas partit en qualité de lieutenant au régiment des Mobiles de la Corrèze, et il revint après avoir fait bravement son devoir comme capitaine commandant une compagnie. Il aimait peu à réveiller ses souvenirs de la terrible campagne ; cependant si nos défaites avaient été cruelles, et si les souffrances physiques et patriotiques de nos soldats avaient été terribles, il eut pu faire allusion à son rôle personnel qui fut des plus honorables. J'en trouve la preuve dans l'*Historique sommaire du régiment des Mobiles de la Corrèze*, qui a été publié quelques mois après la fin de la guerre, par un de nos amis communs J.-B. Champeval, mort lui aussi récemment, qui servit comme lieutenant dans ce corps.

Un soir, pendant la retraite, du côté du Mans, les soldats d'un des régiments de Mobiles de l'Ouest commirent l'affreuse méprise de prendre un bataillon des Mobiles de la Corrèze pour les avant-postes Prussiens, et ils ouvrirent le feu contre les nôtres. La bataille s'engagea aussitôt entre les deux groupes. Lespinas s'aperçut de la douloureuse erreur. Il n'hésita pas, et se jeta entre les combattants, au péril de sa vie, et fit cesser le feu. Il donna ainsi un bel exemple de courageux sang-froid.

Après la guerre, nous nous retrouvâmes à Limoges pour faire notre stage d'avocat. J'étais secrétaire d'un des maîtres du barreau les plus en vue ; il était clerc-amateur chez un des avoués les plus occupés près le tribunal civil. Chaque jour, — les affaires que nous avions à plaider personnellement se réduisant alors à quelques procès d'assistance judiciaire, ou devant le Conseil de guerre, — tous les jeunes avocats inscrits au barreau de Limoges, qui, à cette époque, étaient très nombreux, se réunissaient à la Bibliothèque, et pendant des heures entières c'était un feu roulant de discours humoristiques, où

beaucoup de nos camarades montraient déjà les qualités qui devaient les conduire au premier rang du barreau. La réputation de ces parlottes parvint aux oreilles des magistrats de la Cour. Aussi quelques-uns se risquèrent à venir voir par eux-mêmes si ce qu'on disait de l'esprit et de la gaité de bon aloi de ces jeunes gens était exact. Après avoir constaté qu'on ne les avait pas trompés, ils revinrent souvent. Combien ont déjà disparu de ces si charmants et si brillants camarades !

Je partis le premier pour entrer dans la magistrature. Lespinas restait encore indécis sur le choix de sa profession. Il s'était présenté en 1871, sous le patronage de M. Joseph Brunet, qui était lui-même conseiller général de ce canton, comme candidat conservateur au Conseil d'arrondissement pour le canton de Lubersac. Il fut élu, et il se demanda si cette nouvelle attache n'allait pas le fixer définitivement à la maison paternelle. Mais il était dit que nos carrières suivraient toujours une marche parallèle. En 1877, il fut nommé juge à Saint-Yrieix.

Deux ans après, le 4 août 1879, il se mariait avec Mlle Marguerite Saintmartin, dont le père, à la tête d'une des principales maisons de commerce de notre ville, fut longtemps maire de Boulazac et juge au tribunal de commerce de Périgueux. Il devint ainsi le neveu par alliance de M. Goursat, autre notable négociant, qui a laissé la réputation d'avoir été un Président remarquable de notre tribunal de commerce.

La loi, dite improprement : « Loi de réorganisation de la Magistrature, » qui supprima l'inamovibilité des juges, fut votée le 30 août 1883. En vertu des dispositions de cette loi, Lespinas et moi fûmes admis à faire valoir nos droits à la retraite. Charmant euphémisme !

Tous les deux nous vîmes nous retirer dans la riante et accueillante ville de Périgueux. Grâce à la famille de sa femme, Lespinas eut aussitôt de nombreuses et agréables relations, qu'il s'appliqua à conserver et à augmenter.

Aidé par la bonne grâce, l'entrain, la science parfaite d'aimable maîtresse de maison, de Mme Lespinas, il réussit à faire de sa petite propriété du Caran, commune de Boulazac un des centres de réunion les plus agréables et les plus suivis de tout le département.

Il n'avait pas tardé à solliciter son admission comme membre de la Société historique et archéologique du Périgord. Il avait trouvé sa voie. Il suivit assidûment les séances, fit partie de toutes les excursions organisées par la Société dans le département ou par les grandes Sociétés archéologiques qui visitent et étudient à tour de rôle les

diverses contrées de la France. Il ne tarda pas à devenir un érudit très compétent en ces matières si attachantes.

En même temps, il recherchait dans toutes les ventes privées et publiques, chez tous les libraires qui ont la spécialité de ces sortes d'affaires, les livres, les brochures, les gravures et les estampes, intéressant les provinces du Limousin, du Périgord, et les hommes illustres qui en sont originaires. Il est parvenu ainsi à composer une bibliothèque spéciale, qui, par la valeur littéraire des ouvrages, les reliures de prix, les ex-libris, la rareté des exemplaires, ou l'obscurité relative des auteurs, est certainement un des spécimens les plus rares dans nos contrées de ces assemblages de livres particulièrement intéressants pour ceux que passionne l'histoire des petites patries. Les nombreux portraits, dont plusieurs sont à un seul exemplaire connu, complètent cette source de recherches historiques.

Il avait acquis le médaillier, célèbre en Périgord, de M. Gally, ancien maire de Périgueux et ancien Président de notre Société. Ce fonds, déjà si riche, il n'a cessé de l'augmenter par de sagaces et patientes recherches. C'est évidemment cette partie de la science historique qui l'intéressait le plus. Aussi était-il devenu un numismate distingué, et il était arrivé à identifier avec facilité les médailles les plus frustes.

On pouvait craindre qu'après sa mort ces collections soient dispersées. Heureusement il n'en sera rien. Notre ami n'a pas voulu que tout ce travail de reconstitution fut annulé en un jour : il a assuré toute sa bibliothèque à un de ses neveux, un brillant officier, sur le front depuis le début de la guerre, et il a légué son médaillier au Musée de Périgueux.

Comme beaucoup de bibliophiles, toujours occupés de rechercher le livre rare, il a très peu publié. C'est à peine s'il a donné quelques notices dans le *Bulletin* : elles sont écrites dans un style clair, sobre et élégant.

Tous ces titres avaient été reconnus et consacrés par les membres de notre Société, et depuis plusieurs années il était régulièrement élu vice-président et bibliothécaire.

Les traditions de sa famille et celles de la famille Saintmartin le poussaient à s'intéresser à tout ce qui touchait à la défense des intérêts catholiques et à la charité personnelle et active. Il avait aidé à reconstituer le Pensionnat Saint-Jean, chassé des immeubles dans lesquels il distribuait l'instruction chrétienne. Il était Président de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse Saint-Etienne de la Cité et Président du Conseil paroissial. Ce dévouement avait été

signalé au Vatican, aussi Sa Sainteté Léon XIII l'avait-il nommé chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand.

Mme Lespinas avait précédé son mari dans la tombe. Depuis sa disparition, il n'avait pu se consoler de n'avoir plus auprès de lui cette compagne dévouée qui lui avait facilité la traversée de la vie. Il n'a pas tardé à la rejoindre. Atteint d'une grave pneumonie, il a succombé quelques jours après s'être alité, et son agonie fut rapide, sans grandes souffrances apparentes.

Sa mort laissera de profonds regrets parmi tous ceux qui l'ont connu.

Il a été enterré au cimetière du Nord, le 19 février, dans un caveau de famille, à côté de tous les siens.

E. DECOUX-LAGOUTTE

Trois planches accompagnent cette biographie : la 1^{re} représente l'Hôtel des Lagrange-Chancel, actuellement mairie de Périgueux ; — la 2^e, la Guinguette, maison de plaisance des Lagrange-Chancel, boulevard Saint-Hilaire, à Périgueux ; et la 3^e est le Portrait de M. Lespinas.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIII. — TROISIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Mai-Juin 1916.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 3^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 6 avril.....	153
— du jeudi 4 mai.....	160
Variations des prix des Editions <i>Princeps</i> des <i>Essais</i> de Montaigne (<i>suite et fin</i>) (M. ERN. LABADIE).....	165
Le Moulin du Pont de la Cité en 1607 (M. F. V.)	181
Codicille du testament de Monseigneur de Souillac (M. X. DU PAVILLON).....	185
Procès-verbal de tirage et de revision de la milice paroissiale de Saint-Paul-de-Serre (1750) (M. CH. AUBLANT).....	187
Le chevalier de Lagrange-Chancel : Son voyage en Périgord (<i>suite</i>) (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	189
VARIA. — Note pour servir à l'illustration de la truffe (M. R. V.)	198
NÉCROLOGIE. — M. Jacquinot de Presle (M. R. V.).....	201
— M. Cyprien Girard de Langlade.....	201

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 6 avril 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, le marquis de Bourdeille, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, Ribette, le comte de Saint Saud et Villepelet.

S'excusent par écrit : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Délugin et Adalbert du Soulas.

Le procès-verbal de la réunion précédente est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de l'un de nos plus anciens confrères, de M. Cyprien GIRARD DE LANGLADE, d'une des plus vieilles familles de Périgueux, maire pendant de longues années de la commune d'Eyliaç où il sut se faire aimer, si l'on en juge par l'affluence qui assistait à ses obsèques. Pendant son administration, il fit restaurer l'église de sa commune et s'occupa des voies de communication qui la traversent. Quoiqu'il n'ait rien publié dans notre *Bulletin*, nous savions qu'il s'intéressait à nos études.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1915, 3^e et 4^e trimestres, un fascicule in-8^o, avec illustrations, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1916 ;

Le Souvenir, revue du Front, n° 3, mars 1916, in 4° illustré, Bar-le-Duc, imprimerie Contant-Laguerre ;

Comptes-rendus des séances de l'année 1915 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de septembre-octobre, in-8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où, p 384, M. Omont offre à l'Académie la brochure de M. René Fage sur le livre de M. Lespinas portant une mention d'impression « à Limoges par Jean Margarin ». La présente étude établit que le nom de Jean Margarin est un nom supposé et que ce petit livret n'est pas sorti des presses de Limoges ;

Bulletin Archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1915, 1^{re} livraison, in-8°, avec planches et illustrations, Paris, Imprimerie nationale ; Ernest Leroux, éditeur ; contenant, p. lx, un rapport de notre savant correspondant M. le docteur Capitan sur une étude de la muraille calcino-vitrifiée de Bègues (Allier), par M. Guillon, professeur adjoint à l'Ecole supérieure de Gannat ;

Revue des Etudes grecques, tome XXVIII, n° 128-129, juillet-septembre 1915, in-8°, avec illustrations, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXXVI, 3^e-5^e livraisons, mai-octobre 1915, un fascicule in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Mémoires de la Société Eduenne, nouvelle série, tome XLII, un volume broché in-8°, avec planches, Autun, imprimerie Dejussieu et Xavier, 1914 ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 25^e-26^e livraisons, janvier-février 1916, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du « Livre d'or du Bournat » par M. Charles Aublant, et un *Noël périgourdin au Front*, par l'adjudant Louis Simon, chanté à la messe de minuit ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 42^e année, novembre-décembre 1915, in-8° avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda. Dax (Landes),

39^e année (1915), 4^e trimestre, in-8° avec une planche, Dax, imprimerie Labèque ;

Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, deuxième série, tome V, un volume in-8° broché avec planches, Montpellier, Imprimerie générale du Midi, 1914. Le volume est consacré tout entier à l'immense travail de notre confrère M. Joseph Berthelé sur *Les anciens textes campanaires de l'Hérault* ;

Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, année 1916 (janvier-avril) 193^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ; contenant un intéressant mémoire de l'abbé Lagier sur *La Compagnie du Saint Sacrement à Grenoble* ;

De M. René Fage, un exemplaire du tiré à part de sa communication sur *Un petit problème de bibliographie : Jean Margarin, imprimeur à Limoges*, dont il a été parlé plus haut, Paris, Imprimerie nationale, 1915 ;

Et de M. le comte Charles de Beaumont, sa brochure sur *Le Trésor de Saunay (Indre-et-Loire)*, extrait du *Bulletin de la Société archéologique de Touraine*, in-8°, Tours, imprimerie Alfred Mame et fils, 1916.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse la circulaire suivante par laquelle il nous informe que désormais notre *Bulletin* sera soumis à la censure.

Paris, le 10 février 1916.

Monsieur le Président,

M. le Ministre de la Guerre me signale, en mettant en lumière les dangers qu'elle peut présenter, la publication dans les bulletins d'un certain nombre des Sociétés savantes de France, dont les périodiques ne sont pas régulièrement soumis au Bureau de la Presse, de comptes rendus ou de mémoires scientifiques spéciaux où se trouvent traités des sujets intéressant la Défense nationale et en particulier celui des gaz asphyxiants et qui sont de la nature des questions sur lesquelles les services du Contrôle de la Presse ont mission d'établir une surveillance particulière.

Mon Collègue me fait également connaître que le Général, commandant en chef, qui a attiré son attention sur ce fait, a spontanément

adressé des instructions aux médecins des armées pour qu'ils soumettent préalablement leurs mémoires ou communications à l'examen du Directeur général du Service de santé du groupe des Armées d'opérations.

M. le général Gallieni m'exprime enfin le vœu que les Sociétés savantes en relations avec mon Département soient mises en éveil contre les inconvénients très graves que ne manquent pas d'entraîner avec elles certaines divulgations.

J'ai en conséquence l'honneur, pour répondre à son sentiment que je partage de la façon la plus entière de vous prier, Monsieur le Président, de faire part aux membres de votre Compagnie de ces desiderata qui vous paraîtront comme à moi justifiés et de vous inviter, d'une part, à apporter une extrême prudence dans le choix des articles insérés dans l'organe de la Société que vous présidez et, d'autre part, à soumettre ses publications à la Censure.

Cette communication devra être faite par vos soins aux bureaux de contrôle locaux comme pour les autres publications quotidiennes ou périodiques. Je vous serai obligé de m'accuser réception de cette circulaire dans le plus bref délai.

Agréez, Monsieur le Président, etc.

M. le Président s'est empressé d'accuser réception.

Admis comme membre titulaire dans la dernière séance, M. l'abbé FAURE-MURET, actuellement sergent infirmier major à l'hôpital 37, à Ribérac, adresse ses vifs remerciements à la Société.

M. Féaux fait ensuite passer sous nos yeux divers menus objets, provenant d'une fouille de sépulture faite dans la forêt de la Braconne en 1894 et que notre confrère M. Gaston DUBET veut bien offrir au Musée :

1° Quelques débris d'ossements humains : os longs brisés et fragments de crâne en trop mauvais état pour être utilisés au point de vue anthropologique.

2° Un fragment de hache polie.

3° Un grattoir du type ordinaire des grattoirs néolithiques.

4° Une belle pointe de flèche à ailerons, un peu écourtée, mais très finement taillée.

5° Trois grains de collier, deux du type ordinaire, petite rondelle de calcaire percée et un troisième d'une forme plus

rare, sorte de pendeloque épaisse percée d'un trou assez large. Cette pendeloque est en calcaire légèrement coloré en vert.

M. le Conservateur a remercié M. Dubet.

M. DE BOURDEILLE fait également passer sous nos yeux une jolie petite gravure peinte, de la fin du xvii^e siècle, d'un portrait de la comtesse de Bourdeille, qui a dû être découpé d'un ouvrage.

En s'excusant de ne pas assister à la séance, notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie une communication sur les archives du chapitre de Périgueux dont il a trouvé les éléments dans un registre que lui a donné jadis l'abbé Audierne et qui était conservé au domicile du chanoine Paulhiac. Cet *Extrait général de la cathédrale de la Cité* relate les droits très variés que percevait le chapitre et qui consistaient en rentes et redevances, soit en nature, soit en argent. Quelques-uns étaient purement honorifiques. Il relate également le pillage des titres qu'a eu à subir à diverses époques le Trésor dudit chapitre.

Ce mémoire instructif, dont lecture est donnée, sera publié dans le *Bulletin*.

Dans un livre de comptes de la seigneurie de Ladouze, de l'année 1608, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a trouvé dans les dépenses de route d'un voyage à Brive un mot dont il ignore la signification et il a frappé à toutes les portes pour la découvrir. Le régisseur indique comme première dépense : « *Donné aux villons de Brive...* » Un érudit brivois M. J. de Valon, qui ne connaissait pas le mot, en donne une explication, mais avec réserve. Suivant lui, ce devaient être des collecteurs chargés de percevoir, comme fermiers, les taxes sur les marchandises entrant dans la ville, et comme ils étaient après au gain, on les qualifiait de *villons*, synonyme de *fripons*, d'après le *Dictionnaire* de Trévoux.

M. Antoine THOMAS, de l'Institut, à qui le Secrétaire général s'était aussi adressé, lui répondit qu'il ne pouvait lui

donner aucun éclaircissement sur le mot *villon* ; « c'est de Brive seulement que peut vous venir la lumière.

» Je suis heureux du moins d'avoir un signe de vie de votre part et de penser aux deux visites que je vous ai faites jadis à Périgueux. Le présent est si triste que les souvenirs agréables du passé sont les bienvenus.

» Ces jours-ci, j'ai trouvé un document qui intéresse à la fois le Périgord et le Limousin, et je veux vous en dire un mot, puisque vous m'en fournissez l'occasion.

» Connaît-on chez vous quelque chose au sujet de *Raimond de Saint-Crépin* ? Ce personnage est mort doyen de la cathédrale de Limoges le 20 septembre 1350, et son épitaphe a été publiée par l'abbé Texier, sans renseignements biographiques. J'ai découvert qu'il avait été membre du Parlement de Paris (Chambre des enquêtes) et qu'il y fut remplacé par un autre Périgourdin *Ysarn de Saint-Astier*. Je dis un autre Périgourdin, car Raimond a écrit une lettre (conservée), datée de Périgueux le 5 octobre 1337, où il sollicite sa mise à la retraite, qui le classe comme *Périgourdin*. Mais il y a trois St-Crépin dans la Dordogne, et je n'ai aucune donnée pour choisir.

» J'ai promis mes documents à la Société archéologique et historique du Limousin, faites-en aussi votre profit. Je ne sais quand je trouverai le temps de rédiger une note à ce sujet. »

Par l'entremise de M. Dujarric, M. Xavier du PAVILLON nous envoie une copie du codicille du 7 octobre 1749 du testament de Mgr Georges de Souillac, évêque de Lodève, qui a été publié en 1914 dans notre *Bulletin*. Par ce codicille, l'évêque dispose de différentes sommes en faveur de ses serviteurs et des pauvres.

De son côté, M. GRENIER nous adresse une série de contrats d'apprentissage de la région de Mussidan, de 1762 à 1768, concernant divers métiers, de teinturier en étoffe, de maçon, de « faure », de « merindier » et menuisier, et de tailleur pour robes. Ces actes notariés seront publiés.

Quoique toujours très occupé par son service militaire, M. Joseph DURIEUX veut bien nous envoyer, sur l'ancienne

terre de La Roche-Chalais, quelques indications qu'il extrait des souvenirs de la marquise de La Tour du Pin intitulés *Journal d'une femme de cinquante ans* (1778-1813) et récemment publiés par son arrière-petit-fils le colonel comte Aymar de Liedekerke-Beaufort (Paris, Chapelot, 2 vol. in-8°).

» A la fin de l'ancien régime, la terre de La Roche-Chalais tout entière en cens ou rentes et en moulins, ayant un passage de rivière, rapportait annuellement 30,000 francs nets, avec la seule charge de payer un régisseur pour recevoir les grains qui se remettaient à jour marqué ou qu'on pouvait payer en argent d'après la cote du marché. M. de La Tour du Pin (le ministre de la Guerre) passant à La Roche-Chalais pour se rendre aux Etats Généraux, céda à un meunier, moyennant une rente de 2.400 francs, les débris du vieux château pour construire des moulins sur la rivière qui dépendait de la terre. Le passage de la Dronne était déjà affermé pour une somme de 1.000 à 1.100 francs. Trois mois plus tard, le meunier se considéra comme propriétaire. Un procès engagé pour le mettre en demeure de payer les matériaux avec lesquels il avait construit les moulins, traîna en longueur, fut porté sous l'Empire au Conseil d'Etat et finalement perdu par la famille de La Tour du Pin. Mais dès 1796, il ne restait que plusieurs vieilles tours ruinées. »

En classant des papiers de famille, notre confrère M. Alexis BEAU-VERDENY a trouvé un certain nombre de pièces qu'il a cru devoir nous intéresser sur l'origine des de Mourcin et leur alliance avec les Rafaillac de la Servolle. Il a pensé que ces documents concernant une de nos notabilités périgourdines mériteraient d'être connus et il nous en envoie une brève analyse qui sera publiée dans le *Bulletin*.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ajoute que les Archives de la Dordogne possèdent un fonds assez considérable de papiers et de parchemins, provenant de M. de Mourcin lui-même et acheté après sa mort dans une vente publique.

La séance est levée à quatre heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 4 mai 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le marquis de Bourdeille, Jean Clédat, le marquis de Fayolle, Féaux, l'abbé Jarry, le docteur Moreaud, Ribette, Eugène Roux et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Délugin.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort d'un de nos doyens, M. DE PRESLE, homme très aimable et très sympathique, fort courtois, qui s'occupait avec zèle et compétence de toutes les questions agricoles, et avait fait de sa propriété de Saint-Martial-la-Borie une ferme modèle. On le voyait dans tous les concours régionaux où sa présence était très appréciée. Il était président du groupe périgourdin de la Société des Agriculteurs de France, qui comprend plus de 250 membres à Périgueux et dans le département.

M. de Presle, chevalier de l'ordre de Saint Grégoire le Grand, était tout dévoué à sa mission et, chaque année, il intervenait auprès du Comité central, pour obtenir des médailles et des récompenses en faveur des concours agricoles ou horticoles, en vue de la décoration des vieux serviteurs.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Suivant une pieuse coutume, une notice nécrologique sera consacrée à sa mémoire.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes-rendus des séances de l'année 1915 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de novembre, in-8° avec un portrait, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France

huitième série, tome IV, 1914, un volume broché in-8°, avec planches, Paris, Klincksieck, 1915 ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 27^e-28^e livraisons, mars-avril 1916, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Ch. Aublant ; une belle poésie de M. Elie de Biran, *Le Champ de Bataille*, aux mânes de nos soldats ; et une notice biographique sur l'éminent tragédien *Mounet-Sully* par M. Dujarric-Descombes ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXVI^e volume, 2^e livraison, 1^{er} avril 1916, in-8°, Saintes, librairie Prévost, et la *Table des matières* du volume XXXV ; la suite de l'*Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis*, par M. Depoin, se continue à la page 103 ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 14^e volume, n^o 6, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1916 ; contenant, p. 201, un intéressant mémoire de M. Morère sur *l'Ariège avant le régime démocratique. L'ourrier. Les Forgeurs* ;

Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, 5^e série, tome III, un volume broché in 8°, Chambéry, Imprimerie générale Savoisienne, 1915 ;

Bulletin de la Société Neuchâteloise de Géographie, publié sous la direction de Knapp, professeur de géographie à l'Université de Neuchâtel, tome XXIII (fin) et tome XXIV (1915), in-8°, avec cartes et planches, Neuchâtel, 1915 ; contenant *La Géographie de l'Exode* ;

Et de M. l'abbé Chastaing, curé de Bourniquel, son intéressante brochure sur *M. le chanoine Arnaud Goustat (1831-1915)*, curé de Pontours (1858-1913), notre regretté confrère, *Souvenir de ses funérailles*, in-8°, Périgueux, imprimerie Cassard frères, 1915.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL tient à déclarer tout de suite qu'il a commis deux erreurs dans ses notes du dernier *Bulletin*, d'abord, note 3, p. 132, en supposant que le seigneur de

Ladouze allait à Mayac voir les d'Aydie ; il y allait voir ses parents les d'Abzac de Mayac. En 1608, les d'Aydie ne possédaient pas encore Mayac qu'ils n'eurent qu'au xviii^e siècle. Et ensuite, note 6, en disant que Marouathes appartenait alors aux de Rohan ; il était aux Chabot, comme le fait justement observer M. Eugène Roux.

De son côté, M. GRENIER croit que les auteurs de la *Bibliographie Périgourdine* ont oublié un mémoire dont il envoie le titre :

Notice historique sur les antiquités et monumens de la cité de Vésone à laquelle la ville de Périgueux a succédé dans le Moyen Age.

A Périgueux, chez Dupont, imprimeur de la Préfecture, février 1806, 13 p. in-4^o, par les commissaires nommés par le conseil municipal pour les fouilles.

La partie historique et les notes nous ont été fournies par M. Wlgrin-Taillefer.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que notre confrère n'a pas bien cherché. Il trouvera l'indication de cette plaquette au tome II, p. 311 et 312.

Dans sa *Chronique gallo-romaine de la Revue des Etudes anciennes*, d'avril-juin 1916, p. 146, M. Camille JULLIAN dit :

Encore et toujours Hauser. — Dans une séance de la Société de Préhistoire allemande, Hauser a fait une conférence sur ses « merveilles » découvertes dans la région de la Vézère, notamment « un système d'écriture figurée paléolithique » et « le premier lieu de culte paléolithique » (*Mannus*, 1915, p. 190-8). Nous entendrons souvent encore parler de lui. Mais, quoi qu'il arrive, *il ne faut pas* qu'on le revoie chez nous.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous adresse la circulaire suivante :

Le Comité des travaux historiques et scientifiques (Section des sciences économiques et sociales) serait reconnaissant aux Sociétés savantes, aux membres non résidants et aux correspondants du ministère, de vouloir bien faire remplir, dans un certain nombre de communes, urbaines ou rurales, le questionnaire ci-après, relatif au prix du pain, du lait, des œufs, des pommes de terre, du sucre, du bois à brûler, du charbon de terre, de la viande de bœuf et de porc, du vin et du beurre.

Les prix demandés sont les prix de vente au détail et, autant que possible, pour la période 1914 à fin 1915, les prix en gros résultant d'adjudications de contrats.

Après avoir indiqué les prix actuels, on en rapprochera les prix de quelques époques antérieures, qui seront autant que possible, celles inscrites en tête des quatre colonnes, selon les documents dont on disposera, on pourra même remonter jusqu'à 1800.

Toutes les *observations* propres à faciliter l'intelligence et l'appréciation des données numériques inscrites dans le tableau seront acceptées avec reconnaissance.

Il serait utile, notamment, d'indiquer l'écart existant, pour chaque denrée, entre les prix de gros ou de demi-gros et les prix de détail.

Il y aurait aussi grand intérêt à faire connaître, parmi les causes des variations des prix, celles qui auraient un caractère local et particulier.

Les réponses devront parvenir au Ministère avant le 30 juin 1917.

M. LE PRÉSIDENT distribue quelques exemplaires de cette circulaire et invite nos confrères à y répondre.

En s'excusant de ne point assister à la séance, notre vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie une petite liasse de papiers en fort mauvais état, datés de 1659 à 1787, trouvés dans un grenier du bourg de Château-l'Evêque et dont il nous fournit l'énumération. Sa note, qui pourra intéresser quelques érudits, sera publiée.

M. AUBLANT nous communique ensuite un curieux procès-verbal de tirage et de revision de la milice paroissiale de Saint-Paul-de-Seïre en 1750, qui pourrait être une suite à la communication faite en 1914 par M. Dujarric sur les milices de Brassac en 1691. Cette pièce, dont lecture nous est donnée, sera insérée au *Bulletin*.

Pour rester dans les choses militaires et pour compléter la liste qu'il nous a communiquée au mois d'août 1915, M. Joseph DURIEUX nous envoie quelques renseignements sur deux militaires périgourdins qui enlevèrent eux aussi des drapeaux à l'ennemi.

• Le sergent Combeau et le carabinier Dupuis, du 13^e régiment d'infanterie légère, s'emparèrent de deux drapeaux

autrichiens à la bataille de Mariazell, qui détruisit la majeure partie du corps de Merfeld, dans la journée du 17 brumaire an XIV — 8 novembre 1805, vingt-cinq jours avant Austerlitz.

► Pierre *Combeau*, né à Nontron le 22 septembre 1774, de Pierre Combeau, rodier, et de Françoise Pueitour, était entré au service en 1793. Il fit campagne aux armées de l'Ouest, d'Italie et des Côtes de l'Océan. Passé au 13^e Légal ; il fut promu caporal en 1802 et sergent l'année suivante. Avec la Grande Armée, 11^e corps, 1^{re} division, il fit la campagne de 1805, reçut une blessure par coup de feu à Steyer et se distingua particulièrement à Mariazell. Son exploit lui valut, par décret impérial du 14 mars 1806 l'aigle de la Légion d'honneur. Retraité à Ostende le 10 janvier 1807, il revint à Saint-Martial de Valette, fit partie du collège électoral de Nontron et mourut le 29 mars 1810.

► François *Dupuis*, né à Périgueux le 18 mai 1777 de Jean et de Catherine Durand, servait depuis 1799. Pour avoir contribué à la prise d'un drapeau ennemi, il fut également décoré le 14 mars 1805. Il mourut de dysenterie à Kustrin (Prusse) le 29 mai 1807.

► Ces deux braves, si complètement oubliés depuis longtemps, méritent un souvenir dans nos annales et dans les fastes de leur corps. L'Histoire de leur régiment (actuellement 88^e d'infanterie) est muet sur leurs prouesses que nous avons découvertes aux Archives de la Légion d'honneur ►.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Aymar DE SAINT-AULAIRE, au château de Momplaisir, par Champagnac-de-Bel-Air, présenté par M. le marquis de Bourdeille et M. le comte de Chalup.

La séance est levée à trois heures moins un quart.

Le Secrétaire-général,

FERD. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.

VARIATIONS

DES PRIX DES ÉDITIONS *PRINCEPS* DES *ESSAIS* DE MONTAIGNE

(*Suite et fin*).

ÉDITION de 1582, un volume in-8°.

ESSAIS || DE MESSIRE || MICHEL, SEIGNEVR || DEMONTAIGNE || CHEVALIER DE L'ORDRE || du Roy & Gentilhomme or- || dinaire de sa Chambre, || Maire & Gouverneur || de Bourdeaux. || ÉDITION SECONDE || reueü & augmentée || * || BOVRDEAVS. || Par S. Millanges, Imprimeur ordinaire du Roy. || M. D. LXXXII. || Avec privilège du Roy.

4 feuillets liminaires pour le titre, verso blanc, l'avis au lecteur, la table des chapitres et les errata; 404 feuillets chif. de 1 à 806 et 1 page pour le privilège daté du 9 mai 1579; cahiers de 8 feuillets signés de A à E e e. — Fleuron sur le titre.

Ainsi que le porte le titre, cette seconde édition a été revue et augmentée par l'auteur. De plus, l'impression est beaucoup plus soignée, elle est même parfaite, en petits caractères romains. La première édition avait déjà fait quelque bruit dans le monde des lettres, Montaigne était devenu maire de Bordeaux, citoyen de Rome, et l'imprimeur bordelais pensa qu'il devait donner tous ses soins à cette édition, son client étant maintenant un personnage célèbre.

Voici les prix donnés pour cette édition, qui est peut-être plus intéressante que la première puisqu'elle a été entièrement remaniée par l'auteur; mais elle n'a pas la valeur de première édition, aussi, comme on va le voir, n'a-t-elle pas atteint des prix aussi élevés.

1853 et 1854 : Ventes (?), mar. vert, 220 et 230 fr.

18 (?) : Vente Giraud, mar. rouge, 205 fr.

1859 : Vente Solar, mar. moderne 220 fr.,

1861 : Vente (?) : mar. moderne, 103 fr.

(?) : Vente d'Ortigue, mar. de Duru, 150 fr.

1865 : Vente Chedeau, mar. moderne, 100 fr.

1873 : Vente comte de L..., mar. de Trautz, 500 fr.

1875 : Vente Benzon, mar. moderne, 1.425 fr., porté au cat. Fontaine (1875), à 2.000 fr.

1876 : Vente Lebeuf de Montgermont, mar. moderne, 710 fr., cat. Morgand et Falout, 1.000 fr.

1876 : Gonzalès (Bachelin), mar. moderne, avec plusieurs feuillets remargés, 400 fr.

1894 : Vente du comte de Lignerolles, mar. moderne, 830 fr.

1899 : Vente baron de Ruble, mar. de Trautz-Bauzonnet, 245 fr.

1900 : Vente Guyot de Villeneuve, mar. de Trautz-Bauzonnet, 360 fr.

1911 : Vente H. Bordes, mar. moderne, 400 fr.

1911 : Vente Robert Hoe, New-York, mar. doublé, 1.650 fr.

1912 : Vente Courbet, mar. moderne doublé, 630 fr.

1913 : Cat. Morgand, mar. moderne 750 fr.

ÉDITION de 1587, troisième édition, 1 volume in-12.

ESSAIS DE || MESSIRE || MICHEL SEIGNEVR || DE MONTAIGNE, || CHEVALIER DE L'OR || dre du Roy, & Gentil-homme ordinaire de sa Cham- || bre, Maire & Gouver- || neur de Bour- || deaus. || Reveus & augmentez. || * || A PARIS, chez JEAN RICHER, rue Saint || Jean de Latran, à l'Arbre Verdoyant. || — || M. D. LXXXVII.

4 feuillets liminaires pour le titre, verso blanc, l'avis au lecteur et la table des chapitres — il n'y a ni privilège ni errata — 538 feuillets chif. de 1 à 1075 ; cahiers de 12 feuillets signés de A à Y y.

Cette troisième édition des *Essais* n'est qu'une reproduction pure et simple de la précédente. Par conséquent elle n'offre que peu d'intérêt comme texte, mais comme on la classe généralement parmi les éditions *princeps* et qu'elle est, à ce titre, assez recherchée, nous l'avons comprise dans notre étude.

1859 : Vente Solar, mar. moderne, 120 fr.

1865 : Vente Chedeau, mar. moderne, 50 fr.

1868 : Vente Gancia, mar. de Trautz, 205 fr., revendu 460 fr.

vente Polier, 1870, vente Benzon, 1873, 525 fr. porté au cat. Fontaine, en 1873, à 1.000 fr.

1876 : Vente Voisin, mar. moderne, 600 fr.

1876 : Cat. Morgand et Fatout, mar. moderne, 900 fr.

1894 : Vente comte de Lignerolles, mar. moderne, 350 fr.

1900 : Vente Guyot de Villeneuve, mar. de Trautz-Bauzonnet, 310 fr.

1912 : Vente Courbet, mar. moderne, 963 fr.

1912 : Vente Robert Hoe, mar. de Hardy, 400 fr.

1913 : Cat. Morgand, mar. moderne, 750 fr.

Ces trois premières éditions ne contiennent que deux livres, ce n'est que dans la quatrième, celle de 1588, que Montaigne ajoutera un troisième livre. Les textes de ces trois éditions, celui des deux premières surtout, offrent un très grand intérêt au point de vue de la première pensée de Montaigne et de ses variantes. MM. R. Dezeimeris et H. Barchhausen ont donné, pour les publications de la Société des Bibliophiles de Guyenne, une édition des *Essais* avec les variantes de ces trois premières éditions (1).

ÉDITION de 1588, troisième édition, in-4°.

ESSAIS || DE || MICHEL SEIGNEVR || DE MONTAIGNE. ||
*Cinquesme édition augmen-|| tée d'un troisiemes li-|| ure et de six
cens || additions aux || deux premiers. || A PARIS, || CHEZ ABEL
L'ANGELIER, || au premier pillier de la grand || Salle du Palais.
|| Avec Priuilege du Roy. || 1588.*

4 feuillets liminaires, frontispice gravé compris, pour l'Avis au lecteur, daté par erreur du 12 juin 1588, car c'est le même que celui de 1580, et la table des chapitres, 504 feuillets chif. au recto seulement de 1 à 496, pagination fautive, le privilège, daté du 4 juin 1588, est au verso du dernier feuillet, il n'y a pas d'errata ; cahiers de quatre feuillets signés de A à L L L L L.

Le titre-frontispice gravé de cette édition porte, comme on le voit, *Cinquesme édition*, et cependant on n'a jamais pu citer

(1) *Essais de Michel de Montaigne. Texte original de 1580, avec les variantes des éditions de 1582 et 1587. Publié, etc. Bordeaux, 1870, 2 vol. in-8°.*

que trois éditions ayant paru avant celle-ci, les trois que nous venons de décrire. Ce qui a pu faire croire à une quatrième édition, c'est que Montaigne a écrit, sur le titre de l'exemplaire annoté pour une nouvelle édition et conservé à la Bibliothèque de Bordeaux, *Sixième édition*. On n'a jamais pu expliquer l'erreur de Montaigne, si toutefois erreur il y a. De toutes les suppositions qui ont été faites à ce sujet, la plus vraisemblable est celle de M. Paul Bonnefon, le biographe de l'auteur des *Essais* (1), qui a trouvé dans l'édition de 1584 de la *Bibliothèque française* de La Croix du Maine que « Les *Essais*, après avoir été imprimés deux fois à Bordeaux, le furent et à Rouen aussi et autres divers lieux. » Y aurait-il eu une édition rouennaise, avant celle de 1588, restée inconnue jusqu'à présent ? M. Bonnefon oublie d'ajouter que cette édition de Rouen ne figure pas dans la *Bibliothèque française* de 1772 ; il est vrai que Rigoley de Juvigny, son éditeur, ne donne que les « cinq éditions bonnes à distinguer » et qu'il ne cite ni l'édition de 1582 ni celle de 1587. Le problème de la quatrième édition reste donc à résoudre.

Le frontispice gravé de l'édition de 1588 est plus grand que la justification du volume, et on a dû le rogner plus ou moins. On a supposé encore qu'il avait été gravé pour un autre ouvrage, mais on n'a jamais vu d'autre livre ayant ce frontispice.

Il est à remarquer encore que ce frontispice ne porte pas, comme les éditions précédentes, les titres et qualités de l'auteur « Chevalier de l'ordre du Roy... » etc., mais simplement « Essais de Michel, seigneur de Montaigne. » Le philosophe reconnaît lui-même, dans cette édition, qu'il est un peu prétentieux d'afficher ses titres à tout propos, et il écrit dans le chapitre 39 du livre I :

« Je trouve pareillement de mauvaise grâce d'en charger le front et inscription des livres que nous faisons imprimer. »

Cette édition de 1588 est peut-être la plus précieuse qui ait été publiée, c'est la dernière parue du vivant de l'auteur, c'est

(1) PAUL BONNEFON : *Montaigne. L'Homme et l'Œuvre*. Bordeaux, 1893, in-4°.

sa dernière pensée bien arrêtée. Quant aux nombreuses notes qu'il a mises sur l'exemplaire de la Bibliothèque de Bordeaux, elles ont, il est certain, un très grand intérêt; mais on ne sait l'usage qu'il en aurait fait dans la nouvelle édition qu'il projetait, il est probable qu'il aurait encore beaucoup retranché et ajouté. En parlant de l'édition de 1595, nous dirons le parti qu'on a tiré de ces notes à différentes époques.

On va voir par les hauts prix auxquels cette édition a toujours été payée, que les bibliophiles ont bien su reconnaître que c'était la plus précieuse.

1844 : Vente Nodier, mar. ancien, 132 fr.

1854 : Vente Bertin, mar. moderne, 216 fr.

1859 : Vente Solar, mar. moderne, 455 fr.

1868 : Vente Brunet, bel exemplaire, aux armes de de Thou, 3.050 fr.

1870 : Vente Potier, mar. ancien, 2850 fr.

1873 : Vente Henri Bordes, de Bordeaux, mar. moderne, 705 fr.

1876 : Vente Labeuf de Montgermont, mar. de Trautz, 1690 fr.

1877 : Cat. Fontaine mar. moderne, 3.500 fr.

1879 : Vente Didot, mar. ancien de Padeloup, 1.120 fr.

1882 : Vente Guy Pellion, mar. anc., 625 fr.

1882 : Vente (?), mar. du XVII^e siècle, avec témoins, haut. 250 mil. 1.300 fr., aujourd'hui chez nous.

1882 : Cat. Morgand, mar. ancien, 4.000 fr.

1885 : Cat. Morgand, mar. de Trautz-Bauzonnet, 1.200 fr.

1888 : Vente La Roche Lacarelle, mar. doublé de Padeloup, aux armes du comte d'Hoym, 4.900 fr., revendu 3.000 fr. à la vente Franchetti, en 1890.

1894 : Vente comte de Lignerolles, vél. ancien, 8.000 fr. Cet exemplaire offrait une particularité spéciale qui explique ce haut prix. Sur le titre se trouvent quelques lignes de la main de Montaigne, un envoi à Loysel. Nous les transcrivons ici :

« C'est mal se revancher de beaux présents que vous m'aves faicts de vos labours, mais tant y a que c'est me revancher le mieux que je puis, Monsieur, prenez pour Dieu la peine d'en feuilleter quelque chose quelque heure de votre loisir pour m'en dire votre avis, car je crains d'aller en empirant. — Pour Mons^r Loysel. »

Antoine Loysel faisait partie, comme avocat du Roi, de cette Chambre de Justice qui était venue en Guyenne, en 1582, pour connaître des affaires litigieuses pendantes entre catholiques et protestants. Cette Chambre siégea d'abord à Bordeaux, puis se transporta à Agen, à Périgueux et à Saintes (1). A l'ouverture et à la clôture de chaque session, Loysel prononçait un discours, une Remontrance, comme on disait alors, et ces discours il les faisait imprimer pour les offrir à quelques amis, parmi lesquels il compta sans doute Montaigne, qu'il avait connu lors de son passage à Bordeaux, dont l'auteur des *Essais* était alors maire, et il lui dédia même la seconde Remontrance « A Monsieur de Montaigne », celle qu'il prononça à la séance de clôture de la session de Bordeaux, le 22 août 1582, et qui est intitulée : *De la Continuation de l'Œil des Rois et de la Justice* (2). Dans ce discours, Loysel fait l'éloge de la ville de Bordeaux, de ses monuments, de ses grands hommes, sans oublier Montaigne :

« D'autant mesmement, écrit-il, que vous y trouverez plus de particularitez de vos ville et pays de Bordelois. Comme de faict je ne scauroy à qui mieux adresser ceste cloture qu'à celui qui estant maire de Bourdeaux, est aussi l'un des principaux ornemens non seulement de la Guyenne, mais aussi de toute la France. Je vous prie doncques la recepvoir d'aussi bon cœur que je vous l'envoye : priant Dieu, Monsieur, vous tenir en sa grâce. D'Agen, 1^{er} novembre 1582. Vostre très humble et très obéissant serviteur, ANT. L'OISEL. »

C'est donc pour remercier Loysel, pour « se revancher » comme il l'écrit dans son vieux style, que Montaigne lui adressa l'exemplaire de ses *Essais* de 1588, de la vente de Lignerolles. Le prix élevé de 8.000 fr. est alors presque justifié.

(1) Voir sur cette Chambre de Justice : E. BRIVES-CAZES : *Le Parlement de Bordeaux et la Chambre de Justice de Guyenne en 1582*. Actes de l'Académie de Bordeaux, 1865, 1866 et 1874. — H. DE GROUSSOU : *La Chambre de Justice et sa session* d'Agen, 1582-1583, 1875, in 8°.

(2) Le discours d'ouverture avait pour titre *De l'Œil des Rois et de la Justice*. Voir sur cette remontrance : *Un livre inconnu attribuable à Montaigne. Réponse à un bibliophile anglais par Philomnest Senior, bibliophile bordelais*, Bordeaux, 1902.

Cet exemplaire, après avoir fait partie de la riche bibliothèque de Henri Bordes, de Bordeaux, appartient aujourd'hui à un autre bibliophile d'origine bordelaise, à M. Adolphe Bordes, à Paris.

1899 : Vente baron de Ruble, mar. de Trautz-Bauzonnet, 703 fr.

1900 : Vente Guyot de Villeneuve, mar. ancien doublé, de Boyet, 4.300 fr.

1904 : Cat. Morgand, veau anc., 500 fr.

1907 : Cat. Morgand, veau anc., haut. 255 mill., 3.500 fr.

1908 : Cat. Morgand, vélin anc., 750 fr.

1909 : Cat. Morgand, demi-rel., 600 fr.

1911 : Vente Henri Bordes, mar. moderne, 1.000 fr.

1912 : Vente Courbet, mar. moderne, 840 fr.

1912 : Vente Robert Hoe, New York, mar. doublé de Trautz, 1.450 fr.

1913 : Cat. Morgand, mar. moderne, 1.000 fr.

1914 : Vente R. Dezeimeris, Bordeaux, exemplaire incomplet du frontispice et rel. anc. médiocre, 450 fr.

On voit que cette édition précieuse est celle dont les hauts prix se sont le mieux maintenus. Dès 1870, l'exemplaire de la vente Potier se vendait 2.830 fr., en 1877, un autre exemplaire était coté chez un libraire 3.500 fr., puis nous trouvons les prix de 1.300, 4.000. Nous ne parlons pas du prix de 8.000 fr. donné pour un exemplaire dans une condition exceptionnelle.

ÉDITION de 1593, in-fol°.

LES || ESSAIS || DE MICHEL SEI-|| GNEVR DE MONTAIGNE
|| EDITION NOUVELLE, TROUVÉE APRÈS || *le décès de l'Auteur*, *reueuë & augmentée par luy d'un || tiers plus qu'aux précédentes Impressions.* || • || A PARIS, || Chez ABEL L'ANGELIER, au premier pilier || de la grande Salle du Palais. || C I O . I O . X C V . ||
— || AVEC PRIVILEGE.

1 feuillet titre, avec la grande et belle marque de l'imprimeur, et au verso, le privilège daté du 15 octobre 1594, 9 ff. contenant la longue « Préface sur les Essais de Michel, Seigneur de Montaigne, par sa Fille d'Alliance », 2 ff. Table des chapitres, au verso du dernier feuillet, l'Avis au Lecteur de 1580, daté du 12 juin 1580. Cet Avis au lecteur

manque à la plupart des exemplaires. Ces douze premiers feuillets ne sont pas paginés, ils forment trois cahiers de quatre feuillets signés *a à i*. — 378 ff. pour les *Essais*, chif. de 1 à 523 pour les deux premiers livres et de 1 à 232 pour le troisième ; la pagination est exacte ; cahiers de six feuillets, sauf trois qui n'en ont que quatre, signés de A à Vvv. Au verso du dernier feuillet, les errata.

Très beau livre, d'une typographie parfaite. Certains exemplaires sont au nom de « Michel Sonnius, rue Saint Jacques, à l'Escu de Basle » ; mais le privilège est au nom d'Abel L'Angelier seul. Les rares exemplaires qui possèdent l'Avis au lecteur sont au nom de ce dernier libraire. Dans d'autres exemplaires, encore plus rares, les pages 63-64 et 69-70 ont été remplacées par de nouveaux feuillets ou cartons dont on a modifié le texte (1).

Cette édition est principale pour le texte des *Essais*, elle a été établie d'après l'exemplaire de l'édition de 1588 de la Bibliothèque de Bordeaux et les nombreuses notes de Montaigne qui en recouvrent les marges. M^{me} de Montaigne fit transcrire ces notes par le poète bordelais Pierre de Brach et les envoya à Paris à Mademoiselle de Gournay, la fille dite d'alliance de Montaigne, qui surveilla l'impression. C'est ce texte de 1595, qui a été généralement suivi par certains éditeurs, d'autres lui ont préféré le texte de 1588.

En 1802, Naigeon donna chez les Didot, en 4 volumes in-8° et in-12, une nouvelle édition des *Essais* d'après l'exemplaire de 1588 de la Bibliothèque de Bordeaux qu'il fit venir à Paris. « Cette édition justement estimée, écrit M. Payen, dans sa *Bibliographie*, pour la correction du texte et l'exactitude de la ponctuation, a été surveillée et revue par F.-A. Didot l'aîné. » Naigeon l'a fait précéder d'un long avertissement « fruit d'une imagination ardente et d'un esprit faux, écrit encore M. Payen ; et que M. Amaury-Duval n'hésite pas à qualifier de honteux écrit. Il fut, dès son apparition, jugé si mauvais, et il était

(1) Entre les éditions de 1588 et 1595 il en avait paru une autre : LIVRE || DES ESSAIS || DE MICHEL || SEIGNEUR DE || Montaigne, || DIVISE EN DEUX PARTIES. || Dernière édition augmentée de deux tables || très amples, des choses plus memora-|| bles contenues en icelle. || * || A LYON, || POUR GABRIEL LA GRANGE, || LIBRAIRIE DAVIGNON. || M. D. XCIII. Edition sans valeur, contrefaçon probablement.

tellement inopportun, à cette époque où paraissait le concordat. que l'auteur se trouva forcé de le supprimer. » Quelques rares exemplaires cependant possèdent l'avertissement. Nous avons dans notre bibliothèque l'exemplaire de Naigeon lui-même, avec l'avertissement, et en maroquin plein de Bozérian, le meilleur relieur de cette époque.

Cependant les éditeurs continuèrent à hésiter entre le texte de 1588 et celui de 1595. Ainsi, en 1872-1882, l'éditeur Lemerre publia une édition en 4 vol. in-8°, d'après le texte de 1595, dirigée par M. E. Courbet et Ch. Royer. En 1873-1880, MM. H. Mothiau et D. Jouaust donnèrent une édition d'après le texte de 1588.

Cette question de texte en était là lorsque la ville de Bordeaux, possesseur du fameux exemplaire de 1588 annoté par Montaigne, décida de publier une édition définitive reproduisant le texte de 1588 et toutes les notes de Montaigne transcrites avec soin, et les variantes des éditions précédentes. Deux volumes ont paru depuis 1906, l'édition doit en avoir quatre, superbes volumes in-4° sur papier à bras (1).

De son côté, l'Imprimerie nationale mit en composition une édition d'après ce même exemplaire de Bordeaux, mais sur une copie différente. Aucun volume n'a encore paru de cette édition.

Enfin la librairie Hachette a fait ce qu'on aurait dû faire, il y a longtemps ; elle a reproduit en phototypie l'exemplaire de Bordeaux, avec son texte et les notes de Montaigne, en trois volumes in-4°, travail considérable qui permettra à chacun, sans avoir recours à l'exemplaire de Bordeaux, de se rendre compte de la valeur des éditions dont nous venons de parler (2).

(1) LES ESSAIS DE MICHEL DE MONTAIGNE publiés d'après l'exemplaire de Bordeaux, avec les variantes manuscrites et les leçons des plus anciennes impressions, d.s. notices et un lexique par Fortunat Strowski, professeur à l'Université de Bordeaux. Sous les auspices de la Commission des Archives Municipales. *Bordeaux*, 1906 1909, 2 vol. in 4°, XXIV-175 et V-668 pages.

(2) REPRODUCTION en phototypie de l'Exemplaire avec notes manuscrites marginales des ESSAIS DE MONTAIGNE, appartenant à la Ville de Bordeaux, publiée par M. Fortunat Strowski, professeur à la Sorbonne, *Paris, Hachette et C^o*, 1912, 3 vol. in-4°.

Nous croyons savoir qu'une autre édition, avec toutes les variantes, est préparée en ce moment par un des érudits qui connaissent le mieux Montaigne et ses *Essais*.

Voici maintenant les prix obtenus par cette édition de 1595, la dernière dont nous ayons à nous occuper :

1854 : Vente Berlin, mar. moderne, 266 fr.

1859 : Vente Solar, mar. doublé de Trautz, 1.005 fr.

— : Vente Solar, veau anc. aux armes du comte d'Hoym, 305 fr.

1870 : Vente Potier, mar. moderne, 665 fr.

1876 : Vente Lebeuf de Montgermont, mar. de Trautz, 1010 fr.

1877 : Cat. Fontaine, exemplaire Solar (1859), mar. doublé de Trautz, 3.000 fr.

1877 : Cat. Fontaine, mar. moderne, 1.000 fr.

1881 : Vente M^{re} de Ganay, veau anc. 1.100 fr.

1882 : Cat. Rouquette, exemplaire Guy-Pellion, au nom de L'Angelier, avec l'Avis au lecteur, réglé, mar. du xvii^e siècle, haut. 332 mill., 850 fr., aujourd'hui chez nous.

1885 : Cat. Morgand, mar. moderne, 600 fr.

1894 : Vente comte de Lignerolles, mar. anc. au chiffre de Maximilien de Béthune de Sully, 3.500 fr.

1894 : Même vente, veau anc., au chiffre et avec des notes

1897 : Vente baron Pichon, mar. anc., 375 fr.

de Scévole de Sainte-Marthe, 750 fr.

1900 : Vente Guyot de Villeneuve, mar. moderne doublé, 1820 fr.

1904 : Cat. Morgand, mar. moderne, 650 fr.

1905 : Cat. Morgand, mar. moderne doublé, 800 fr.

1905 : Vente Daguin, vél. anc., 525 fr.

1907 : Cat. Morgand, demi-rel. veau, avec un titre inconnu jusqu'à présent, 400 fr.

1908 : Cat. Morgand, mar. moderne doublé, 800 fr.

1908 : Cat. Morgand, riche rel. mar. doublé de Lortic, 2.500 fr.

1911 : Cat. Morgand, mar. de Trautz Bauzonnet, 1.200 fr.

1911 : Vente Henri Bordes, de Bordeaux, veau anc., 1010 fr.

1912 : Vente Courbet, mar. moderne doublé, 510 fr.

1912 : Vente Robert Hoe, New-York, mar. doublé de Cuzin, 1450 fr.

1913 : Morgand, mar. moderne, 1.200 fr.

1913 : Cat. Morgand, veau anc., 2.000 fr.

On voit que si l'édition de 1595 n'a pas atteint aussi souvent de hauts prix comme celles de 1580 et de 1588, qui conserveront toujours leur valeur, la première d'édition originale, la seconde de dernière édition parue du vivant de l'auteur, elle a cependant été vendue ou cotée à des prix respectables, comme 2 000, 2.500, 3.000 et 3.500 francs.

Tous ces prix que nous venons donner pour les éditions princeps des *Essais* sont certainement très élevés, d'aucuns diront même exagérés. C'est possible. Mais il faut tenir compte que les exemplaires de ces livres se font de plus en plus rares et sont de plus en plus recherchés, non seulement par les bibliophiles, mais aussi par les bibliothèques publiques de tous les pays qui veulent posséder les éditions originales de nos grands classiques français. Il n'est pas rare de voir payer au-dessus de mille francs les premières éditions des tragédies de Corneille et de Racine et des comédies de Molière. Il en est de même pour les auteurs étrangers et les Anglais, les Allemands et les Italiens s'arrachent au poids de l'or les éditions anciennes de Shakespeare, de Schiller, de Goethe et de Boccace.

Deux auteurs, qui n'étaient nullement des bibliomanes, mais des bibliophiles très érudits, MM. R. Dezeimeris et H. Barckhausen, ont parfaitement fait valoir, dans l'édition des *Essais* qu'ils ont donnée pour les publications des Bibliophiles de Guyenne, l'intérêt véritable de toutes ces éditions originales :

« Si, ont-ils écrit, pour se procurer à tout prix certains livres rares, les bibliophiles montrent, de nos jours, une ardeur que l'on a pu parfois qualifier de manie, leur passion est de tout point justifiable lorsqu'elle s'adresse aux éditions primitives de nos grands écrivains : en assurant la conservation de quelques volumes précieux, elle aura utilement servi la cause des lettres.

« Souvent en effet, ces volumes, dédaignés jadis, offrent la leçon véritable, prise directement sur le manuscrit de l'auteur, et viciée plus tard à son insu ; souvent même ils fournissent, comme cela arrive pour Ronsard, une rédaction plus heureuse que les corrections postérieures ; et lors même qu'ils ne donnent qu'un texte encore

imparfait, ils permettent de constater les premiers tâtonnements, ou même les premières faiblesses du génie qui s'essaye, et secondent ainsi, de la manière la plus efficace, cette critique littéraire précise et vivante, qui ne se contente pas d'apprécier comme des abstractions les œuvres de l'esprit, mais s'attache, pour le mieux comprendre, à bien connaître les hommes qui les ont produites.

« Ce que nous croyons vrai d'une façon générale semble l'être tout particulièrement à l'égard de Montaigne. En effet, de tous les chefs-d'œuvre de la littérature française, il n'en est pas un seul qui ait été modifié aussi profondément que les *Essais*, par des remaniements successifs ; et c'est là ce qui a déterminé la Société des Bibliophiles de Guyenne à en rééditer le texte original, que jusqu'ici les hommes de lettres ne pouvaient pas se procurer toujours, même en le payant au poids de l'or. »

Et à la suite de ces lignes, ces auteurs donnent quelques prix d'adjudication pour les trois premières éditions des *Essais*, jusqu'en 1870, date de leur publication.

Les écrits sur Montaigne et ses *Essais* sont innombrables. Le docteur Payen, dans sa *Notice bibliographique sur Montaigne* parue en 1837, en donne une liste de cent dix-sept, et depuis cette époque le nombre a certainement plus que doublé, dans ces derniers temps surtout, les notices sur Montaigne, articles de journaux et de revues, ne se comptent plus.

Les *Essais* ont été traduits en plusieurs langues : en anglais, en allemand, en italien et même en hollandais. Montaigne mourut en 1593 et la même année paraissait en Angleterre une traduction anglaise des *Essais* due à John Florio et qui a eu depuis plusieurs éditions.

Il a été publié dernièrement aux Etats-Unis d'Amérique une nouvelle édition de cette traduction anglaise, édition de grand luxe, chef-d'œuvre de typographie, en trois volumes grand in-folio, contenant, outre le texte des trois livres, le portrait de Montaigne d'après Thomas de Leu, celui du traducteur, John Florio ; celui de Marie de Jars de Gournay, la fille d'alliance de Montaigne, et les titres en fac-similés des principales éditions des *Essais*. Les éditeurs de ce beau livre en ont offert un exemplaire à la ville de Bordeaux, déposé à la Bibliothèque municipale sous la cote 663. A³.

Les portraits de Montaigne sont tout aussi nombreux que les éditions de ses *Essais* pour lesquelles ils ont été généralement gravés ou lithographiés. Nous en avons plus de quatre-vingts dans notre collection. On en trouvera la liste dans la *Bibliographie* du docteur Payen, mais cette liste est incomplète.

Le premier de ces portraits, et peut-être le plus authentique, est celui qui a été gravé par Thomas de Leu, d'après Dumons-tier, pour l'édition des *Essais* de 1608. Montaigne est représenté à mi-corps, de trois-quarts à gauche, tête nue, presque sans cheveux, avec une légère moustache ; le costume est probablement celui de maire de Bordeaux, avec le grand collier de l'ordre de Saint-Michel. Au bas du portrait, dans la tablette, se trouve un quatrain qu'on a attribué à Malherbe.

Ce quatrain a eu une variante qui est peu connue et nous allons donner les deux textes, très heureux de pouvoir terminer cette étude par l'éloge de Montaigne faite par le grand poète français.

Voici le premier texte :

Voicy du grand Montaigne une entière figure
Le Peintre a peinct le corps et lui *son bel* esprit :
Le premier par son art égale la Nature
Mais l'aultre la surpasse en tout ce qu'il escrit.

Thomas de Leu fecit.

Ce premier texte se trouve sur la tablette du portrait gravé pour l'édition des *Essais* de 1608 et non de 1611, comme le prétend le docteur Payen qui n'avait jamais vu l'édition de 1608. Ce portrait, avec ce premier texte, se retrouve dans d'autres éditions postérieures, in-8° compacts, mais très usé et relouché.

Voici maintenant le second texte :

Voicy du grand Montaigne une entière figure,
Le Peintre a peinct le corps et luy *mesme* l'esprit :
Le premier par son art égale la Nature,
Le second la surpasse en tout ce qu'il escrit.

Nous avons mis en italiques les mots supprimés et ajoutés. On remarquera de plus que dans le second texte on a supprimé l'accent du mot *Nature* et que la ponctuation est plus correcte.

Nous espérons que cette étude sur les variations des prix des éditions des *Essais*, avec les notes qui l'accompagnent, pourront intéresser les bibliophiles et surtout les amis de Montaigne qui estiment, avec raison, que rien de ce qui touche à leur auteur favori ne doit leur rester étranger. Comme nous l'avons dit en commençant, la cote des éditions de nos auteurs classiques sur le marché des livres fait partie de leur bibliographie, et est tout aussi intéressante à connaître que celle des tableaux des grands maîtres et des autres objets d'art. De plus, on retrouvera plus tard dans cette notice la trace de tous ces beaux exemplaires des éditions originales des *Essais* qui sont peut-être allés déjà enrichir les collections d'amateurs étrangers ou certaines bibliothèques publiques d'où ils ne sortiront plus. Les livres ont leur destinée. . *Habent sua fata libelli.*

En terminant cette notice, nous tenons à faire ressortir, en bibliophile bordelais, que nos concitoyens, érudits et bibliophiles, ont de tout temps voué un véritable culte à Montaigne, qui, s'il est né en Périgord, s'il a habité le château situé dans ce pays et dont il porta le nom, est bien d'origine bordelaise ; tous ses ascendants, les Eyquem, étaient bordelais, ils étaient marchands à Bordeaux, dans cette ville où lui-même avait une résidence et dont il fut deux fois élu maire. Et c'est pour ces raisons très valables, que les Bordelais l'ont toujours considéré pour un de leurs concitoyens, et qu'ils lui ont réservé une place d'honneur dans leurs travaux et dans leurs bibliothèques.

D'abord, les deux premières éditions des *Essais* sont sorties d'une imprimerie bordelaise, de celle de Simon Millanges, et nous n'avons rien à ajouter ni à retrancher à ce que nous avons dit sur ces deux éditions.

C'est à un Bordelais, le poète Pierre de Brach, que Madame Montaigne avait confié le soin de transcrire les notes que son mari avait laissées pour une nouvelle édition des *Essais* qu'elle publia en 1593, après sa mort. C'est à Bordeaux, dans la chapelle des Feuillants, qu'elle voulut voir reposer les restes de son mari, et c'est à la bibliothèque de ce couvent qu'elle déposa le précieux exemplaire annoté.

Au XIX^e siècle, après plus de deux siècles écoulés, les Bordelais étaient loin d'avoir oublié leur illustre concitoyen. Gustave Brunet, le bibliographe bordelais bien connu, fut le premier à s'occuper de Montaigne : il a publié, en 1844, des *Leçons inédites sur les manuscrits de Montaigne à la Bibliothèque de Bordeaux*, il était le correspondant du docteur Payen dans cette ville, et il se fit son guide quand celui-ci vint visiter notre cité.

Ce fut ensuite M. Reinhold Dezeimeris qui, dès 1866, faisait paraître des *Recherches sur la récénsion du texte posthume des Essais*, et qui, quarante ans plus tard, en 1903, quelques jours avant sa mort, donnait encore un *Plan d'exécution d'une édition critique des Essais*. C'est à lui que l'on doit, en collaboration avec M. H. Barckhausen, l'édition des *Essais... texte original de 1580, avec les variantes des éditions de 1582 et 1587*, publiée en 1870-1873, par la Société des Bibliophiles de Guyenne.

Au commencement de ce siècle, la Commission des Archives municipales de Bordeaux décida de publier une édition définitive des *Essais*, d'après l'exemplaire annoté, conservé dans la bibliothèque municipale de cette ville. Elle en confia la publication à M. Fortunat Strowski, professeur à l'Université de Bordeaux, et de 1906 à 1909 il parut deux beaux volumes de cette édition qui doit en avoir quatre.

Lorsque peu de temps après, l'Imprimerie nationale entreprit de donner à son tour une autre édition des *Essais*, d'après le même exemplaire de Bordeaux, il y eut une véritable levée de boucliers parmi les montaignophiles bordelais, et on en vit plusieurs rompre vaillamment des lances dans différentes revues, dans de nombreux articles dont il serait difficile d'établir la bibliographie.

Les bibliophiles bordelais ont, de leur côté, tenu à posséder dans leurs bibliothèques de beaux exemplaires des principales éditions des *Essais*. En première ligne il faut citer Henri Bordes, un bibliophile de grande marque, décédé il n'y a que quelques années, et qui a eu, entre autres superbes livres, de très beaux exemplaires des *Essais*. Sa vente a eu lieu à Paris en 1911 et a produit près de deux cents mille francs.

Le docteur Armaingaud, médecin bordelais, s'est spécialisé dans l'étude des *Essais* et il les connaît mieux que personne. C'est lui qui fut le créateur, en 1911, de la Société des Amis de Montaigne, et c'est grâce à lui que le précieux ouvrage, les *Annales* de Gilles, annoté par Montaigne, de la vente Dezeimeris, faite en 1914 dans notre ville, n'est pas passé en Amérique et est resté à Bordeaux, dans sa bibliothèque.

Il est toujours fort délicat d'avoir à parler de soi ; mais pour être à peu près complet, nous nous voyons obligé de dire, en quelques mots, que nous avons plus de cinquante éditions des *Essais* — il en faut près de cent — toutes celles du xvi^e siècle dans leur première reliure en veau, en maroquin et en vélin, pas une seule en reliure moderne, et nous avons joint à cette importante collection à peu près tout ce qui a été publié sur Montaigne.

Enfin, il ne faut pas oublier que le tombeau de Montaigne a été transporté, il y a quelques années, dans le grand vestibule de la Faculté des Sciences et des Lettres, sa statue s'élève sur la place des Quinconces, son buste se trouve un peu partout, et une des principales rues du centre de la ville porte son nom.

On voit que Bordeaux a su se montrer digne d'un de ses plus illustres enfants.

Nous ne pouvons clore cette notice sans remercier les personnes qui ont bien voulu nous fournir des renseignements, et notamment M. Edouard Rahir, le grand libraire parisien, qui nous a signalé quelques prix qui nous manquaient, et M. Mounastre-Picamilli, le libraire bordelais, éditeur de ce tirage à part, qui nous a permis de prendre des notes dans les catalogues de vente qu'il possède.

ERN. LABADIE.

LE MOULIN DU PONT DE LA CITÉ

EN 1607.

Je ne pensais pas que le Moulin du Pont de la Cité, comme on le dénomme dans les vieux titres et dont j'avais vu le nom dans le croquis des pas de Roi de la rivière de l'Isle, de 1696, publié dans notre *Bulletin* en 1879, avec l'intéressant mémoire de M. Julien, conducteur des Ponts et Chaussées à Mussidan, eût existé si longtemps à l'état de moulin. Je présumais qu'il était devenu une forge au *xviii^e* siècle tout au moins, à une époque où l'on fondait des canons dans les forges du Périgord pour les guerres de la fin de ce siècle, lorsqu'il y a quelques jours notre obligeant et érudit vice-président M. Charles Durand me communiqua un plan des archives des Ponts et Chaussées, de 1812, où figure encore le Moulin de la Cité. Ce n'est donc vraisemblablement qu'au milieu du *xix^e* siècle que le bâtiment agrandi du moulin fut aménagé en une forge, laquelle fut transformée, il y a vingt-trois ans, par M. Dulac, le fermier actuel, en clouterie et tréfilerie très florissante où l'on fabrique aujourd'hui du fil de fer barbelé pour nos armées.

En lisant, dans un livre de comptes de l'année 1608 des seigneurs de Ladouze (1), les dépenses de la construction de ce moulin, j'ai eu la pensée d'en faire connaître l'origine. A cette date, il est la propriété de Gabriel d'Abzac de Ladouze, Il^e du nom, baron dudit lieu, seigneur de Vern, Barrière, de la Cropte, de Reillac, de Vergnolles, de la Rue, baron de Lastours, de Peiramont et de Vielleville, chevalier de l'ordre du Roi, gentilhomme de sa Chambre, habitant de Ladouze. Par un acte du 29 mars 1659, trouvé dans un grenier de Château-l'Evêque, dont M. Dujarric-Descombes a bien voulu nous offrir une bribe à la séance du 4 mai dernier, j'apprends que l'immeuble, alors en mauvais état, est délaissé à Jeanne d'Abzac de Ladouze, fille du précédent, sœur de Charles, et

(1) Fonds Saint Astier aux Archives départementales de la Dordogne.

épouse de Jacques de Labermondie, seigneur du dit lieu, La Chapelle et autres places, habitant de la Cité.

Tous les Périgourdiens connaissent cette belle ruine si pittoresque du Pont Cassé dont on a fait autrefois des tableaux et maintenant de nombreuses cartes postales ; mais aucun d'eux ne sait qu'il y eut à côté, sur la rive droite de la rivière de l'Isle, le vieux moulin dont je parle jusqu'au milieu du XIX^e siècle, si l'on en juge par le bâtiment entièrement moderne de la forge actuelle.

On lit dans les archives municipales de Périgueux que trois des arches de ce pont du Moyen Age furent emportées par la grande inondation du 7 mars 1783 et que « par là, écrivent les maire et consuls, toute communication fut interrompue entre Bordeaux et les autres villes (1). » On répara les arches manquantes par un tablier en bois qui dura jusqu'à la construction, en 1832, du pont actuel de la Cité, sur la route nationale de Bordeaux à Lyon, lequel fut livré à la circulation en 1833 (2). C'est à l'extrémité de ce vieux pont, sur le grand chemin royal, que devaient être la cellule et la chapelle de l'ermite du Pont de la Cité dont je n'ai pu retrouver les restes. La chapelle cependant devait être de quelque dimension puisque, le 8 mars 1666, l'on y inhumait un nommé Saint Jean, dragon de la compagnie de M. de Beauvais, qui avait été tué dans le voisinage (3). L'ermite était placé là sur un grand chemin très fréquenté qui devait lui procurer de copieuses aumônes sur lesquelles d'ailleurs il payait une redevance annuelle de 5 livres à la ville (4). Mais en compensation, quand il était malade, la municipalité le faisait soigner à ses dépens (5). A cette date de 1607, l'ermite devait être le frère Jean Sapit, à qui les maire et consuls donnent l'autorisation d'habiter l'ermitage « avec un sien compagnon » (6). En prenant pos-

(1) *Inventaire des Archives municipales*, série BB 39, p. 52.

(2) *Le Périgord illustré*, p. 410.

(3) *Inventaire des Archives municipales*, série GG 13, p. 311.

(4) *Idem*. — — série CC 104, p. 140

(5) En 1492, « mestre Jehan lo medeci » reçoit 30 s. ts. pour soins donnés à l'ermite du Pont de la Cité. (*Idem*, série CC 94, p. 125).

(6) *Idem*, série BB 15, p. 32.



Cliché de M. Ch. Durand.

Le Moulin du Pont de la Cité.

Imp. Catala frères, Paris.

session, ces ermites prononçaient le serment sur le *Te Igitur* « de bien et loyaument garder ledict hérémiteage et meubles estans en icelluy » (1).

Voyons les détails de cette construction du moulin, au commencement du xvii^e siècle.

PRISFAICT du molin de la Citty de Périgueux.

Au chasteau de La Douze en Périgort, le quatriesme jour du mois de juing mil six cens sept, après midy, a esté presant messire Gabriel de La Douze, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur du dict lieu, Raillac, Verng, de Barrière, baron de Lastours, Vieille Ville et autres places ; Lequel a bailhé à faire et parfaire à priffaict à Pierre Lachault, m^e masson, habitant de la ville de Périgueux, present, à bastir et edifier le molin au dict seigneur appartenant, sis sur le fleuve de l'Isle et près le pont de la Citty de Périgueux, tout ainsin et en la manière que sont les fondemens encommencés.

Lequel bastiment et prisfaict led. Lachault a promis avoir faict et parfaict dans le jour et feste de Sainct Michel prochain venant et en la forme et manière qu'est contenu par le memoire qu'en a esté faict et dressé par les parties dont led. Lachault en a retiré une coppie signée du dict seigneur. Et ce moyenant le pris et somme de six centz livres tz, quatre charges bled froment, à la mesure de Périgueux et deux bariques de vin pur et net.

Lequel bled et vin led. Lachault a cognu et confessé avoir heu et receu du dict seigneur auparavant ses presantes de laquelle somme led. seigneur a promis payer et bailher audict Lachault, savoir est la somme de trois centz livres dans dix jours et le restant de la dicte somme, tout ainsin que le dict Lachault travaillera et avansera la dicte besouigne ; et moyenant ce, led. seigneur a bailhé au dict Lachault deux cens quartiers qu'il a dict avoir bailhé charge à M^r Boul-dry faire tirer dans la perrière du Pont de la Citty ; et pour ce faire led. Lachault a obligé tous et chacuns ses biens meubles et immeubles, presentz et advenir, moyenant serement soubz obligations renonciations à ce requis et necessaires, condempné et compellé et soubzmis et concédé lettres et ès presences de M^e Jehan Joyeux, praticien, et de M^e Pierre Decriston, prebstre, habitans au present bourg de Ladouze, tesmoins qui ont signé l'original avec le dict seigneur. Ainsin signé LABOUE, JOYEUX, present, DECRISTON, tesmoins, et led. LACHAULT n'a signé pour ne savoir escripre.

(1) *Idem*, série BB 19, p. 41.

MEMOIRE du prisfaict bailhé par Monseigneur à Pierre Lachault, m^e masson de Périgueux.

Premierement sera tenu led. Lachault de parachever de bastir le molin du pont de la Citty de Périgueux, suyvant les fondementz qui en sont commencés et l'espaisseur de la muraille sera continuée toute de cartellage jusques au premier basseulh ou accoudoir des deux frenestres qui seront du cousté dudict pont de la mesme expesseure et toute de cartellage par le dehors, et depuis les dictz accoudoirs ou basseulh en hault, ensemble toute l'autre muraille dudict molin sera de l'espaisseur de deux piedz.

Et oultre lesdictz deux frenestres et demy croysees qui seront du cousté dudict pont, led. Lachault sera tenu de faire une autre frenestre au bas dudict molin au lieu que sera a'visé.

Plus au bas dudict molin sera le portal commencé, parachevé et fait en voute.

Plus au bas dudict molin y aura une autre porte pour aller sur la chaussée, le tout de cartellage, ensemble la couverture desdictz fenestres qui monteront jusques au premier planchier dudict molin.

Pour le hault dudict molin y aura sur ledict portal une fenestre et demy croysees du cousté dudict pont qui monteront jusques au planchier, le tout de cartellage.

Plus une chemynée aussy de cartellage sauf que de la butte qui sera dehors qui sera de brique.

Plus une eguière aussy de cartellage bien garnie par le dessoubz de cartellage.

Pus dans la couverture y aura une luquane aussy de cartellage de la mesme grandeur que les frenestres et demy croysees.

Plus les quatre coings de la muraille dudict molin seront tous de cartellage et le tout sera fait de bonne mathière à chaux et sable et rendu fait dans le jour et feste de Sainct Michel prochainement venent.

Faict et arresté le quatriesme de juing mil six cens et sept, au chasteau de Ladouze en Périgort.

Le dimenche 2 de mars (1608) au m^e masson qui a fait le molin de la Cytte Perigueux dix pistoletz vallantz trente-cinq livres.

Le dimenche vingt septiesme dud. mois de juilhet 1608, je suis venu à compte aveques le maistre masson de Perigueux qui fait mon molin de la Cytte, nommé Jehan Lachault et lui avon promis, comme il apert par le pris fait dud. molin, six centz livres, quatre charges de bled et deux bariques de vin.

Sur quoy, il a receu par les mains de M^r Boudry troys cens livres

et par les mains de Lagarde, homme de M. des Fieux cinquante livres, et de moy a receu dix pistolles qui vallent soixante dix livres, le XXV^e novembre dernier, et le second de mars aussy dernier, an présent, dix pistouletz pour trente cinq livres, et tout presentement a receu cinq pistolles vallant XXXV^u et cinq pistouletz vallant dix sept livres dix sols, qu'est en tout ce qu'il a receu cinq centz sept livres dix solz, lesd. quatre charges de bled et deux barriques de vin, par ce je luy reste [devoir] quatre vingtz douze livres dix solz.

(*Livre de comptes de la seigneurie de Ladouze*, de 1608-1609, tenu par le régisseur Monteil ou du Monteilh, de Vern, folios 37 et 38. — Fonds de Saint-Astier aux Arch. départ. de la Dordogne.)

F. V.

CODICILLE DU TESTAMENT

DE MONSEIGNEUR DE SOUILLAC (1).

L'an mil sept cent quarante-neuf et le septième jour du mois d'octobre, après-midi, nous, Jean-Georges de Souillac, évêque comte de Lodève et de Montbrun, sachant qu'il est permis aux testateurs d'augmenter ou de diminuer les legs faits par eux dans les testaments par un codicille, même d'en faire de nouveaux ou de les supprimer totalement, et sachant aussi avoir fait mon testament clos souscrit par M^o François Brun, n^o du dit Lodève, sous sa date, ne me rappelant pas bien de tout son contenu, c'est pourquoi moy S. Evêque codicillant donne et lègue par le présent codicille à Bazile Gau, mon valet de chambre, la somme de cent livres de pension viagère ;

Plus à Lavergne, mon valet de chambre, cent vingt livres de pension viagère ;

Plus je donne et lègue à Jaques Jaume dit Rochefort, mon laquet, la somme de cent livres de pension viagère à prendre sur les biens de mon hérité et qui commencera de courir en leur faveur le jour de mon décès.

Comme aussi je donne et lègue à Jean Bastide, mon cuisinier, la somme de mille livres une fois payée dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à Pierre Bon, mon maître d'hôtel, la somme de mille livres une fois payée dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à Marie Foulquier, ma lingère, la somme de cinq cent livres une fois payée ;

(1) Le testament a été publié dans le tome XLII du *Bulletin*, page 234.

Plus je donne et lègue à Languedoc, mon cocher, la somme de trois cents livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue au nommé Antoine, mon valet d'écurie, la somme de quatre cents livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à Perrier, mon portier, la somme de cinq cents livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à Fauriol, mon laquet, la somme de cinq cents livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à Gotte, servante, la somme de cinquante-quatre livres outre et par dessus ses gages, la dite somme une fois payée dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à Cros, mon vigneron, la somme de cent livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à l'hôpital de Clermont la somme de deux mille livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à l'hôpital de Saint-André, dans mon diocèse, la somme de mille livres une fois payée, dans l'an de mon décès ;

Plus je donne et lègue à l'hôpital de Montpeyroux audit diocèse, la somme de cinq cents livres une fois payée, dans l'an de mon décès, moyennant quoi je fais tous les susdits légataires mes héritiers particuliers et en tout le surplus du contenu de mon dit testament clos je veux et entend qu'il sorte son plain et entier effet et soit exécuté suivant sa forme et teneur.

Et c'est ma dernière volonté ayant fait écrire le présent codicille par Monsieur Joseph Brun, notaire royal dudit Lodève, en qui j'ai confiance n'ayant pu moi-même l'écrire de ma main à cause de certaines indispositions.

Et après l'avoir lu et relu, je l'ai en tout trouvé conforme à ma volonté, l'ayant signé à chaque page avec ledit M. Brun qui s'en est chargé pour y mettre le scellé et y apposer de suite l'acte de souscription.

Fait audit Lodève dans mon palais, les an et jour que dessus, en deux pages papier la présente comprise, et après la lecture et avant la signature du présent, je veux que mes domestiques ci-dessus légués, outre lesdits legs, puissent se faire payer de gages qui pourront leur être dus à mon décès et que moyennant ce ils ne pourront prétendre autre chose ni même les legs que je pourrais leur avoir fait dans mon dit testament.

† J. G., évêque de Lodève.

BRUN, notaire royal.

Pour copie conforme :

X. DU PAVILLON.

PROCÈS-VERBAL DE TIRAGE ET DE REVISION
DE LA MILICE PAROISSIALE DE SAINT-PAUL-DE-SERRE
(1750)

Dans le *Bulletin* de notre Société, année 1914, pages 219 et suivantes, notre érudit vice-président M. Dujarric-Descombes a publié quelques documents concernant la nomination des milices de Brassac en 1691 ; documents qui, entre parenthèses, nous montrent le peu d'empressement que mettaient les miliciens de cette paroisse à se rendre aux lieux de rassemblement qui leur avaient été assignés. A mon tour, j'apporte, aujourd'hui, une petite contribution à l'étude de ce sujet qui est encore un peu neuf pour le Périgord. C'est un procès-verbal concernant la levée des milices de l'année 1750, dans la paroisse de Saint-Paul-de-Serre.

Ainsi qu'on va le voir, ce procès-verbal n'est que la relation d'une sorte de conseil de revision, suivi du tirage au sort des jeunes garçons et hommes mariés de la paroisse, en âge d'être incorporés dans la milice et remplissant les conditions requises pour ce service.

GÉNÉRALITÉ DE BORDEAUX

ÉLECTION DE PÉRIGUEUX

SUBDÉLÉGATION DE MONSIEUR MAIGNOL

Procès-verbal concernant la levée des milices de l'année 1750.

L'an mil sept cent cinquante, et le vingthuitième jour du mois de fevrier, en conséquence des ordres à nous donnés par Monseigneur l'Intendant de cette Généralité pour faire tirer au sort tous les hommes sujets à la milice, demeurant actuellement dans la paroisse de Saint-Paul-de-Serre, de l'âge au moins de seize ans, et au plus de quarante ; de taille de cinq pieds d'hauteur au moins, robustes et en estat de bien servir, nous sommes transportés au dit St-Paul-de-Serre où les maire, consuls, syndics ou collecteurs de la dite paroisse nous ont présenté les garçons et jeunes gens mariés dicelle au nombre de neuf, lesquels nous avons fait sur le champ inscrire par leur nom, âge, taille et vacation dans le présent procès-verbal, ainsi que s'ensuit :

Scavoir.

Garçons présents :

Mauvaise figure et n'a pas tiré au sort. Le nommé Thony Lavandier, âgé de 17 ans, taille 4 pieds 11 pouces, vacation laboureur.

Court. Le nommé Jérôme Grandrieux, âgé de 28 ans, taille 4 pieds 9 pouces, de vacation journalier.

A tiré. Le nommé Louis Boudan, âgé de 22 ans, taille 4 pieds 10 pouces et 2 lignes, de vacation meunier.

Atteste par un chirurgien estre incapable de servir. Le nommé Jean Chaumon, âgé de 17 ans, taille 4 pieds 11 pouces 5 lignes, de vacation journalier.

Agonisant. Attesté par tous les garçons n'avoir la taille requise. Le nommé Pierre Allemandou, âgé de..., taille..., pieds.... pouces et de vacation...

Court. Le nommé Jean Peypelet, âgé de 18 ans, taille 4 pieds 9 pouces, de vacation laboureur.

A tiré. Le nommé Pierre Bardy, âgé de 17 ans, taille 4 pieds 10 pouces et 4 lignes, de vacation valet.

Milicien. Le nommé Jean Leuraye, âgé de 22 ans, taille de 4 pieds 10 pouces, de vacation laboureur.

Court. Le nommé Raymond Robert, âgé de 23 ans, taille 4 pieds 9 pouces, de vacation laboureur.

Et après avoir examiné tous les garçons présents, nous avons reconnu que sur le nombre de neuf il s'en est trouvé six qui n'avoient pas les qualités requises, ou dans le cas d'estre exempts de tirer, dont mention a été faite à leur article. Partant, il n'en reste que le nombre de trois propres à servir pour fournir le nombre d'un milicien que la dite paroisse doit contribuer. Et ayant fait tirer au sort entre les dits présents pour assurer le service actuel, il est échu au nommé Jean Leuraye, laboureur, natif de St-Paul-de-Serre, habitant la dite paroisse, fils de feu Charles Leuraye et Peyronne Michaud, âgé de

vingt-deux ans, taille quatre pieds dix pouces, cheveux châtains, les yeux bleus.

Nous avons ensuite audit milicien dit l'obligation ou il est de se trouver au lieu d'assemblée qui sera indiqué, au premier avis qui leur sera donné sous les peines portées par les ordonnances. En foy de quoy nous avons dressé le présent procès-verbal du quel a été fait trois expéditions : une a été par nous remise au syndic de la dite paroisse de Saint-Paul-de-Serre. Fait à Saint-Paul-de-Serre le jour et an que dessus.

Signé : MAISONNEUVE, commissaire.

Il est intéressant de noter dans cette pièce qu'un des jeunes hommes examinés, ayant la taille et l'âge requis, est exclu du tirage au sort « à cause de sa mauvaise figure ». Il faut croire que le pauvre diable était affreusement laid pour que cette laideur le fasse bénéficier d'une telle exemption. C'était bien, pour lui, le cas de dire : « A quelque chose malheur est bon. »

Ch. AUBLANT.

LE CHEVALIER DE LAGRANGE-CHANCEL

SON VOYAGE EN PÉRIGORD

(Suite)

II

Le chevalier de Lagrange-Chancel avait l'esprit cultivé. Il aimait les livres, se plaisant à acquérir ceux qui lui offraient de l'intérêt, comme certains ouvrages provenant de la bibliothèque de Louis Bras-de-Fer, dont on connaît les ex-libris. M. Charles Aublant possède un de ces ouvrages, revêtu de l'ex-libris destiné aux in-folios, aux armes de l'ancien possesseur : *De gueules, à 3 mains dextres d'argent, posées 2 et 1*. On lit au bas ces mots écrits par notre bibliophile : « A Louis Chancel, chevalier de La Grange, officier des vaisseaux du Roy et capitaine gñal garde coste d'entre deux mers... a Rochefort, 1712 ».

Celui-ci s'intéressait au mouvement littéraire de son temps. C'est ainsi que, se trouvant à Paris, lors du triomphe dramatique de Piron, il ne manqua pas de l'annoncer à M. de Cablanc : « Il y a une pièce nouvelle d'un grand succès, appelée *La Métromanie ou la fureur de faire des vers*. Voici la troisième représentation sur le Théâtre français. » Cette comédie, le chef-d'œuvre de Piron, avait été jouée pour la première fois, par les Comédiens français, le 7 janvier 1738.

Louis de Chancel s'était adonné à la poésie ; mais il n'y déploya point le génie de l'auteur d'*Amasis*, son frère. Les premiers vers que l'on connaisse de lui sont bien d'un Périgourdin ; c'est une énigme, dont le mot est la Truffe, publiée dans le *Mercur* de janvier 1719, elle a été reproduite par moi dans l'*Avenir illustré de la Dordogne* (14 juin 1900).

Le regretté capitaine Albéric Gros de Beler m'a communiqué un cahier manuscrit, portant ce titre : *Livre premier ou recueil des chansons gayer, sérieuses et à boire, tant nouvelles que anciennes, par le ch^r de L. C., 1726*.

Les pièces qui composent ce recueil sont parfois lascives, presque toujours satiriques. Ses regets sur l'éloignement de sa maîtresse, qui est à Périgueux, constituent la seule note personnelle qu'on y rencontre. Le reste est consacré aux événements et anecdotes contemporains. On voit défiler tour à tour, dans ces couplets de chansons et de noëls, l'abbé Testu avec ses aventures amoureuses, les ministres et les maîtresses de Louis XIV, les filles d'honneur de la duchesse de Bourbon-Condé, dont l'auteur avait été page ; Richelieu descendant aux enfers dans la barque de Caron, et plusieurs autres personnages de la cour. Parmi ses meilleures chansons, je citerai celle qui est intitulée : *Querelle entre les princesses à Marly*, et celle, où sous le titre *Les Béchameils*, le poète fait un humoristique récit de l'arrivée de Louis de Béchamel dans son nouveau marquisat de Nointel (1). Il s'agit de ce financier, devenu-maitre d'hôtel du Roi, qui lui avait accordé sa faveur à cause de son goût pour les tableaux, les pierreries

(1) Cette curieuse chanson a été publiée par moi dans l'*Avenir illustré de la Dordogne*, numéro du 5 septembre 1901 : *Le chevalier de Lagrange-Chancel chansonnier* (La Bernerie).



Cliché du Marquis de Fayolle.

Imp. Catala freres, Paris.

Ex-libris manuscrit du Chevalier de Lagrange-Chancel
écrit de sa main au-dessous de celui de Louis de Chateaufort dit Bras de fer (XVII^e siècle).

Provenant d'un volume de la Bibliothèque d'Antoniac.

Collection de M. Ch. Aublanc.

et les meubles. Il était extrêmement vaniteux. Grand amateur de bonne chère, il s'est acquis une sorte de célébrité parmi les gastronomes en inventant une sauce blanche à laquelle il a donné son nom. Une seule personne est louangée par le poète, c'est la princesse douairière de Conti, la protectrice de son frère :

En vous seule aujourd'hui se rassemble
Ce qu'on voit de plus beau dans les cieux.

Certains prélats ne sont pas épargnés :

Quoique tout evesché soit bon,
Tulle est si peu pour Mascaron
Que contre un autre il troquera !
Alleluya !

.....

Quand Marsillac au monde vint,
Pour détruire les Philistins,
Machoire d'asne il apporta.
Alleluya !

Si le chansonnier célèbre les succès de généraux, tels que Luxembourg, Tallard et Catinat, il s'acharne après Villeroi :

Son baudrier, son équipement,
Son nœud d'espée, son air de bal,
Son noble orgueil et son beau page,
Sont les trois quarts du général.

Ailleurs, il rappelle la capture du maréchal à Crémone, qui resta aux mains des Français, ce qui donna lieu à un quatrain célèbre. Notre poète périgourdin n'en fit pas moins sur l'aventure d'amusants couplets :

Eugène, pendant la nuit,
Vient donner, à petit bruit,
Pour son carnaval,
Une fête à Crémone,
Et pour le faire roy du bal,
Il le prend en personne,
O gué !
Il le prend en personne....

Si l'on en croit son titre, ce recueil poétique serait le premier d'une série, dont la suite est ignorée, à moins que le

manuscrit trouvé à Antoniac, en 1892, à la mort du docteur Dubois, propriétaire de cette résidence, en fit partie. Il a été inventorié par M. Cailliac, bibliothécaire de la ville de Périgueux, sous la désignation de *Compositions fantaisistes* de Louis de Chancel, etc.

Les pièces du recueil que possédait M. de Beler n'ont d'autre intérêt que d'être un écho de l'opinion sur quelques hommes et femmes en vue, de la fin du règne de Louis XIV. L'auteur comprit sans doute qu'il devait laisser toute la lyre à son aîné, pour s'occuper d'une œuvre plus profitable à la postérité que de simples chansons de circonstance. Il se fit chroniqueur.

Page, dès sa jeunesse, dans la maison royale, parvenu plus tard à une assez haute situation dans la marine, ayant fait des voyages dans les quatre parties du monde, il avait été à même d'avoir des relations avec les principaux personnages de son époque. L'ancien officier des vaisseaux du Roi trouvait dans sa longue carrière de quoi tenter sa plume, la matière étant plus en rapport avec ses aptitudes et avec ses goûts. Il les consigna dans deux œuvres distinctes.

La première fut la relation de ses nombreux voyages sur terre et sur mer, de 1692 à 1739. Les connaissances scientifiques, auxquelles il dut son avancement dans la flotte, lui servirent à lever les plans exacts de toutes les places des lieux maritimes, dont il devait accompagner ses récits. Il avoue qu'il s'y était délecté si fort qu'il avait consumé dans cet exercice la plupart de ses réserves et les économies de toute sa vie. De là ces volumes manuscrits, où il s'est plu à détailler les endroits qu'il avait visités, les provinces, villes, bourgs, châteaux, rivières, ports de mer, le commerce de chaque localité, etc.

L'autre œuvre, à laquelle il employa les loisirs de sa retraite, fut purement historique. C'est une histoire de la ligue des Etats européens contre la France, de 1702 à 1714.

Les voyages.

Ils ont fait l'objet de deux volumes. Ils furent mis gracieusement à ma disposition par leurs anciens possesseurs, ce qui me permet d'en donner ici une courte analyse.

Le premier a appartenu à M. Léonce Claverie, lieutenant de l'ouvèterie à Saint-Michel-de-Léparon. Des mains de ce dernier il a passé dans celles de M. Eugène Charavay, directeur de la *Revue des autographes*, qui, en 1889, en fit l'offre à quelques personnes de Périgueux, à un prix trop élevé pour l'accepter (200 francs).

Il portait ce titre : *Voyages tant par mer que par terre dans divers empires, royaumes, provinces, villes et nations, avec les travaux maritimes, relations, sièges et expéditions militaires.*

Le tout formait primitivement un grand manuscrit in-folio, enrichi de 80 planches des principales places maritimes, dessinées et levées par le chevalier de Lagrange-Chancel, qui en fit présent à Bayonne, le 12 novembre 1740, à l'infant don Philippe d'Espagne, grand amiral, marié avec la fille aînée de Louis XV. Il en conserva le double pour sa famille.

Cet ouvrage, d'environ 300 pages in-folio, comprend, avec la préface qui m'a fourni quelques détails biographiques (1), le récit des voyages accomplis par l'auteur, de 1692 à 1704. Ces pérégrinations commencent dans diverses provinces de France, de Flandre, de Lorraine et d'Espagne. De Paris et ses environs, il passe à Toulon, à Brest, aux îles Açores, visite les Indes occidentales ; décrit le siège de Carthagène, où il assiste avec M. de Pointis, puis gagne Rochefort et revient à Paris.

Il donne une plus grande extension au premier voyage des Français en Chine. Il en divise la relation en trois parties, qu'il accompagne de plans, cartes et dessins. Il y fait une description générale des mœurs, coutumes, religion, cérémonies et habillements des Chinois ; il l'a fait suivre de quelques notions sur les Indes. A son retour, il en remit au duc de Bourbon-Condé une copie précédée d'une lettre dédicatoire, datée de Paris le 20 octobre 1700. Cette copie fut réservée

(1) Je regrette de n'avoir pu de même profiter de ceux que contenait certaine lettre, écrite de Rochefort le 11 novembre 1723, par le chevalier de Lagrange à un correspondant inconnu. Cette lettre, de trois pages in-folio, a figuré, sous le numéro 66 du catalogue de la vente d'autographes du 5 février 1890. Après en avoir indiqué l'auteur, M. Charavay ajoutait : « Lettre des plus curieuses pour sa biographie. Il y parle de M. de Macnemara ».

au comte de Pontchartrain, ministre de la Marine. Il nous apprend qu'il avait composé son récit de mémoire, ayant perdu deux volumes manuscrits qui traitaient de ses voyages maritimes dans le naufrage du *Fidèle*, où périt son plus jeune frère, auquel il les avait prêtés « pour les lire et s'instruire ».

De Port-Louis, il rentra à Paris, puis fit la campagne de Vigo et visita La Martinique et La Havane. De retour à Paris, il vint à Périgueux, dont il devait parler plus spécialement dans son deuxième volume. Le premier se termine sur un nouveau séjour à Port-Louis, à Rochefort et à Toulon.

Le second volume des *Voyages* est un grand cahier manuscrit, relié en parchemin comme le précédent, petit in-folio de 210 pages non chiffrées. Trouvé à Antoniac, en 1892, il fut retiré par M^e Pradier, avoué à Périgueux. Après la mort de ce dernier, il a été vendu, avec d'autres manuscrits de même provenance, au libraire parisien Gougny, qui l'a porté sous le numéro 302 de son catalogue de mai 1914 (1).

J'en ai relevé ainsi le titre :

Le deuxième volume des voyages curieux faits dans diverses provinces de France, d'Espagne, de Flandre et de Lorraine, l'espace de cinquante ans, par Messire Louis de Chancel de Lagrange, ancien officier de la marine, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, commandeur de celui de St-Lazarre et de Nostre-Dame du Mont Carmel, commanderie de St-Georges de Périgueux.

Ensemble les grands voyages et expéditions maritimes dans les quatre parties du monde, insérés dans d'autres volumes, présentés et donnés, au mois de novembre 1740, à Son Altesse Royale, Monseigneur l'infant dom Philippe, grand amiral d'Espagne et des Indes, lequel a épousé Madame Louise Elisabeth, première de France, l'an 1738. L'auteur a observé les distances de la quantité de lieues faites par mer et par terre, année par année, placées à la fin de ce volume, par des tables, écrit de sa propre main.

Louis de Chancel résume ainsi lui-même les huit voyages, dont la relation fait l'objet de ce manuscrit :

(1) Je viens d'apprendre que ce volume a été acheté par un bibliophile russe, grand amateur de manuscrits français.

« Suite de mes voyages compris en ce deuxième volume :

- » De Paris, voyage curieux fait en la comté d'Eu, Vexin, Beauvoisis et partie de la Picardie, 73 lieues, en 1730.
- » Voyage de Paris pour le Poitou, Angoumois et Périgord. Fait en cette tournée 273 lieues, le 2 avril 1730.
- » Retour de Périgueux par Poitiers et autres lieux, 1731, 112 lieues,
- » Voyage de Paris par Tours, Richelieu, Nantes et Brest, 284 lieues, 7 octobre 1735 et 1736.
- » Voyage de Paris à Alençon, Lassay, Le Mans, et le retour à Paris, 125 lieues, 1^{er} juin 1737.
- » Voyage de Paris à Metz, en Lorraine et à Luxembourg et retour à Paris. Fait 164 lieues, le 18 juillet 1738.
- » Deuxième voyage par diverses provinces du royaume, de Paris à Rochefort, 103 lieues, du 25 août 1738.
- » Voyage de Rochefort par la province de Saintonge et ses environs, 127 lieues, juillet 1739 ».

Il dit avoir décrit Orléans et Angoulême dans son premier volume. Sa description du château d'Eu est minutieuse.

Ce volume s'est vendu au prix de 50 francs. La partie relative à la Saintonge a été publiée par la Société des Archives historiques de Saintes, d'après une copie qui en avait été faite à Paris. J'avais pris copie de celle qui concerne le Périgord, lorsque M. Pradier voulut bien me communiquer le manuscrit.

Comme on peut en juger par l'extrait publié à Saintes et par celui qui a trait au Périgord, ces relations de voyage sont intéressantes à bien des points de vue. L'auteur a pris soin de nous prévenir qu'il s'y est beaucoup plus appliqué à fournir d'exactes descriptions qu'à faire œuvre littéraire.

« Si par hasard, dit-il, la postérité en a connaissance, j'ose me flatter qu'elle en fera l'éloge avec profit. La vérité y sera plus religieusement observée que la régularité des phrases, des périodes et de l'orthographe ; mais j'écris pour moi tel qu'un homme qui a passé la plupart de ses jours parmi les mariniers et dans des climats grossiers, souvent parmi des nations peu civilisées. En tout cas, voilà mon excuse envers les critiques ».

Quand il mourut, il laissa, à Antoniac, plusieurs volumes manuscrits, autographes, ornés de cartes géographiques, contenant la relation de ses voyages dans les quatre parties

du monde. D'Hozier, dans sa notice sur la famille de Chancel (1), rapporte que Lagrange-Chancel avait l'intention de les livrer au public. Ce projet ne fut pas exécuté.

Chroniques.

Elles portaient ce titre :

Seconde ligue générale des potentats de l'Europe contre la France, depuis l'année 1702 jusques en l'an mille sept cents quatorze, que la paix générale se conclut à Utrecht, à Rastad et à Bade, où la succession à la monarchie de l'Espagne demeurat à la France, le tout arrivé sous le règne de Louis quatorze dit le Grand, par Lou. C. C. de L.

Elles remplissaient deux grands volumes in-folio, je ne sais ce qu'est devenu le premier, qui contenait le récit des événements politiques survenus durant les années 1702, 1703 et 1704.

Le second avait été emporté d'Antoniac par un des petits-neveux du chroniqueur, Léonard-Victor de Lagrange Chancel, à son château de La Feuillade, paroisse de Coursac. Une des filles de ce dernier en fit présent à l'abbé Audierne, de la générosité duquel je le tiens. C'est un livre bien relié, d'environ 335 pages non chiffrées. Au-dessous du titre, rapporté plus haut, est écrit : *Tome second.*

L'intérêt que présente ce volume, destiné à la Bibliothèque de Périgueux, doit faire regretter vivement la perte du premier. Il débute, à l'année 1705, par le récit des campagnes entreprises, sur terre et sur mer, par la ligue générale contre la France, et s'arrête à la conclusion de la paix. On trouve là le tableau complet et animé de certains événements, comme le siège de Toulon, l'hiver de 1709, où le Périgord est mentionné, la bataille de Malplaquet, etc.

L'auteur a cru devoir ajouter divers fragments concernant l'état de l'Europe, en 1713, la mort de Louis XIV, la régence du duc d'Orléans, le jeune roi Louis XV et la conspiration de Cellamare. Mais ce qui est surtout remarquable, ce sont les seize pages intitulées : « Portrait et gestes du roi Louis quatorze, décédé le 1^{er} septembre, à Versailles, 1713, âgé de

(1) *Armorial général de Franco*, reg. III, 1^{re} partie.

77 ans, où ses vertus et ces vices sont naïvement dépeints ». Dans ce résumé du long règne, dont il signale les grandeurs comme les faiblesses, il fait connaître dans le détail, les habitudes et les mœurs du monarque, passe successivement en revue ses maîtresses, les princes légitimés, M^{me} de Maintenon, etc. Après un « portrait de Philippe d'Orléans, Monsieur, frère unique du Roi », père du Régent, quelques pages sont consacrées à Louis XV, en 1729, et à la naissance du Dauphin. L'ouvrage se termine par un récit de la guerre avec l'Allemagne, de 1732 à 1735.

Là où le chevalier de Lagrange excelle, c'est dans les portraits. Quelques-uns sont faits *de visu*, pour ainsi dire. Il y donne libre carrière à l'indépendance de son jugement. Le seul qui soit entièrement élogieux, est celui de la reine Marie Leczińska.

Au cours de sa chronique, il fait parfois appel à des souvenirs personnels, au sujet de certains faits. Il laisse souvent des blancs, que sa plume se réservait sans doute de remplir plus tard, soit à l'occasion de dates et de noms qui lui échappaient au moment de la rédaction, soit à l'occasion de détails dont il n'était pas absolument sûr et qu'il se proposait de vérifier. Son récit ne se borne pas uniquement aux choses de la guerre et de la politique ; les affaires de l'Eglise et du clergé, les faits et gestes des hauts personnages des deux sexes, les manifestations populaires, attirent aussi son attention ; ses appréciations ne sont pas exemptes de sagacité ; elles se produisent avec une liberté de langage inusitée. Son style est simple, facile, quelquefois sans règle apparente, à la manière de Brantôme ; son écriture, assez grosse, est très lisible. En écrivant le récit de ses voyages et des événements contemporains, le chevalier de Lagrange-Chancel a fait une œuvre importante. Je puis assurer sans crainte que ses chroniques surtout ne seraient point déplacées dans la collection des meilleurs mémoires sur le XVIII^e siècle, et que leur publication serait un service de plus rendu à l'histoire de cette époque.

(A suivre).

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

VARIA

NOTE POUR SERVIR A L'ILLUSTRATION DE LA TRUFFE.

Sous ce titre : *La France pendant la guerre de Cent ans, épisodes historiques et vie privée aux XIV^e et XV^e siècles*, ont été publiées, la première en 1890, la seconde après la mort de l'auteur, en 1893 (Paris, Hachette, 2 vol. in-16), deux séries d'articles du regretté Siméon Luce, articles dont l'un, *Jean duc de Berry, d'après des documents nouveaux* (p. 205-228 de la première série) nous a paru mériter, on verra tout-à-l'heure pourquoi, d'être signalé, au moins pour l'un de ses passages, à l'attention de nos confrères. S'aidant des registres de comptes du prince, conservés aux Archives nationales, le savant historien a essayé, et, selon toute apparence, a réussi, à restituer les traits de la physionomie du troisième fils de Jean le Bon, son goût des choses d'art, sa curiosité, et, pour tout dire, son épicurisme, qui lui donnent une figure presque moderne. S. Luce croit pouvoir affirmer que le duc de Berry n'était pas indifférent aux plaisirs de la bonne chère. Il a pour cela de sérieuses raisons, ayant dépouillé patiemment les dépenses de la table ducale. Il a ainsi découvert que son héros appréciait fort les truffes, et il entre à cet égard, dans des détails circonstanciés. Il ne pouvait être indifférent à notre amour-propre provincial de savoir que le noir tubercule, gloire du Périgord, figurait dès le XIV^e siècle sur la table des princes. Le passage qui suit en administre la preuve ; aussi avons-nous pensé qu'on le lirait sans déplaisir et même avec fierté.

R. V.

« Les lexicographes pourront recueillir dans les registres de la Chambre aux deniers du duc (registres qui portent aux Archives nationales les cotes KK 251 et 252) quelques-uns des plus anciens exemples de l'emploi de certains mots appartenant à la langue gastronomique, notamment du mot *truffe*, au sujet duquel Littré n'a fait, dans la partie historique de son grand *Dictionnaire*, aucune citation antérieure à Agrippa d'Aubigné, c'est-à-dire à la fin du XVI^e siècle. Le duc de Berry a des droits insignes à la reconnaissance des amateurs de ce précieux tubercule, et l'on ne saurait sans injustice lui refuser de ce chef une mention honorable dans les annales de la cuisine française.

« Il y a lieu de croire que l'emploi alimentaire de la truffe, préparée isolément ou ajoutée comme condiment à d'autres mets, s'est pratiqué de temps immémorial dans les pays de production de ce comes-

tible, sans franchir beaucoup en général, dans l'usage courant, la frontière de ces pays. C'est ce qui se passait encore pendant la première moitié du xiv^e siècle. Cantonnée dans le sud et sud-ouest de la France, la truffe était alors à peine connue au nord de la Loire, puisque ni le *Ménagier de Paris* ni le *Viandier* de Guillaume Tirel, dit Taillevent, ne la mentionnent. Elle fait une de ses premières apparitions septentrionales, si nous ne nous trompons, dans nos comptes, qui s'étendent, comme nous l'avons dit, de 1370 à 1378. On sait que, dans l'intervalle de temps compris entre ces deux dates, l'épée de Du Guesclin avait fait rentrer sous la domination de Charles V le Périgord, la Saintonge, l'Angoumois ; et le duc Jean avait même été investi par le Roi son frère de deux de ces grands fiefs, des comtés de Saintonge et d'Angoumois, en même temps que du comté de Poitou. Or, la Saintonge, l'Angoumois, le Périgord ont figuré de très vieille date et figurent encore actuellement au premier rang des pays de production de la truffe. Comment le duc de Berry, toujours en quête du nouveau et du rare, occupé sans cesse à rechercher les belles et bonnes choses, ne se serait-il pas empressé de faire profiter sa table d'un aussi succulent comestible ?

« Aussi, dès le 4 septembre 1370, au cours d'un voyage qu'il fait à Paris, nous le voyons allouer 60 sous à Jean des Prés, l'un de ses messagers, « qui apporta au bois de Vincennes des truffes à mon dit seigneur ». Quinze jours plus tard, une gratification de 40 sous est accordée à ce même messager, « lequel apporta à mon dit seigneur des truffes en son hôtel à Paris ». Le 1^{er} octobre suivant, un autre messager nommé Pélerin, envoyé par Jeanne d'Armagnac, restée à Mehun-sur-Yèvre, apporte à Jean, de la part de la duchesse, qui connaît le faible de son mari, un panier de truffes, et le duc donne à ce messager 20 sous tournois pour les frais de son retour en Berry ; ce premier envoi de la duchesse Jeanne est suivi d'un second, au bout de cinq jours seulement. Les mentions de ce genre se rencontrent pour ainsi dire sur chacun des feuillets de nos deux registres et sont par conséquent trop nombreuses pour qu'il y ait intérêt à les indiquer. Toutefois il convient de faire remarquer que ces expéditions de truffes correspondent d'ordinaire à des périodes où le duc se trouve de passage, soit à Paris, soit dans quelque localité du nord du royaume, en d'autres termes, de la France proprement dite. C'est ainsi que, vers la fin de 1376, le séjour du duc de Berry à Crécy-en-Brie, le 22 octobre, chez son ami Bureau de la Rivière, à Melun et à Château-Thierry, les 11 et 12 novembre suivants, donne lieu à d'importants envois de truffes, à l'occasion desquels les deux messagers qui en

avaient été chargés, Jean des Prés et Jean Fremon, reçoivent des gratifications de 4 livres, de 60 et de 40 sous tournois.

« Dès la fin du xiv^e siècle, la cuisine royale commençait à faire usage des truffes, comme on le voit par ces vers d'Eustache Deschamps, qui doivent avoir été écrits pendant les premières années du règne de Charles V :

Mais nul n'en veut user présentement ;
Je mens : si fait à la Cour souveraine.

« Ces deux vers sont empruntés à une ballade dans laquelle le poète ou plutôt le rimeur de Vertus, en véritable Français du nord qu'il est, dit beaucoup de mal des truffes :

Or, vous gardez donc de la région
Où les fruits sont périlleux à mal faire.
Ce sont truffes proprement
Dont l'on y sert plus especiaument,
Et si est ce viande trop malsaine
Qu'elle détruit et donne mouvement
De pis avoir que d'accès de tierçaine.
C'est racine d'horrible vision
Que l'on peut bien à foudre contrefaire ;
Noire est dehors, mais sa décoction
Echauffe trop, le goût en put et flaire ;
Celui qui premièrement
La déterra fut cause de tourment.
Par la bouche se met l'herbe vilaine ;
J'en ai mangé, dont mon bas cœur se sent
De pis avoir que d'accès de tierçaine (1).

« Lequel avait raison, du malicieux Champenois qui a parlé des truffes avec cette irrévérence, ou du prince de la maison de France dont le goût si prononcé pour ce comestible eut sans doute pour effet d'en introduire l'usage dans les cuisines du Roi et dans celles des grands seigneurs avec lesquels il entretenait des relations ? Il n'est que juste de reconnaître que la brillante fortune des truffes et la faveur croissante de ce condiment dans les usages culinaires des temps modernes ont donné raison au duc de Berry ».

(1) *Œuvres complètes de Eustache Deschamps*, édit. du marquis de Queux de Saint-Hilaire. Paris, 1880, II, 39.

NÉCROLOGIE

M. JACQUINOT DE PRESLE

Le 18 avril dernier s'est éteint, dans sa 89^e année, notre vénéré confrère M. Jacquinot de Presle, à Saint-Martial-La-Borie. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler la situation exceptionnelle qu'il s'était acquise dans le pays comme agriculteur, ou par son dévouement inlassable aux œuvres sociales, et la confiance que lui avaient accordée ses concitoyens (il fut jadis conseiller d'arrondissement du canton d'Hautefort et resta conseiller municipal, puis maire de Cherveix pendant plus de 60 ans). Mais nous ne devons pas oublier que ses fortes études littéraires et historiques au collège royal d'Orléans, avaient toujours nourri en lui un goût très actif pour les recherches historiques et archéologiques ; qu'il était fort intime avec Félix de Verneilh, le vicomte de Gourgues et l'abbé René Bernaret ; que c'est ainsi qu'il prit rang parmi les membres fondateurs de notre Société. Ses longues tournées agricoles en Périgord lui fournirent l'occasion de publier dans les *Annales de la Société d'agriculture de la Dordogne*, de 1862 à 1884, un assez grand nombre de mémoires intéressants.

Ses obsèques ont été célébrées, à Cherveix, le 20 avril. A défaut de son fils, le capitaine de Presle, actuellement à Verdun, le deuil était conduit par ses gendres : M. de Jeauffreau-Blazac, commissaire en chef de la Marine, et M. Henri de Curzon, conservateur aux Archives nationales, notre érudit correspondant.

R. V.

M. CYPRIEN GIRARD DE LANGLADE

Nous reproduisons ici l'allocution funèbre qui fut prononcée par M. le curé d'Eyliaç, dans son église, sur le cercueil de notre regretté confrère.

« Nous n'avons pas l'habitude, nous, prêtres, de prendre la parole, lorsque nous conduisons un chrétien à sa dernière demeure. Mais j'ai cru de mon devoir, bien chers paroissiens d'Eyliaç, avant que ne sorte de cette église cette dépouille mortelle maintenant sanctifiée par les prières de la religion, j'ai cru de mon devoir, dis-je, non pas de faire l'éloge du vénérable disparu, mais plutôt de payer, en votre nom et au mien, le juste et large tribut de reconnaissance que nous devons à M. de Langlade.

» Et quel éloge plus éloquent et plus significatif, que la foule émue qui se presse autour de son cercueil ! Quel éloge que vos regrets, votre sympathie, votre tristesse, vos larmes ! Quel éloquent discours ! C'est l'hommage de vos cœurs à cet homme, dont la vie tout entière s'est passée au milieu de vous, que pendant trente-cinq ans vous avez toujours élu, à l'unanimité, maire de votre commune !... et vous savez la sagesse, la prudence de son administration, durant laquelle lui ont été confiés vos intérêts municipaux. Il avait le culte de sa commune, et si les dissensions politiques, qui divisent, n'ont pas franchi ses limites, on le doit à son esprit pacifique, conciliant, à l'autorité et l'ascendant qu'il exerçait sur tous.

» Quand, samedi dernier, la nouvelle de sa mort se répandit dans la paroisse, ce fut de la consternation ; et l'expression populaire et spontanée qui sortait de toutes les bouches et de tous les cœurs était celle-ci : « C'était un bien brave homme ! »

» Oui, M. de Langlade fut un brave homme, dans toute l'acception du mot. Nulle autre expression ne convenait mieux pour marquer les qualités et les vertus, qui lui ont valu l'estime et la louange de tous. Il était l'intégrité et la droiture mêmes. Il était d'une volonté toujours orientée vers le bien, d'une conscience qui ne connaissait que le devoir. Mais il était, par dessus tout, un chrétien, car il avait une foi très vive et une grande piété dont toute sa personne était imprégnée, quand il récitait son chapelet ou tenait à la main son livre de prières. A plusieurs reprises, il voulut faire sa confession générale. Tous les dimanches, à la messe ; tous les ans, le jour de Pâques, il s'approchait le premier de la table sainte, voulant ainsi donner ce bon exemple à ses administrés.

» Ceux-ci, aujourd'hui, forment autour de son cercueil un long cortège de deuil, pour lui donner un dernier témoignage d'estime, de respect, de reconnaissance, d'affection.

» L'année dernière, il y a même un peu moins d'un an, nous étions réunis ici autour d'un autre cercueil, de celui de Mme de Langlade, son épouse, qui l'avait entouré de soins et d'une sollicitude bien tendre. Et les voilà tous les deux, disparus de ce monde, sans avoir la consolation d'avoir eu auprès d'eux leurs enfants tant aimés. Leurs enfants n'étaient pas là, pour recueillir leur dernier soupir, leur fermer les yeux !... Maudite guerre !...

» L'un d'eux, qui se bat bravement près de Verdun pour la France, aura été privé de la consolation d'accompagner à leur dernière demeure ce père et cette mère si tendrement aimés !

» Nous nous associons tous, mes frères, à la douleur si légitime et

si profonde de cette famille et nous l'assurons de toute notre respectueuse et sincère sympathie.

» Mais, si je pouvais ajouter une parole de consolation, je dirais : Heureux ceux qui le pleurent ! car la mort ne l'a pas surpris. Elle l'a trouvé prêt. Il l'a vue venir sans peine. La pensée de la mort ne l'effrayait pas. Elle était pour lui, au contraire, familière. Il parlait volontiers de l'éternité, du jugement, qu'il ne paraissait pas redouter, tant il était bon, juste, parfait chrétien.

» Aussi est-ce avec la plus grande tristesse que je le vois disparaître..., que je vois disparaître les anciens de la paroisse emportant dans leur linceul leur foi de chrétiens, dont ils ne rougissaient pas. Et chaque tombe qui s'ouvre là-haut, au cimetière, est une place vide qui se fait dans l'église.

» Puisse la nouvelle génération, après la terrible épreuve qu'elle subit, marcher sur les traces des anciens et revenir aux idées saines de foi, d'honnêteté et de justice, qui font les hommes forts et les nations prospères.

» Et, maintenant, cher M. de Langlade, en attendant le jugement général, dormez votre dernier sommeil, dans ce caveau de famille, à côté des vôtres, à l'ombre de la grande croix de notre cimetière ! Et du haut du ciel, où vous entrerez bientôt, nous en avons tous la ferme confiance, si vous n'y êtes déjà, nous vous demandons de ne pas nous oublier et d'étendre votre protection sur notre chère commune d'Eyliac. Pour nous, nous ne vous oublierons pas. Votre souvenir restera toujours vivant dans nos cœurs.

» Et puisque, d'immortelles destinées nous sont réservées, cher M. de Langlade ! excellent ami ! c'est au ciel que nous vous disons au revoir ! »

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Moulin du Pont de la Cité ; — et la 2^e, l'Ex-libris du chevalier de Lagrange-Chancel.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIII. — QUATRIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Juillet-Août 1916.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 4^e LIVRAISON

	Pages
Assemblée générale du 27 mai 1916.....	205
Séance mensuelle du jeudi 6 juillet.....	212
Excursion archéologique à Ecornebœuf, à la grotte de Campniac et à La Boissière (M. E. ROUX).....	220
Archives du chapitre de Périgueux (M. A. DUJARRIC- DESCOMBES).....	223
L'ermitage du Pont de la Cité (M. Ch. DURAND).....	229
Contrats d'apprentissage de la région de Mussidan, au xviii ^e siècle (M. Am. GRENIER).....	230
Ex-libris d'H. de Bertin et de C. de Beaumont, premiers barons du Périgord (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	234
L'origine de de Mourcin. Son alliance avec les Rafaillac de la Servolle (M. BEAU-VERDENY).....	240
VARIA. — Bulle du pape Grégoire IX concernant le diocèse de Périgueux (M. R. V.).....	250

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

du 27 mai 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, le marquis de Bourdeille, Délugin, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Féaux, Fourgeaud, Amédée de Lacrousille, le docteur Moreaud, Ribette, Eugène Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

M. Charles Durand s'excuse par écrit de ne pas venir à la réunion.

Le procès verbal de la séance du 4 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts il y a lieu de procéder aujourd'hui au renouvellement du Bureau et propose de remettre le vote à la fin de la séance.

En attendant, il énumère sommairement les ouvrages qui sont arrivés à notre bibliothèque depuis le commencement du mois :

Comptes-rendus des séances de l'année 1915 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de décembre, in-8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où p. 504 dans une communication de M. Seymour de Ricci sur *La mobilisation de Naples en 1327*, Robert d'Anjou dit que la défense de la patrie est un droit naturel ; chez les anciens déjà, le souci de la préparation militaire l'emporte sur l'amour paternel (*apud antiquos equidem fuit potior cura castrorum quam vigeret interne caritas liberorum*). C'est la justification de la guerre (*hinc bellum licitum optime producitur*).

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1913, huitième série, tome IV, un fascicule in-8° avec planches et illustrations, à Angoulême, chez Constantin, libraire, 1914 ; contenant page 1-89 des *Notes biographiques sur les seigneurs d'Aubeterre au xvi^e siècle*, par le docteur Edmond Gaillardon ;

Cartulaire de Saint-Cyr de Nevers par René de Lespinasse, archiviste paléographe, président de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, annexe au XXV^e volume du *Bulletin*, un volume broché in-8°, avec un portrait, à Nevers, chez Gremion, libraire, 1916 ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, janvier-avril 1916, in-8°, Bordeaux, Feret et fils, libraires ; où p. 29 sont analysées les séances de notre Société du 27 mai 1915 au 6 janvier 1916 ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 43^e année, janvier-février 1916, in-8°, avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ; où, dans un passage du mémoire de M. Philippe Lauzun sur *Georges Sand en Gascogne*, après son mariage avec le baron Dudevant, il nous dit « qu'elle traverse Périgueux, ville qui lui paraît agréable » ;

De M. le docteur Grellety, sa brochure sur *l'Avenir médical*, in-12, Mâcon, Protat frères, imprimeurs, 1916.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. de Saint-Saud a bien voulu procurer à notre bibliothèque l'ouvrage de notre regretté confrère Maurice Campagne, *Histoire de la Maison de Madaillan* (1076 à 1900), un volume broché in-4° avec planches et fac-similés, Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest, 1900, qui pourra être consulté utilement par nos confrères.

M. DE BOURDEILLE met sous nos yeux un fossile et un bouton Louis xvi qu'il a trouvés dans les fouilles de la cour de son château.

M. DUJARRIC-DESCOMBES donne au Musée une médaille en bronze argenté, commémorative du cinquantième des Jeux

Floraux de Barcelone en 1903, qui lui a été envoyée par le poète Guimeraà.

M. le Conservateur remercie M. Dujarric.

Notre honorable confrère M. DE LAGE DE LOMBRIÈRE mande au Président qu'une « circonstance heureuse lui a fait mettre la main sur certains papiers et notes qu'il est en train de compulsier pour en extraire une notice sur la seigneurie-baronnie de Montpon, depuis les Archambaud jusqu'à l'époque révolutionnaire. Je serai heureux de la donner à notre *Bulletin*, si vous voulez bien lui faire accueil. Il m'eût été agréable de vous la remettre en personne à l'occasion d'une séance de la Société ; mais l'état encore précaire de ma jambe ne me donne pas cet espoir. »

La notice de M. de Lage sera la bien venue.

M. DE SAINT-SAUD nous dit « qu'il a donné hier aux Archives départementales de la Dordogne une pièce qu'il ne nous apporte pas à cause de sa grandeur, 70° sur 70°. Elle lui fut donnée par M^{re} de Carselade, puis M. Huet la fit coller sur papier fort et put faire revenir un peu les écritures.

« C'est, à la date du 29 avril 1470, les articles de mariage portant donation et partage en faveur des enfants Ravel avec ratification du 23 septembre suivant, d'entre noble Pierre de Laurière, fils de noble Jean « dominus de Lacma, habitator comitatus Petragoricensis », et Jeanne de Ravel, fille de noble Ferrand et de Jeanne « de Lova habitatores d'Essigaco » (Issigeac).

« Jeanne de Ravel avait un frère François, et trois sœurs, dont l'une, Catherine, avait épousé noble Raymond de la Caraulie. Les témoins furent nobles Jean de Lostanges, seigneur de Ste-Alvère, Hélié de Roffignac « domino de Rolhac » et Jean de Roffignac « domino de Rinbac ». L'acte fut reçu par Guillaume « Vinnales » (Vignal), prêtre d'Issigeac, notaire en la sénéchaussée de Périgord et l'officialité de Sarlat. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous rappelle ensuite que, dans la première partie, insérée dans le dernier *Bulletin*, de sa notice sur le chevalier de Lagrange-Chancel, il a avancé (page 136),

à propos de la publication, faite par la Société des Archives historiques de Saintes, des voyages de l'ancien officier de marine en Saintonge, que le hasard des ventes avait amené le volume contenant leur relation entre les mains de quelque membre de cette Société.

M. Dangibeaud, vice-président de ladite Société, conservateur des musées de Saintes, vient d'écrire à M. Dujarric que le volume en question fut vendu en juin 1914, à un bibliophile russe, grand amateur de manuscrits français, et que c'était d'après une copie venant de Paris qu'avait été publiée la partie saintongaise.

Puis, M. AUBLANT fait passer sous nos yeux un passe-port en parfait état de conservation, délivré le 15 octobre 1783 par les maire et consuls de Périgueux à Elie Trarieux, du bourg de Saint-Paul-de-Serre.

Vu sa rareté et son bon état, cette pièce administrative pourrait être reproduite.

M. Joseph DURIEUX nous communique, par l'entremise de M. de Saint-Saud, une suite de son travail sur les *Gardes du Corps du Roi au XVIII^e siècle*, qui obtinrent le premier rang à partir du règne de Louis XIV, auprès de la personne royale. Il ne pourra compléter son mémoire qu'après la guerre, avec la collaboration de M. de Saint-Saud, qui voudra bien lui fournir des notes sur les familles. La première compagnie, la plus ancienne, était la Compagnie Ecossaise dont la constitution remontait à Charles VII. Elle avait la préséance sur les autres compagnies et marchait à la tête de la Maison du Roi.

De cette compagnie étaient tirés les vingt quatre Gardes de la manche.

M. le Maire de Saint-Pantaléon de Larche (Corrèze) communique deux billets de confiance de la commune de Jayac (Dordogne), l'un de dix sols, l'autre de vingt sols.

M. Joseph DURIEUX, toujours chercheur, veut bien nous mander que « de nombreuses manifestations en l'honneur du roi Louis XVIII se produisirent, il y a un siècle, dans tout le département de la Dordogne. On inaugura avec solennité,

dans les mairies, un buste en plâtre de *S. M. Louis le Désiré*, œuvre du sculpteur bordelais Saget, qui installa, de mars à mai 1816, son atelier à la préfecture de Périgueux, salle du Recrutement.

• A Périgueux, le Conseil municipal procéda à cette inauguration le 3 mars, pour l'anniversaire du passage du Duc et de la Duchesse d'Angoulême ; pendant deux ou trois jours, le public se porta à la salle du buste « comme dans un temple ». D'autres cérémonies eurent lieu successivement : à la caserne de la légion départementale (17 mars), à la loge des Amis de Henri IV (4 avril), à la Société philologique (18 avril), au collège (4 mai), à la sous-préfecture (23 mai).

• Stimulés par l'administration préfectorale, les chefs-lieux d'arrondissements, de cantons et de communes suivirent l'exemple. Citons Bergerac, Nontron, Ribérac et Sarlat ; Brantôme, Le Bugue, Excideuil, Eymet, Laforce, Lanouaille, Mareuil, Montignac, Montpon, Neuvis, Saint-Astier, Sainte-Aulaye, Saint-Pierre-de-Chignac, Savignac-les-Eglises, Terrasson, Thiviers, Vergt, Villamblard. Et aussi Antonne, Atur, Azerat, Badefol-d'Ans, Bassillac, Bertric, Boulazac, Bourdeille, Brassac, Bussac, Champcevinel, Chancelade, Cubjac, Douzillac, Fouleix, Grignols, Lamonzie-Montastruc, Limeuil, Lisle, Montagnac-la-Crempse, Mouleydier, Notre-Dame-de-Sanilhac, Paunat, Payzac, Saint-Apre, Saint-Aquilain, Saint-Germain-du-Salembre, Saint-Martial-d'Albarède, Saint-Martin-des-Combes, Saint-Mayme, Sarliac, Trélissac, Trigonant, Vanxains, etc.

• Semblable solennité eut lieu à Celles le 13 juin, « malgré l'aridité du sol de cette commune et le peu d'aisance des habitants dont les trois quarts ne récoltent pas la moitié des grains nécessaires à leur consommation ». A Ribérac, à un banquet de deux cents couverts, on porta plusieurs fois la santé du Roi et chaque toast fut ponctué de cinq coups de canon. Presque partout, il y eut dîners, illuminations, chansons, bals, distributions de vin, offices religieux ; les orateurs prononcèrent d'élogieux discours. Le *Bulletin du Département* épuise, dans le compte-rendu de ces fêtes officielles et de ces journées « mémorables », les formules les plus laudatives, les

dithyrambes les plus enthousiastes pour décrire les transports auxquels se livrent « les bons habitants », les sujets du vertueux monarque, du meilleur des rois et de l'*auguste* dynastie des Bourbons.

» Ces bustes, qu'on se procurait moyennant une vingtaine de francs, prix de faveur, et qui furent comblés de tant d'adulations par les thuriféraires de l'époque, ont connu plus tard l'ingratitude des hommes. Plusieurs ont dû être détruits. Aujourd'hui on en retrouve dans les placards des mairies, relégués même dans la cave ou le grenier. Le Musée du Périgord en conserve un exemplaire sur quelque vitrine. Mais alors, à cette époque séculaire, ils provoquaient le respect et étaient entourés d'hommages. Qui n'a pas son buste du Roi ? Il n'est point jusqu'au confiseur Robin aîné, fabricant de petits candis surfin, rue Limogeanne, et ensuite rue Bourbon, au coin de celle de Lanmary, qui ne se mette à l'unisson et ne tire profit de la mode ! Il vend des bustes lui aussi, mais en sucre, ayant quatorze pouces de haut. La réclame ne manque point d'opportunité.

» Les bustes ont leur destinée, hélas ! comme toutes choses »

Puis, M. DE BOURDEILLE demande la permission de reprendre une proposition qu'avait faite l'année dernière le Président sans insister. Il propose à la Société, à défaut d'une séance en juin, de faire une courte excursion archéologique aux alentours de Périgueux. On pourrait, comme le proposait le Président, visiter Ecornebœuf, la grotte de Campniac et le camp de la Boissière. En se réunissant à une heure au Château-Barrière, la journée maintenant longue serait suffisante. La date serait fixée au 15 juin.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que les personnes que cette petite excursion intéresserait pourraient se joindre aux membres de la Société.

La proposition mise aux voix est acceptée.

Notre imprimeur M. RIBES nous expose que vu la crise actuelle sur le papier et son augmentation de prix exorbi-

tante, il ne pourra désormais imprimer notre *Bulletin* au même prix ; il se voit forcé de nous demander douze francs de plus par feuille in 8°.

Plusieurs de nos confrères cherchent des combinaisons pour atténuer cet accroissement de dépense. L'assemblée se rallie à celle qui propose de diminuer de deux feuilles la grosseur de notre volume annuel, jusqu'au temps où notre imprimeur pourra nous remettre aux prix antérieurs.

Un candidat demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Paul PIOLLET, docteur en droit, au château de Montanceix, par Razac-sur-l'Isle, présenté par M. Augiéras et M. Délugin.

Enfin, il est procédé comme il a été convenu au commencement de la séance, à l'élection du Bureau. A l'appel nominal, chacun vient apporter son bulletin de vote et il est procédé sur-le-champ au dépouillement qui donne les résultats suivants.

Sont élus pour l'année 1916-1917 :

Président : M. le M^{re} de Fayolle ;

Vice-Président : Pour l'arr^t de Périgueux, M. Charles Durand ;

— Pour l'arr^t de Bergerac, M. Gontier de Biran ;

— Pour l'arr^t de Nontron, M. Joseph Durieux ;

— Pour l'arr^t de Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;

— Pour l'arr^t de Sarlat, M. le vicomte de Gérard ;

Secrétaire général : M. F. Villepelet ;

Secrétaire adjoint : M. Charles Aublant ;

Trésorier : M. Féaux.

M. LE PRÉSIDENT, au nom du Bureau et au sien, remercie l'assemblée du nouveau témoignage d'estime et de sympathie qu'elle vient de leur donner. Comme par le passé, ils feront tout leur possible pour le justifier. En même temps, il se

permet d'exprimer le vœu que nos confrères viennent plus nombreux à nos séances et nous apportent de sérieuses communications bien étudiées pour le *Bulletin*.

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 6 juillet 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à deux heures (heure légale), dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, Délugin, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, le docteur Moreaud, Piollet, Ribette, Eugène Roux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Se font excuser : MM. Charles Durand, Jean Clédat, Bayle, le marquis de Bourdeille, de Lacrousille et Adalbert du Soulas.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

Tout d'abord, M. le Président souhaite la bienvenue à M. PIOLLET que nous sommes heureux de voir des nôtres et qui pourra nous donner quelques détails intéressants sur son beau château de Montanceix.

M. Piollet remercie et se félicite d'entrer dans notre compagnie.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant de ce mois, les ouvrages suivants :

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1916, 1^{er} trimestre, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, LXXVI, 6^e livraison, novembre-décembre 1915, in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ; où, p. 532, M. Georges Guigue signale d'intéressants documents des archives de la cathédrale de Lyon qui viennent d'être récemment découverts ;

Revue des Etudes grecques, tome XXVIII, n° 130, octobre-décembre 1915, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, un volume in-8° broché, Caen, imprimerie Poisson, 1915 ;

Bulletin de la Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, année 1913, tome LV, 2^e semestre, et année 1914, tome LVI, deux volumes in-8° brochés, avec planches, Nantes, Imprimerie Armoricaïne ;

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, tome XVII, n° 208, 1^{er} et 2^e trimestres de 1915, in-8° avec une planche, Orléans, librairie Marron ; et un supplément qui est le *Répertoire bibliographique sommaire de l'histoire du département du Loiret*, par M. Soyer, plaquette in-8° de 32 pages ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome III, n° 12, 4^e trimestre de 1915, octobre-novembre-décembre, in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy, libraires-éditeurs, 1916 ;

Automobile-Club du Périgord, n° spécial 1916, in-8°, Périgueux, lithographie Ronteix ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 29^e-30^e livraisons, mai-juin 1916, un fascicule in-8°, Périgueux, lithographie Ronteix ; contenant la continuation du *Livre d'Or du Bournat* par M. Ch. Aublant ;

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXXVII, 3^e et 4^e livraisons, juillet-décembre 1915, in-8° avec portrait, Brive, Roche, imprimeur ; où, p. 281, est expliqué par M. Marque *Le Planh de Bertran de Born* ;

Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, tome XLV, année 1915, un fascicule avec illustrations, Montauban, imprimerie Forestié, 1916 ;

Et d'un caporal mobilisé, son intéressante brochure sur *Hautefort et ses seigneurs*, souvenir du Dépôt du 84^e régiment d'infanterie en 1913-1916, in-16, Brive, imprimerie Roche, 1916, avec une vue du château.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Joseph DURIEUX, élu vice-président de la Société pour l'arrondissement de Nontron dans notre dernière assemblée générale, répond au Secrétaire général.

• Je tiens à vous dire, sans retard, le plaisir que m'a causé votre lettre.

• Elu vice-président le 27 mai, j'exprime mes remerciements les plus sincères aux membres de la Société historique et archéologique qui ont daigné me conférer cette marque d'honneur. J'étais leur confrère depuis vingt ans déjà ! A la lecture de leurs travaux dans notre *Bulletin*, mon amour de la patrie périgourdine acquit des forces nouvelles et j'ai vu croître mon zèle pour l'étude d'un passé fertile en événements mémorables, si intéressant à explorer, qu'il récompense souvent le chercheur par des trouvailles remplies d'attraits.

• La Société m'admet aujourd'hui à une place de son Bureau qu'ont occupée éminemment, quoique à différents titres, MM. le baron Jules de Verneilh et Edmond Lespinas.

• Tous mes efforts tendront à justifier des suffrages dont je reste fier autant que charmé, et à me montrer digne de ces savants prédécesseurs.

• Je vous prie, cher Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir offrir à la Société l'hommage de ma très vive gratitude et de mon entier dévouement. »

La Société des Archives historiques de la Gironde nous transmet le vœu concernant la mise au pilon des vieux papiers qu'elle a émis dans sa séance du 26 mai dernier, après la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique du 27 avril précédent et auquel nous nous associons pleinement.

La Société des Archives historiques de la Gironde,

Vu l'initiative prise par le Groupement des intérêts économiques de la Presse française, de procéder à une récolte de tous les vieux

papiers (à l'exclusion des papiers dits « de chiffonnier ») se trouvant en France, pour remédier à la crise qui sévit sur le papier journal ;

Vu la circulaire adressée par M. le Ministre de l'Intérieur aux préfets pour leur demander d'inviter tous les maires à prêter leur concours à cette initiative ;

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique, en date du 27 avril 1916, prescrivant aux Archivistes départementaux de tenir absolument leurs dépôts en dehors de ces opérations et de continuer à suivre, comme en temps de paix, les règlements en vigueur pour la mise au pilon ;

Considérant qu'en dehors des Archives départementales, il existe un grand nombre de dépôts (Archives communales, Archives de la marine, Archives des ponts et chaussées, Archives hospitalières, Archives des Chambres de Commerce, greffes des Cours d'Appel, des tribunaux civils, des tribunaux de commerce, des justices de paix, etc.), où il convient, dans l'intérêt de la science, d'assujettir, d'une façon rigoureuse, aux mêmes prescriptions ;

Considérant que l'Administration de l'enregistrement et des domaines a reconnu elle-même la valeur documentaire de ses registres, sommiers et journaux en les versant, depuis 1896, aux Archives départementales où ils sont couramment utilisés pour le plus grand profit de l'histoire ;

Considérant qu'il a paru à de bons juges très souhaitable que la même décision fût prise pour les papiers des Conservations des hypothèques ;

Considérant l'importance capitale au point de vue documentaire, des minutes de notaires, dont on a trop fréquemment encore, en dépit des versements recommandés aux Archives départementales, à regretter la dilapidation et la destruction ;

Considérant, en particulier, qu'à Bordeaux, les Archives de la Douane ont été, en 1849, par autorisation ministérielle, vendues et mises au pilon.

Vivement émue par les faits de destruction, déjà constatés, dûs à des initiatives précipitées ou ignorantes.

S'associant à l'avis très autorisé que M. Camille Bloch, inspecteur général des Archives et bibliothèques, a donné par la voie de la presse :

Emet le vœu :

1^o Que la mise au pilon des vieux papiers, légitime et peut-être nécessaire en soi pour remédier à la crise du papier journal, soit faite avec la plus grande circonspection, de manière à éviter soigneuse-

ment tout acte de vandalisme, et à sauvegarder les intérêts supérieurs de la vérité et de la science historique ;

2° Que des instructions précises soient données par les autorités compétentes pour préserver d'une destruction aveugle les Archives municipales, particulièrement en péril dans les campagnes, celles des administrations publiques (judiciaires, financières, etc.), les minutes des notaires et généralement tous les papiers qui présentent le caractère de documents ;

3° Que les membres des Sociétés savantes avisent personnellement, dans la mesure de leurs moyens, à prévenir toute mise au pilon faite sans discernement et à éclairer l'opinion publique sur les dangers qu'elle présente.

M. Eugène Roux, qui a suivi l'excursion archéologique du 15 juin dernier, à Ecornebœuf, à la grotte de Campniac et au plateau de La Boissière, décidée dans notre assemblée générale du 27 mai, nous rappelle qu'elle a pleinement réussi, quoique faite par une forte chaleur. Elle se composait d'une cinquantaine de personnes qui toutes y ont pris grand intérêt aux explications de notre savant président qui servait de cicerone. Il nous donne lecture de l'intéressant compte-rendu qu'il a bien voulu en faire et que nous publions.

Notre confrère M. DE SAINT-SAUD, rappelant « qu'il avait appelé, dans une séance précédente, notre attention sur le culte de saint Front à Paris, nous apporte les renseignements complémentaires suivants, qui lui ont été donnés par le R. P. André Callebaut, franciscain, un des directeurs de la publication de son Ordre, appelée *Archivum Franciscanum Historicum*. Dans une chronique Aquitanoise, attribuée à « Arnaldus de Seranno, provincie Aquitanæ multis annis Magister » commencée avant 1369 et terminée en 1374, on lit ceci : « Cum vero.... magister Alexander (de Hales).... quadam nocte sollicitus quem pro bachalario præsentaret, intra- vit ecclesiam ad orandum et vidit in quadam capella, quæ ad honorem SANCTI FRONTONIS PETRAGORICENSIVM APOSTOLI, dicitur dedicata, super unum fratrum ibi orantem magnum luminis globum capellam mirabiliter illustrantem, quem... cognovit ipsum esse fratrem Joannem de Rupella, de provincia Aquis-

taniae, scientia lucidum et profundum PETRAGORICENSEM. » En présence de ce miracle, Alexandre désigna ce Jean de La Rochelle, Périgourdin vraisemblablement inconnu, comme devant être nommé bachelier (titre comportant une chaire de professeur) ; celui-ci devint grand maître : « Qui postea factus magister maximus inventus est praedicator, religiositate, scientia et discretione clarissimus tantique ingenii, etc... »

» Comme on le voit l'intervention de notre saint évêque se manifesta en faveur d'un enfant du pays qu'il avait évangélisé.

» Le P. Callebaut avait songé que cette chapelle, dédiée à notre apôtre, pouvait être dans l'église de Saint-Merry parce que saint Edmond, roi d'Angleterre, allait y prier souvent, mais le siège de la *Nation* anglaise à l'Université de Paris était dans celle des Saints-Côme-et-Damien, dépendance de Saint-Germain-des-Prés en 1232, paroisse où s'établit le couvent des Franciscains. Il y eut aussi des relations entre cette Nation et l'église des Mathurins, mais probablement postérieures.

» Il est donc possible qu'on puisse trouver à Saints-Côme-et-Damien la chapelle de saint Front. Sinon on pourrait faire des recherches dans l'église de Saint-Julien-le-Pauvre (1) parce que « congregationes natio anglicana tum apud S. Mathurinum tum apud S. Julianum-Pauperem habuit », et qui sait même, à Saint-Denis-du-Pas.

» Mais, hélas ! que reste-t-il des nombreuses, quatorze, dit-on, églises, qui entouraient Notre-Dame dans la Cité ? Saint-Evremond, dont j'ai parlé, saint Thomas de Cantorbéry et saint Guillaume de Bourges, furent des patrons de la *Nation* anglaise. Si on trouvait l'église où ils étaient honorés, n'y retrouverait-on peut-être pas la chapelle de saint Front ?

» Si on pouvait consulter le livre de Bulæus, intitulé : *De Patronis quatuor nationum Universitatis Parisiensis* (Paris,

(1) Cette église, une des plus anciennes de Paris, d'un style gothique très pur, est sur la rive gauche. Peut-être est-ce à son affectation de chapelle de l'ancien Hôtel-Dieu, qu'elle doit sa conservation. Elle est affectée au culte des Grecs Unis, depuis quelques années.

1662), quelque lumière sur cette question, si intéressante pour nous Périgourdins, pourrait en résulter. »

M. Daniel DE LAGE nous envoie le mémoire qu'il nous avait annoncé sur la seigneurie de Montpon depuis ses origines, en 1344, jusqu'à la Révolution. Quelques passages en sont lus et approuvés.

L'assemblée décide que ce mémoire consciencieusement fait sera publié.

M. DE SAINT-SAUD nous apporte aussi le travail dont il nous avait parlé dans une séance précédente sur les ex-libris d'Henry de Bertin, ministre sous Louis XV, et de Christophe de Beaumont, officier général. Ce mémoire paraîtra avec deux planches dans notre prochain *Bulletin*.

A propos de Bertin, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ne se souvient pas, si dans son histoire de Bertin, notre regretté confrère Georges Bussière a cité cette anecdote tirée des *Œuvres de Chamfort* (tome II, page 47) :

Louis XV pensait qu'il fallait changer l'esprit de la nation, et causait, sur les moyens d'opérer ce grand effet, avec M. Bertin (le petit ministre), lequel demanda gravement du temps pour y rêver. Le résultat de son rêve, c'est-à-dire, de ses réflexions, fut qu'il serait à souhaiter que la nation fût animée de l'esprit qui règne à la Chine. Et c'est cette belle idée qui a valu au public la collection intitulée : *Histoire de la Chine ou Annales des Chinois*.

M. MARCHAND, chef de division honoraire à la préfecture de Tulle, maire de Saint-Pantaléon de Larche (Corrèze), offre au Musée du Périgord les deux billets de confiance, l'un de 10 sols, l'autre de 20 sols, de la commune de Jayac (Dordogne), dont il nous avait parlé dans une lettre précédente.

En même temps, il propose de nous communiquer un certain nombre de documents concernant la seigneurie de Cousages et remontant à l'année 1473, qui sont en sa possession.

Sa proposition est acceptée.

M. le Conservateur du Musée remerciera. Il nous apprend

que depuis hier il a pris possession du riche médaillier périgourdin que notre regretté vice-président M. Lespinas a bien voulu léguer au Musée. Il a exprimé sa reconnaissance à la famille.

Enfin, notre érudit vice-président M. Joseph DURIEUX nous mande que pour faire suite à la communication sur Maine de Biran, conseiller général, insérée au procès-verbal de la séance de février (*Bulletin* de cette année, page 89), il ne paraîtra pas inutile de préciser la date à laquelle Napoléon I^{er} accorda audience à la députation du Conseil général de la Dordogne. La réception eut lieu à Saint-Cloud le dimanche 3 août 1806.

► C'est au mois de décembre suivant que fut fondée à Bergerac la *Société médicale* de cette ville sous la présidence de Maine de Biran. Le sous-préfet philosophe y présenta successivement : le 13 novembre 1807, un mémoire sur les impressions affectives externes et internes et les sympathies considérées sous le double rapport physiologique et moral ; le 13 novembre 1808, une réfutation de la doctrine de Gall ; le 19 novembre 1809, un mémoire sur le sommeil, les songes et le somnambulisme. En mars de cette dernière année, un membre de la Société médicale, M. Latané, exposait l'histoire médicale des quatre mois précédents et le mouvement de la population communale de Bergerac en 1807-1808. D'autres travaux furent certainement communiqués. Nous savons qu'au commencement de 1807 la Société comptait trente-deux membres titulaires, parmi lesquels Beylot, Candillac, Delpit, Genette, Lacoste, Mathieu, Ters, Vidal, et dix correspondants choisis dans l'étendue du département de la Dordogne.

► Déjà, le 20 juin 1786, un groupe d'études, l'*Harmonie*, s'était créé à Bergerac grâce au docteur Valleton de Boissière dit Boissière (1733-1820). Originellement adonnée au Mesmérisme, cette Société élargit le cadre de ses recherches, à compter de 1788.

► Notre érudit confrère M. Eugène Roux rappelait tout récemment une aïeule de la Société historique et archéologique du Périgord, la Société littéraire de Périgueux 1780-

1792, composée de vingt-quatre membres titulaires, et mentionnait les diverses tentatives antérieurement ou postérieurement faites pour doter Périgueux et le Périgord d'un foyer littéraire et scientifique. Il n'est pas moins intéressant, croyons-nous, de signaler les deux compagnies savantes qui se constituèrent à Bergerac à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. »

On ignorait, en effet, l'existence de ces deux Sociétés.

La séance est levée à quatre heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE.

A ECORNEBOEUF, A LA GROTTE DE CAMPNIAC ET A LA BOISSIÈRE.

Le jeudi 15 juin, a eu lieu l'excursion organisée par la Société d'histoire et d'archéologie du Périgord.

Son objet était une visite des plateaux d'Écorneboeuf et de La Boissière, dont l'extrémité septentrionale surplombe l'Isle et ouvre sur Périgueux de splendides panoramas.

Constatons de suite que cette excursion a été pleinement réussie. Il convient d'en féliciter ses organisateurs, ainsi que son promoteur, M. le marquis de Bourdeille.

Le temps a eu sa bonne part dans ce succès. Il faisait chaud, mais la chaleur était tempérée par un vent léger, très doux et fort agréable.

Le rendez-vous était fixé pour le départ au Château-Barrière, à une heure précise de l'après-midi.

Il s'est formé là une brillante caravane composée d'une cinquantaine de personnes. Dans le nombre plusieurs dames qui ne sont pas celles qui vont montrer le moins d'entrain et d'intrépidité dans un parcours où les chemins sont assez mal frayés et offrent par endroits des escarpements d'une escalade difficile.

Nous nous abstenons, pour ne pas être trop long, d'énumérer les personnes présentes. Mais une exception nous paraît s'imposer en faveur de deux honorables savants,

devenus momentanément nos hôtes, du fait de l'invasion ennemie : nous voulons parler de M. Batteux, trésorier de la Société archéologique de Soissons, et de M. Clairambeaux, receveur municipal de la même ville.

Le distingué président de la Société, M. le marquis de Fayolle, prit la tête de la petite troupe, qu'il dirigea d'abord vers le bac de Campniac où il fallait passer l'eau.

Souhaiter un cicerone plus aimable et plus érudit serait souhaiter l'impossible.

Chemin faisant, il fit admirer les remarquables vestiges qui subsistent, au Château-Barrière même et dans la rue Romaine, du mur d'enceinte de l'antique Vésone.

Devant la tour de ce nom, il expliqua quel était son premier état et quelles circonstances amenèrent l'écroulement qui a rendu béante sa façade orientale.

Le long du chemin qui, de la tour, aboutit directement au pont jeté sur le canal en face de Campniac, il rappela les merveilleuses mosaïques trouvées dans les terrains sis à droite et à gauche de cette voie qui constituait une des rues, peut-être principales, de la cité romaine.

Plus loin, il signala l'emplacement des thermes qu'ont permis de fixer les trouvailles faites lors des travaux exécutés au siècle dernier pour le creusement du canal.

La rivière une fois traversée, l'on s'engage dans le vallon de Campniac. A droite coule le ruisseau des Jameaux, dont la source, à l'eau singulièrement limpide et fraîche, a pendant des siècles alimenté la population de Périgueux. A gauche, c'est le versant ouest d'Ecornebœuf, où serpentent plusieurs sentiers étroits et abrupts. La caravane prend l'un d'eux, qui la conduit au sommet, c'est-à-dire sur le plateau. Là, M. le marquis de Fayolle, évoquant les résultats des patientes investigations accomplies jadis par MM. Jouannet, de Mourcin, de Taillefer, Audierne, notamment la découverte de haches, pointes de flèches et autres instruments en silex, exhumés de ce sol ou même souvent trouvés à sa surface, en déduit qu'Ecornebœuf a dû être habité dès l'époque quaternaire, en tout cas à l'époque néolithique, dont l'industrie s'accuse

en des objets, non seulement de pierre, mais de bronze, pouvant paraître déceler une origine celtique.

Il a été trouvé aussi, dans le même lieu, des débris romains, mais cela prouve qu'il a été successivement occupé par des représentants de civilisations diverses.

Ces peuplades éprouvèrent, apparemment de bonne heure, le besoin de se protéger contre des voisins agressifs ou contre tous autres ennemis. Leur sûreté était complète du côté nord, grâce à leur altitude considérable au-dessus de l'Isle ; mais sur les autres côtés ils durent établir des fortifications en terre, dont M. le marquis de Fayolle a indiqué plusieurs traces qui se perçoivent encore très distinctement.

Au flanc du coteau faisant face au versant ouest d'Ecornebœuf, existe une grotte jadis explorée par notre Société et plus tard par MM. Féaux et Aublant.

M. Féaux, dans une causerie extrêmement intéressante, a exposé les résultats de ces explorations. Il a fait savoir que quand, en 1881, la Société archéologique du Périgord y pratiqua des recherches avec l'autorisation du propriétaire M. Lafon, la grotte avait été déjà presque entièrement vidée par son précédent possesseur et les objets qu'elle renfermait rejetés sur les terrains voisins. De nombreux ossements humains, dont quelques-uns brûlés, et d'autres, assez rares, portant des traces d'oxyde de cuivre, permirent de constater que la grotte avait servi de sépulture aux habitants d'Ecornebœuf, à la fin de l'époque néolithique confinant à l'apparition du bronze ; des vases en terre, de fabrication grossière, des haches polies, des pointes de flèches, des amulettes et grains de colliers, etc., qui avaient été placés près des morts suivant les rites funéraires de l'époque, furent recueillis, le plus grand nombre dans le champ devant l'entrée de la caverne, quelques autres à l'intérieur, mais beaucoup malheureusement avaient été détruits lors du déblaiement.

La plupart des excursionnistes ont, à la suite de M. Féaux, nanti d'une bougie, pénétré dans la grotte, qui mesure près

de trente mètres de long sur quatre ou cinq de large. Ils en sont ressortis, pour tout dire, quelque peu crottés.

L'excursion s'est continuée par la visite du plateau de La Boissière où M. le marquis de Fayolle, s'aidant d'un croquis très habilement exécuté par M. Féaux, a montré, dans sa configuration et ses délimitations exactes, ce qu'on a cru longtemps un camp romain, et ce qu'on a, pour ce motif, dénommé le *camp de César*. Mais il faut, plus vraisemblablement, y voir un oppidum gaulois. Les retranchements en sont très nettement marqués, ainsi que l'assiette générale.

Il était six heures du soir quand s'est terminée cette promenade non moins charmante qu'instructive.

E. Roux.

ARCHIVES DU CHAPITRE DE PÉRIGUEUX

On sait que le chapitre de Périgueux était autrefois composé de deux chapitres, celui de l'église cathédrale, sous le titre de Saint-Etienne, située dans l'antique ville de la Cité, et celui de l'église collégiale de Saint-Front, située dans la ville du Puy-Saint-Front.

Ces deux églises avaient été unies ensemble, en conséquence de lettres-patentes du Roi, sous l'épiscopat de Guillaume Le Boux, en 1669. Depuis cette union, les patrons de la nouvelle cathédrale étaient Saint-Etienne-Saint-Front.

Le chapitre formait un corps puissant, possédant d'ancienneté, par indivis et en paréage ou pariage avec le Roi, ou autres seigneurs engagistes, des droits sur différentes paroisses du diocèse. Il avait notamment la moitié de la justice haute, moyenne et basse, mixte et impère, de celles de Marsaneix, Sanilhac, Chalagnac, Eglise-Neuve-du-Sel, Pissot, Creyssensac, avec les enclaves de Grun et de Saint-Paul-de-Serre, Sainte-Marie-de-Chignac et Saint-Laurent-du-Manoire ; les villages des Taboissies, Tourtignac, Danguerre, La Bouexie, paroisse de Cendrieux ; partie des paroisses d'Atur et de Saint-Pierreès Liens ; la moitié de la justice de la paroisse de Mensignac ; la plus grande partie de celle de

Marsac ; la quatrième partie de celle du bourg et d'ex de Brassac, et la justice de la viguerie paroisse de Champcevinel.

Ces droits, très variés, consistaient en rentes et redevances, soit en nature, soit en argent. Quelques-uns étaient purement honorifiques.

Ils se trouvaient établis par une série d'actes, conservés dans le trésor du chapitre cathédral. Les protestants, qui s'emparèrent de Périgueux, en 1575, non contents de démolir la cathédrale et ses cloîtres, s'appliquèrent à anéantir toutes ses archives. Il fallut songer à une reconstitution totale, car d'interminables contestations n'avaient pas tardé à s'élever entre les chanoines et leurs vassaux et tenanciers. On vit des débiteurs profiter de la perte des titres les concernant pour contester leurs engagements, ainsi qu'il résulte d'un mémoire dressé, en 1788, par le syndic Paulhiac. Ces contestations, y fait observer le zélé chanoine, eut

« d'autant plus de succès que le chapitre manque parfois de titres propres à établir ses droits, attendu qu'ils ont été pillés et incendiés dans le ^{xvi}^e siècle, ainsi qu'il est établi par un procès-verbal de pillage et d'incendie de 1575, ce qui lui a fait perdre immensément de ses droits et peut-être plus de revenus qu'il n'en a conservés ».

Il ajoute, en note :

« Depuis cette époque fatale, les deux chapitres cathédral et collégial de Périgueux ont toujours été écrasés par des procès sans nombre, au point qu'on voit aux actes capitulaires du 15 novembre 1614, trente-neuf ans après le pillage et l'incendie des titres du chapitre, que le chapitre collégial députa ses deux syndics vers le juge-mage pour le prier de vouloir accorder qu'à chaque jour d'audience, il fût appelé six causes du chapitre, attendu la multitude de leurs procès ; (Il n'est ici question que de la collégiale seulement, la réunion des deux chapitres n'était pas faite encore) ».

Divers officiers publics furent employés à la réfection des archives capitulaires. Malgré tout le soin apporté à cette opération ardue, le résultat fut loin d'être complet. Les copies des titres retrouvés, avec peine, dans les greffes et les études de notaires, n'en remplirent pas moins de nombreux regis-

tres, auxquels on donna des noms particuliers, la plupart empruntés au texte du *Pater*.

Une réquisition judiciaire, présentée, en 1776, par le chanoine Raymond Roubenne-Dumeynot, sieur des Farges, syndic du chapitre, témoigne de l'état dans lequel se trouvait un de ces livres, après un siècle et demi d'usage. Il s'agissait d'obtenir le collationné et vidimé d'un acte de 1513, transcrit dans « un livre terrier, couvert de bazanne jaune, fort vieille, déchirée et rongée des vers, ayant pour titre au dos : *Qui es in cælis*, collégiale Saint-Front ».

Il existait, dans une des armoires du Trésor du chapitre, un registre plus ancien encore que ce livre terrier de la collégiale ; c'était la *Pancarte*.

On appelait ainsi le document qui fixait les juridictions, les redevances et l'état des deux diocèses du Périgord, en donnant à leurs antiques coutumes une confirmation légale. Il avait été dressé, en vertu d'un arrêt du Parlement de Bordeaux, sous l'épiscopat de Guy Bouchard d'Aubeterre. On en fit deux copies sur parchemin, l'une pour l'autorité civile, l'autre pour l'autorité ecclésiastique. Cette dernière copie, attachée dans les archives du chapitre avec une petite chaîne de fer, fut le seul livre qui put être soustrait à la rage destructive des Calvinistes.

Une pièce judiciaire, de 1674, en révélant son existence à cette époque, en a donné la description. L'abbesse du Bugue et ses annexes était en contestation avec l'évêque de Sarlat au sujet du droit de patronat et de présentation qu'elle avait sur le prieuré de Marnac. Jean Rey, syndic de l'abbaye, adressa une requête au sénéchal pour que ce magistrat voulut bien se transporter « dans le Trésor » du chapitre de Saint-Front, et y prendre un extrait et *vidimus* de la Pancarte, en ce qui concernait le prieuré de Marnac. Le lieutenant particulier se transporta à la collégiale, et, les portes du Trésor ayant été ouvertes par le bedeau, il leva, en présence de trois chanoines, l'article donnant raison à l'abbesse du Bugue. A cet effet, on avait retiré d'une armoire « un livre, couvert de bazane verte, escript en parchemin, intitulé : *La pencharte*, commençant par ces mots : *Sequuntur archipresbiteratus*, et

finissant par une requête présentée par les scindics et chanoines du chapitre cathédral de la présente ville, le 13^e mars 1554, signée : André, seneschal et commissaire, Bordes, procureur du Roy, et Jay, greffier ».

C'était une véritable administration que la surveillance des intérêts et la perception des revenus du chapitre. On peut se faire une idée de l'importance du rôle des syndics par l'examen des tableaux dressés par le chanoine Paulhiac, d'après les baux à ferme et les reconnaissances. A la veille de la Révolution, les recettes s'élevaient à..... 54786 l. » »

Les charges et dépenses à..... 32832 l. 3 4

En sorte que le revenu net était de..... 21953 l. 16 8

Ce qui, divisé en 34 portions égales, donnait pour chacun des chanoines composant le chapitre..... 645 l. 16 11

Afin de faciliter leur lourde charge, les syndics avaient soin d'avoir constamment à leur portée un livre qui leur offrit un résumé suffisant des matières contenues dans les autres.

Je possède un de ces recueils. Je le tiens, de même que le mémoire et les tableaux rédigés, en 1788, par l'abbé Paulhiac, comme je l'ai déjà dit (1), de l'abbé Audierne. C'est un fort registre in-folio, de 598 pages, relié en basane jaune, quelque peu endommagé par l'humidité et portant ce titre : *Extrait général de la cathédrale Saint-Etienne de la Cité*. Il renferme l'analyse de dix-huit registres, intitulés : *In, pater, es, noster, qui, tuum secund, premier registre vérifié, sanctificetur, la Cité, adveniat, corlis. La Cité et tuum premier* ; et, pour la collégiale : *Pater noster, Plantinelli, Pindraci, Chalagnac, Puyarry et Requiem*.

Ecrit en entier de la même main, il fut fait, dans les dernières années du règne pacificateur d'Henri IV. On en doit la conservation à l'heureuse habitude prise par le syndic Paulhiac de garder ce résumé des titres de sa corporation à son domicile, où l'auteur du *Périgord illustré* avait eu l'avantage

(1) Tome XXIX du *Bulletin*, p. 134.

de le rencontrer. C'est ce qui l'a sauvé de l'incendie que le trésor des chanoines eut à subir de nouveau, avec l'universalité des titres féodaux, considérés par les républicains de l'an II comme des monuments de notre ancien esclavage. J'ai rappelé ailleurs (1) la participation de Prunis à ce regrettable autodafé.

De la perte de tous les livres renfermés dans le Trésor du chapitre de Périgueux, ce fut celle de la Pancarte qui suscita le moins de regrets ; car, l'intérêt exceptionnel qu'un pareil document avait eu sous l'ancien régime était cause qu'il en était resté de nombreuses copies, dont l'une d'elles a été publiée, dans le *Bulletin* de notre Société historique par le regretté chanoine M. René Bernaret (tome I, pp. 345-389).

Grâce à la destination que je lui ai assurée, le Périgord ne perdra pas le seul registre du chapitre qui ait eu la chance d'échapper au vandalisme révolutionnaire. Cet *Extrait général de la cathédrale de la Cité* n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. A cet égard, sa valeur est incontestable.

Je ne saurais mieux terminer ce rapide aperçu qu'en reproduisant ici le passage relatif aux faits les plus anciens, rapportés dans ce dernier livre, qui restera comme le témoignage le plus éloquent de la puissance temporelle du chapitre de Périgueux sous l'ancien régime.

Ces faits se trouvaient consignés dans un acte dressé par le notaire G. de Besco qui les avait tirés, le 19 avril 1513, d'un registre communiqué par le couvent des Frères Prêcheurs.

Voici ce passage où, à la suite de la relation de l'arrivée des Jacobins à Périgueux, il est fait allusion à l'abbaye, illustrée par le séjour de saint Cybard et aux ravages des Normands :

L'an 1241, vinrent à Périgueux les frères prescheurs... Entre lesd. frères prescheurs, fust Jehan Balister, limosin, tenant lors l'évesché feu messire Pierre de Saint-Astier, duquel lesd. frères prescheurs furent gracieusement receubs. Et lequel, avec le conseil de son chapitre, auquel y avoit des chanoines de grande révérence et bonté,

(1) *Mémoire sur les archives municipales de Périgueux*, 1880.

donna ausd. frères le lieu et esglise de Saint-Martin près les murs de la ville de Périgueux, avec ses bastimens et appartenances, et auquel lieu estoit en ce temps là certain prioré appartenant au monastère des religieux de Saint-Jehan de Cole et un chanoine soubz le nom de prieur y habitoit, et après avoir plustost esté balhié recompense par ledict s^r evesque et chapitre ausd. religieux dudict prioré. Car, premièrement, ils heurent en recompense de l'evesque l'esglise du Toulon, laquelle aiant quittée, ils eurent l'esglise de Saint-Martin qui est plus bas hors la dicte ville. Et quant à l'autre église de Saint-Martin, laquelle fust donnée ausdicts frères prescheurs, ils firent descoudre le chef qui estoit rond. et le reste qui demeura est jusques à maintenant la chappelle de l'infirmerie. Ledit s^r evesque donna dadavantage, une bonne somme d'argent pour faire leurs bastimens, et aultre somme ausdits chanoines de Saint-Jehan de Cole, qui est cause que à bon droict ledict s^r evesque fust conventuel audict couvent de Périgueux et le vrai père et patron, et finalement en l'ordre de Limosin un vrai frère au couvent, là où il prinst l'habit de l'ordre, l'an trente troisièsmes de son evesché, et, l'an 1267, auquel couvent il vesquit honorablement et avec gronde louange, l'espace de huict années, quatre moys et demy, et y mourust le 14 juillet, un jour de dimanche, l'an 1275.

Est narré aussy par ledict acte que audict lieu et habitation desdits frères prescheurs souloit estre une abbaye, en laquelle saint Eparchius, issu de la noble race des comtes de Perigort, fust moyne et père des moynes. Et laquelle abbaye estant destruite par les Normans, que fust lors que la ville de Périgueux fust aussy ruinée, que fust l'an huict cent quarante.

Par ledict acte est faict pareillement dénombrement des six premiers prieurs dudict couvent des frères prescheurs de la dicte ville. Puis est dit que frère Pierre Porte de Ville fust le onzième prieur. lequel fist faire le grand chapitre et augmenta le cloistre. »

Comme on le voit, cet *Extrait général* est beaucoup plus qu'un simple répertoire. Il révèle, presque à chaque page, des détails précieux non seulement pour les annales religieuses du Périgord, mais aussi pour l'histoire et la topographie des paroisses de la fondalité du chapitre. Je souhaite qu'il puisse faire un jour l'objet d'une étude spéciale : il le mérite sous plus d'un rapport.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

L'ERMITAGE DU PONT DE LA CITÉ

Dans la très intéressante note sur le *Moulin de la Cité* qu'il a publiée dans le *Bulletin* de mai-juin 1916, notre savant secrétaire général M. F. Villepelet, dit :

« C'est à l'extrémité de ce vieux pont, sur le grand chemin royal, que devaient être la cellule et la chapelle de l'ermite du Pont de la Cité, dont je n'ai pu retrouver les restes.... »

Ces restes existent pourtant ; je les connais depuis longtemps et les ai vus tout récemment encore, à l'emplacement que leur assigne la tradition et que voici :

On trouve entre la sortie (rive gauche) du vieux Pont de la Cité et le mur sud qui enclôt, de ce côté, le parc du Castel-Fadèse, un peu en arrière — sur la gauche — du chemin actuel, autrefois chemin royal de Périgueux à Bordeaux, et formant « tête de pont », trois immeubles en file, anciens et de pauvre apparence, dont l'un situé au nord du groupe et à trois mètres du mur précité, présente un certain intérêt alors que les autres en sont complètement dépourvus.

Cet immeuble, remanié et réparé à diverses reprises en vue d'une banale habitation rurale, mesure quatre-vingt-dix mètres superficiels approximativement. Son unique étage, auquel on accède par un large perron, est surélevé d'environ deux mètres au dessus du chemin qui le longe.

Sa porte d'entrée, ouverte dans l'axe de sa façade principale (face au chemin) est surmontée d'une niche de certaine importance, ménagée dans l'épaisseur du mur qui, la chose ne paraît pas douteuse, servit à recevoir la statue d'un patron dont j'ignore le nom.

Ce détail est, à mon avis, caractéristique et précise bien l'affectation religieuse primitive de cet immeuble. Il corrobore par surcroît la tradition en faisant de ce dernier l'ermitage du Pont de la Cité ou tout au moins sa chapelle qui, au dire des *Livres Mémoires* de l'hôtel de ville, se trouvait « au bout du pont ».

Et si la destination des deux autres reste indéterminée (1), leur situation isolée ne permet-elle pas de supposer qu'ils purent être affectés à une de ces œuvres hospitalières communément fondées au Moyen Age pour porter aide et assistance aux voyageurs en détresse, à une époque où la circulation sur les chemins et la traversée des rivières présentaient les plus grands dangers ?

Ce n'est là qu'une conjecture ; aussi nous paraît-il prudent de ne pas insister sur ce point... en attendant mieux.

CH. D.

CONTRATS D'APPRENTISSAGE

DE LA RÉGION DE MUSSIDAN, AU XVIII^e SIÈCLE.

Parmi les contrats d'apprentissage nous trouvons les médecins-chirurgiens, les huissiers, les brésiliers ou charpentiers de bateaux, les tanneurs.

Aujourd'hui nous nous contenterons de citer d'autres métiers de la contrée de Mussidan, les précédents devant paraître dans ma *Monographie du Fleix*.

Nous commencerons par le brevet d'apprentissage du métier de teinturier, puis nous continuerons par cinq autres professions.

1^o *Teinturier*. — François Brunet, charpentier de Moriac en Douzil-lac, met en qualité d'apprentif du métier de teinturier en étoffe la personne de François, son fils, entre les mains de Louis Bessines, marchand et teinturier, habitant des faux bourgts de la ville de Mussidan, pour le temps et espace de trois mois, qui se prendront, scavoir : quinze jours au mois de novembre 1762, quinze jours dans celui de décembre, le mois de janvier de l'année suivante en entier et le troisième mois se prendra quinze jours du mois de juin et les autres quinze jours pour parfaire lesd. trois mois, au mois de juillet

(1) En 1320, le jour de Jeudi Saint, d'après les *Livres des comptes* de l'hôtel de ville, des lépreux, appréhendés au corps, furent internés en divers endroits aux environs de la ville et notamment au Pont de la Cité ; — peut-être dans ces locaux, car il ne paraît pas qu'il en ait existé d'autres en ce lieu.

prochain (acte notarié du 3 octobre 1762). François Brunet, comme conditions, sera tenu de bailler et payer audit Louis Bessine la somme de trente livres payable en deux pactes égaux, premier jour de novembre prochain et le second au jour de carnaval aussi prochain. En outre, ledit François Brunet père sera tenu de raccommoder un apprentif en torchis qui est au bout de la maison de Bessine et du côté du jardin, remettre des solles et pilliers dont Bessine fournira les matériaux et les torchis nécessaires. Lequel apprentif ledit Brunet s'oblige faire dans tout le cours du carême prochain, au moyen de quoi Bessine sera tenu nourrir et coucher seulement Brunet fils dans le temps qu'il travaillera en sa compagnie soit à la teinture soit à la faction des étoffes et dont il sera tenu d'y travailler. Lorsqu'il ne se trouvera pas de teinture à faire, Bessines s'oblige lui enseigner de son possible ledit métier de teinturerie, c'est-à-dire tout ce qu'il peut savoir lui-même et le traiter de la manière que font les maîtres aux apprentifs ; et icelui Brunet d'être docile et bienfaisant en tout ce qui concerne ledit métier ; en cas advenant que ledit Brunet fils manquat quelques journées, il sera tenu de les remettre à Bessines lorsqu'il en aura besoin et éviter que celui-ci soit tenu de prendre un autre garçon à la place dudit Brunet ; ce qui expressement est accepté par Brunet père qui a promis d'exécuter, etc.

2^o *Brevet d'apprentissage du mestier de masson* (acte notarié, 26 avril 1762).

Joseph Armois, dit l'Assurance, m^e masson (Saint-Georges, près Mussidan), prend en qualité d'apprentif dudit mestier de maçon la personne de Arnaud Brugne, fils de Jean, du présent faux bourg, pour le temps et espace d'une année qui commencera à courir que le trois de mai prochain et finira à pareil et semblable jour en ce que Brugne père s'oblige de payer audit Armois la somme de quinze livres pour ledit apprentissage, sur laquelle il a été compté et baillé celle de six livres en bonnes espèces de cours, ycelle vue et examinée.... Quant à la somme de neuf livres restante, ledit Armoid a promis les faire gagner à Brugne fils après l'expiration de ladite année d'apprentissage, c'est-à-dire que ledit Armoid ce retiendra lors le payement qu'il serait obligé de faire audit Brugne fils jusques à l'effectif payement de ladite somme de neuf livres ; et advenant que Brugne fils vinsse à quitter ledit Armoid après l'expiration de ladite année, Brugne père sera tenu de rembourser cette somme ; promettant ledit Armoid nourrir et coucher ledit Arnaud Brugne et lui enseigner de son possible ledit mestier de masson ; en ce qu'il sera tenu d'être obéissant en ce qu'il lui commandera concernant le mestier ; et adve-

nant que ledit Arnaud Brugne vinsse à quitter ledit Armoid dans le cours de ladite année pour cause légitime, icelui Jean Brugne fournira audit Armoid un autre garçon capable à travailler, ainsi qu'aurait pu le faire ledit Arnaud ; tout comme ledit Armoid ne pourra renvoyer ledit Arnaud sans cause légitime, ce qui a été pour expres convenu et pour l'entière exécution des présentes, les parties, etc.

3^o *Brevet d'apprentissage du métier de faure en la personne de Elie Parier* (10 avril 1762).

Guillen Brasseur, faure, habitant du lieu de la Nouzillière, près le moulin de Bourgnac, paroisse de Sourzac, en sa qualité de curateur et oncle paternel de Elie Perrier, son neveu, a mis en qualité d'apprentissage du métier de faure, la personne dudit Elie Parier, entre les mains de Pierre Chazeaud, faure, habitant du village de Peypruneau, paroisse d'Yssac, pour le tems et espace de deux ans qui ont commencé à courir depuis le vingt-huit feuvrier dernier et finiront à semblable jour... Ledit Guillen Brasseur en sa qualité de curateur a promis bailler et payer à Chazeaud la somme de trente-six livres en deux pactes de 18 l. chaque, le premier le jour de la Saint-Jean-Baptiste prochain, et le second à l'expiration des deux années, le tout sans intérêts ; au moyen de quoi, Chazeaud s'oblige de nourrir, coucher et blanchir seulement ledit Parier et de lui enseigner de son possible ledit métier de faure et de le traiter de la manière que les maîtres traitent les garçons ou apprentif, comme aussy sera tenu ledit Perrier d'être docile et obéissant en tout ce qui concernera ledit métier de faure, et autrement ainsy que les apprentif doivent être à leurs maîtres ; ne pourra ledit Perrier quitter ledit Chazeaud sans cause légitime, tout comme ledit Chazeaud ne pourra renvoyer ledit Perrier sans cause légitime ce qui a été ainsi stipullé et accepté par les parties ; et pour l'entière exécution des présentes, etc.

En présence de Joseph Pelletrasde, maître architecte (ne sait pas signer) et Antoine Magardeau, praticien, de Saint-Gery et Buisson, notaire.

4^o *Apprentissage de métier de merindhier* (du 4 mars 1765).

Pierre Ronteix, laboureur du village de Longe-Cotte, paroisse de Chantérac de Pouquet, donne en apprentissage pour le temps et espace de vingt-cinq mois, à Joseph Roubenot, maître menuisier, habitant la présente ville de Mussidan, pour apprendre le métier de menuisier du mieux qu'il lui sera possible ; en ce qu'il est convenu entre les parties que ledit Jean Ronteix ne pourra pendant lesdits vingt-cinq mois quitter ledit Roubenot, et à défaut le père devra livrer un autre garçon, à moins de mort dudit Jean ou dudit Roubenot. Pour lequel

ledit présent apprentissage ledit Ronteix père contractant promet par ces présentes, s'oblige bailler et payer audit Roubenot, les fêtes de la Pentecôte prochaine, la somme de trente-six livres aux peines de droit ; demeure convenu entre les parties que les dits vingt-cinq mois ne commenceront que dans huitaine, temps auquel ledit Ronteix promet faire rendre ledit Jean son fils.

Présents Claude Pontard, procureur en l'ordinaire, etc.

Nota. — Le titre porte la profession de merindhier et l'acte celle de menuisier.

Il y a tout lieu de croire que ces deux professions s'alliaient ensemble et que le menuisier façonnait également du merrain pour barriques.

Les barriquayres s'appelaient aussi charpentiers à barriques.

5^e et 6^e *Deux brevets d'apprentissage de tailleur pour robes* (de 1762 et 1765).

Jean Abezont, tailleur pour robes, habitant les faux bourgs de Mussidan, paroisse Saint-Georges, prend Vincent Coutourou, fils d'autre Vincent Coutourou, tailleur d'habits, domicilié au Breuilh, paroisse de Neuvic, pour dix-huit mois, afin de lui apprendre son métier de tailleur pour robe, moyennant la somme de trente livres, payable un an après l'entrée de l'apprentis. Au moyen de quoi, Abazont s'oblige de nourrir et coucher seulement ledit Vincent fils et de lui enseigner de son possible ledit métier, de le traiter de la manière que les maîtres traitent leurs apprentifs ou garçons, comme aussi sera tenu ledit Vincent d'être docile, obéissant, etc.

L'autre apprentissage est de Jeanne Coly, fille de Jean Coly et de Catherine Roubenne, décédés, maîtresse de ses droits, qui, en présence de témoins, déclare que son intention est d'apprendre un métier convenable à son état et suivant ses facultés et que par ces raisons elle aurait prié et requis Jean Abezon, tailleur pour femmes, de vouloir bien lui enseigner le métier dudit tailleur pour femmes, en lui payant le droit d'apprentissage ; à quoi a besoin ayant accepté, a, de son bon gré et volonté, pris en sa compagnie ladite Jeanne Coly en qualité d'apprentive et ce pour le temps et espace de deux ans et demy, à commencer ce jourd'huy (21 janvier 1765). Ledit apprentissage ainsi fait moyennant la somme de quarante-cinq livres que ladite Jeanne Coly a tout présentement payé en sept écus de six livres espèces et un écu de trois livres par lui vue, examinée, prise et emboursée, en

présence des notaire et témoins. De laquelle somme Abezon se contente et du prix du présent apprentissage en donne quittance à ladite Jeanne Coly, avec promesse qu'il ne lui en sera jamais fait. Moyennant que ledit Abezon promet comme s'oblige par ces présentes apprendre à ladite Jeanne Coly le métier de tailleur pour femme et de son possible, ainsi que de la nourrir et coucher pendant ledit temps et par ladite Jeanne Coly faire de son mieux pour apprendre ledit métier et estre obéissante en ce qui concerne ledit métier et ainsy et de même que sont tenus les apprentifs envers leurs maitres, etc.

Pour extrait :

Am. GRENIER.

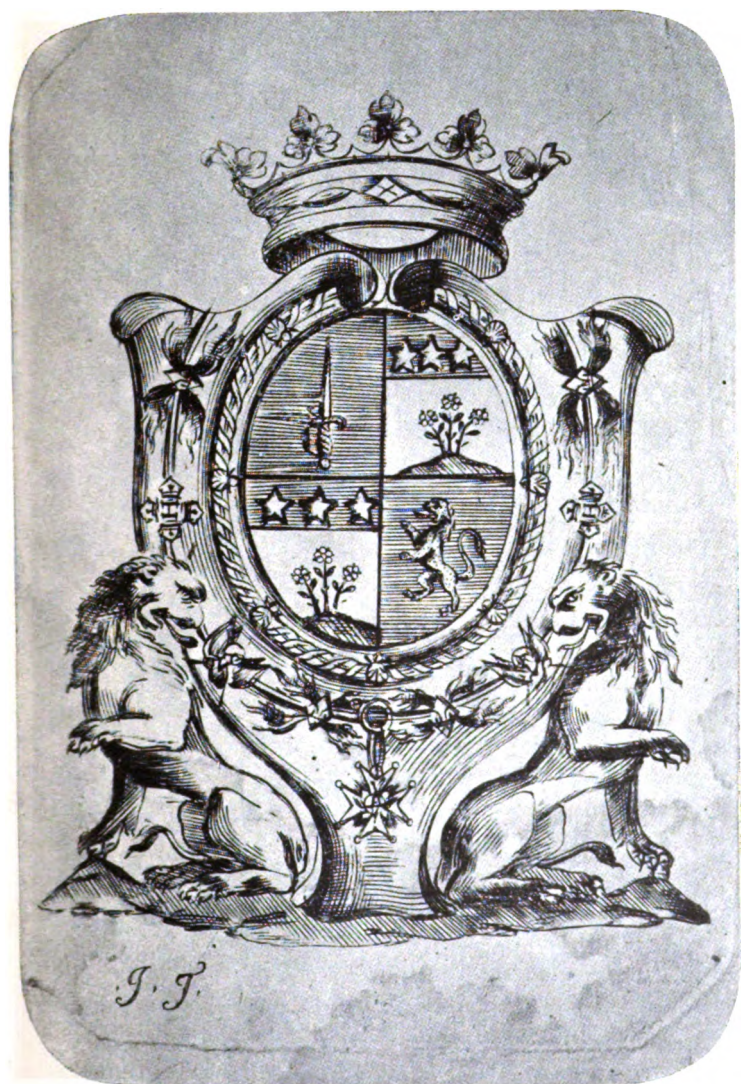
EX-LIBRIS

D'H. DE BERTIN ET DE C. DE BEAUMONT.
PREMIERS BARONS DU PÉRIGORD.

Il est de toute justice de dire que si ma signature figure seule au bas de cet article, c'est bien parce que notre érudit vice-président, M. Dujarric-Descombes, l'a ainsi voulu. Il m'est très agréable d'ajouter que non seulement il en est absolument l'inspirateur, mais aussi qu'il a mis gracieusement à ma disposition les notes qu'il avait recueillies. C'est lui qui avait connaissance de l'existence des pièces rares présentées aujourd'hui à nos confrères.

J'ai été très heureux qu'une circonstance fortuite m'ait amené, il y a quelques mois, à examiner à Genève la superbe collection d'ex-libris d'un des grands collectionneurs européens, M. Raisin. Cet avocat-conseil du consulat de France, tout dévoué en ce moment à nos œuvres françaises de guerre, ne se contenta pas de m'accueillir avec la plus sympathique cordialité, il voulut bien également donner à M. Dujarric et à moi quelques indications sur les deux pièces en question, puis en faire faire la photographie. Les clichés s'étant brisés en route, M. Raisin fit alors aimablement exécuter en Suisse, les clichés typographiques, qui servent à illustrer ce numéro de notre *Bulletin*.

Il me faut aussi remercier mon cousin, le capitaine de



Ex-libris de HENRY DE BERTIN

Ministre de Louis XV

Roton, que la convalescence d'une grave blessure a retenu de longs mois à l'hôpital de Montpellier, pour les renseignements qu'il nous a donnés sur Christophe de Beaumont, aïeul de M^{me} de Roton. Collectionneur d'ex-libris, il avait ainsi double motif pour s'intéresser à la reproduction de la seconde de ces pièces.

Sur le ministre Bertin, une des gloires du Périgord, rien à redire de nouveau (1). M. Bussière dans son étude sur notre compatriote nous a dit que ses « goûts de grand seigneur se sont traduits par de belles reliures à ses armes et des ex-libris ». Notre *Bulletin* (1909, p. 278) reproduit un de ces ex-libris, ou plutôt une pièce supposée telle alors. Une autre a été indiquée par M. Dujarric-Descombes, qui nous la signala comme rare et comme révélant l'existence du seul ex-libris connu (2). Ce n'est pas celle ci-contre, puisqu'elle était en largeur et avait une légende. Dans cette communication, notre vice-président indiquait que la pièce reproduite dans l'étude de M. Bussière « ne saurait nullement constituer un ex-libris. D'après les spécialistes... c'est une armoirie de dédicace. »

S'appuyant là-dessus, M. Lespinas, dans la séance de février dernier, nous faisait la même objection, quand je présentai le fac-simile de l'exemplaire de la collection Raisin. Bien que je fusse loin de partager ses scrupules, je tins à interroger mon ami génévois. A son avis l'hypothèse d'une vignette à dédicace est à rejeter.

« Le format, m'écrivit-il, est bien celui d'un ex-libris, ainsi que la manière même de la pièce. Je remarque que les marques de cuivre sont très apparentes, en donnant 134^{mm}×184^{mm}. Si la vignette avait

(1) Henry de Bertin, né en 1720, mourut en 1792. Il fut, on le sait, intendant de Lyon, contrôleur général, deux fois ministre.

(2) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1910, p. 51, procès-verbal de la séance de décembre 1909. Cet ex-libris, nous apprend M. Dujarric, fut vendu 48 fr. en novembre 1909, sous le n° 303 de la 1^{re} partie de la collection A. de Ramade. Il ajoute « par M. Estoup, libraire, pour le compte d'un M. Depas ». (Justin ou Charles de Pas, de St-Omer.)

dû faire partie d'un titre, on aurait gravé sur une grande planche, de manière que les marques de cuivre n'apparaissent pas sur la page. Je ne vois pas du tout, s'il en était autrement, comment serait disposée cette dédicace avec un texte. J'ai vu beaucoup d'armoiries de placets et j'ai remarqué qu'elles sont placées en bandeau en tête des pages ou imprimées au verso du titre ; aucune ne ressemble à l'ex-libris en question. »

Mon confrère de la Société française d'Archéologie, le comte Lair, grand amateur-connaisseur d'ex-libris et qui possède aussi la même pièce, partage cette manière de voir.

Les initiales J. T. sont celles du graveur Joseph Tubert, de Montpellier, qui vivait dans la seconde moitié du xviii^e siècle et qui grava plusieurs ex-libris, ce qui semble une présomption pour que son Bertin soit une pièce de cette nature.

De l'examen des armoiries de ce ministre, que nous avons sous les yeux, naissent les réflexions suivantes. Les Bertin d'Eyliac et de Saint-Laurent sur Manoire devaient avoir comme armoiries primitives, bien que je n'aie pu encore déterminer leur jonction avec ceux dits de Saint-Martin : *De (azur ?) au griffon de... tenant entre ses pattes une épée de... surmonté d'un croissant entre 2 étoiles de... et soutenu de plantes (roses ?) de... mouvant de la pointe de l'écu*, qui sont celles des Bertin de Saint-Martin, connus à Périgueux depuis la fin du xvi^e siècle, quoique, je le répète, la jonction des maîtres de forge d'Eyliac avec eux n'ait pas été encore établie — à mon avis du moins — avec certitude.

Je découvris récemment ces armoiries sur le testament de Jehan Bertin, bourgeois et marchand de Périgueux, daté de 1588 (1). Comme Jehan était de la branche de Saint-Martin, qui a donné des conseillers au Parlement de Bordeaux, il serait bizarre que des fleurs, des étoiles, une épée, se trouvassent par hasard dans les écus de deux familles de même nom, en même temps que d'habitat proche, et qu'elles fussent distinctes l'une de l'autre. Il est d'autant plus vrai-

(1) Archives dép. de la Gironde, Série E *Familles* (classement provisoire). Voir *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, 1913, p. 189.

semblable que nous sommes en présence d'une seule et même race, que certains cachets de la famille du ministre donnent la variante suivante dans l'écartelé de l'ex-libris, que je ne blasonne pas, faisant simplement observer que les étoiles sont ici d'argent, alors que l'*Armorial du Périgord* les indique d'or. Le premier quartier montre sur champ azur un lion tenant une épée entre ses pattes et par la pointe. Avec le temps et à mesure de la *poussée* de la famille, les armoiries se modifièrent, se codifièrent, si on préfère. On le voit : le griffon devint un lion. Pourquoi ? Très vraisemblablement parce qu'on découvrit qu'il y avait en en Limousin une famille noble, du nom de Bertin, qui portait un lion d'or rampant contre une épée d'argent (1). Quant à l'épée, on la plaça tantôt loin du lion tantôt entre ses pattes.

D'autre part, dans les archives du château du Rocq d'Allas, j'ai trouvé sur une lettre de 1710 un cachet où se voit simplement l'écu : *d'argent à 3 roses de gueules feuillées et tigées de sinople sur une terrasse du même, au chef d'azur chargé de 3 étoiles d'or*. (Ce chef des familles anoblies.) (2).

J'ajoute que l'*Armorial de 1696* (Registre Guyenne, f. 319) nous donne sous le nom d'un Agenois, Barthélemy Bertin, ancien capitaine de dragons au Régiment du Dauphin, des armoiries très fantaisistes, que je ne signale ici que comme curiosité et pour dire que cet officier n'appartient pas au Périgord : « *d'argent à une caisse (de tambour) de gueules, laquelle supporte 2 étendarts d'azur et est accostée de deux dauphins adossés aussi d'azur*. » La composition de l'écusson fut inspirée par le régiment de ce capitaine.

En ce qui concerne surtout les familles bourgeoises, on se trouve souvent en présence de problèmes héraldiques dans le genre de celui soulevé par le blason des Bertin. Je me suis

(1) Consulter Nadaud : *Nobiliaire du Limousin* ; *Honri Bertin*, par Bus-sière, *passim* ; les manuscrits du Cabinet des Titres à la Bib. nat., spécialement Chérin, 24.

(2) Il résulterait de cette lettre et d'une autre que Jean de Bertin, trésorier de France à Périgueux, était beau-père de Guillaume Boucher, s^r du Roc et de la Tour, dont ce 3^e mariage est inconnu des généalogistes.

étendu sur celui-ci parce qu'il s'agit d'un des personnages les plus marquants du Périgord.

Pour en finir en ce qui concerne son écusson, on y observera la couronne ducale, qui timbre également de ses cachets et la gravure de son portrait par Roslin (1). Aurait-il songé à faire ériger la châtellenie de Bourdeilles en duché-pairie ? Ou bien croyait-il — ou ses *graveurs* pour le flatter voulaient-ils le lui insinuer — que le titre de *Premier baron du Périgord* (attaché à Bourdeilles) et de *l'Aunis* comportait la couronne ducale, à l'instar de certains archevêques, qui s'arrogent les 5 rangs de houppes cardinalices à leur chapeau, parce que leur siège comporte le titre désuet de primate ? *Quien lo sabe ?*

Du ministre passons à l'officier général, Christophe de Beaumont, et de suite, pour ne pas sortir du sujet ci-dessus, observons la couronne absolument hétéroclite, qui timbre l'écusson de son ex-libris. La haute fantaisie y règne ; trois des feuilles d'ache de la couronne ducale y font place à des fleurdelys et une sorte de bonnet ajoute à la bizarrerie de cette couronne. Voulait-elle préluder, elle aussi, à une érection possible de la châtellenie de Beynac en duché-pairie ? Je fais allusion à ce qu'à cause des différends, qui existèrent entre Monseigneur de Beaumont et le Parlement à propos de la bulle *Unigenitus*, la Cour, pour aplanir les difficultés, proposa au célèbre archevêque de Paris, s'il se démettait de son siège (ce que noblement le prélat refusa), le chapeau de cardinal, la riche commande de Saint-Germain des Prés, la charge de Grand-Aumônier de France et le brevet de duc et pair pour son neveu et filleul, Christophe de Beaumont.

Ce serait chercher bien loin dans ce brevet, vaguement offert, une explication à cette couronne à fleurdelys, où je serais disposé à voir plutôt un souvenir d'une tradition de famille, d'après laquelle les 3 fleurdelys remplacèrent, dans

(1) *Sigillographie du Périgord*, 2^e éd. p. 74. — *Henri Bertin*, III, p. 48.



Ex-libris de CHRISTOPHE DE BEAUMONT
Officier général

les armes de Beaumont, 3 roses, par concession de Philippe de Valois, en récompense des services rendus par Amblard de Beaumont, principal ministre du dauphin Humbert, et au talent duquel la France devrait en partie le Dauphiné. La Maison de Beaumont est en effet une des plus authentiquement anciennes du Grésivaudan. Elle tenait un très haut rang à la cour des Dauphins.

L'ex-libris reproduit ici fut gravé par un artiste peu héraldiste et modeste burineur pour Christophe de Beaumont, le premier des Beaumont de la branche du Repaire qui prit le titre de marquis, en raison du marquisat de Beynac (première baronnie du Périgord) qu'il tenait du chef de sa femme, Marie-Claude de Beynac. Cette cousine, épousée en mars 1761, était fille aînée du dernier marquis de Beynac et héritière de la majeure partie de la fortune paternelle. Son mari posséda, outre la Roque et Beynac, le Repaire, vendu après la Révolution, et la Marthonye dans Saint-Jean de Côte, passé à ses descendants de Falvelly.

Christophe de Beaumont, né le 11 avril 1731 dans le délicieux castel de la Roque, qui appartient à notre confrère, le marquis Soffrey de Beaumont-Beynac, eut pour parrain son oncle, M^{re} de Beaumont, qui n'était alors que chanoine-comte de Lyon. Sa carrière est assez brillante pour que j'en dise deux mots. Successivement sous-lieutenant aux Gardes-Françaises, aide-major général de l'armée du Bas-Rhin, il fit diverses campagnes et se signala particulièrement à la bataille d'Hosteinbeck en 1757. Le 10 février 1759 il fut nommé colonel au régiment de la Fère, n'ayant pas encore 28 ans. En 1770 Christophe fut choisi pour être un des menins du Dauphin. Le titre de gouverneur du château de Domme en Périgord, près de son château-fort de Beynac, qui lui fut octroyé, nous paraît être une charge plus honorifique que lourde.

La croix militaire de Saint-Louis, les drapeaux, tambours, trompettes, sabres, piques, etc., qui ornent son ex-libris, où les armes des Beaumont sont accolées à celles de nos vieux Beynac, dénotent l'esprit guerrier de C. de Beaumont marquis de Beynac.

Bon sang ne peut mentir. A l'heure terrible actuelle, les Beaumont, rien que dans la branche périgourdine du Repaire, comptent quatre militaires, dont un tué au champ d'honneur, un disparu, un officier au front depuis 22 mois. « Les ruines amoncelées sur notre patrie, peuvent-ils dire bien haut, ne nous feront pas trembler » et chacun d'eux ajoutera : « Elles peuvent s'abattre, je resterai impassible dans l'accomplissement de mon devoir. » C'est qu'ils ont devant les yeux la belle devise de leur Maison : *Impavidum ferient ruine*.

SAINT-SAUD.

L'ORIGINE DE DE MOURCIN.

SON ALLIANCE AVEC LES RAFAILLAC DE LA SERVOLLE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous exprimer tout d'abord mes regrets de ne pouvoir chaque année, par suite de mon éloignement du pays natal, joindre mon modeste suffrage à ceux de nos collègues, pour votre élection à la présidence de la Société, dont vous dirigez les séances avec une si profonde compétence et bienveillante autorité.

Je possédais des papiers de famille (pièces d'état-civil, actes notariés, etc., etc.) provenant du côté paternel et maternel, que mes occupations ne m'avaient pas permis d'étudier. Je les avais mis dans des cartons après les avoir soumis à un travail de restauration par une opération que je me propose de vous faire connaître prochainement. Depuis quelques mois, j'ai eu le temps de les examiner plus attentivement, d'éliminer tout ce qui était sans importance, en ne conservant que les pièces présentant un réel intérêt. Quelques-unes concernent ma famille paternelle, M. de Mourcin et la famille de La Servolle, et ont servi à établir les notes que j'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui.

Beaucoup plus nombreuses et importantes, les autres pièces laissées par mon grand-père maternel Brou de Lauretie, concernent les différentes branches de la famille de Brou — (Brou de La Chèze, de La Rambaudie, de Puylaureau, de Chamberliac, de Laurière, de Veyssière), et la famille de Montauzon, et seront utilisées pour une étude ultérieure concernant ceux des membres de cette famille ayant été le sujet de communications à la Société archéologique.

M. de Mourcin était parent de la famille de La Servolle par le mariage de Marie de Mourcin (1727-1753) avec Jean Rafaillac, sieur de la Servolle, docteur en médecine (1718-1780). De cette union étaient provenus : Jean (1746), Pierre (1747) et Catherine, qui, par son mariage à Beaupuy, paroisse d'Auriac, le 2 mars 1778, avec Jean-Baptiste Beau de Verdeney, établit les liens de parenté entre les familles de Mourcin, La Servolle et Verdeney. La naissance de mon grand-père Jean-Joseph eut lieu à Beaupuy, le 10 décembre de la même année. Les jeunes femmes, à cette époque, se rendaient assez souvent, avant leur délivrance, dans la famille de leur mère pour leurs couches ; c'est ce qui explique la naissance de mon grand-père à Auriac, où eut lieu également la naissance de son frère Jean-Baptiste en 1783.

M. de Mourcin, que j'ai connu, et chez lequel je suis allé quelquefois vers l'âge de 8 ou 10 ans, en compagnie de mon grand-père ou de mon père, habitait (d'après mes souvenirs d'enfance assez imprécis) dans une vieille maison, située rue Eguillerie, entre la rue de la Sagesse et la rue Limogeanne. Ma jeune imagination à cette époque fut vivement impressionnée par l'aspect de la vaste pièce qui était son cabinet de travail, encombrée de livres et d'objets de toutes sortes : fossiles, silex taillés, armes, etc. D'après mes souvenirs, un peu vagues depuis cette époque, et ayant pour origine des conversations entendues dans ma famille, à sa gouvernante qui lui servait de secrétaire, il avait appris le Latin, le Grec et peut être aussi, je crois, un peu l'Hébreu. Je possède un Lexique Grec-Français, Paris, Delalain, 1822, qui vient certainement de lui. M. de Mourcin avait signé (mai 1840) au contrat de mariage de mon père et de ma mère.

La famille de Mourcin était originaire de Razac, mais provenait peut-être à une époque plus reculée, du lieu de Mourcin, paroisse de Coursac (voisine de Razac), lieu cité page 158, tome IV, *Bulletin de la Société archéologique*.

A une demande de renseignements sur sa famille maternelle, mon cousin Emile Lemaître, petit-fils d'Adolphe-Isidore de La Servolle, retraité chef de bureau du Contentieux aux Finances et décédé en 1871, m'avait fait parvenir une notice sur les membres de la famille de La Servolle. Pour vous documenter sur ces originaires du canton de Montignac, je crois ne pouvoir mieux faire que de vous l'adresser, et en même temps un état sommaire de divers documents et actes notariés concernant les membres de cette famille.

A la suite de la communication de M. Joseph Durieux, faite à la séance du 2 décembre dernier et pour réparer une omission dans ses notes, il est utile de dire que la famille de La Servolle avait obtenu la suppression de ce nom de Rafaillac dont la consonnance fâcheuse rappelait un peu trop celui d'un régicide.

Demoiselle Emilie de La Servolle, fille de Pierre, le médecin et cousine-germaine de mon grand-père, épousa M. Léon Lagrange, père de Fernand Lagrange. C'était une femme d'une haute culture littéraire. Etant au lycée, je sortais quelquefois chez elle le jeudi, et si sa table qui avait la réputation d'être une des meilleures de la ville, ne me faisait pas regretter le menu du réfectoire lycéen, par contre, je passais l'après-midi au salon, en sa compagnie, à causer belles lettres, Chateaubriand et surtout Lamartine.

Je vous prie d'excuser dans cette lettre quelques détails qui pourront vous paraître inutiles; mais certains détails quelquefois éclairent d'une légère clarté des faits et des documents qui sans eux seraient un peu ternes.

J'ai l'honneur de vous présenter, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments bien distingués.

AL. BEAU-VERDENY.

1739. Testament de Hélène Amelin, épouse de Jean Dufraisse, sieur de la Ribeyrie. — Ce testament de Hélène Amelin, épouse de Jean

Dufraisse, s' de la Ribeyrie, pourrait être considéré comme un spécimen curieux de testament mystique. Reçu au bourg de Thenon en la maison du dit s' Dufraisse, bourgeois, par Sengensse, notaire royal, en présence de Monsieur *Maistre Jean Raffalhac de La Servolle, docteur en médecine, habitant du bourg Dazerac.....*

1748. Vente du fief de Beaupuy à MM. de La Servolle, par de Formigier père et fils. — Le premier octobre mil sept cens quarante huit au bourg d'Abzerac en Périgord, après midi, maison des sieurs de La Servolle, par devant notaires royaux soussignés, M^{rs} Pierre Sengensse, du bourg de Thenon, et Léon Combe, habitant du présent bourg, en présence des témoins cy-après nommés, ont été présents et personnellement constitués : Messire Pierre de Formigier, chevalier seigneur de Beaupuy et de Turnac, encien gouverneur des villes et châteaux du prat de Mouloux et de La Garde, chevalier de l'ordre militaire de S^t-Louis ; Et Messire Gautier-Joseph de Formigier, chevalier seigneur de Beaupuy, Genis et autres places, son fils,.....
..... demeurant dans leur maison noble de la ville de Sarlat, paroisse de Sainte Marie, Lesquels ont..... vendu, cédé..... à Monsieur Jean Raffailhac, sieur de La Servolle et à autres Monsieur Jean Raffailhac, sieur de La Servolle, père et fils, demeurant dans le présent bourg d'Abzerac,..... Scavoir est leur fief et bien noble appelé de Beaupuy, sis et situé dans la paroisse d'Auriat, est ce avec toutes ses appendances et despendances, soit château, domaines, moulin, rentes..... même par exprès tous les cens et rentes..... Ensemble celles que les dits seigneurs vendeurs ont acquis tant de Monsieur le Marquis d'Hautefort sur le tenement de Lescheyrie que de Madame Du Masnegre sur le tenement du Treulh..... comme aussi demeure compris dans la présente vente tous les droits honnorifiques dépaillans et attachés au dit fief, soit droit de chapelle, de banc, sépulture dans l'église paroissiale d'Auriat..... Et a été faite la dite vente pour le prix et somme de vingt one mille trois cents livres..... Les dits seigneurs vendeurs ont déclaré, en exécution de la dite convantion, qu'ils veulent employer la somme de douze mille livres qu'ils viennent de recevoir en acquittement de pareille qu'ils doivent à l'occasion de l'acquisition qu'ils ont fait du fief de Turnac de Monseigneur le Maréchal Duc de Nouailles.

(Suivent signatures des témoins, des parties et des Notaires.)

14 septembre 1748. Reçu quittance. — Par le Receveur de Thenon de 489 livres, délivrée à M^r M^r Jean Raffailac s' de la Servolle, docteurs

en médecine, père et fils pour paiement de droits sur l'acquisition du fief appelé de Beaupuy.

7 novembre 1748. — Quittance.... de la somme de cinq cents livres délivrée à *Monsieur de La Servolle fils, docteur en médecine, par les fondés de procuration de M^r le marquis d'Hautefort, pour les lods et ventes dus au dit seigneur à cause de l'acquisition* que le dit s^r de La Servolle a faite du fief de Beaupuy, situé dans la commune d'Auriac.

Lagondie - Lidonne, procureur constitué

Vu, Bon : Emmanuel d'Hautefort.

15 décembre 1748. Quittance. — Par devant Combe, notaire royal, faubourg de Sarlat, maison de Beune, hobergiste, quittance délivrée par de Formigier, père et fils, à Jean Raffailac sieur de La Servolle, docteur en médecine, et à maître Jean Raffailac son père, aussi docteur en médecine, habitants du bourg d'Azerac.

21 mars 1749. Quittance. — Par devant Combe, notaire royal, quittance de Pierre de Formigier, à maître Jean Raffailac sieur de La Servolle, docteur en médecine, habitant du bourg Dazerac....,..... En présence de M^{re} Jean Desplas, seigneur de Lachambaudie, habitant de la ville de Montignac.

12 juin 1749. — Acte de vente.... d'une maison située au bourg d'Azerac et destinée à servir de presbiterie à la dite paroisse. La dite vente consentie par M^{rs} Jean et autre Jean de Raffailac, sieurs de La Servolle, père et fils, docteurs en médecine, seigneurs de Beaupuy, à Annet Vertial, sieur de Linard, lieutenant en la juridiction du dit Azerac, procédant en qualité de syndic général de la présente paroisse d'Azerac et en vertu d'une ordonnance de Monseigneur Aubert de Tourny, intendant en Guienne.

16 novembre 1749. Quittance. — Par devant M^{re} Combe, notaire royal, en la paroisse S^{te} Marie, faubourg de Sarlat, maison de la veuve de Beune, hobergiste, quittance par M^{re} Pierre de Formigier de Beaupuy, seigneur de Turnac, de Genis et du Coulombier, ancien gouverneur pour le Roy de la ville et lots des prads de Moulous, et M^{re} Joseph-Antoine de Formigier..... père et fils, à M^r M^{rs} Jean Raffailac, sieur de La Servolle, docteur en médecine, fils ayné, et Monsieur maître Jean Raffailac, aussy sieur de La Servolle, tous deux docteurs en médecine, habitants en leur château de Beaupuy, paroisse d'Auriac..... témoin Pierre-François Lagrange, bourgeois, habitant de la dite ville de Sarlat.

24 juin 1768. Vente. — Par devant Lalande, notaire royal, au château de Beaupuy, vente par Jean de Raphalliac de La Servolle, docteur en médecine et seigneur de Beaupuy, d'une pièce de terre et pré mouvant de la fondalité de la seigneurie de La Faye au lod du seigneur de Foucaud.

11 mars 1775. — Cession.... de rentes et droits seigneuriaux dans la paroisse d'Auriac par messire Jean du Cheylard, seigneur de la Quereyrie, habitant en son château de la Quereyrie, paroisse de Valaujoux, à *Sr Jean Rafaliac de La Servolle, docteur en médecine, seigneur de Beaupuy*, et autres places, habitant en son château de Beaupuy.

7 novembre 1783. Quittance. — Dans la ville de Montignac, quittance notariée délivrée par Anne Goursat, en qualité d'héritière de feu demoiselle Marie Bonis, *veuve de feu M^r de la Servolle, à M^r Jean de La Servolle, docteur en médecine et membre de la Société Royale de médecine de Paris*, habitant dans son château de Beaupuy, paroisse d'Auriac. — Véron (?) notaire royal.

1^{er} novembre 1791. Obligation. — Par devant Berbessou, notaire royal, au lieu de Beaupuy, paroisse d'Auriac, en Périgord, district de Montignac, département de la Dordogne, obligation en faveur de *Monsieur Jean La Servolle, cy devant avocat au Conseil du Roy, habitant ordinairement à Paris, rue de la Harpe, paroisse cy devant Saint* comme et de présent au présent lieu.

21 mars 1803. — Bail sous-seing privé consenti à Jean Fossemagne, par *Jean La Servolle, homme de loi, demeurant ordinairement à Paris, rue de la Harpe, n^o 132, Section du Théâtre Français*, et de présent au lieu de Beaupuy, commune d'Auriac.

20 juin 1807. — Bail par sous-seing.... privé du moulin de Beaupuy, consenti par Jean La Servolle, ancien avocat, demeurant à Beaupuy, commune d'Auriac, à Louis La Brousse Fontbelle, notaire public, demeurant au Chapiat, ditte commune.

22 février 1814. — Reçu.... fait à *M^r La Servolle, avocat et maire d'Auriac*, par M. Verliac, pour le compte de M^r Verliac, conseiller de Préfecture, son frere

12 mars 1814. — Reçu.... de la somme de trois francs cinquante centimes, fait à *Monsieur La Servolle, maire de la commune Dauriac*, pour deux journées et demie employées les 8 février, 11 et 12 du

présent mois de mars, la première pour raison des conscrits et des chevaux requis et les deux dernières pour raison de la taxe de dix livres de froment par chaque paire de bœufs et de veaux.

Dont quittance. Signé : Véziat.

6 octobre 1766. La seule pièce notariée dans laquelle figure un Mourcin. — Le sixième du mois d'octobre mil sept cent soixante six, avant midy, au village de Gintrat, paroisse de Razac, en Périgord, et dans la maison de Elie Gintrat, marchand authelier, par devant le notaire royal sousiné, en présence des témoins cy après nommés, a été présent le susdit Gintrat, habitant de sa présente maison, lequel de sa bonne volonté a tout presentement pris et reçu de sieur Jacques Sudrie, bourgeois de la ville de Périgueux y habitant, paroisse Saint Front ycy présent et déboursant, la somme de trois cent livres en louis d'or, de vingt quatre livres écus de sis livres et bonne monoye ayant cours prise... sous le scel royal, en présence de sieur Front Mourcin, bourgeois de la ville de Périgueux, y habitant paroisse S^t-Front. Et de M. Joseph Rousset de La Lande, praticien, habitant du bour de Bellile Anesse, témoins connus qui ont signé avec ledit sieur Sudrie et non le dit Gintrat pour ne sçavoir de ce par nous interpellés. Ainsy signé à l'original Sudrie, Mourcin, Rousset et moy, contrôlée à St-Astier, le treize octobre 1766. Reçu cinquante deux sols compris l'ougon. — Signé : Mazeau.

M. Joseph Durieux, archiviste de la Grande chancellerie de la Légion d'honneur a fait deux communications relatives à la famille Lasservolle, à la Société historique et archéologique du Périgord. Le détail de ces communications figure au *Bulletin* de la Société, tomes XXXVI et XXXVIII.

Descendant, par ma mère, de la famille Lasservolle (Rafaillac de la Servolle), je suis en possession d'un certain nombre de documents et j'ai recueilli des indications d'état-civil qui forment une contribution utile aux éléments déjà rassemblés par M. Durieux.

Les Rafaillac (Raphailhac, Rafaillat, etc., etc.) tirent probablement leur nom d'un hameau de la commune de Badefol-d'Ans). Selon une tradition de famille, la branche qui a habité plus tard les paroisses d'Azerat et d'Auriac, aurait longtemps vécu à Gabillou.

Quoi qu'il en soit, dans le courant du XVII^e siècle, ces

Rafailhac forment une lignée de braves gens exerçant à peu près héréditairement la profession médicale et fixée à La Servolle, petit hief de la paroisse d'Azerat, formant encore un groupe d'habitations au milieu de vignes et de bois sur la colline qui sépare les vallées du Cern et de la Nauze, deux petits affluents de la rive droite de la Vézère.

Nous y trouvons Jacques Rafailhac, sieur du Luc, docteur en médecine (1660-1718), époux de Anne Régnier (1666-1719).

Puis, c'est Jean Rafaillac, sieur de la Servolle (1688-1751), époux de Louise de Garebœuf (1694-1732), lequel exerça également la médecine.

Le fils du précédent s'appela également Jean Rafaillac, sieur de la Servolle (1718-1780), docteur en médecine, époux de Marie de Mourcin (1727-1753), devenu sieur de Beaupuy par l'acquisition réalisée le 1^{er} octobre 1748 de la terre de Beaupuy sur Auriac. C'est celui que la piété filiale de l'un de ses fils, auteur d'un *Etat de la Médecine*, publié en 1777, cite comme « notable médecin, à Beaupuy, près de Montignac-le-Comte, en Périgord ».

De sa très courte union avec Marie de Mourcin (Mourcin de Razac), Jean Rafaillac de la Servolle, de Beaupuy, eut trois enfants : Jean, né en 1746 ; Pierre, né en 1747, et Catherine (celle dernière épousa en 1778 Jean-Baptiste Beau de Verdeney et fut la bisaincule de M. Alexis Beau de Verdenoy, membre de la Société historique et archéologique du Périgord).

Les communications de M. Durieux visent plus particulièrement Pierre Rafaillac de la Servolle, le médecin. Mais l'aîné, Jean, n'eut pas moins de notoriété et mérite aussi une mention dans une revue biographique des Périgourds qui marquèrent dans le passé.

Jean Rafaillac, né dans la modeste gentilhommière de la Servolle, paroisse d'Azerat, en 1746, fit ses études au collège de Brive. Son arrière-petit-fils possède encore un prix, les *Oraisons funèbres* de Fléchier qui fut attribué à Jean Rafaillac avec l'indication ci-après collée sur la garde : « In solemni præmiorum distributione, facta in collegio Regio Brivensi sacerdotum Doctrinæ christianæ, ex munificentia clarissimi viri D. D. Joannis Dubois, Parisiensis Ecclesiæ Collegiatæ

Sancti Honorati canonici, in tertia scholâ primum præmium jure ac merito consecutus est Joannes Lasservole de Beaupuy, die 7^o septembris anno Domini 1759.

» DUBOIS, professeur. »

Jean Rafaillac de La Servolle alla étudier le droit à Toulouse, où il concourut aux Jeux Floraux. Il y obtint un prix en 1765. La pièce couronnée, intitulée « Hercule aux pieds d'Omphale », figure au Recueil de l'année, sous le titre : « Poème qui a été imprimé par le jugement de l'Académie des Jeux Floraux par M. Beaupui, étudiant en droit en l'Université de Toulouse.

La famille conserve encore un assez grand nombre de poésies de tout genre, odes, épigrammes, proverbes, comédies, dans le goût du temps, dûs à la muse féconde de Jean Rafaillac de La Servolle.

Avocat à Bordeaux au sortir de l'Université de Toulouse, Jean Rafaillac acquit une charge d'avocat au Conseil du Roi à Paris, et figure au tableau de l'ordre à dater de 1776. *L'Almanach Royal* lui assigne la rue du Cimetière Saint André pour adresse. En 1786, il se rendit acquéreur d'une maison assez grande rue de la Harpe, au-dessus de l'église Saint-Côme, immeuble dont la propriété est restée assez longtemps dans la famille. Il avait épousé une demoiselle Thérèse Fournier, fille d'un buvetier du Parlement.

Jean Rafaillac, jouissait d'une réputation d'éloquence méritée. Il fut l'ami de son confrère de Sèze. Pendant la Révolution, il revint vivre à Beaupuy en Périgord, s'y livrant avec passion à l'amélioration de son domaine. Il fut maire d'Auriac. Il survécut de très peu à l'époque de la Restauration, au moment où s'agitait la question de la réintégration des titulaires dans leurs anciennes charges. Un lot de ses lettres adressées à son fils, entre 1810 et 1815, contient de curieux détails et témoigne de la culture littéraire et de la rare élévation de caractère de leur auteur.

Ses deux filles épousèrent deux avoués, MM. Le Vacher et Gouget-Desfontaines. La première est décédée sans postérité. La seconde, Marie Gouget-Desfontaines, est l'ancêtre commune d'un certain nombre de notabilités actuellement en vue

dans la haute administration, dans les arts, la magistrature, etc.

Enfin, son fils Adolphe-Isidore La Servolle (1793-1871), élève de l'Ecole Sainte-Barbe, licencié en droit, inscrit au barreau parisien, fut attaché au Ministère des Finances, chevalier de la Légion d'honneur en 1849, retraité comme chef du bureau du Contentieux du Trésor public. C'est le petit-fils de ce dernier, publiciste, syndic de la Presse Républicaine Départementale, ancien conseiller général du Pas-de-Calais, chevalier de la Légion d'honneur en 1914, qui a fourni les présentes indications.

Remontons maintenant à 1747. Voici l'acte de baptême de Pierre Rafaillac, le médecin auquel M. Durieux a déjà consacré d'intéressantes notices :

« Le vingtième janvier 1747 est né, et a été baptisé Pierre Rafaillac le 22 dudit mois, fils légitime à Jean Rafaillac, sieur de la Servolle, docteur en médecine, et à Marie Moursin, demoiselle de la Servolle. Parrein a été Pierre Moursin, docteur en médecine, bourgeois de Périgueux et a tenu par procuration le sieur Laroche ; marraine Marie-Louis demoiselle de la Servolle. Témoins Jean Sarlat, Louis Champon qui n'on signé pour ne scavoir.

Lafarge, curé d'Azerat.

Pierre Rafaillac de la Servolle a dû faire ses études médicales partie à Montpellier, partie à Paris. Il a collaboré à plusieurs ouvrages : « *Dictionnaire universel et raisonné de médecine et de chirurgie* », par Nicolas Demarque et de la Servolle fils, 5 vol. in-8° à Paris, chez veuve Duchesne, rue Saint-Jacque, 1772. « *Etat de la Médecine, Chirurgie et Pharmacie en Europe et en France* », par de Hornø, de la Servolle et Goulu, in-12, 1777, chez veuve Thiboust, place de Cambrai. « *Eloge historique de Lieutaud* », prononcé à la séance publique de la Faculté de médecine de Paris, le 6 septembre 1781, Paris, imprimerie Guillaumin, 1781, in-4°.

Il fut longtemps médecin consultant du comte d'Artois, frère de Louis XVI avec Vicq d'Azyr et Marat. C'est à lui que s'appliquent les renseignements nombreux et précis réunis

par M. Durieux. Il a fait souche à Périgueux en la personne de Emilie La Servolle, mariée à Gilles-Lagrange, notaire, mère de M. Fernand Lagrange.

VARIA

BULLE DU PAPE GRÉGOIRE IX CONCERNANT LE DIOCÈSE DE PÉRIGUEUX

La bulle du pape Grégoire IX, dont on trouvera le texte ci-après, est extraite du recueil des bulles de ce pape, publié par M. Lucien Auvray (1). Datée du 17 juillet 1229, à Pérouse, elle est adressée à l'évêque de Périgueux, alors Raymond de Pons, à l'abbé de Peyrouse (2) et à l'archidiacre de Périgueux. Dans cet acte, le pape ordonne de ramener au chiffre de vingt le nombre des chanoines, cinquante et plus, qui avaient été ordonnés indûment dans l'église de Poitiers, et il déclare qu'il n'a jamais été dans son intention que des enfants ni des personnes déjà titulaires de bénéfices dussent être considérés comme idoines en une église où ils ne peuvent remplir effectivement les fonctions de leur charge. La pénurie, pour ne pas dire la disette absolue, des archives ecclésiastiques ayant trait à notre province, nous a conduit à penser qu'il pouvait être intéressant de reproduire dans notre *Bulletin* ce texte qui fournit une petite contribution à l'histoire du diocèse de Périgueux.

R. V.

« ...Petragoricensi episcopo, ...abbati de Petrosa, Petragoricensis diocesis, et magistro A. Samathie, archidiacono Petragoricensi. Super inordinata ordinatione quinquaginta canonicorum et amplius in ecclesia Pictaviensi presumpta, vobis mandavimus ut tante multitudinis numerum usque ad vicesimum, de quinquaginta predictis im-

(1) *Les Registres de Grégoire IX, recueil des bulles de ce pape publiées ou analysées d'après les manuscrits originaux du Vatican, par Lucien Auvray, dans Bibliothèque des Ecoles Françaises d'Athènes et de Rome, 2^e série, t. IX.* Cette bulle porte dans le recueil le n° 323.

(2) L'abbaye de Peyrouse était située sur le territoire de la commune actuelle de Saint-Saud.

plendum, si tot ex ipsis inveneritis idoneos, alioquin de aliis, auctoritate apostolica reducere curaretis. Sed, cum quidam de institutis eisdem sufficienter beneficiati sint alibi, quorum aliqui ecclesiasticas obtinent dignitates, aliqui vero beneficia que curam habent animarum annexam, et quidam in puerili existant etate, nos consulere voluistis an tales reputare idoneos debeat. Cum autem illi sint in ecclesiis idonei reputandi, qui servire possunt et volunt in ipsis, vobis taliter respondemus, quod non fuit intentionis nostre, cum super hoc scripsimus, quod pueri et beneficiati, qui non possunt in eadem ecclesia deservire, in ea debeant idonei reputari. — Dat. Perusii, XVI (decimo sexto die ante...) Kalendas augusti, pontificatus nostri anno tertio. » — (Reg. 14, f° 130 r., ann. III, c. 37 ; — Moreau, 1184, f° 299 ; — Potthast, 8429 ; cf. *ibid.*, 9629).

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente l'Ex-libris de Henry de Bertin, ministre de Louis XV ; — et la 2^e, l'Ex-libris de Christophe de Beaumont, officier général.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

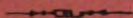
BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISSENT TOUS LES DEUX MOIS



TOME XLIII. — CINQUIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Septembre-Octobre 1916.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 5^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 4 août 1916.....	253
— — du jeudi 7 septembre.....	260
La seigneurie de Montpon en Périgord (1344-1789) (M. Daniel DE LAGE).....	271
Le Moulin du Toulon en 1607 (M. F. V.).....	281
Hommage au roi Louis XIV du repaire noble de Pagenal (M. G. LAFON).....	285
Extrait du deuxième volume des Voyages du chevalier de Lagrange-Chancel (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	287

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 août 1916.

Présidence de M. FÉAUX, trésorier de la Société.

La séance est ouverte à une heure (heure légale), dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Dubut, Féaux, l'abbé Jarry, le docteur Moreaud, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

M. le marquis de Fayolle, retenu à Cauterets, s'excuse par dépêche. S'excusent par écrit MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand et Délugin.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

En s'excusant, M. DUJARRIC DESCOMBES nous envoie un extrait du *Journal de Ribérac* du 14 juillet dernier, dans lequel, par une lettre au Rédacteur, il proteste avec indignation contre certain bruit calomnieux répandu dans sa région sur le compte de notre vénéré et honoré confrère M. le marquis du Lau, ancien capitaine au 3^e bataillon de la Dordogne, chevalier de la Légion d'honneur du 18 décembre 1870, ami personnel d'Edouard VII, roi d'Angleterre.

M. le docteur MOREAUD dépose sur le bureau un croquis très sommaire qui doit représenter une pierre gravée à la pointe, située près du hameau de la Tuilière, commune de St-Pardoux-de-Drôme. Cette pierre siliceuse a une hauteur de 0^m32, une face ouest de 0^m60 ; une face est de 0^m55, et une base de 0^m40. Elle se trouve sur le bord du chemin qui va du village de Chautard à St Pardoux, à une centaine de mètres au sud du hameau de la Tuilière. Elle est couchée sur le sol

sans adhérence et peut être soulevée. De forme triangulaire, elle présente grossièrement l'aspect d'une enclume de maréchal. D'un blanc jaunâtre noirci par le temps, la face supérieure offre de l'intérêt par les dessins et les cupules qu'elle représente. Près du bord est se trouve une figure qui paraît représenter une main debout, dont le pouce plus gros et plus court que les autres doigts qui semblent déjetés, en haut de son côté, se confond en dehors avec ce bord. L'extrémité inférieure de cette figure, au niveau du poignet, est très nettement dessinée. A 0^m02 au-dessus est une petite cupule de 0^m03 de diamètre, d'où semblent partir les doigts séparés par quelques pointillés. Cette main qui commence à 0^m18 au-dessus de la base, a une longueur totale de 0^m30 et une largeur maxima de 0^m09.

Près du bord ouest, à 0^m20 au-dessous de la pointe, se trouve un dessin qui semble représenter un cou et une tête de serpent tournée vers le sommet d'une longueur de 0^m16 et d'une largeur de 0^m03. Proche de la main et dans les angles sont des cupules dont les courbes sont dessinées en pointillés.

Se trouve-t-on en présence d'une découverte préhistorique ?

M. FÉAUX pense qu'avant de se prononcer sur l'intérêt et l'antiquité de cet objet il faut le voir.

M. VIGIÉ, en ce moment en Périgord, regrette de n'avoir pu assister à notre dernière séance ; « il nous aurait proposé pour le *Bulletin* un travail sur les bastides fondées en Périgord par les comtes de Périgord, Bénévent, Vergt et Montignac-le-Petit. Notre *Bulletin* contient déjà les coutumes de Vergt, mais avec des inexactitudes et sans références. Il serait possible, sans trop surcharger notre *Bulletin*, de faire un travail d'ensemble avec le texte des coutumes de Bénévent d'après les titres de Pau et les copies du fonds Périgord. Si ce travail vous agréait, je pourrais m'y consacrer, sous la condition que l'on fasse contrôler les textes à Paris, car les copies peuvent présenter des inexactitudes.

« Veuillez me faire savoir ce que vous pensez du projet. »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a répondu que la Société accepterait la proposition avec empressement et qu'après la guerre on trouverait quelque confrère de bonne volonté à Paris qui se chargerait de la vérification des textes.

M. DE SAINT-SAUD nous rappelle que, dans la séance d'avril 1903, il nous annonçait la publication prochaine du Cartulaire de l'abbaye de la Sauve. « Ce projet, dont l'exécution a toujours été remise, semblait revivre lorsque la guerre a éclaté. Or, cette publication serait pour le Périgord des plus intéressantes. Peut-être arriverait-on à éclaircir certains points restés mystérieux. C'est ainsi que son attention fut appelée dernièrement, par le docteur Guillaud, sur une église appelée Saint-Sulpice-sur-Drôme et qui n'est pas celle du Ribéracois. On la croit sise entre Saint-Michel-de-Rivière et Chamadelle (Saintonge).

« Agnès, vicomtesse de Fronsac, confirma le don que certain Andras et sa femme, Bélisende, avaient fait à la Sauve de quatre moulins et « quartam partem allodii quod est juxta ecclesiam Sancti Sulpicii super Dronam. »

• Il est un autre point que M. de Gourgues, dans son *Index des noms anciens* (p. 115), n'a pu identifier ou plutôt n'a pu situer — car je ne suppose pas qu'il s'agisse du lieu-dit des Fenestres dans St-Front-de-Pradoix. C'est son *mons, podium, de la Fenestra*. Voici ce que l'on trouve dans le cartulaire sus-dit : « Petrus de Albaterra et Audebertus et Geraldus de Alba Terra, pro peccatorum suorum cunctorumque parentum ipsorum indulgentia, dederunt Sancte Marie (Silvæ Majoris) montem de Lafenestra et Lafoenatia, attestante Raimondo Petri de Chaies. » Ces sires d'Aubeterre, dont la juridiction seigneuriale s'étendait, comme je l'ai dit, jusque près de l'Isle, étaient-ils déjà des Brémond ? Je ne sais. Le sire de Chalais était un aïeul de celle qui apporta la châtellenie de son nom aux Talleyrand. La Foenatia est vraisemblablement le Fénage, appelé *Frainaia* et *Fainaia* dans un autre document « vigeriam Campi Martini ac Sancti Petri de Fainaia » de 1112, où comparait Audebert d'Aubeterre et « Geraldus consobrinus ejus. » Hôlie de Barrière, chevalier, donna aussi

des biens sis en la Fenestre, M. de Saint-Saud demanda dernièrement à M. Tatin, propriétaire du Fénage, s'il restait quelque substruction, pouvant dénoter l'emplacement d'une chapelle, il lui fut répondu négativement. »

M. MARCHANT, maire de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze), nous envoie les cinq pièces sur papier, dont il nous avait précédemment parlé, concernant les seigneuries de Cousages et de Chavagnac.

1° Deux copies de la même pièce, datée du jeudi après la fête de Saint-Barthélemy, apôtre, de l'an 1366, et constatant un échange de terres, vignes et prés, situés dans les paroisses de Chavagnac, Ladornac et Grèzes, entre noble homme Bertran de Chavaigniac, seigneur de Cousages et Chavaigniac, d'une part, et Pierre Lapouiade, Jean Rougeafosse, Pierre Lamaze, Pierre Delbreil, d'autre part ;

2° Une vente notariée du 24 mai 1454 par noble homme Jean de Verneuil, co-seigneur de Peyrac au diocèse de Cahors, à noble homme Gui de Roffignac, damoiseau, seigneur de Chavagnac et de Cousages au diocèse de Sarlat, de 4 setiers de froment et 3 quatonnées d'avoine, à la mesure de Larche, de rente annuelle et perpétuelle, assise sur les mans ou fazions de las Motas et de la Farga ; — et de 3 setiers de froment et 3 setiers d'avoine, à la mesure de Terrasson. Il vendit pareillement tout ce qui lui était dû dans toute l'étendue de ladite paroisse, excepté ce qui lui était dû sur le mas de la Roche. La vente fut faite pour la somme de 80 écus d'or du poids de 3 deniers ;

3° Un extrait d'un dénombrement du 15 mars 1473, établissant que le seigneur de Cousages a produit un instrument reçu et signé par M. Pierre La Hugonie, sous le scel de Dôme, l'an 1367, contenant que Reynal de Pons, vicomte de Carlux et en partie de Turenne, pour les agréables services que messire Bertrand de Chavanhac, chevalier, avait faits audit vicomte et à ses père et aïeul, donna de son propre mouvement audit messire Bertran tout le lieu et toute la paroisse de Chavagnac, au diocèse de Sarlat, et toute la juri-

diction haute, basse et moyenne, mère, mixte et impère et l'exercice d'icelle ;

Et 4° un extrait de l'inventaire notarié du 3 février 1753, dressé après le décès de M. le comte de La Rochefoucauld de Cousages et contenant les papiers et reconnaissances de la terre de Chavaignac.

Ces documents, donnés par M. Marchant, seront versés aux Archives de la Dordogne où M. l'Archiviste départemental, chargé de les conserver, remerciera le donateur.

Notre zélé et érudit vice-président M. Charles DURAND, dont l'attention est toujours en éveil, a fait des recherches et croit avoir découvert les restes de l'ancienne chapelle qu'il connaissait déjà de l'ermite du Pont de la Cité et que le Secrétaire général ne connaissait pas. La tradition la place en effet dans une maison remaniée et réparée à diverses reprises, aujourd'hui une banale habitation rurale de 90 mètres superficiels environ, à laquelle on accède par un large perron. La porte d'entrée sur la façade principale et surmontée d'une niche d'une certaine importance qui dut servir à recevoir la statue d'un patron. Ce détail qui précise bien l'affectation religieuse primitive de l'immeuble, vient corroborer par surcroît la tradition.

La note de M. Charles Durand, qui complète celle du Secrétaire général, sera prochainement publiée.

Notre infatigable vice-président M. Joseph DURIEUX, qui ne nous oublie pas malgré ses nombreuses occupations militaires, nous envoie quelques notes relatives à Fénelon et Saint-Cyr.

« C'est à Versailles, nous écrit-il, à l'hôtel de Beauvilliers (aujourd'hui Cercle militaire des officiers, rue Gambetta), que notre illustre compatriote fit la connaissance de M^{me} de Maintenon. Lors du mariage secret de Louis XIV, à une date qui n'est pas absolument précisée, il fut avec Louvois, Montchevreuil et Bontems l'un des témoins de cette unionmorganatique (cf. *Cahiers de M^{me} d'Aumale-Mareuil*, p. 169).

» Choisi avec plusieurs théologiens pour s'occuper de la ré-

forme de l'Institut royal des demoiselles, fondé à Saint-Cyr par M^{me} de Maintenon, l'abbé de Fénelon collabora aux constitutions du noble pensionnat. Déjà, comme supérieur des Nouvelles Catholiques, il avait composé pour les huit filles de la duchesse de Beauvilliers, qui étaient petites-filles de Colbert, le *Traité de l'éducation des filles*, imprimé en 1687. Sa compétence en matière d'éducation n'était donc pas douteuse. Il adressa également des Instructions aux dames et aux demoiselles de Saint-Cyr. En 1692, sur la commission de l'évêque de Chartres, il reçut entre ses mains les vœux simples de M^{me} de la Maisonfort. Son « exhortation » à la nouvelle professe, a noté l'intendant Manseau, n'édifia pas moins l'auditoire que la personne à qui elle était destinée.

» M^{me} de Maintenon le convia aux représentations, restées célèbres d'*Esther* et d'*Athalie*, où il eut la joie d'applaudir aux succès de son ami Racine. Il venait d'être nommé, un peu grâce à M^{me} de Maintenon, précepteur de M^{se} le duc de Bourgogne. Sur la même recommandation, il obtint l'archevêché de Cambrai. Sa consécration eut lieu dans la chapelle de Saint-Cyr le 10 juin 1695, par Bossuet, assisté des évêques de Châlons et d'Amiens, en présence de M^{me} de Maintenon et des petits-fils de Louis XIV.

» Quelques semaines plus tard, il écrivait de Cambrai à sa protectrice et lui proposait, comme un modèle de perfection pour la discipline régulière de sa grande communauté de filles, une coutume des abbayes nobles de Flandre qui obligeait chaque religieuse à passer un mois tous les ans dans sa famille et à visiter toute sa parenté. C'est, disait-il, une civilité réglée.

» On connaît les orages que provoquèrent son livre des *Maximes des Saints* et l'affaire du quicléisme. Ils lui valurent sa disgrâce complète, son éloignement de Versailles et désormais l'interdiction de quitter son diocèse ; ils attirèrent à M^{me} de Maintenon d'amers reproches du Roi.

» Fénelon déclara par lettre qu'il souffrait plus d'être éloigné d'elle que de tous les opprobres dont il était couvert injustement ; il s'excusait de lui causer « tant de déplaisir. Je serai toute ma vie aussi pénétré de vos anciennes bontés que

sije ne les avais point perdues, et mon attachement respectueux pour vous, Madame, ne diminuera jamais ».

« Cependant les dames de Saint-Cyr continuèrent de vénérer M. de Cambrai : elles le plaçaient, a dit l'historien Th. Lavallée, au rang des saints qui ont souffert pour la justice.

» La chapelle où fut sacré le prélat et où repose M^{me} de Maintenon a été convertie depuis plusieurs années en un Musée du Souvenir, où le bibliothécaire-archiviste de l'Ecole spéciale militaire, M. Edmond Henry, a rassemblé une très riche collection de souvenirs des promotions d'anciens élèves. »

Notre non moins zélé vice président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous envoie un mémoire complet sur *La commune de Celles sous la Révolution*. Il traite dans le premier chapitre du *Cahier des doléances du Tiers-Etat de Celles* ; dans le second, de la *Lettre du comte de Foucauld aux gardes nationaux de Celles* ; dans le troisième de la *Déclaration du curé de Celles, au sujet des menaces dont il fut l'objet* ; dans le quatrième, des *Perquisitions chez les dames Lafon, mère et sœur du curé* ; dans le cinquième de la *Délibération concernant les suspects de la commune* ; dans le sixième, de la *Dispute entre le curé constitutionnel de Lusignac, et Ladoire du Maine, officier municipal de Celles* ; et dans le septième et dernier, du *Procès-verbal de l'élection de l'agent municipal de la commune*.

Cette monographie de la commune de Celles, à l'époque révolutionnaire, sera publiée dans notre volume de l'année prochaine.

Il reste à procéder à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes à main levée, M. le Président déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{me} POUPLET-LAGAUTERIE, propriétaire, au château de la Gauterie, commune de St-Paul-Lizonne, par Saint-Séverin (Charente), présentée par M. Dubut et M. de Saint-Saud ;

M^{re} Georges MOULINIÉ, propriétaire au château de la Gauterie, présentée par M. Dubut et M. Aublant ;

Et M. Gabriel LASSAIGNE, docteur en droit, secrétaire rédacteur du Sénat, villa Hyppolyte Garnier, 3, à Paris, XIV^e, et à Ribeyrolles, par Le Change (Dordogne), présenté par M. Robert Villepelet et M. Maurice Gaillard-Lacombe.

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M. FÉAUX.

Séance du jeudi 7 septembre 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure dans la salle du Château-Barrière.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Augiéras, le marquis de Bourdeille, Antony Délugin, le marquis de Fayolle, Féaux, le docteur Moreaud, M^{me} Moulinié, M^{me} Pouplet Lagauterie, MM. Ribette, Eugène Roux et Villepelet.

Se font excuser : MM. Dujarric-Descombes, Charles Durand, Didon et le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M^{mes} Pouplet et Moulinié qui viennent de loin assister à notre séance et témoignent ainsi de l'intérêt qu'elles portent à nos travaux.

Ces dames aiment, en effet, beaucoup nos études et remercient le Président et les membres de la Société d'avoir bien voulu les admettre parmi eux.

M. Gabriel LASSAIGNE, élu dans la même séance, remercie le Secrétaire général de ses souhaits de bienvenue. « Je tiens, lui écrit-il, à vous dire que je sens très vivement l'honneur qui m'est ainsi fait et que je ferai de mon mieux pour suivre les travaux si intéressants et si appréciés de la Société. »

M. le Président nous annonce la mort glorieuse de notre confrère M. le lieutenant-colonel CAÏEZ D'EPINAY (Antoine-Marie-Henri), chevalier de la Légion d'honneur, commandant le 234^e d'infanterie. Il est décédé à l'ambulance du front, le 5 juin 1916, des suites de ses blessures. Il était né le 18 août 1870 à Saint-Denis, entré à l'Ecole de Saint-Cyr le 28 octobre 1891. Sous-lieutenant du 1^{er} octobre 1893, lieutenant du 1^{er} octobre 1895, nous l'avions vu alors lieutenant au 50^e de ligne à Périgueux d'où il partit comme capitaine au 34^e régiment d'infanterie à Mont de Marsan le 24 décembre 1907. Il avait le goût des choses du passé et des études historiques : c'était un aimable et instruit habitué des Archives départementales.

L'assemblée exprime de vifs et sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant les deux mois précédents, les ouvrages suivants :

De la Smithsonian Institution, *Report on the progress and condition of the United States national Museum for the year ending june 30, 1915*, in-8° relié en toile, Washington, Government printing office, 1916 ;

Bulletin trimestriel de la Société des Antiquaires de Picardie, année 1916, 2^e trimestre, in-8° avec trois portraits, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. 4^e série, tome VII, un volume broché in-8° (tome XXXVII), avec planches, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1914 ;

Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. — *Documents inédits concernant la province*, tome XIX. — *Documents inédits concernant la ville et le siège du bailliage d'Amiens*, extraits des registres du Parlement de Paris et du Trésor des Chartes, par M. Edouard Maugis, tome II. — xv^e siècle (1402-1501), un volume broché in-4°, Amiens, Yvert et Tellier, imprimeurs, 1914 ;

Comptes-rendus des séances de l'année 1916 de l'*Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, bulletin de janvier-février, in-8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ; contenant *Quelques observations sur les chiens et le rin à l'époque*

gallo-romaine par notre savant correspondant M. le docteur Capitan. Dans le même bulletin est une note de M. Loth, professeur au Collège de France (p. 85) « sur le gaulois *petru* — et son évolution au point de vue du sens. Il y a une véritable paléontologie linguistique du langage, avec ses couches ou terrains caractéristiques, ses mots fossiles et ses mots en évolution, dont les formes et les aspects successifs révèlent des époques différentes et permettent d'établir une chronologie linguistique approximative... Il est probable qu'il faut prendre *petru* — dans un sens métaphorique et intensif dans le nom des *Petro — corii* (mot à mot : *peuple aux quatre troupes*)... »

Revue des Etudes grecques, tome XXIX, n° 131, janvier-mars 1916, in 8° avec illustrations, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 1915, un volume in-8° broché, avec illustrations, Paris, Klincksieck, libraire ;

Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e série, tome IV, n° 1, 1^{er} trimestre de 1916, janvier-février-mars, un fascicule, in-8°, Poitiers, Lévrier et Bonamy-Lévrier, libraires-éditeurs ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXVI^e volume, 3^e livraison, 1^{er} juin 1916 et 4^e livraison 1^{er} août 1916, deux fascicules in-8°, Saintes, librairie Prévost ; le premier contenant, p. 139, des notes complémentaires de M. Charles Dangibeaud sur *Raimond de Montaigne*, neveu à la mode de Bretagne du célèbre Michel et qui eut une vie très mouvementée, d'abord chanoine, « secrétaire » de la cathédrale de Bordeaux, puis lieutenant général et président au présidial de Saintes et enfin évêque de Bayonne ; — et le second, contenant, p. 203, la relation de *La mission du marquis de Boufflers en Béarn, Guyenne, Périgord, Saintonge*, en 1683, document annoté avec préface par M. Ch. Dangibeaud ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 31^e-32^e livraisons, juillet-août 1916, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Ch. Aublant

et une amusante poésie de M. Louis Simon sur *L'avance de l'heure* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 43^e année, mars-avril 1916, in-8° avec une planche, Agen, Imprimerie Moderne ; où sont publiés par M. Ph. Lauzun d'intéressants détails sur le séjour de *George Sand en Gascogne* peu de temps après son mariage ;

Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts et de la Société des Etudes du Couserans, 14^e volume, n° 7, in-8°, Foix, typographie Gadrat aîné, 1916 ;

Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, année 1916 (juillet), 196^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ; contenant la fin de l'étude de l'abbé Lagier sur *La Compagnie du Saint Sacrement de Grenoble* ;

De M. le baron de La Tombelle, la musique de ses *Cantilènes Grégoriennes* du xiii^e au xv^e siècle, tirées des manuscrits de l'abbaye de Cadouin (Dordogne), harmonisées par lui, in-4° de 16 pages, Paris, au bureau d'édition de la *Schola Cantorum*, rue Saint-Jacques, 269 ;

De M. l'abbé Joseph Roux, curé d'Antonne, le n° de la *Semaine religieuse* du 26 août 1916 qui contient son article sur *Un point d'histoire périgourdine* pour établir qu'Hélie de Bourdeille vint à Périgueux, dès le début de son épiscopat en 1438 et qu'il y resta au moins jusqu'en 1440 quoiqu'il n'ait fait son entrée solennelle qu'en 1447 ;

Et de M. Emile Rivière, sa brochure sur *Les Nourrices et les Bureaux de placement parisiens (1184-1792)*, — *la Déclaration du Roy de 1715*, in-8° avec planches, Paris, typographie Firmin Didot, 1916, extrait du *Bulletin de la Société historique* du VI^e arrondissement de Paris.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

En nous envoyant sa brochure, M. DE LA TOMBELLE nous fournit des détails intéressants sur les « manuscrits neumatiques de Cadouin qu'il a sauvés de la dent des rats, il y a près de 40 ans. Leur intérêt réside sur ce point que ce sont des manuscrits musicaux remontant aux époques tout à fait primitives. Après les avoir fait graver, je les avais oubliés.

Les manuscrits de Cadouin sont parfois chantés avec mes harmonies. Grande fut ma surprise dernièrement de les voir figurer sur une affiche à Bordeaux. »

« Un pieux usage, nous dit M. de Fayolle, fait au PRÉSIDENT un devoir d'annoncer, au début des séances, les deuils qui frappent la Société ; mais il n'y a pas seulement que la perte d'un de ses membres pour atteindre notre famille archéologique ; d'autres catastrophes peuvent aussi la frapper en anéantissant de précieux documents ou des monuments qui tiennent à l'histoire et à la beauté du pays.

» L'incendie qui a détruit le château de La Chapelle-Faucher est de ceux-là.

» Le 9 août, vers cinq heures du soir, la foudre frappait le sommet de la tour d'escalier dont elle brisait une marche et incendiait la toiture. Les flammes se propagèrent rapidement dans la charpente, véritable forêt de bois desséché par le temps. On dut d'abord arracher aux flammes les habitants du château. Mais les tapisseries du salon et les tentures en cuir doré ne purent être sauvées malgré le dévouement d'une population qui s'est montrée admirable suivant l'expression de M^{lle} de Chabans, pas plus que bien de précieux souvenirs, objets ou tableaux accumulés par une possession de plusieurs siècles. L'orage avait malheureusement détruit les communications télégraphiques : aussi les pompiers de Périgueux, appelés dès la première alerte, n'ont été prévenus que le lendemain matin, et malgré leur empressement et leur bonne volonté, le fléau avait fait son œuvre pendant la nuit et ils n'ont pu préserver que les dépendances du château.

» De La Chapelle-Faucher, ce délicieux bijou de l'architecture périgourdine du xv^e siècle, si fièrement campé sur les falaises de la Côte, dont il dominait la vallée des pointes de ses tours et de ses poivrières, il ne reste que des murs noircis dont l'épaisseur n'a pu être entamée par le feu.

» Mais des grandes lucarnes aux gâbles, ornés de crosses et de pinacles, qui surmontaient la ceinture de machicoulis ; des tours et du corps de logis, de la décoration sculptée des fenêtres, il ne reste que quelques silhouettes informes.

» Construit dans la seconde moitié du xv^e siècle par la famille de Farges, qui y a placé son écusson, le château de La Chapelle-Faucher entra en 1515 par le mariage de l'héritière de cette maison dans celle de Chabans qui l'a conservée jusqu'à aujourd'hui.

» Sa conservation était parfaite et il n'avait souffert ni de sa prise par l'armée protestante, commandée par l'amiral de Coligny, qui le 29 juin 1569 fit inassacrer de sang-froid, dans une de ses salles basses, deux cent soixante paysans ramassés au hasard pour intimider les populations, ni d'un siège de quatre jours pendant les troubles de la Fronde.

» C'est une grande perte artistique pour le Périgord, si riche cependant en beaux châteaux que celle de La Chapelle-Faucher ; nous en exprimons nos profonds regrets à Mesdames de Chabans, dont le nom n'a cessé de figurer depuis la première heure sur les listes de la Société et qui lui firent un si gracieux accueil, au cours d'une de ses excursions, et à leur neveu et fils notre collègue le comte de Bruc-Chabans qui continue vaillamment au front les glorieuses traditions de ses ancêtres. »

L'assemblée s'associe avec sympathie aux paroles du Président.

De son côté, notre confrère M. le comte Charles DE BEAUMONT adresse à notre Président « une note pour lui signaler la destruction par M. M..., son propriétaire, du curieux petit donjon de Champniers (Dordogne), au printemps 1914, ainsi que d'une grande partie du manoir auquel il était accolé.

« Situé dans le bourg, immédiatement derrière l'église, de forme carrée, il présentait tous les caractères du xii^e siècle. C'est à ce titre que M. de Beaumont l'avait fait figurer dans son travail, sur les *Tours du xii^e siècle dans la Région Nontronnaise*, p. 17 ; avant lui M. le baron Jules de Verneilh en avait parlé dans une de ses *Causeries archéologiques*. M. de Beaumont a pu interroger le maçon qui a procédé à la démolition, et recueillir de sa bouche quelques indications qu'il croit utile de conserver. Ce donjon, haut de 14^m environ, avait 5^m80 sur chaque face ; ses murs avaient 1^m80 d'épais-

seur ; un étage souterrain, avec porte obstruée ouvrant sur un pré en contre-bas, avait environ 3^m de hauteur sous voûtes ; au-dessus, deux autres étages, également voûtés, avaient quatre mètres également sous voûtes, et étaient surmontés d'une sorte de grenier, de 1^m70 de haut, sous le toit. Les traces d'un petit escalier, faisant communiquer les étages entre eux étaient encore visibles. »

Il est fort regrettable que ces antiques monuments soient si peu respectés.

M. DE BOURDEILLE met sous nos yeux un oursin fossile trouvé près de Rouen et un fragment d'armorial dont manquent les premiers et les derniers feuillets, et qui pourrait être un des nombreux armoriaux du P. Menestrier.

En s'excusant de ne pas assister à la réunion, M. DE SAINT-SAUD nous communique un acte de baptême de la part de M. Gavelle, directeur de l'Ecole des Beaux-Arts de Lille, en ce moment à Hautefort, où il est caporal secrétaire du lieutenant-colonel, qui y commande un dépôt de la 1^{re} Région. M. Gavelle est l'auteur d'une petite étude sur Hautefort, dont il a été parlé dans une de nos précédentes réunions.

L'intéressant de cette pièce, c'est qu'il précise la naissance de Catherine d'Hautefort, sœur de la célèbre duchesse de Schomberg, qui fut comme celle-ci dame d'honneur de la Reine. On la croyait née en 1611 sans précision (*Généalogie d'Hautefort*, p. 146). Elle mourut à Lyon en 1630 dans un voyage qu'y firent Louis XIII et sa femme.

Le neufiesme jour du moys d'aougst mil six cens et douze, au chasteau d'Aultefort en Périgort, dans la chapelle Saint Atoy a esté baptizée Catherine d'Aultefort damoyselle, filhe de Messire Charles d'Aultefort, seigneur baron dudit lieu et aultres plasses, et de dame Renée du Bellay dame dudit lieu. Parin hault et puyssant seigneur Messire..... de Ponpadour, seigneur visconte dudit lieu et aultres plasses ; marene Damoyselle Catherine du Bellay, damoyselle de la Flote, présens et assistans et soubzsignés.

(Suivent les Signatures.)

M. Gabriel LAFON nous communique un hommage rendu au roi Louis XIV, en 1692, par Mathieu Planteau, bourgeois

et marchand de la ville de Bergerac, pour le repaire noble de Pagénal, situé dans la paroisse de Tayac.

Cet hommage ne présente pas de détails particuliers ; il sera publié dans le *Bulletin* où l'on le lira.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande qu'ayant lu à peu près toutes les notices consacrées au chevalier d'Aydie, il a remarqué qu'aucun biographe n'a pu préciser l'époque de la naissance et de la mort de ce célèbre pigouardin.

« Le dernier, M. Henri Courteault, archiviste aux Archives nationales, dans son joli ouvrage : *Mademoiselle Aissé, le chevalier d'Aydie et leur fille* (1908) disait, au sujet de la naissance de Blaise-Marie d'Aydie : « La date exacte de sa naissance n'est pas connue ; on le fait naître, en général, entre 1690 et 1698 » (note de la page 15) ; et, rappelant une lettre écrite par le chevalier, le 20 novembre 1760, à son avocat parisien M. de Lignac, il disait aussi : « Environ un mois après, — on ne sait exactement la date, mais probablement dans les derniers jours de 1760, — le chevalier, qui avait encore voulu aller à la chasse, mourait, presque subitement, d'un accès de goutte remontée » (page 70). Les précédents biographes, confondant l'ami de M^{lle} Aissé avec M. de Ribérac, son frère, également chevalier de Malte, avaient reculé jusqu'à l'année 1768, la date de son décès.

» M. Dujarric nous adresse la copie des actes établissant d'une manière définitive la double date de la naissance et de la mort de Blaise d'Aydie, qui ajouta au prénom qu'il tenait de son parrain celui de sa marraine.

» Né au château de Vaugoubert, paroisse de Quinsac, le 27 mars 1692, il ne fut baptisé à l'église que deux ans et cinq mois après, ainsi qu'en fait foi le baptistaire suivant, dont on a respecté l'orthographe :

« Le 27^e août 1694, j'ay suppléé les cérémonies du baptême à Blaise, né le 27^e mars 1692 et baptisé à la maison, avec la permission de feu monseigneur l'évesque de Périgueux, fils légitime de messire Armand Daidies, comte chevalier, seigneur de Quinsac, de Vaugoubert, de la Barde et autres places, et de dame Marie de Saint Aulaire, comtesse Daidies, habitant au château de Vaugoubert, notre pa-

roisse. Sont les parrain et marraine : haut et puissant seigneur messire Blaise Daidie, chevalier seigneur comte de Benauges, marquis de Bernardières, baron de Rion, de Moncheuil, baron de Cusol et autres places, et haute et puissante dame Marie Daidie, comtesse de Lambertie, Monbrun, Mialet, Marillac et autres places. Fait en présence des soussignés, parrain et marraine qui ont signé. (Signé) : Lacarrière, prêtre ; Daydie Marie, Blaise Daydie, la comtesse Daydie Marie de Lambertie, Marie de S^t Aulaire, Antoine Daydie, Puycontaud de Montozon. »

» Le chevalier mourut, le 13 janvier 1761, au château de Mayac, chez sa sœur, la marquise d'Abzac. Selon le désir exprimé dans son testament, que son corps fût enseveli dans l'église de la paroisse où il mourrait, on l'inhuma dans l'église de Mayac, où ses restes reposent encore aujourd'hui :

« Le quatorzième du mois de janvier mille sept cent soixante et un, a été entéré, dans l'église de S^t Saturnin de Mayac, le corps de noble messire Blaise Marie Daydie, clerc tonsuré, chevalier de l'ordre de S^t Jean de Jérusalem, brigadier des armées du roi, décédé la veille le tresième dudit mois, âgé de soixante et neuf ans, ayant reçu le sacrement de l'estremontion. Ont assisté à son enterement Messieurs les curés voisins, qui ont signé avec moy. (Signé) : Bonneau, curé de S^t Privat ; Champradou, curé de Coulaures ; Laborie, curé de Savignac ; Sosbos, prieur curé de S^t-Vincent ; Cheyrade, curé de Sorges, et de Labrousse, curé de Mayac. »

» Cet acte permet de rectifier l'erreur dans laquelle est tombé M. Courteault, en prétendant que la naissance du premier et unique enfant de la comtesse de Bonneval avait eu lieu le 2 janvier 1761, « quelques jours après la mort du chevalier ». Or, ce dernier, mort onze jours plus tard, vit naître son arrière-petite-fille, la future comtesse d'Abzac ; il en fut vraisemblablement le parrain, car elle reçut, au baptême, les deux prénoms de son bisaïeul, Blaise et Marie.

» On connaîtra désormais, grâce aux documents authentiques produits par notre vice-président, les dates de la naissance et de la mort du chevalier d'Aydie, que l'histoire du XVIII^e siècle présente « comme le type du parfait gentilhomme, » comme le héros de l'amour, de l'honneur et de l'amitié. »

Enfin, notre infatigable vice-président M. Joseph DURIEUX

nous mande aussi « que le mois de septembre rappelle un drame lugubre, horriblement souillé de sang : il y a 124 ans, écrit-il, qu'eurent lieu les septembrisades dans lesquelles plusieurs prêtres périgourains, égorgés à Paris par une bande de scélérats, tombèrent chrétiennement, en vrais confesseurs de la Foi.

» Un décret pontifical du 26 janvier dernier, introduisant la cause de béatification de 213 martyrs de septembre 1792, mentionne les frères de La Rochefoucauld, l'un évêque de Beauvais et l'autre évêque de Saintes, nés tous deux, d'après ce décret, dans le diocèse d'Angoulême. Il faut lire évidemment : dans le diocèse *actuel* d'Angoulême. C'est, en effet, au Vivier, paroisse de Saint-Cybard, dans l'archiprêtré du Peyrat en Périgord (aujourd'hui canton de Villebois-Lavalette, département de la Charente), et non pas, comme on l'a dit à La Rochebeau-court, qu'était venu au monde *Pierre-Louis de La Rochefoucauld-Bayers*, dernier évêque de Saintes et second député de la sénéchaussée de Saintonge aux Etats généraux. Né le 12 octobre 1744, il fut baptisé le lendemain. M. Louis Audiat, qui a consacré à ce vertueux prélat une étude des plus complètes, a définitivement élucidé la date et le lieu de cette naissance.

» L'évêque de Saintes avait voulu partager le sort de son frère aîné. Dans la chapelle des Carmes le 2 septembre 1792, il eut la jambe cassée par une balle. On le déposa sur un lit, puis il fut enlevé par ses bourreaux qu'il ne pouvait suivre :

« Messieurs, je ne refuse pas d'aller mourir comme les autres, déclarait-il, mais voyez l'état où je suis. Aidez-moi et j'irai au supplice. »

» Soutenu par les bras et porté jusqu'à l'escalier, il reçut le complément de son martyre. Son frère François-Joseph (né à Angoulême en 1736 et baptisé à l'église Saint-Jean) fut assassiné dans le jardin.

» On sait, grâce aux travaux de M. le chanoine Brugière et de M. Dujarric-Descombes que quatre Périgourains périrent en même temps que les frères La Rochefoucauld. Trois furent également massacrés au couvent des Carmes rue de Vau-

girard : *M^r Jean-Marie du Lau*, archevêque d'Arles, né à La Côte, paroisse de Biras, le 30 octobre 1738, tué à l'entrée de la chapelle ; l'abbé *Armand de Foucauld de Pontbriand*, son vicaire général, né au château de Lacaux à Celles, le 24 novembre 1751, mort à ses côtés ; *Guillaume Delfau*, archiprêtre de Daglan, ancien député du clergé aux Etats généraux. Un quatrième compatriote trouva la mort à l'Abbaye Saint-Germain des Prés : *Armand Chapt de Rastignac*, né au château de Laxion, paroisse de Cognac, le 2 octobre 1727, grand archidiacre d'Arles, qui se trouva, lui septième, dans une chambre où l'on pouvait à peine se retourner. Sa nièce, M^{lle} de Payzac, marquise de Fars de Fausse-Lendry, « aussi héroïque mais » moins heureuse que M^{lles} Cazotte et de Sombreuil », ne parvint pas à le sauver. Lors du massacre, il parut à une tribune avec l'abbé Lenfant et invita les détenus à se recueillir pour recevoir l'absolution. L'âge de ces deux vieillards, rapporte Saint-Méard, leur position au-dessus de nous, la mort planant sur nos têtes, tout répandait dans cet instant une teinte auguste et sinistre.

» Le nombre total des victimes, tant aux Carmes qu'à l'Abbaye, au Châtelet, au séminaire Saint-Firmin, à la Conciergerie, à La Force, aux Bernardins, à la Salpêtrière et à Bicêtre, dépassa 1.300. Tous les malheureux enfermés aux Carmes furent tués, sauf deux. Poumiès de la Siboutie, dans ses *Souvenirs d'un médecin de Paris*, a conté la curieuse histoire de l'un d'entre eux, le chanoine Degoy, qui put être rappelé à la vie et signait ensuite plaisamment : *feu Degoy*. Un autre rescapé a été signalé par Joseph de Verneilh dans ses *Souvenirs de 75 ans*.

« L'abbé *Chabriguae*, de mon voisinage périgourdin, se sauva à la faveur de la nuit en grimpa dans la chaire au moyen d'un confessionnal placé au-dessous. Il revint dans sa famille. Quoique à cent lieues de la capitale, il lui semblait que le sol tremblait toujours sous ses pas. Il finit par s'embarquer pour l'Amérique. »

» Sur le décret d'introduction à la cause de béatification des 213 martyrs, je relève encore Antoine-Claude *Beaupoil de Saint-Aulaire* et Pierre-Alexandre de *Langlade*. Je vous signale

seulement sous réserves ces deux nouveaux noms qui n'appartiennent peut-être pas à notre province et pour lesquels des recherches seraient nécessaires, car je ne dispose à Saint-Cyr d'aucun moyen d'investigation. »

La séance est levée à trois heures.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

LA SEIGNEURIE DE MONTPON EN PÉRIGORD (1344-1789)

Dans tous les actes anciens, chartriers, papiers de famille, Montpon s'écrit, tantôt Montpaon, tantôt Monpaon, quelquefois Monpon, mais jamais Montpont, avec la lettre finale t.

On a donné à cette ville, située sur la rive gauche de l'Isle, une origine fort ancienne : Montpaon dériverait de *Mons Pavonis*, montagne du Paon.

Cette montagne, énorme butte de terre, était l'ancien *Oppidum* romain de Puychalup dont l'académicien Henri de Jourdain de la Fayardie nous a laissé une intéressante description. Plus tard, elle devint château fortifié, habité, dit-on, au x^v^e siècle, par une bande de reîtres pillards, qui rançonnaient les environs, arrêtaient les bateaux sur les deux rivières de l'Isle et de la Dordogne.

La ville de Montpon — orthographe officielle — chef-lieu de canton de la Dordogne, était avant 1789, le siège de la seigneurie de ce nom, qualifiée aussi de baronnie (1).

Cette seigneurie n'avait pas pour limites exactes, les territoires composant le canton actuel ; elle s'étendait, en tout ou

(1) En 1882, et après une délibération du Conseil général de la Dordogne, il a été décidé que le nom de cette ville devait s'écrire : Montpon. M. Philippe de Bosredon défendit avec élégance devant cette assemblée la légende de l'oiseau favori de Junon, et on lui donna des armes parlantes : « Un paon en naturel étalant sa queue ocellée sur un Puy, en forme de gâteau » : *Mons Pavonis*.

partie, sur quatorze paroisses environnantes (1), remaniées depuis et attribuées à diverses formations cantonales.

La copie d'un acte sur parchemin, inventorié en 1760, et déposé aux archives du château de Montpon, en témoigne, comme il en ressortira au cours de cette notice.

Au **xiv^e** siècle, la terre de Montpon appartenait aux seigneurs Archambaud de Taleyrand, comtes du Périgord, qui l'avaient reçue en 1344, à charge de foi et hommage du roi Philippe de Valois, agissant en qualité de duc de Guienne. La seigneurie de Montpon en Périgord faisait partie de ce duché, et relevait immédiatement du Roi de France.

Elle change de mains en 1399, et devient la propriété du duc d'Orléans, Louis I, frère de Charles VI, assassiné à Paris en 1407. Le duc d'Orléans n'avait pas acheté cette terre, mais il la tenait du Roi de France, lequel l'avait confisquée sur les seigneurs Archambaud père et fils, pour cause de crime de lèse-majesté.

Par acte du 23 janvier 1399, le duc d'Orléans Louis I, rend hommage au Roi de France. (Copie à l'inventaire de 1760). Son fils, Charles, comte d'Angoulême, lui succède.

De la famille d'Orléans, Montpon passe dans celle de Jean de Bretagne, bâtard d'Orléans. La vente du comté de Périgord et des terres qui en dépendent par le duc d'Orléans au prince Jean de Bretagne, est en date du 4 mars 1438.

Son frère Guillaume lui succède, laissant pour héritière Françoise de Bretagne, comtesse de Penthievre et de Périgord, dénommée aussi vicomtesse de Limoges et dame de Montpaon.

Celle-ci apporta la terre de Montpon, dans la famille d'Albret, par son mariage avec Jean d'Albret, vicomte de Tartas.

(1) Les quatorze paroisses ressortissant à la seigneurie baronnie de Montpon, sont les suivantes :

Saint-Barthélemy ; Ménésterol ; Montignac ; Saint-Martial ; Menesplet ; le Pizou ; Eygurande ; Gardedeuil ; Saint-Laurent (partie) ; Saint-Michel (partie) ; Montpon (qualifiée de ville et paroisse) ; Saint-Remy ; Saint-Geraud ; Saint-Sauveur.

Le chartrier de Montignac révèle plusieurs pièces d'un procès pendant devant le Parlement de Bordeaux, entre le sire d'Albret comte de Périgord et vicomte de Limoges et le syndic des Chartreux de Vauclère (*sic*), châtelainie de Montpaon, pour le territoire des Barthes. Et aussi un instrument de transaction faite par les tuteurs de Françoise de Bretagne et confirmation par Jean de Tartas, son mari, dont il appert que les dits sieur et dame se réclament de la qualité de fondateurs du couvent de Vauclère.

Ainsi, l'alliance contractée entre la maison royale de France et celle d'Albret, fit passer les biens de cette dernière dans la maison de Navarre.

En conséquence, les rois Jean (1491-1516) et Henri (1516-1555) de Navarre, furent successivement comtes de Périgord et seigneurs de la terre de Montpon, devant foi et hommage au Roi de France, duc de Guienne.

Jeanne d'Albret, fille de Henri, qui avait épousé en 1548 Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, et donné le jour en 1553 à un fils qui devait être Henri IV, roi de France, succéda à son père en 1555 et mourut en 1572.

Par contrat signé à La Rochelle, le 24 janvier 1571, Jeanne d'Albret, reine de Navarre, vend à Michau de Lur, seigneur de Longas, quatre forêts de la terre de Montpaon, dénommées le Poyal Blanc, Ferrachate, Puy-Chalus et le Buzet. Cette vente est faite pour la somme de soixante mille livres, avec faculté de rachat et réserve de l'hommage lige. La dame Reine se réserve en outre tout le bois nécessaire pour la construction de prisons qu'elle entend faire construire en la ville de Montpaon (1)

Dix ans après la mort de Jeanne d'Albret, son fils, Henri de Navarre, par acte notarié devant Mirambeau, du 24 juillet 1582, cède la terre de Montpon, telle qu'elle se comporte, avec tous ses droits, à son cousin René, vicomte de Rohan, pour le tenir quitte des droits et successions collatérales qui lui reviennent comme fils et principal héritier d'Isabeau de

(1) L'acte complet est aux mains de M. l'abbé Comte, curé de Ménéspiet.

Navarre sa mère, sur les biens délaissés par Jean et Henri, rois de Navarre.

Henri de Navarre ne se réserve aucun droit d'hommage en sa qualité de comte de Périgord, mais il stipule un pacte de rachat de dix ans pour la somme de cent mille livres, payables en un seul pacte.

Le délai de reméré expirant en 1592 ne fut pas exécuté et, en conséquence, le vicomte de Rohan devint propriétaire définitif de la terre de Montpon.

Cependant Henri de Navarre, étant devenu roi de France en 1589, réunit par le fait de son accession à la royauté tous ses biens personnels au domaine de la Couronne, lequel était déclaré inaliénable. Or, son droit de reméré sur la terre de Montpon n'expirant qu'en 1592, il ne lui était plus possible d'y renoncer et ce droit n'a pas cessé d'appartenir à la Couronne de France.

C'est grâce à lui que le Roi de France a pu, à maintes reprises, intervenir dans le règlement des difficultés pendantes entre le seigneur de Montpon et ses divers voisins.

Ainsi, un arrêt du Conseil du 19 août 1633 a déclaré la terre de Montpon domaniale et inaliénable, rachetable à perpétuité par la Couronne de France moyennant la somme de 169.946 livres. (*Inventaire de 1760.*)

A la mort du vicomte de Rohan, son fils, le duc, lui succède. D'accord avec sa mère, vicomtesse douairière de Rohan et dame de Parthenay, ils démembrent la seigneurie de Montpon et la vendent, paroisse par paroisse, à des acquéreurs divers par contrats datés de 1603, 1604, 1605 pour le prix total de 113.000 livres.

Ces acquéreurs sont : Guillaume Barrau pour 15.000 livres; Nicolas Penaud pour 15.500; de Courbiat de Fontenelle pour 28.029; René de Bellade, sieur de Fonbrauge, pour 13.100; Pons de Ressac, sieur de Cadret, pour 5.115; Marc de Verdun, sieur de Galot, pour 30.000; Larivière, époux de demoiselle Gelens, pour 600 livres.

Le duc de Rohan qui était mineur au moment de ces ventes, les ratifia à sa majorité en 1606 et 1607. Tous les acquéreurs, chacun pour son acquisition, succèdent à tous

les droits possédés par les vendeurs et notamment ceux de Haute, Moyenne et de Basse Justice.

• •

Les comtes de Gurson et du Fleix étant limitrophes de la seigneurie de Montpon, ce voisinage donnait lieu à de fréquentes discussions et à de nombreux procès devant le sénéchal du Périgord.

Pour y mettre fin, messire Jean-Frédéric de Foix, comte de Gurson et du Fleix, résolut en 1610 de racheter l'intégralité de la terre de Montpon aux divers acquéreurs du duc de Rohan.

Plusieurs d'entre eux consentirent à lui céder leurs acquisitions ; d'autres s'y refusèrent. Mais le comte de Gurson, très en faveur à la Cour, se fit délivrer par le Roi, en 1611, des lettres patentes lui accordant, par droit de prélation, la facilité de retirer par puissance de fief la terre et seigneurie de Montpon.

En vertu de ces lettres patentes, le comte traita avec la plupart des acquéreurs du duc de Rohan, et en 1624 il possédait douze paroisses entières de cette seigneurie.

D'autre part, les vendeurs s'étaient réservé certains droits garantissant partie de leur indépendance vis-à-vis du seigneur dont ils se reconnaissaient les vassaux.

« A la date du 10 mai 1616 et par acte notarié devant du Saule, notaire royal à Bordeaux, Bertrand Julliot, écuyer, sieur de la Devise, Marcillac et autres lieux, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, cède à très haut et très puissant seigneur Messire Frédéric de Foix, chevalier, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances du Roi, seigneur et comte des comtés de Gurson et du Fleix et grand sénéchal de Guienne, tous et chacun des droits, cens, rentes, justice haute, moyenne et basse, et généralement tous les droits acquis par lui et par demoiselle Gabrielle de Salignac, des seigneur et dame de Rohan, sur la terre et seigneurie de Montpon en Périgord.

Il se réserve : 1° D'être exempt de répondre criminellement devant le juge de la dite terre, lequel juge ne pourra décréter contre lui ; et pour sa descendance le dit juge ne pourra non plus décréter contre eux sans la permission du dit seigneur comte.

2° De jouir des prééminences des églises de Saint-Barthélemy et Ménesterol, immédiatement après le dit seigneur comte et les siens, et aussi du droit de sépulture pour lui et ceux de sa famille dans le chœur de l'église de Saint-Barthélemy.

3° Le droit de chasser à toutes sortes de chasses permises aux gentilshommes vassaux.

4° Le droit de faire toutes sortes de bâtiments et fortifications dans ses biens comme bon lui semblera.

5° Le droit à toutes sortes de pêches dans l'étendue de son bief, sur la rivière, sans que le dit seigneur puisse donner permission à autres, si ce n'est pour sa maison.

6° La justice moyenne et basse de sa maison de la Devise et de sept journaux de terre à l'entour. Du tout, le dit sieur de la Devise fera hommage lige au seigneur comte la cession consentie pour le prix de 18.800 livres payés comptant. » (1).

Le 23 février 1619, autre contrat d'acquisition :

« Très haut et puissant seigneur Jean-Frédéric de Foix achète au sieur de Lalande, Daulède de Pardaillan, du château du Pizou, tous les droits, cens, justice, etc., acquis par le dit, de François de Belade, écuyer, sieur de Fontbrauge et du château du Désert, en la même forme où ils sont contenus et spécifiés par devant Béranger, notaire et tabellion royal de la ville de Bordeaux, le 11 mars 1610, et tout ainsi que le sieur de Belade, son père, les avait acquis des seigneur et dame de Rohan, mère et fils, par contrat du 1^{er} octobre 1603. Le prix de vente est de 7.646 livres payées comptant. » (2).

(1) Le château de la Devise demeure aux mains des descendants de Bertrand Julliot jusqu'aux temps de la Révolution. Le 28 juin 1740, un Julliot, chevalier, seigneur de la Devise règle, par acte devant Claverie, notaire à Castillon, la part revenant à ses neveu et nièce François et Marie Bechau dans la succession de leur père et mère.

Après la Révolution, il devient propriété de la famille Déalis de Saujean, originaire du Blayais. Un sieur François Déalis de Saujean avait épousé une demoiselle Bellet nièce du chanoine, auteur du *Voyage en Périgord et à la Chartreuse de Vauclaire*.

(2) La famille de Belade de Fontbrauge, fort ancienne, s'établit en Guienne, en 1336. A cette époque, un de Belade, baron, commandait 500 hommes d'armes ; un autre, chevalier, commandait 100 hommes d'infanterie. Tous les deux s'appelaient Todias. Le dernier se fixa dans la Double, au château du Désert. Il signait : Le Dézer de Belade. Cette famille souvent qualifiée dans les actes de « haute et puissante » était liée aux Ségur.

Mêmes réserves sont faites en faveur du sieur de Lalande et ses deux enfants en matière de chasse, pêche, constructions, justice moyenne et basse, que celles stipulées à l'acte précédent.

Restaient encore deux paroisses à acquérir. Elles étaient possédées par les sieurs Penaud de Saint Jean et de la Devise, lesquels, par tous les moyens en leur pouvoir, cherchaient à les conserver, même en intéressant à leur cause le duc de Rohan.

Ils obtinrent la mise en adjudication de toute la seigneurie de Montpon ; mais en dépit d'une enchère de 166 000 livres, faites par le maréchal de La Force, le comte de Gurson, par faveur spéciale, fut déclaré adjudicataire moyennant la somme de 136.000 livres. Il est à remarquer qu'afin de payer cette somme, le comte de Gurson fut obligé de vendre sa terre de Lévigac au prix de 36.000 livres. Elle en valait le double.

L'acte d'adjudication est du 6 mai 1626. De ce jour, la terre de Montpon devient tout entière la propriété du comte de Gurson.



Au comte de Gurson succéda sa veuve, douairière de Gurson, Charlotte Nompar de Caumont-Lauzun ; et à celle-ci M^{lle} Suzanne-Henriette de Foix de Candalle, laquelle eut pour héritier son neveu le duc de Foix. A la mort de ce dernier, la seigneurie de Montpon revint à M^{le} le duc de Lauzun, cousin-germain de M^{lle} de Foix de Candalle et héritier du duc de Foix.

Le marquis de Belzunce de Castelmoron, lieutenant général des armées du Roi, gouverneur et grand sénéchal des provinces d'Agenais et Condomois, succède au duc de Lauzun.

Il était cousin de la demoiselle de Foix de Candalle et des ducs de Foix et de Lauzun, du chef de sa mère, laquelle était Nompar de Caumont de Lauzun et sœur de la comtesse de Gurson.

Après la mort du marquis de Belzunce, la terre de Montpon appartient à son fils aîné, le comte de Belzunce, capitaine des Gardes Bourguignons, grand loupvetier de France.

La ville de Montpon étant le siège d'une juridiction seigneuriale avec haute, moyenne et basse justice, par arrêt du Conseil d'Etat du Roi en date du 18 décembre 1764, le seigneur de Belzunce est autorisé, en exécution de son contrat d'acquisition, ainsi que ses successeurs, à instituer les officiers de justice de Montpon qui seront dits officiers de la châtellenie et devant lesquels comparaitront les tenanciers en retard de paiement (1).

Enfin, le 18 janvier 1769, la famille de Belzunce cesse de posséder la terre de Montpon. Elle passe aux mains de François de Bacharetie de Beaupuy et Louis Desmoulins de Leybardie qui seront les derniers seigneurs de la baronnie.

Le sieur Halbou, chargé de pouvoirs du marquis de Belzunce, procède avec eux au recollement des titres et papiers des archives du château de Montpon, qui sont transportés au château de Longa, près Mussidan. Décharge définitive est donnée au marquis de Belzunce par M. de Bacharetie de Beaupuy, qui a signé à l'inventaire ces trois copies avec Halbou.

En l'année 1773, les seigneurs de Beaupuy et de Leybardie, co-engagistes de la terre de Montpon, eurent des difficultés sérieuses avec leurs censitaires à l'occasion de l'emploi de certaines mesures de capacité dans la perception des denrées soumises à la rente. Une grande clameur s'éleva dans la juridiction ; on demanda une vérification sérieuse des mesures seigneuriales en conformité avec la mesure matrice, marquée au coin de la juridiction royale.

On exigea même une réduction sur la taxe des viandes de boucherie, et le boucher seigneurial ayant refusé de s'y soumettre, fut mis en prison au nom du Roi.

Très sensiblement, le lien d'entente se relâchait entre les populations de la vieille baronnie et les représentants du Souverain qui tendaient peu à peu à devenir des occupants temporaires, sortes de fermiers généraux, intéressés au plus

(1) En 1769 et au cours de l'inventaire de cette année, le juge de la terre baronnie de Montpon, est dénommé Joseph Lajonias de la Croze, avocat au Parlement.

grand rendement des facultés contributives de la terre seigneuriale.

Nous approchons de l'époque révolutionnaire et de la nuit mémorable du 4 août 1789, où va sonner le glas de la seigneurie défunte de Montpon et de ses privilèges (1).



Que subsiste-t-il aujourd'hui de ces châteaux et maisons nobles figurant au cours de cette notice sur l'ancienne baronnie de Montpon ? Quelques-uns demeurent encore aux mêmes lieux et sous les mêmes noms, mais remaniés, reconstruits, témoins méconnaissables de ces temps abolis.

D'autres ont complètement disparu, sans laisser nulle trace, pas même celle du souvenir bien précis de leur emplacement.

La coquette petite ville de Montpon ne sait rien de son ancien château ; ses archives municipales ne gardent aucune pièce, nul croquis rappelant le passé de la vieille seigneurie.

On sait seulement par la tradition, appuyée sur quelques vestiges de pierres, que le château de Montpon était situé vers le centre de la ville actuelle, sur le côté gauche de la route nationale qui la traverse, tout près du pont sous lequel passe le petit ruisseau du Chavat, proche de la rivière. Les maisons modernes, bâties sur une partie de son emplacement, reposent sur ses anciens fondements très reconnaissables ; et on y retrouve la trace et la direction de souterrains aujourd'hui obstrués, longeant la direction du ruisseau sous la chaussée de la grande route, en amont, et communiquant sans doute en aval avec la rivière de l'Isle.

(1) François de Bacharetie de Beaupuy, écuyer et seigneur de Beaupuy, époux de Jeanne Françoise de Villars, père de Nicolas-Charles, ancien mestre de camp de Dauphiné-Dragons, chevalier de Saint-Louis, député de la Dordogne en 1791 à l'Assemblée législative, et de Michel-Armand, officier général, tué à Emmendingen (Bade).

Louis Desmoulins de Leyhardie, conseiller à la Cour souveraine des Aides et Finances de Guienne.

Montpon est d'ailleurs une ville toute moderne, bâtie, agrandie, depuis l'époque révolutionnaire.

L'ancienne ville seigneuriale tirait toute son importance, uniquement de son château et de ses bâtiments annexes, affectés aux services et aux fonctions de la châtellenie.

Le Voyage en Périgord, de Courtois, procureur au Parlement de Paris, constitue à ce sujet un document très précieux. Courtois accompagnait la vicomtesse de Béarn, femme de François de Galard de Béarn, dans sa demeure de Montignac, proche la Chartreuse de Vauclaire. La relation rimée de ce voyage, écrite en 1762, nous apprend, qu'à cette époque, Montpon ne possédait pas d'église et faisait partie de la paroisse de Ménestérol.

De là nous fûmes a Montpon
Ville, je crois, un peu moins grande
Que ne peut être Charenton.
La, ni jurés, ni jurande,
On n'y voit aussi, nul clocher
Cette ville s'en va chercher
Au l'autre bord de la rivière,
La messe en sabot, en bidet,
Tel à crosse, tel au baudet
Souvent à Dieu, ne pensant guère.

Que dire des autres châteaux de la baronnie ? Sur le territoire de la commune de Ménesplet, dans une jolie position dominant la rivière de l'Isle, se dresse l'ancienne maison noble de Fontenelles, gardant à peu près intact son cachet de vieille demeure. Elle appartient successivement aux familles de Saint Jean de Saint-Laurent, seigneurs du Brulhet et de la Filolie, de Lur-Saluces, de Villars, des Achards de la Brangelie, et enfin à celle de Galard de Béarn.

Le château de la Devisé, dans le délabrement de ses murs et de ses toits, montre encore l'orgueil de ses girouettes fleurdelysées et de son escalier de pierre.

Du château du Pizou, domaine des Daulède de Pardaillan, seigneurs de Lalande, il ne reste aucun souvenir ni vestige.

Celui du Désert, demeure de l'ancienne famille de Belhade,

remanié, incendié, rebâti, ne présente plus aucun intérêt rétrospectif.

Sur la butte où s'éleva le château de Gurson, sentinelle vigilante, dominant les deux châtellenies de Montpon et de Castillon, des ruines romantiques demeurent : quelques pans de murs dévorés et noircis par le temps, fleuris de lierre sauvage. Vestiges d'un escalier de pierre tenant eu l'air comme par miracle ; sur ses marches branlantes, sonnèrent les pas de messire Frédéric de Foix, grand sénéchal de Guienne.

Nous citerons enfin, mais pour mémoire seulement, et à titre d'enclave libre et rédimée de toutes charges, sur le territoire de la baronnie de Montpon, la Chartreuse de Vauclaire

L'histoire de sa fondation remontant aux premières années du *xiv^e* siècle, sa vie parallèle avec la seigneurie de Montpon, leurs relations et parfois leurs différends, les bouleversements, les ruines, les relèvements de la grande maison Cartusienne, formeraient la facile matière d'un gros livre.

Aujourd'hui démembrée, veuve de ses religieux, l'ancienne Chartreuse de Vauclaire est encore debout. Ses bâtiments conventuels démolis en partie, remaniés et adaptés à des fonctions nouvelles, figurent une maison de fous.

C'est ainsi que le temps et les orages, peu à peu, transformant, effacent, ont raison de tout. L'histoire de la baronnie de Montpon, en Périgord, confirme, une fois de plus, cette règle, vieille comme le monde.

Daniel DE LAGE.

LE MOULIN DU TOULON

En 1607

Je me suis demandé tout d'abord où était le Moulin du Toulon. J'en vois, en effet, deux : 1^o sur le plan de l'ingénieur Lallier de Latour dressé en 1773 et publié dans notre *Bulletin* de 1901, l'un portant le nom de Moulin du Toulon, près de la

source, et l'autre, qualifié de « moulin à foulon », près de l'endroit où le ruisseau se jette dans la rivière de l'Isle et où M. Fourgeaud a présentement sa fabrique de chapeaux ; 2° sur la carte de Belleyrne, où le premier porte le nom de « Moulin de l'Abîme », près du gouffre de la source, et le second qualifié de « maillerie ». Nous verrons tout à l'heure dans la pièce que je publie ce qu'était une « maillerie. » Il est probable que depuis les premières années du xvii^e siècle et même avant, puisqu'elle est alors « ruynée et demolie », jusqu'à nos jours, cet ancien moulin est demeuré une usine, et c'est celui-là qui quand même a le droit de porter le nom de Moulin du Toulon plutôt que de celui du Gouffre.

Du premier il ne reste à peu près rien... qu'un bâtiment où se trouve le moteur électrique, utilisé pour l'alimentation de la ville en eau potable, bâtiment à la façade ouest duquel existe encore le moteur hydraulique du moulin de jadis : la trace sur le mur intérieur d'une roue à palettes. Le second appartient en 1607 au même propriétaire que le Moulin du Pont de la Cité dont je parlais dernièrement, à Charles d'Abzac de Ladouze, seigneur marquis dudit lieu, Vern, Barrière, maison noble de Périgueux, baron de Lastours, maréchal des camps et armées du Roi, habitant de Ladouze.

Dans un rapport sur les industries de Périgueux, publié dans les *Annales agricoles et littéraires* de 1843 et accompagné d'une lithographie d'Eugène Arvengas, de la maison Dupont, l'abbé Audierne nous promène dans cette usine portant l'enseigne de « Filature de laine » en compagnie des associés MM. Barret et Courtney, le père de notre regretté confrère M. Gabriel Courtney.

Elle avait donc la même affectation plus de deux cents ans après l'acte de ferme ci-dessous.

Comme nous le verrons tout à l'heure et quoi qu'en dise Larousse dans sa définition de la « maillerie », « moulin à battre le chanvre » (*Nouveau Larousse illustré*), il s'agit bien d'une véritable fabrique de drap. et le nom de pareilles usines est devenu le nom de faubourgs dans plusieurs villes du Midi.

Cette manufacture, en 1843, à ses débuts, avait déjà une certaine importance.

« Le filage s'exécutait au 1^{er} étage, avec trois métiers, dirigés chacun par un fleur et deux enfants. Au 2^e étage étaient les métiers à tisser, au nombre de neuf. La teinturerie se trouvait dans le bâtiment parallèle à celui du foulon.

« Cet établissement confectionnait les cadis, les étamines, les flanelles rayées et unies. Les matières premières étaient achetées dans le département à l'exception des laines noires que MM. Courtey faisaient venir de Marseille ; mais ces laines étaient importées de Grèce et d'Égypte. Cette usine occupera par jour 50 ouvriers et ses produits s'élèveront à 240,000 francs par an.... »

Ce quartier du Toulon, à l'ouest de la ville, est devenu le faubourg industriel de Périgueux. La construction des ateliers de la compagnie du chemin de fer d'Orléans, en 1863, y a amené une nombreuse population qui s'est construit de très propres petites maisons, avec jardinets, sur le bord de rues bien percées, parallèles et perpendiculaires à la route d'Angoulême.

La fabrique de chapeaux, l'ancienne « maillerie », dont je parlais, une importante briqueterie, construite sur le bord de la rivière de l'Isle, des scieries mécaniques de bois, contribuent à grossir et à retenir dans ce quartier la population ouvrière de Périgueux qui y a son église, son marché, ses écoles, et demandera peut-être un jour, pour être plus indépendante, son érection en commune distincte. Par son appoint dans les élections municipales, elle dispose à l'heure actuelle de la majorité.

Mais occupons-nous seulement de ce qu'était notre « maillerie » en 1607.

La ferme du molin du Toullon.

Le unzième du mois de decembre mil six centz et sept, Monseigneur [de Ladouze] a affermé le molin du Toullon à luy appartenant, à Marty et Jehan Charrentons, père et filz, habitant au village de Fouveau, paroisse de Razat, pour et moyenant la quantité de trante sept charges bled pour une chacune année, le tiers froment et les deux tiers mesture, douze chappons, un motton, bons et compectans ; commansant ladicte aferme au premier jour de janvier 1608, en finis-

sant à mesme jour, et ce pour le temps et espace de neuf années et neuf cuilhettes.

Plus a affermé led. seigneur ausd. Charrantons la mailherie que souloit estre audict molin pour mesme temps ; laquelle est à present ruynée et demolie (1) en ce que iceux Charrantons ont promis audict seigneur de bastir ladicte mallierie et fournir le tout à leurs proppres coustz et despans, et icelle doibvent avoir randue bastie et toute preste à faire dras, dans le jour et feste de Pasques aud. an venant, à peyne de tous despans, et en ce que led. seigneur sera tenu leur fournir tout le boys necessaire à fere ladicte malerie et icelluy faire conduyre sur le lieu à ses despans, et ne sera tenu led. seigneur de fornir autre chose en ce que iceux Charrantons seront tenus bailher chacun an aud. seigneur pour ladicte mallierie la somme de dix livres tz. et quarante livres de bourre, en ce aussy qu'ilz doibvent fere tous les dradz en ladite mailherie dud. seigneur, sans en prendre aulcun salaire ; mouldre les grains dud. seigneur, sans en prendre mouldure ; iceux molin bien et dhuement gouverner comme bon peres de famille et fournir toutes repparrations requis et necessaires ausd. molins, et ne commencera ladicte afferme de ladicte mallierie que seulement lorsqu'elle sera en nature, le tout se verra et se trouvera en l'afferme ce jourd'huy receue par Desmaisons, notaire royal (2).

(Livre des comptes de la seigneurie de Ladouze, de 1603-1609, tenu par Monteil ou de Monteil, de Vern.)

F. V.

(1) Cette maillerie existait donc depuis longtemps, fol. 77 et 78. Fonds Saint-Astier, aux Archives de la Dordogne.

(2) Dans le même registre, folios 79 et 80, sont énumérées les « pièces envoyées à Nerrac [à la Chambre des Comptes] par Monsieur Monteilh » le 20 décembre 1607... entr'autres « l'arrest baillé par la Chambre de Nerra du XIX juihet 1605, signé de Poncastel, baillé entre le seigneur de Ladouze et le seigneur duc de Bouilhon, Jehan et Jacques Bourdicutz, deffandeurs, » etc.

Au bas, M. Demonteil reconnaît avoir reçu les pièces pour les porter à Nérac.

Aux folios 87-90, est indiqué un second envoi de pièces à Nérac à M. Monteilh, dans le même objet, le 15 janvier 1608, « par M. André, nostre messenger ordinere. » — Il est parti ledit jour pour porter ces pièces à Nérac ; il lui a été « baillé 3 livres quatre solz pour sa despance et trante solz pour un paire de soihers. »

Au folio 96, verso, se trouve une autre indication de pièces envoyées à

HOMMAGE AU ROI LOUIS XIV

DU REPAIRE NOBLE DE PAGENAL.

Ainsi que nous le savons, les fiefs ou domaines qu'un vassal tenait d'un seigneur étaient concédés sous condition de foi et hommage, et assujettis à certains services et redevances.

En recevant le fief, le vassal s'agenouillait devant celui qui le concédait appelé le suzerain, et prêtait serment de fidélité.

Cette cérémonie après laquelle le vassal était « *l'homme* » du suzerain, s'appelait « *l'hommage* ».

Après le serment de fidélité du vassal, le seigneur, à son tour, lui donnait le domaine par « *l'investiture* » soit en lui remettant une motte de terre gazonnée, soit un rameau d'arbre ou, pour les grands fiefs, un étendard.

J'ai trouvé dans mes papiers de famille un extrait sur parchemin des registres du bureau du Domaine du Roi en Guienne, contenant procès-verbal de pareille cérémonie. C'est l'hommage rendu au roi Louis XIV du repaire noble de Pagenal, commune de Tayac, canton de Saint-Cyprien, domaine dans lequel, soit dit en passant, M. Mercier-Pageyral, ingénieur, sorti de l'Ecole polytechnique, habitant le bourg de Tayac, découvrit en 1863 des mines de kaolin, encore aujourd'hui en exploitation, les premières qui furent trouvées en Périgord.

Voici la copie littérale de la dite pièce :

Les Présidents, Conseillers de France généraux des finances, juges du domaine du Roy et grands voyers en la Généralité de Guienne, à

Bordeaux le 22 février 1608 à « M. de Laborie, mon procureur, par Hellies du Mas dit Mouriat des Moutes, les pièces contre les héritiers de feue Mademoiselle de Lussan. »

Aux folios 108-109, se trouve une autre indication de pièces envoyées à Bordeaux touchant le Pizon (Pizou) par Lepetit, greffier de la Roumenye, le 8^e de mars 1608.

Au folio 110, liste de pièces envoyées à Nérac à M. Monteilh.

Au folio 117, liste de pièces envoyées, le 12 avril 1608, à Nérac à M. Ledoux, procureur, touchant le Pizon.

Au folio 125, liste de pièces envoyées le 21 mai 1608, à Bordeaux, à Andousset, procureur, par Geoffre.

Au folio 133, liste des pièces envoyées le 19 juin 1608, à Bordeaux, à Andousset, procureur, contre les Bazins.

tous ceux quy ces présentes verront, Salut. Scavoir faisons qu'à la requeste du Procureur du Roy et diligence du fermier du Domaine de la dite Généralité, chargé de faire les poursuites pour la liquidation d'icelluy, s'est présenté par devant nous, Mathieu Planteau, bourgeois et marchand de la ville de Bergerac, assisté de maistre Pierre Férrière, son procureur ; lequel en présence du procureur du Roy, estant ledit sieur Planteau, teste nue, les deux genoux à terre, sans ceinture, épée ny éperons, tenant les mains jointes, a fait et rendu au Bureau les foy, hommage et serment de fidélité qu'il doit et est tenu de faire au Roy, nostre sire Louis quatorzième, Roy de France et de Navarre à présent regnant, pour rayson du repaire noble de Pagenal, appartenances et dépendances d'icelluy, situé dans la paroisse et juridiction de Tayac, sénéchaussée de Sarlat en Périgord, qu'il a acquis de dame Jeanne Jaumart de la Brangelie, dame douerière de Tayac, par contrat du dixiesme décembre mil six cent quatre vingt sept, reçu par Lacombe, notaire royal, du prix de laquelle acquisition il a payé les lods et venthes au fermier du Domaine du Roy au département du Périgord, relevant de Sa Majesté à cause de son compte du Périgord, et après avoir promis et juré sur les saints Evangiles destre bon et fidele sujet et vassal du Roy, et de satisfaire à toutes les obligations auxquelles sont tenus les vassaux de Sa Majesté de payer tous les droits et devoirs seigneuriaux dont lesdits lieux se trouvent chargés, mesme par expres les profits des fiefs depuis le jour de la saysie féodale sy aucune a esté faite, sous lesquelles obligations ledit vassal a esté par nous investy dudit fief à la charge d'en fournir son adveu et dénombrement dans les quarante jours portés par l'ordonnance, luy faisant mainlevée pour l'advenir des fruits des dits biens saisis faute d'hommage non rendu sans préjudice des lods et venthes, redevences et autres droits et devoirs seigneuriaux.

Fait à Bourdeaux, au Bureau du Domaine du Roy en Guienne, le vingtroisieme jour de jeanyier mil six cent quatre vingt dix.

Signés : Thibault, de Poitevin, de Tortoly, Mercier, de Lachabane, Chapelas, Branier, D'Alesme, procureur du Roy ; M. Planteau, homager susdict et Ferrière, son procureur.

Collationné.

Extrait des registres du Bureau du Domaine du Roy en Guienne.

Signé : PAGES.

Pour copie conforme :

G. LAFON.

EXTRAIT DU DEUXIÈME VOLUME

DES VOYAGES DU CHEVALIER DE LAGRANGE CHANCEL.

Voyage de Paris pour le Poitou, Angoumois et Périgord

2 Avril 1739.

Du voyage en Angoumois, nous détachons le passage suivant qui concerne La Rochebeaucourt, en Périgord :

« De La Valette je fus voir le bourg de La Rochebeaucourt, à une lieue demy de celle première, appartenant au seigneur de Galard, comte de Brassac, assis sur une petite rivière (1) qui passe au Pas de Fontaines, qui sépare l'endroit en deux parties, l'une en Périgord exempte de tous droits, et l'autre en Angoumois chargée de taxes. On y parle périgordin. Ce lieu est entouré de rochers et d'eaux vives. Sa paroisse a un petit chapitre de 8 chanoines jouissant d'un mince revenu de 200 l. chacun, dont le curé est le doyen. Cette petite ville est en Périgord, entourée de murailles, avec deux portes : les rues un peu sales, et les habitans grossiers. On y voit force cochons. Mais le château est bâti sur le fond à la moderne, est des plus beaux par son logement, par son grand escalier de pierre et par ses vues charmantes, quoiqu'entouré de rochers, flanqué par deux grosses tours rondes ; la cour et l'avant cour sont entourées de balustrades, les appartemens se communiquent en dehors par des galeries, terrasses ornées de balcons de fer ; il est en Angoumois. J'y vis aussi, sur le bord du ruisseau, une maladerie à quelque distance, composée de deux familles de lépreux, du revenu desquelles je pris possession, que M. le comte de Brassac me remit de bonne grâce, comme étant de l'ordre de Saint-Lazare. »

Le chevalier termine ainsi son voyage en Angoumois :

« Après quelque séjour à Angoulême, j'en repartis pour La

(1) La Nizonne.

Valette, repassant au bourg de Torsac. De La Valette, on compte une bonne lieue jusques au Pas de Fontaine, passage très dangereux en hiver, ainsi que je l'ai éprouvé cent fois dans ma vie, depuis que le petit pont de pierre est ruiné ; les voituriers et charrettes sont obligés de passer et de suivre dans l'eau le chemin qui sépare l'Angoumois du Périgord. De son costé, il y avoit une grande maison seule, qui servoit d'une assez bonne auberge en gras et en maigre, parce que les maréyeurs de Saintes et de Rochefort, venant chaque semaine à Périgueux, y laissoient toujours du poisson de mer, ainsi que je l'ai expérimenté, en me rendant très souvent de mon département de marine à Périgueux. »

L'auteur passe ensuite au Périgord, sa patrie.

DU PÉRIGORD.

« Après avoir traversé ce mauvais pas, on trouve à un quart de lieue de l'auberge, le bourg de Fontaines, avec sa paroisse et un couvent de dames religieuses, bien fondé, rempli de pensionnaires des meilleures maisons des environs, à cause de la modicité des pensions. Elles sont de l'ordre de Saint-Benoit. Il y a diverses foires de bestiaux tous les ans ; de Fontaines à Périgueux on y compte sept mortelles lieues, et, aux environs, l'on découvre le château de Charval, dans une plaine appartenant à la famille du Bourbet (1), sénéchal d'Angoumois.

» De Fontaines, je passai à Gouts, paroisse et archiprêtré, entouré de vignes et de terres labourables. De Gouts, lieu peu habité, entouré d'étangs et de bas-fonds dans la plaine (2), je fis une lieue et demie, par un chemin rude et difficile, montueux et descendant ; je parvins dans la forêt de Latourblanche, dont on a abattu tous les arbres ; puis, tournoyant parmi des vignes et des rochers, je parvins à Latourblanche, à cinq lieues de Périgueux. Cette juri-

(1) Cherval était le chef-lieu de la paroisse, dans laquelle se trouve le château du Bourbet, propriété de... de Lageard, grand sénéchal d'Angoumois, dans la famille duquel cette charge était comme héréditaire. D D.—S.S.

(2) De la Nizonne et de la Pude. F.

diction, enclavée dans le Périgord, est du gouvernement et élection d'Angoulême, sujette aux impôts de ce pays, de même que cinq paroisses (1) de ses environs, et ne jouissant de pas une franchise du Périgord. Cette petite ville est entourée de tours et de murailles, la plupart ruinées, en pierre de taille, qui y est très commune, et les fossés comblés, quoiqu'assise dans un fond. Son château, élevé sur une butte de terres transportées, est de figure carrée, dominant sur les prairies voisines, tout en pierres de taille, ainsi nommé de la blancheur de ses murailles. Il était muni de bonnes fortifications au temps passé, avec des dehors considérables, jusque dans ses fossés ; il communique à la ville par un pont à trois arches en pierres assez en désordre, et se découvre d'assez loin ; on trouve deux paroisses en cette vilette. Un ruisseau serpente auprès des portes de la ville et va passer au devant d'une chapelle joignant la maladrerie, composée de deux familles de lépreux exemptes de toutes impositions ; bien au contraire, le four banal est obligé de leur fournir gratis, chaque semaine, une grosse tourte de pain, outre leur quête ordinaire. La famille des Sainte-Maure possédait cette terre qu'elle a revendue à celle de Labrousse-Verteillac. Elle s'affirme sept mille livres par an. De Latourblanche au Chapdeuil demi lieu, le château (2) du seigneur, composé d'une grosse tour carrée et autres logemens, est isolé par un ruisseau et un réservoir, qui font cet office. Tout ce pays est rempli de pierres plates, de montées et de descentes, mais rempli d'excellentes vignes. Je fis encore un lieu et demy avant que d'arriver à Lisle, laissant sur ma gauche le châ-

(1) La châtellenie de La Tour-Blanche comprenait, outre le chef-lieu, les paroisses de Cercles, La Chapelle-Montabourlet, La Chapelle-Grésignac et Rossignol. Voir la monographie que j'ai consacrée au château de La Tour-Blanche dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord (tome XXV, pages 333-350 et 416-436) ; une phototypie du château est jointe à cette notice. D.D.

(2) Le baron J. de Verneilh a publié, dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord (tome XIII, p.p. 402-6), sur le château et le donjon du Chapdeuil, appartenant alors à une branche de la maison de Fayolle, une notice, accompagnée d'un beau dessin à la plume. D.D.

teau de Narbonne (1), composé aussi d'un gros pavillon carré à créneaux ; ensuite celui de Saint-Just (2), sur une hauteur, est bâti à l'antique, avec des petites tourelles dominant sur la prairie qui est au bas. La paroisse de... (3) est à côté. Je montai un peu pour traverser la forest de Maroüate, dont le beau château, de même nom, est à l'extrémité, assis sur une colline, composé de huit belles tours et d'un grand corps de logis. Il est bien dommage qu'il soit si mal placé, caché par les bois. Il appartient aux seigneurs de Jarnac (4), qui y tiennent des fermiers.

• Après que j'eus traversé la forest de Maroüate, je montai un rude et fâcheux terrier, au haut duquel je découvris dans la plaine, la ville de Lisle. Puis, traversant des bois et des vignes, je descendis vers la rivière de Dronne, qui arrose une partie du Périgord, laquelle je passai sur un pont de pierre (5) à un quart de lieue de la ville. Cette petite rivière n'est pas

(1) Le château de Narbonne, dans la paroisse de Saint-Just, appartenait à Claude de Souchet, seigneur de La Dourville, marié à Anne de Raymond. D.D.

(2) Il reste à peine quelques pierres de cette ancienne résidence des Cescaud, seigneurs de la paroisse de Saint-Just. Elle appartenait alors à Joseph-Denis de Cescaud, seigneur de Saint-Just et de Saint-Julien, marié, en 1721, à Marie de Fumel, de Lisle, et mort en 1733. S.S.

(3) La paroisse, dont l'auteur a laissé le nom en blanc, était Saint-Vivien-d'Euhe. Elle est aujourd'hui rattachée à la commune de Paussac, qui porte le nom de Paussac-Saint-Vivien. M. le M^e de Fayolle, à la suite d'une étude sur les églises de Lisle et de Brassac, a consacré au petit prieuré de Saint-Vivien quelques lignes intéressantes (*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord* tome XXIII, p. 413). D.D.

(4) Voir, dans le tome XV du *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, les études consacrées, avec plan et dessins, au château de Maroite, paroisse de Brassac, et à ses seigneurs, par M. le baron de Verneilh (pages 107-111), et par moi (pages 155-195). D.D.

(5) L'ancien chemin ne suivait pas, comme la route actuelle, le vallon de l'Euhe jusqu'au pont d'Ambon. A partir de Maroite il gravissait les coteaux jusqu'à la Feyte, point culminant près de la route de Montagrier à La Tour-Blanche et descendait sur la Dronne qu'il traversait à l'emplacement actuel du pont de la route de Lisle au Grand-Brassac. Une chaussée, peut-être romaine, encore en usage, conduisait à Lisle à travers les prés marécageux qui s'étendent entre la ville et la rivière. F.

large, mais profonde et très poissonneuse, et se jette à la fin dans la Dordogne, entre Libourne et Fronsac, après avoir fait moudro plus de neuf cents moulins dans sa course. Au bout de ce pont, je passai sur une longue chaussée pavée tant bien que mal, bordée de fossés et de prairies, car l'hiver le chemin est très mauvais, jusques aux portes de la ville. Elle était à l'antique, ainsi que ses murs, fort en désordre. Suivant une vilaine rue, pavée de petits cailloux, passant entre la porte de l'église paroissiale et la halle, j'en sortis par une autre porte, qui communique à un petit faubourg, fort peuplé, mais sale, mal pavé, infecté par les cochons et le peuple malpropre. Le château est très délabré, ainsi que les maisons de cette pauvre ville, ruinée par les fréquents logemens des troupes qui vont vers Bayonne et les frontières d'Espagne ; aussi a-t-elle été un temps abandonnée de la plupart de ses habitants ; elle a titre de marquisat (1). à trois lieues de Périgueux. Sortant de Lisle, je montai une rude et longue hauteur pour entrer parmi des bois de chateniers jusques à la petite paroisse de La Chapelle Gonaguet, d'où rentrant par des descentes et montées dans la forest de Chancelade, toute de beaux et anciens chênes. Je parvins dans le bourg de Chancelade, à une grande demi lieu de Périgueux ; c'est une très ancienne abaye royale, chef d'ordre de chanoines réguliers de Saint-Augustin, de laquelle l'abbé est crocé et mitré, et dispose en plusieurs provinces de quantité de prieurés, cures et bénéfices tant en Périgord, Saintonge qu'Angoumois et Poitou. Cette abaye jouit de trente mille livres de revenu La noblesse et les estrangers y sont bien receus, et ses religieux et M. l'abbé (2) sont receus de même parmi les gentilshommes des environs. L'abaye, située parmi

(1) D'après une sentence de la Cour présidiale de Périgueux, de 1715, les Fumel de La Porte, habitant le château-bas, et les Pressac de Lioncel, habitant le château-haut de Lisle, avaient le droit d'y exercer et faire exercer toute justice et juridiction, à la réserve toutefois de la police, qui, en conformité de lettres-patentes de 1309, confirmées en 1519, appartenait aux habitants de la ville et paroisse. D.D.

(2) L'abbé de Chancelade était alors Jean Antoine Gros de Beler. D.D.

des rochers, proche diverses sources et fontaines d'eaux vives, est bâtie dans le goût antique ; leurs galeries, dortoirs et jardins ayant vue sur des prairies et des bois ; le ruisseau de la Boironne passe près de leur église, d'une grande vestucité ; il n'y a rien de remarquable, mais les appartemens modernes ne sont pas à mépriser.

• De Chancelade, j'attrapai le pont sur la Boironne et gagnai les bords de la rivière de Lisle, qui me fit découvrir les clochers de la ville de Périgueux, laquelle semble estre assise sur un tertre qui descend vers la rivière, charmé de la beauté de la plaine, arrosée de la rivière qui conduit à la ville, bordée par des coteaux charmans, garnie de maisons jolies, de bois, de jardinage, de vignes et de terres cultivées, qui forment un très beau coup d'œil. Enfin, je parvins, par un faubourg, à la porte Taillefer, après avoir passé devant les Urselines, les Jacobins et l'Hospital général ou manufacture, et sous une porte d'ancienne fortification, qui depuis a esté abatuë. »

DE LA VILLE DE PÉRIGUEUX.

• Cette capitale de la province du Périgord est des plus anciennes du royaume, temoing les restes d'antiquités romaines qu'on y trouve encore, nonobstant le mauvais usage que ses habitants ont fait de ces précieux trésors aux scavans. Cæsar en fait mention dans ses Commentaires ; et son camp, posé de l'autre costé de la rivière, a conservé le nom de ce conquérant des Gaules. Elle estoit pour lors assise dans l'endroit qu'on nomme La Cité, où se voyent les vestiges de son enceinte par des tours formées de gros quartiers de pierres. L'hostel de ville de Périgueux est mi-parti avec les habitans de cette cité, et le chapitre de l'église colégiale de Saint Estienne en la Cité, a esté uni avec celui de Saint-Front de Périgueux, devenu par cette union au nombre de trente-trois chanoines sans les dignitaires et les prébendiers. Mais les Sarazins, ayant passé des Espagnes dans la Guienne, du temps de Charles Martel, ruinèrent cette ancienne ville ou cité ; et, après leur défaite, les restes d'habitans bâtirent une autre ville, à une demy portée de canon, sur un tertre ou

puy, qui descend en pente jusques à la rivière de l'Isle, laquelle communique par un pont de pierre (1) dont le bout est fortifié d'une grosse tour quarée ; de deux portes consécutives et un pont levis à un faubourg, appelé du Barry, et la ville de Périgueux fut entourée par de fortes murailles flanquées de grosses tours rondes crénelées, couvertes de leurs chapeaux pointus, entourées de profonds fossés secs, communiquant par six (2) portes fortifiées, par des terrasses, ponts et demy-lunes quasi à présent ruinées, donnent leurs sorties à quatre faubourgs ou villages, dont les issues sont admirables pour les promenades, et l'air pur qu'on y respire ainsi que dans toute cette province, principalement celle qu'on nomme d'Entre deux-villes, plantée de gros ormaux, près les Cordeliers, aux dépens de Francheville, un de ses dignes évêques (3). C'est l'endroit où les troupes s'assemblent et y font l'exercice.

On trouve, dans l'enceinte de Périgueux seulement, deux paroisses (4). Celle de Saint-Front, dédiée à ce premier apôtre du Périgord, cathédrale et collégiale ; le palais épiscopal y est attaché, bâti à l'antique, ayant belle vue sur

(1) Le pont de Tournepiche remplacé, vers 1860, par le pont des Barris actuel. F.

(2) C'étaient les portes Taillefer — de l'Obergerie ou Saint-Roch — de l'Arsault, ou Barbecane ou Porte Neuve — des Plantiers — Limogeanne — de l'Aiguilherie. La porte du Pont, sur le pont Tournepiche, au bas de la montée du Greffe, n'est pas comptée. Il y avait, en outre, la porte du Gravier qui donnait sur la berge de la rivière au-dessous du moulin de Saint-Front, et la porte Mouchy entre la porte Aiguilherie et la porte Taillefer, moins importantes que les autres. F.

(3) Aux termes d'un acte reçu par M^e Vigier, notaire royal, le 12 janvier 1701, l'évêque Daniel de Francheville avait fait don à la ville d'un pré et d'un jardin, qu'il avait achetés de Nicolas Dalesme, archidiacre de sa cathédrale, et de Jean-Hélie de Chillaud, sieur de Charcuzac, « à condition que ledit jardin sera, à perpétuité, avec le pré ci devant acquis, employé à servir de promenade aux habitants de lad. ville et banlieue ». Telle est l'origine de la place Francheville, qui perpétue, de nos jours, le nom de l'insigne bienfaiteur de Périgueux. D. D.

(4) Les paroisses Saint-Martin, Saint-Hilaire et Saint-Georges, aujourd'hui comprises dans le périmètre de la ville, étaient hors de l'enceinte F.

la campagne ; le dedans entouré par de vieux cloîtres et un petit jardin au milieu ; car il faut scavoir qu'autrefois les chanoines estoient réguliers, ainsi qu'on le découvre par des tombeaux ouverts, où l'on en a trouvé habillés en réguliers. L'evesque descend de son logement par un bel escalier en pierre (1) dans son église. Cet évêché raporte jusques à trente mille livres de revenu, par le moyen de belles terres en justice, de Château-l'Evesque, d'Agonat, d'Auberoche et autres, en prairies, rentes, hommages et autres droils.

» L'église cathédrale de Saint-Front est un vaste et excellent bâtiment en croix, dont cinq voutes en forme de cuves forment cinq domes fort élevés. On y compte plus de soixante chapelles hautes et basses ou souterraines. Son clocher est fort élevé, de forme quarée, terminé par un dome rond en pierre. Il était bâti avant que les Anglois dominassent cette province, de la mouvance de la Guienne ou Aquitaine. A la première entrée de chaque nouvel evesque, les portes de la ville luy sont fermées par les maires et consuls jusque à ce qu'il ait fait serment de ne donner aucune atteinte aux privilèges des habitans ; car ils en ont toujours joui de très grands. Exemple de tailles et d'impôts, point d'aides ni de gabelles, franche depuis qu'elle s'est soustraite des Anglois et depuis les preuves de sa fidélité dans les dernières guerres civiles, où le grand prince de Condé y ayant mis son régiment pour se conserver la province sous son colonel Chanlot, gentilhomme bourguignon ; les habitans, ayant surpris et massacré ce gouverneur inique et pillard, se rendirent maistres de ses soldats qu'ils chassèrent ; en conséquence, la ville et sa banlieue, composée de dix et sept paroisses, sont exemptes de tailles ; le maire est seigneur de la ville et banlieue, qui a sa justice, séparée de celle du Roi.

» C'est le siège d'un présidial (2), qui relève du Parlement

(1) Cet escalier, nommé le *Grand Degré*, se trouvait sous le pilier sud de la coupole ouest, joignant la tribune des orgues. F.

(2) Le présidial occupait la maison qui fait l'angle de la rue Eguillerie et de la rue du Cimetière Saint-Silain. Une inscription et des bas-reliefs allégoriques sont gravés sur le pourtour de la cour intérieure. F.



Cliche du Marquis de Fayolle.

Périgueux vu du pont de Tournepiche.
Eau-forte de Léo Drouyn d'après un croquis de 1846.
(Musée du Périgord)

Imp. Catala frères, Paris.

de Bordeaux ; d'un hostel de ville, composé d'un maire, sous-maire, six consuls, dont deux sont tirés de la Cité, qui exercent tour à tour la police, d'une élection, d'une maréchassée et d'un subdélégué de l'intendant de Bourdeaux. La juridiction épiscopale s'étend sur 350 paroisses. Le chapitre nomme à divers bénéfices ; chaque canonicat rapporte environ 900 livres, mais la chantrerie rapporte plus de trois mille livres, les autres dignités à proportion. Chaque evesque a la nomination de deux canonicaux durant sa vie. Le Périgord a encore le petit evesché de Sarlat, d'un petit revenu, formé d'une abaye, dans un pays piétreux et ingrat, à neuf lieues de Périgueux.

» Cette ville franche est des plus peuplées ; tous les estages de ses maisons sont remplis quoiqu'obscurés, les rues étroites et sales, mal pavées d'un caillou pointu ; trois places publiques assez laides, sans pas une fontaine : celle du Greffe va en pente vers la rivière, devant la cathédrale ; celle de la Claustre, devant une autre grande porte de Saint-Front, et celle du Couder, au-devant de la maison de ville et des prisons publiques, où se vend le poisson et où est placé le beffroy ou haute tour quarée, qu'on découvre de fort loing, à cause de son chapeau couvert d'ardoise. C'est là où est la grosse cloche qu'on sonne pour les assemblées publiques, les agonies, ou l'arrivée des troupes, afin de les loger (1).

Outre la cathédrale de Saint-Front, est la deuxième paroisse, dédiée à Saint-Sillain, des plus communes ainsi que son bas clocher (2). Aussi l'on trouve dans son enceinte les Jésuites ; ils y ont élevé une très jolie église moderne, le

(1) L'hôtel de ville ou Consulat, dont une partie remontait au xiii^e siècle, a été démoli en 1830 et remplacé par le marché couvert. On remarquait, sur la tour du beffroi, l'horloge avec un Jacquemart qui frappait les heures et aurait été apporté des Flandres. Voir la planche. F.

(2) L'église de Saint-Sillain était située sur la place de la Mairie. Derrière le chevet de l'église, qui a disparu dans la tourmente révolutionnaire, et sur la paroisse de Saint-Front, se trouvait la maison natale du chevalier de Lagrange-Chancel et de son frère le poète, devenue, depuis 1830, l'hôtel de ville de Périgueux. Cette maison et celle de la Guinguette, autre propriété de la famille de Chancel, à Périgueux, dans la paroisse Saint-Hilaire, sont l'objet de deux planches jointes au texte de ce *Voyage*. D.D.

grand autel est orné d'un retable en sculpture très délicate qui représente la cène du seigneur avec ses douze apostres au naturel en bois de noyer, accompagné par diverses grandes colonnes chargées d'oiseaux, de fleurs et de feuillages et fruits, ouvrage parfait, de même que le haut en ceintre, en ce genre (1); ils ont un grand enclos, atenant les rampars, près d'une porte de la ville, dans un quartier bas; ces pères tirent deux mille francs de pension de la ville sur les boucheries pour les classes et l'instruction de la jeunesse.

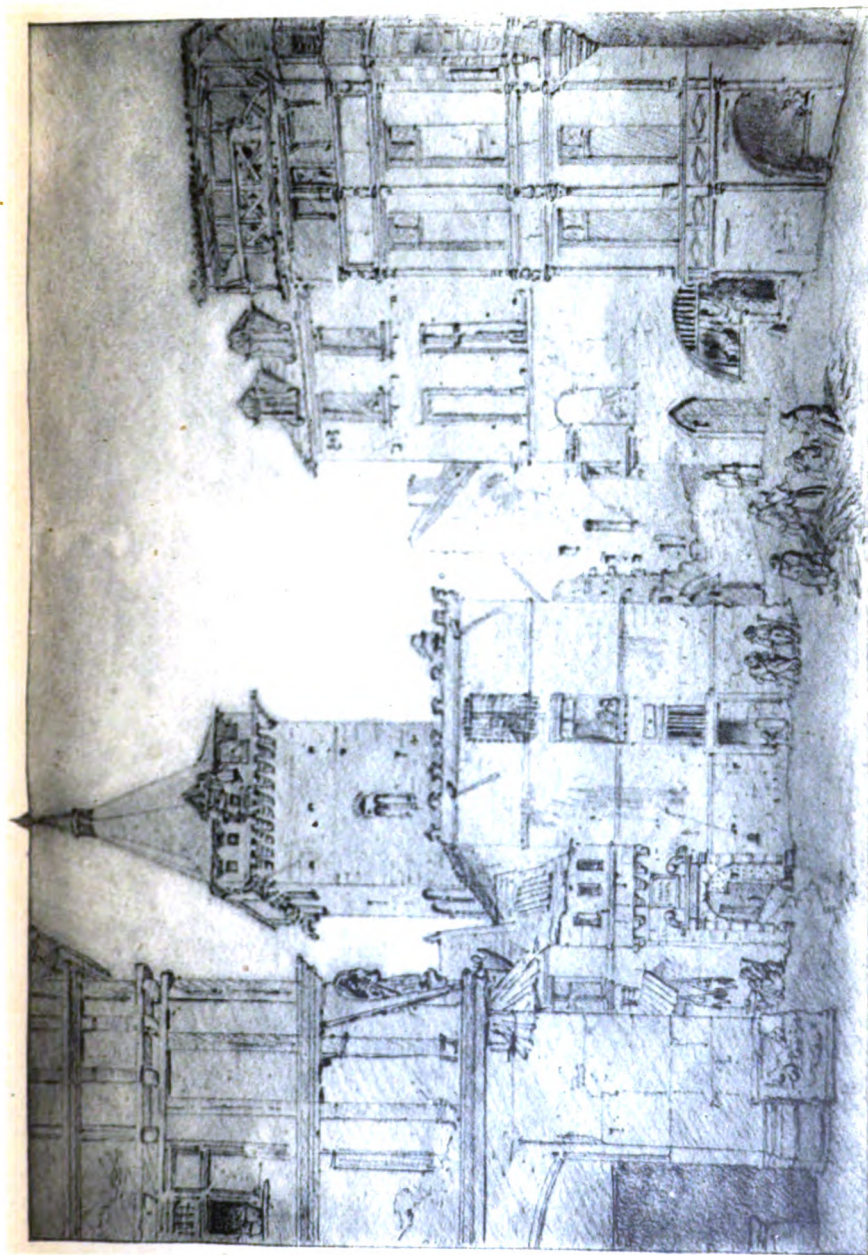
Les Augustins (2) sont mal placés dans un sale et vilain quartier, vers la porte Limousane, de même que les religieuses de Notre-Dame (3), leurs voisines, qu'on a mis avec raison dans la liste de la nouvelle suppression; l'hospital de Sainte-Marthe (4) pour les soldats est aussi dans un endroit malpropre et mal sain, quoique voisin de la rivière; et les

(1) L'église des Jésuites occupait l'emplacement qui forme aujourd'hui la cour de l'école normale des filles et la place de l'Ancienne Préfecture. Détruite après la Révolution, on utilisa ses pilastres à la décoration de la façade de l'ancien collège des Jésuites, devenu l'école centrale, lorsqu'on le transforma en préfecture. — Le rétable en bois sculpté, œuvre du jésuite Laville, sert aujourd'hui de maître autel dans l'église de la Cité. Le sujet représenté n'est pas la Cène, mais l'Assomption de la Vierge. F.

(2) Le couvent des Augustins avait été construit en 1615, tout proche du rempart entre la rue du Plantier et la rue Judaique, sur l'emplacement occupé aujourd'hui par le Musée, pour remplacer un monastère plus ancien détruit par les protestants et qui se trouvait presque en face dans les terrains traversés par la rue Fournier-Lacharmie. La chapelle dans laquelle se réunit l'ordre de la noblesse en 1789 forme un des côtés de la cour du Musée. Ses voûtes lambrissées sur croisées d'ogives et ses fenêtres sculptées ne manquent pas d'intérêt. F.

(3) Le couvent de la Miséricorde, rue du Plantier, remplace celui des religieuses de l'ordre de Notre-Dame établies là, en 1620, par Suzanne de Briançon. F.

(4) L'hôpital de Sainte-Marthe existe encore rue du Niveau, derrière les constructions de l'ancien moulin de Saint Front. Deux ailes, en retour d'équerre, franchissent la rue sur deux arceaux et forment une cour rectangulaire au fond de laquelle s'élève la façade de la chapelle caractérisée par une grande porte moulurée et deux niches dans le goût de celles de l'ancienne chapelle de Sainte-Ursule. F.



Cliche du Marquis de Fayolle.

La Place du Coderc et le Consulat de Périgueux démoli en 1830.
Dessin de Thiénon vers 1825. (Musée du Périgord).

Imp. Catala frères, Paris.

dames de la Foi (1) ou de l'instruction chrestienne, nouvelle fondation, ne sont pas mieux placées, non plus que le petit séminaire (2) au bas de l'evesché, joignant le grenier du chapitre. Il est vray que les rues estant estroites, montant et descendant, les communautés y sont mal logées ; mais c'est la fureur des nouvelles fondations qui usurpent un terrain dans ces villes franches, qui servirait d'asile et de profit à de pauvres familles de la campagne ; mais quoi, on le souffre, dont s'ensuit très souvent damage, et l'on n'y peut plus remédier.

» Mais, en échange, les maisons religieuses des faubourgs et des dehors semblent des lieux délicieux ; tels sont les Jacobins (3), hors la porte Taillefer, ayant une jolie église, au devant de laquelle est une belle terrasse garnie d'ormeaux, qui borde le grand chemin, un cloistre et un vaste enclos orné de jardins, de bosquets, de grottes ou rochers et de parterres ; la grande magnufature (4), ou hopital général, pour les deux sexes, gouverné par des sœurs hospitalières, non cloistrées ; grand baliment, joignant les Jacobins ; ainsi que

(1) Les Dames de la Foi s'installèrent en 1680 dans une maison située rue des Farges où la tradition veut que du Guesclin ait logé. La façade sur la rue est un remarquable spécimen des constructions civiles au xii^e siècle ; elle se compose d'un rez-de-chaussée avec arcatures sculptées et d'un étage ajouré d'une série de baies portées par des colonnettes et couronné par un entablement en damier. Ce monument a été complètement dégradé depuis quelques années. F.

(2) On avait transformé en chapelle pour le petit séminaire, qui en était séparé par une rue aujourd'hui supprimée, la vaste salle basse de l'ancien monastère de Saint-Front, placée au sud du cloître sous la bibliothèque. Ces remarquables constructions romanes ont récemment disparu lors du dégagement de la cathédrale. F.

(3) Le monastère et l'enclos des Jacobins, qui leur avait été donné au xiii^e siècle par l'évêque Pierre de Saint-Astier, sont devenus depuis 1814 le couvent des religieuses de Sainte-Ursule, rue de Bordeaux. L'ancienne chapelle, sur le plafond lambrissé de laquelle étaient peints les principaux saints de l'ordre de Saint-Dominique, a été remplacée vers 1875 par l'édifice actuel. F.

(4) L'hôpital actuel. Il fut créé en 1668 par la réunion de plusieurs anciens hôpitaux. F.

les religieuses Ursulines (1), qui ont élevé un nouveau bâtiment de plus de quarante mille écus, communauté riche quoique placée dans un sale endroit. Ensuite l'on trouve entre les deux villes, un ancien et très beau couvent des Cordeliers (2), orné d'une jolie église, d'un cloître et d'un enclos considérable, garni de jardins potagers, fruitiers, allées de charmes et d'un puy quavé, très profond, où de toute la ville on envoie chercher la bonne eau. Vis à vis de l'enclos de ces pères, une rue ou chemin ; entre deux, sont les dames religieuses de Saint Benoît (3), qui acquièrent des fonds chaque jour, passablement bâties ; et, plus bas, en tirant vers la rivière, est le couvent des dames de Sainte-Claire (4), entouré de prairies, de moulins et d'une vue charmante sur la rivière, qui baigne leurs jardins, et sur les coteaux vis à vis, chargés de vignes.

» Remontant vers la Cité, au milieu, est la paroisse de Saint-Etienne : l'église est encore vaste et voûtée en pierre,

(1) L'ancien couvent des Ursulines existe encore rue de Bordeaux en face de la rue Antoine-Gadaud. La chapelle à nef unique, sur laquelle s'ouvre le chœur des religieuses et celui des élèves avec sa façade décorée des armoiries de l'ordre et de niches, fut construit, en 1697, ainsi que les bâtiments du monastère, cachés du côté de la rue par des maisons modernes, mais dont les multiples étages ajourés de fenêtres à encadrements saillants sont visibles des jardins qui s'étendent vers les arènes et formaient l'enclos du couvent. F.

(2) Le couvent des Cordeliers, fondé en 1220, est occupé aujourd'hui par les religieuses de la Visitation. Il avait beaucoup souffert des ravages des protestants, cependant une partie des bâtiments a été conservée dans sa reconstruction en 1837. F.

(3) Le lycée est construit sur l'emplacement du couvent des religieuses de Saint-Benoît venues, en 1640, de Ligeux ; on a respecté la disposition primitive du cloître, à l'ouest duquel se trouvait la chapelle, à en juger par la récente découverte du caveau mortuaire des religieuses, parallèlement à la rue. F.

(4) Le couvent de Sainte-Claire, dont le moulin voisin a retenu le nom, avait été fondé, près du vieux pont de Japhet, à la fin du xiii^e siècle, par la fille du comte de Périgord Archambaud III. On l'a démoli, en 1832, pour bâtir sur son emplacement l'abattoir. Après la Révolution, les Clarisses s'établirent sur la colline Notre-Dame de La Garde, non loin de l'ancienne chapelle depuis longtemps disparue. F.

quoiqu'une partie soit tombée en ruine (1); de la nef ainsi que les cloîtres des anciens chanoines et leurs logemens; tout auprès est la vaste enceinte des religieuses de la Visitation, qui ont fait bâtir en dedans de nouveaux apartemens superbes. La ville mal à propos leur a fait présent d'un bel amphitheatre romain presque entier, qu'elles vont détruisant chaque jour, séjour de quantilé de serpens et autres animaux vénimeux; leur église à la moderne (2) est assez jolie. Le superbe grand séminaire (3) est bâti à neuf, en dehors de la Cité, capable de loger la maison d'un prince. La ville a aussi acheté un grand hostel, dans lequel on a établi un corps de casernes pour y loger les soldats en cette Cité (4).

• On trouve encore un couvent considérable des Recolets (5), dans le faux bourg des Barris. Ces pères y ont fait bâtir un corps de logis neuf, depuis que les débordements de la rivière très fréquens avoient entraîné leurs anciens bâtimens. A peu de distance des Recolets, traversant les prés l'Evêque (6), on

(1) Ces ruines étaient l'œuvre des protestants qui s'emparèrent de Périgueux en 1575. Ils renversèrent le clocher et deux des coupoles de la cathédrale Saint-Etienne. M^r de la Béraudière rétablit, au xvi^e siècle, la coupole du chœur. La plus ancienne qui la précède était restée intacte jusqu'à de récentes restaurations qui l'ont défigurée à l'extérieur. F.

(2) C'est en 1644 que les Visitandines, qui venaient d'arriver à Périgueux, furent autorisées à comprendre dans leur enclos les arènes romaines. Leur chapelle, consacrée, en 1682, par M^r Le Boux, se trouvait dans l'espace compris entre le pourtour extérieur de l'amphithéâtre et la porte Normande. F.

(3) Le grand séminaire ou Grande Mission, du nom des missionnaires qui le dirigeaient, fut bâti en 1754 et transformé en caserne en 1801. Le caractère de ses grands pavillons contraste avec le style utilitaire des constructions modernes qui l'entourent. F.

(4) D'après le plan de Lallier de la Tour, ces casernes paraissent avoir occupé les bâtimens construits, à la fin du xvi^e siècle, par François de Bourdeille sur le mur d'enceinte romain, pour remplacer l'évêché détruit par les protestants et affectés actuellement à la Manutention et au génie militaire. F.

(5) Le couvent des Récollets, fondé, en 1616, par Pierre Duchêne, archidiacre de Périgueux, sur l'emplacement de la fameuse auberge du *Chapeau Vert*, près le pont de Tournepiche, est aujourd'hui occupé par l'Ecole normale des garçons. F.

(6) Les prés l'Evêque, ainsi nommés parce qu'ils dépendaient de l'évêché, sont les prairies traversées par la chaussée du Pont Neuf à Saint-Georges. F.

trouve la maladrerie, ou commanderie de Saint-Lazare (1), composée de trois familles cy-devant de lepreux quasi esteintes, d'un mince revenu, de laquelle j'ai joui jusques à la fin de mes jours ; et, un peu plus loing de la Font des Malades, est le petit hospital sur la hauteur de la rivière, appelé... (2). Saint-Georges est l'église paroissiale de ce faux bourg des Barris (3), dont les environs sont remplis de jardins et de jolies maisons de campagne, ainsi que dans toute la banlieue, appartenant à des bourgeois de Périgucux. Tirant vers les Rochs (4), se voit l'ancien camp de Cesar, lorsqu'il assiégea et pris la Cité, parmi des bois, des rochers, et sur le bord de l'eau. Outre ces paroisses et maisons religieuses, il y a trois confréries de pénitens, bleus pour Saint-Front, noirs pour Saint-Silain et blans pour Saint-Estienne en la Cité.

(A suivre.)

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente Périgueux ou du pont de Tournepiche ; — et la 2^e, la Place du Coderc et le Consulat de Périgueux démoli en 1830.

Le gérant responsable, H. ETOURNEAU.

(1) La maladrerie de Saint-Hippolyte se trouvait dans le bas du faubourg Saint-Georges, à côté de la fontaine de ce nom. Il peut en subsister quelques restes dans la maison qui fait l'angle du chemin et de la place où se trouve le bassin de la Fontaine des Malades. F.

(2) De Charroux, du nom de son fondateur. Cet hôpital, situé au pied du coteau d'Ecornebeuf et qu'il ne faut pas confondre avec celui du même nom que remplaça le couvent de Sainte-Claire, fut fondé en 1220. L'édifice, récemment restauré, est remarquable par ses cheminées et leurs tuyaux extérieurs. Quoiqu'il porte aujourd'hui le nom de Maladrerie, ce n'était pas une léproserie, et Lagrange-Chancel, bien informé, ne lui en donne pas le titre. F.

(3) L'église Saint-Georges, au faubourg de ce nom, existait dans l'enclos de l'ancienne Ecole cléricale, avec un cimetière. D.D.

Cette église avait été en partie rebâtie au xv^e siècle par le cardinal de Bourdeille. F.

(4) Les Rochs ou mieux Le Roch ; château et village au dessus du port de Campniac où passe le chemin qui conduit au camp de César. F.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TOME XLIII. — SIXIÈME LIVRAISON



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

Novembre-Décembre 1916.

SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LA 6^e LIVRAISON

	Pages
Séance mensuelle du jeudi 5 octobre 1916.....	301
— — du jeudi 9 novembre.....	306
L'ermitage du Toulon (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	319
Extrait du deuxième volume des Voyages du chevalier de Lagrange - Chancel (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)	322
La levée des cochons dans le district de Ribérac en l'an III de la Révolution française (M. A. DUBUT).....	336
Un médecin périgourdin conspirateur en 1804 (M. R. VIL- LEPELET).....	341
VARIA. — Papiers trouvés dans un grenier du bourg de Château-l'Evêque (M. A. D.-D.).....	352
NÉCROLOGIE. — M. Gabriel Courtey (M. M. L.).....	353
— Docteur Adrien Beauchamps (M. E. DE- COUX-LAGOUTTE).....	354
— Louis Simon (M. R. V.).....	358
Table alphabétique et analytique des principaux noms et matières contenus dans le tome XLIII (1916) (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	363

SÉANCES MENSUELLES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 5 octobre 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. Charles Aublant, Bayle, le marquis de Bourdeille, Antony Délugin, Dubut, le marquis de Fayolle, Féaux, M^{me} Moulinié, M^{me} Pouplet-Lagauterie, MM. l'abbé Joseph Roux, Ribette, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

S'excusent : MM. Dujarric-Descombes et Charles Durand.

Le procès-verbal de la séance de septembre est lu et adopté.

M. le Président nous annonce la mort de notre vénéré confrère M. Gabriel COURTEY, ancien banquier, ancien vice-président de la Société d'horticulture, qui est avec nous depuis la fondation, et qu'on voyait tout récemment encore sur les promenades. Il avait acheté la propriété de Goudeau, commune de Bassillac, qu'il avait fort améliorée et sur le plateau de laquelle était une station préhistorique de l'époque néolithique. Son fils aîné, qui la fouilla, donna au Musée un assez grand nombre de silex en provenant, ainsi que d'autres objets de l'époque gallo-romaine, trouvés dans la villa voisine de Boulogne. Notre regretté confrère aimait les fleurs et tenait à ce que son jardin de la ville en fût abondamment pourvu.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les brochures suivantes :

Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, siège à Brive, tome XXXVIII, 1^{re} et 2^e livraisons,

janvier-juin 1916, un fascicule in-8° avec planches, Brive, Roche, imprimeur ; contenant, p. 103, une étude de notre confrère M. Richard de Boysson sur *L'invasion calviniste en Bas-Limousin, Périgord et Haut-Quercy* ;

Revue de l'Agenais, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 43^e année, mai-juin 1916, in-8° avec un portrait, Agen, Imprimerie Moderne ; contenant la suite de l'étude de M. Philippe Lauzun sur *George Sand en Gascogne* pendant les premières années de son mariage... « De Périgueux où elle séjourne assez longtemps, en septembre 1829, chez une de ses amies Félicie Mollier, elle donne à son mari, à ce moment à Paris, de curieux détails sur la vie agricole de la province. Elle a pris froid en route. Mais elle va mieux... »

Bulletin trimestriel de la Société des sciences, lettres et arts de Bayonne, année 1916, N^o 1 et 2, un fascicule in-8°, Bayonne, imprimerie Foltzer ;

Et de M. le comte de Saint-Saud, un exemplaire du tiré à part de l'*Ex libris d'H. de Bertin et de C. de Beaumont, premiers barons du Périgord*, publié dans notre dernière livraison.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Tout d'abord, M^{me} MOULINIÉ fait passer sous nos yeux de petits carreaux de pavage provenant de l'ancienne abbaye de Saint Cybard d'Angoulême, qu'on croit du xiii^e siècle. Ils appartiennent à deux genres différents ; quelques-uns sont recouverts d'un émail vitrifié, d'autres peints représentent des animaux héraldiques et des fleurs comme ornements.

Sur la proposition du Président, l'assemblée vote des félicitations à notre confrère M. DANNERY, architecte des monuments historiques, qui a fait nettoyer les arènes et les a dégagées des ronces et des arbrisseaux qui les envahissaient. Pour compléter ce travail, l'assemblée exprime le vœu que notre soigneux confrère fasse recouvrir d'une chape en ciment l'extrados des voûtes.

A propos de monuments, M. le baron DE LA TOMBELLE nous mande qu'il y a certainement une erreur dans la note de la page 217 du dernier *Bulletin* où l'on dit que l'église de Saint-

Julien le Pauvre à Paris est de style gothique alors qu'elle est du plus pur roman.

M. DE SAINT-SAUD reconnaît qu'il y a eu confusion dans son esprit avec sa voisine l'église de Saint-Séverin.

M. Raoul DE PEYRONNY nous communique une liste de noms de chevaliers de Malte, qu'il recueille dans l'abbé de Vertot et qu'il croit devoir se rattacher à des familles du Périgord.

Plusieurs de nos confrères font remarquer que cette liste n'est pas inédite ; qu'il suffit de s'y référer, et rappellent que M. Louis de La Roque en avait publié une plus complète, à Bergerac, il y a une trentaine d'années.

M. l'abbé Joseph Roux avait le dessein de faire une petite communication sur l'union des deux chapitres de la cathédrale de Périgueux et de la collégiale en 1612 ; mais il n'a pas présentement toutes les indications nécessaires.

En s'excusant, notre zélé vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES, qui ne nous oublie pas, nous envoie des détails inédits sur l'ermitage du Toulon depuis les premières années du xvi^e siècle et nous donne les noms de quelques ermites. En 1790, Joseph Prunis était qualifié de prieur royal de Saint-Cyprien et de l'ermitage du Toulon.

Après lecture, l'assemblée vote la publication de la notice de M. Dujarric.

M. DE SAINT SAUD, à propos de la note de M. Eugène Roux, sur la *Société Littéraire*, fondée en 1780, nous dit qu'il a retrouvé dans des notes de M. de Froidefond qu'elle se réunissait, rue Salinière, n° 3, dans une maison appartenant à M. Labonne-Dubreuilh, et qu'en 1799 il se fonda une nouvelle Société appelée *Société d'Agriculture de la Dordogne*, composée d'une trentaine de membres résidants et d'un certain nombre d'associés. Elle avait pour président M. Dufraisse et pour secrétaire M. Laroumigière. Elle périt d'inanition au bout de peu de temps, sans avoir, paraît-il, rien publié. On sait qu'elle ressuscita en 1820.

Par les mains de M. Ch. Aublant, notre compatriote, M. Joseph PETITHOMME-LAFAYE, percepteur à Saint-Vallier,

(Drôme), nous communique deux documents, en les offrant aimablement aux Archives, si la Société les juge intéressants, deux documents qui proviennent de ses papiers de famille.

Ce sont : 1° Une quittance de 12 livres, pour paiement d'arrérages de rente, datée d'Issigeac, 15 septembre 1691, et donnée à Jacques Armaudu par Bades, comme procureur de M. l'abbé de Fénelon, précepteur de Monseigneur le duc de Bourgogne, héritier de feu Monseigneur l'Evêque de Sarlat, son oncle.

2° Une lettre datée du 19 ventôse, 2^e année républicaine, écrite par Fabre, substitut de l'agent national près le district de Belvès, au citoyen Bontemps-Paully, de Cadouin, pour l'informer que, par arrêté du 18 présent mois, l'administration de ce district l'a chargé de procéder à la réquisition de tous les métaux qui se trouvent dans les églises supprimées ou à supprimer, dans les châteaux démolis ou à démolir, dans les maisons des émigrés et des ci-devant nobles reclus.

L'assemblée exprime ses remerciements à M. J. Petithomme-Lafaye, décide de publier ces deux pièces dans son *Bulletin* et de les verser ensuite aux Archives départementales, au nom du donateur.

Par ce temps actuel de réquisitions, M. Dubut nous lit aussi un travail intéressant sur la levée des cochons faite dans le district de Ribérac à la même époque. Conformément aux arrêtés du Comité de Salut public et du représentant Pélissier en mission à Bergerac, les cochons gras, mâles, d'au moins un an et exempts de maladies, furent réquisitionnés en Dordogne pour le ravitaillement des armées, dans les premiers jours de nivôse an III (fin décembre 1794). Le district de Ribérac dut en fournir 481. Le maire du chef-lieu exprimait alors certaines craintes de ses administrés.

« Si, disait-il, on réquisitionne les gros cochons, il faudra livrer les petits à la boucherie et ce sera un malheur pour la République. »

M. Dubut raconte les incidents auxquels cette mesure donna lieu. Son mémoire sera publié dans le *Bulletin*.

A propos des Billets de confiance, MM AUBLANT et DE SAINT-SAUD nous donnent quelques indications sur les quatre séries

des billets monnaie, émis par la Chambre de Commerce de Périgueux, dont la première d'août 1914 a été faite à Limoges et les trois autres à Périgueux (maison Ronteix) en juin, puis en octobre 1915, ainsi que sur quelques rares billets de 1 franc de la première série surchargés en noir 2^e série. Ils nous parlent également de ceux émis par la Chambre de Commerce de Bergerac.

Au sujet de la récente et plus artistique émission de Périgueux (vues de Saint-Front, de la Tour de Vésone, de la Maison du Quai, au verso — chaque catégorie de billets en trois couleurs), M. DE SAINT-SAUD fait observer que le graveur a reproduit par erreur les armoiries de Bergerac au lieu de celles de Sarlat, et encore s'est-il gravement trompé en mettant les fleurs de lys sur champ de gueules et le dragon sur azur. Pour Ribérac, les hachures des fasces indiquent l'émail de pourpre au lieu de celui de sinople. Il n'y avait cependant qu'à ouvrir l'*Armorial du Périgord*. Les premières émissions des Billets de Périgueux ont la même erreur des armoiries de Bergerac à la place de celles de Sarlat.

En ce qui concerne le voyage de George Sand à Périgueux, dont fait mention le procès-verbal de notre dernière assemblée générale, d'après un mémoire de M. Ph. Lauzun dans la *Révue de l'Agenais*, notre zélé vice-président M. Joseph DURIEX nous envoie une indication complémentaire.

« La baronne Aurore Dudevant (c'était alors son nom, puisqu'elle n'adopta qu'après 1830 le pseudonyme de George Sand) eut l'occasion de revenir dans cette ville de Périgueux qui lui avait paru si agréable, mais qu'elle traversa seulement après son mariage avec le baron Dudevant en 1822. C'était à l'automne de 1829.

« Elle vint à Périgueux passer quelques jours auprès de Félicie Mollier, une de ses amies du Berry (cf. *Histoire de marie*, IV, 49). Plusieurs de ses lettres, datées de novembre et décembre de cette année, furent écrites dans cette ville. Mais qui était Félicie Mollier ? La femme peut-être d'un fonctionnaire ou d'un officier »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL a cherché dans les annuaires de l'époque et n'a rien trouvé.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à main levée, M. le Président déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Henri DE PRESLE, de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, capitaine de réserve de cavalerie, commandant la 1^{re} compagnie du 107^e régiment d'infanterie, à Saint-Martial la Borie, par Cherveix-Cubas, présenté par M. de Montardy et M. Villepelet.

La séance est levée à quatre heures moins un quart.

Le Secrétaire général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
M^{re} DE FAYOLLE.

Séance du jeudi 9 novembre 1916.

Présidence de M. le marquis de FAYOLLE,
président.

La séance est ouverte à une heure, dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le marquis de Bourdeille, le marquis de Boysseulh, Antony Delugin, Jean Dupuis, le marquis de Fayolle, Féaux, le docteur Moreaud, M^{me} Pouplet la Gauterie, l'abbé Joseph Roux et Villepelet.

Excusés : MM. Dujarrie-Descombes, Charles Durand et Adalbert du Soulas.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Tout d'abord, M. le Président nous apprend la mort glorieuse du jeune aspirant du 161^e d'infanterie Jean AUBLANT, le fils de notre sympathique secrétaire adjoint M. Charles Aublant,

qui a été tué dans la première vague d'assaut à Sailly-Saillisel, par une balle au front dans les premiers jours d'octobre.

Cette communication est accueillie avec peine par l'assemblée.

M. le Président nous apprend aussi la mort de notre confrère M. le docteur BEAUCHAMPS, médecin d'un train sanitaire aux armées, qui avait une grande situation en Périgord où il était aimé et estimé. Maire de Pontours depuis 1880, membre du Conseil général de la Dordogne pour le canton de Cadouin depuis 1881 et ancien député de la première circonscription de Bergerac, jamais homme ne mérita mieux par l'élévation de son caractère, par sa droiture et sa bonté, par la générosité de son cœur et la délicatesse de ses sentiments, l'estime qui l'entourait, celle de ses adversaires aussi bien que celle de ses amis, et la touchante popularité qui s'attachait à son nom comme à sa personne.

Son dévouement à tous ne connaissait point de bornes.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Suivant une pieuse coutume, une notice sera consacrée à sa mémoire.

M. le capitaine DE PRESLE, élu membre titulaire dans la dernière séance, adresse ses remerciements à la Société.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Comptes rendus des séances de l'année 1916 de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, bulletin de mars-avril, in 8° avec illustrations, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletin philologique et historique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1915, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1916 ;

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, tome LXXVII, 1^{re}-3^e livraisons, janvier-juin 1916, un fascicule in-8°, Paris, Auguste Picard, éditeur ;

Bulletins et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1915, huitième série, tome VI, un volume broché in-8°, avec illustrations, à Angoulême, chez

Constantin, 1916 ; contenant de nombreux passages intéressant le Périgord et un inventaire publié par M. Biais des titres de la châtellenie de Saveilles qui a appartenu à la branche des Bourdeille.

A ce sujet, notre vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES, nous prie de combler la petite lacune qu'il a laissée dans sa notice sur *Le château de La Tour-Blanche* publiée dans notre *Bulletin*, tome XXXV, page 346.

J'y avais écrit, dit-il :

« Pierre de La Tour *paraît* avoir été le dernier seigneur de sa famille... Après lui, le château, avec toutes ses dépendances, passa dans la maison de Bourdeille. Archambaud, seigneur de Bourdeille, devint, *on ne sait de quelle manière*, propriétaire des deux tiers de la terre de La Tour-Blanche », avant 1369.

» Un des documents cités par M. Biais indique d'une manière précise comment le château de La Tour-Blanche passa des mains de ses fondateurs et premiers seigneurs, dans la maison de Bourdeille.

» C'est le testament, par lequel Pierre de La Tour, seigneur de La Tour-Blanche, légua, en 1359, cette terre à Archambaud de Bourdeille » ;

Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XXXVI^e volume, 5^e livraison, 1^{er} octobre 1916, in-8°, Saintes, librairie Prévost ; contenant la suite des Notes de lecture, tirées par M. Charles Dangibeaud des minutes de notaires ;

Lou Bournat, bulletin mensuel de l'Ecole félibréenne du Périgord, tome VI, 33^e-34^e livraisons, septembre-octobre 1916, un fascicule in-8°, Périgueux, typographie Ronteix ; contenant la suite du *Livre d'Or du Bournat* par M. Charles Aublant ; *Une journée de Bricoli, cuistot*, par le sous lieutenant Louis Simon, et une notice sur *Saint-Géraud de Corps* par M. Am. Grenier ;

Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, huitième année, n^{os} 3 et 4, juillet-octobre 1916, un fascicule in-8°, Bordeaux, Feret et fils, libraires ; où p. 51 sont analy-

sés les procès-verbaux de nos séances du 3 février au 6 juillet 1916 ;

Bulletin trimestriel de la Société de Borda, Dax (Landes), 40^e année (1916), 1^{er} et 2^e trimestres, in-8°, Dax, imprimerie Labèque ;

Les *Annales du Midi*, 47^e année, n^{os} 105 et 106, janvier-avril 1915, n^{os} 107 et 108, juillet-octobre 1915 ; 28^e année, n^{os} 109 et 110, janvier-avril 1916, trois fascicules in-8°, Toulouse, librairie Edouard Privat. Dans le second, p. 222 est un compte rendu critique intéressant par M. Brutails d'un ouvrage de M. Henri Graillot, professeur à l'Université de Toulouse, sur *Nicolas Bachelier, imagier et maçon de Toulouse au xvi^e siècle*. Dans le troisième, p. 306, est une excellente étude de M. Alfred Leroux sur *Les portails commémoratifs de Bordeaux. Essai d'interprétation par l'histoire locale* ; et p. 394, du même auteur, une courte notice nécrologique sur notre regretté correspondant M. Champeval de Vycers, « paléographe et publiciste » ;

Et le *Bulletin archéologique* du Comité des Travaux historiques et scientifiques, année 1915, 2^e livraison, in-8° avec illustrations, Paris, Imprimerie nationale, Ernest Leroux, éditeur, 1916.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Le Président signale, dans ce dernier fascicule, une communication de M. DE VESLY sur différents objets découverts dans les dragages de la Seine, parmi lesquels se trouve un couteau en fer dont le manche est recouvert de plaques d'or, ornées de motifs gravés qui paraissent remonter à l'époque Mérovingienne.

M. DE FAYOLLE présente quatre couteaux du même type que celui-ci, qui appartiennent ainsi que plusieurs autres semblables au Musée du Périgord. La lame et le manche sont en fer d'une seule pièce. La lame est arrondie généralement du côté du tranchant, et pourvue de gouttières ; le dos est droit et épais. Le manche aplati se termine par un œilleton circulaire, allongé ou triangulaire suivant les époques. Le manche est percé de trous destinés à recevoir les rivets qui mainte-

naient des plaques de recouvrement qui se prolongeaient sur l'œilleton.

Deux des exemplaires que montre M. de Fayolle, donnés au Musée par nos confrères MM. de Montégut et Marchadier, ont conservé les plaques en cuivre doré qui recouvraient la tranche du manche ou le dos de la lame. Sur ces plaques sont gravés des entrelacs et autres motifs caractéristiques de la décoration romane.

Ces couteaux étaient des armes. Leur type est fort ancien, cependant M. de Fayolle ne pense pas qu'il remonte jusqu'à l'époque Barbare parce que les sépultures de cette période où les couteaux se rencontrent fréquemment n'en ont pas livré dont le manche se termine par un œilleton ; mais il s'est perpétué presque sans modifications jusqu'à la fin du Moyen Age. M. Prou en a publié dans le *Bulletin des Antiquaires de France* un exemplaire du *xiv^e* siècle qui offre la curieuse particularité de porter le nom du fabricant. Grâce à des dons et à d'heureuses découvertes, le Musée du Périgord a pu réunir une intéressante collection de ces couteaux, trouvés dans la région, sur lesquels M. de Fayolle est heureux d'attirer l'attention de ses confrères.

M. DUPUIS nous apprend que des épées et des couteaux de l'époque gauloise ont été trouvés au pied d'Ecornebœuf entre 1860 et 1865.

La Société « Les Amis du Mont Saint-Michel » nous communique son programme des dispositions proposées en vue de l'insularité du Rocher et nous demande de vouloir bien y adhérer.

Après avoir consulté les plans, l'assemblée émet un avis favorable.

M. FÉAUX met ensuite sous nos yeux un tout petit godet en terre cuite, « trouvé, il y a quelques années, paraît-il, à Ecornebœuf. Ce godet est de couleur rougeâtre et fait d'une argile assez fine ; plus large que haut et légèrement conique, il n'a que 0.022 millimètres de hauteur et 0.036 millimètres de diamètre, le dessous en est absolument plat et les parois

épaisses ; il a été fait à la main, l'empreinte des doigts est encore visible sur le pourtour.

» On sait qu'Ecornebœuf a été occupé par l'homme surtout aux époques néolithique et romaine ; en comparant la matière, la forme et le mode de fabrication de son godet avec des poteries d'âges divers, M. Féaux a reconnu qu'on ne peut l'attribuer ni au Moyen Age, ni aux temps romains, mais qu'il se rapproche plutôt de quelques poteries néolithiques. Si celles-ci sont en général de pâte beaucoup plus grossière et moins bien cuite, il en est cependant de tout aussi fines et notre confrère en a trouvé lui-même à Taboury qui est une station purement néolithique (*Bulletin*, t. XV, 1888, p. 233). Quelques fragments également bien composés et bien cuits, trouvés à Ecornebœuf, peuvent aussi être attribués à cette même époque ; quant à la forme très aplatie du fond, elle est peut-être assez rare ; mais trois vases au moins de la grotte sépulcrale de Campniac, toute voisine, présentent cette disposition particulière.

» M. Féaux croit donc pouvoir attribuer cette haute antiquité à son godet et, à l'appui de son opinion, notre confrère fait passer sous nos yeux un autre godet un peu plus grand que le sien, mais de pâte et surtout de fabrication identiques. Cet autre petit vase, qui fait partie des collections du Musée du Périgord, provient du niveau néolithique qui existait en quelques points au-dessus des foyers magdaléniens de Lau-gerie-Basse.

» L'usage auquel pouvaient servir ces godets semble assez clairement déterminé par l'examen du second ; il contient encore, en effet, dans le fond et sur les parois intérieures des traces bien visibles d'ocre rouge ; celui d'Ecornebœuf, quoique peut-être un peu trop lavé, est lui aussi légèrement coloré à l'intérieur de la même manière ; l'un et l'autre seraient donc vraisemblablement de petits pots destinés à contenir des couleurs avec lesquelles les néolithiques badigeonnaient soit leurs armes, soit leur corps, comme le faisaient avant eux les hommes paléolithiques. »

L'assemblée remercie notre érudit trésorier de son instructive communication.

Notre savant correspondant M. Paul COURTEAULT écrit au Président :

« Bordeaux, 1^{er} novembre 1916.

» Monsieur le Président et cher collègue,

» Dans le passage de ma note biographique sur l'abbé Jules Bellet, où j'ai analysé la description de la Chartreuse de Vauclaire (*Deuxième Centenaire de l'Académie de Bordeaux*, p. 246), j'ai écrit que Thibaud et Golier, les deux sculpteurs des belles boiseries de l'église, étaient « deux artistes bordelais inconnus. » Je me suis trompé. Le hasard d'une recherche vient de me faire trouver sur ces deux artistes quelques détails que je suis heureux de vous communiquer....

» Les deux artistes signalés par Bellet s'appelaient, en réalité, *Thibaut* et *Gaullier*. Ils firent partie de la première Académie de peinture et de sculpture de Bordeaux, créée par lettres patentes du 3 juin 1690. Ils furent nommés professeurs de cette Académie dans la délibération du 29 avril 1691 qui l'organisa. Au pied de cette délibération figure la signature de *Gaullier* (*sic*), que l'on retrouve au bas d'autres délibérations. Quant à Thibaut, il existe aux Archives départementales de la Gironde, série 3 E, minutes de notaires, un contrat d'apprentissage du 29 avril 1689, retenu par Richard Giron et un acte du 23 septembre 1692, par lequel Jean Thibaut réclame une indemnité à Gabion, parce que ce dernier n'a pas terminé cet apprentissage chez « *Jean Thibaut*, esculpter et professeur de l'Académie de Bordeaux, demeurant paroisse Sainte-Eulalie. » Tous ces détails ont été donnés par Braquehayé dans un des articles de son travail sur *Les peintres de l'hôtel de ville de Bordeaux (Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements, 1898, p. 940-946).* »

« Je tiens, ajoute M. DE FAYOLLE, à insister sur l'intérêt qu'offrent à plus d'un titre, pour l'étude des boiseries de Vauclaire, les renseignements que notre éminent correspondant M. Paul Courteault a bien voulu nous communiquer. D'abord ils font connaître les noms véritables des auteurs de ces boiseries, Gaullier et Jean Thibaut, et rectifient l'orthographe défectueuse, Golier et Thibaud, de l'abbé Bellet. Ensuite ils

confirment la valeur artistique des boiseries et de la statuaire, en montrant qu'elles sont l'œuvre de deux sculpteurs dont le talent était alors si prisé à Bordeaux que non seulement ils figurent parmi les membres de la première Académie de peinture et de sculpture, créée dans cette ville ; mais qu'ils y exerçaient les importantes fonctions de professeurs. Enfin ils permettent de serrer de très près les dates de leurs travaux à Vauclaire. En effet, les documents découverts par M. Bracquemont fournissent, concernant Gaullier et Thibaut, plusieurs dates comprises entre 1689 et 1692. Les deux artistes étaient alors en possession de leur talent et de leur notoriété puisque c'est en 1691 que l'Académie les désigna comme professeurs, et ils ne devaient être ni très jeunes ni très âgés, au moins Gaullier, qui, à la fin de ses jours, nous apprend l'abbé Bellet, se retira à la Chartreuse de Vauclaire et y consacra son ciseau à l'embellissement du monastère.

» D'autre part, lorsque les Chartreux allèrent chercher à Bordeaux les artistes qui devaient décorer leur église, ils ne s'adressèrent certainement pas à des débutants ni à des inconnus, par conséquent, surtout avec l'organisation des corporations à cette époque, pas à des jeunes gens. Gaullier et Thibaut ayant été nommés professeurs en 1691, en tenant compte de l'âge qu'ils pouvaient avoir à ce moment, on ne peut guère reculer leur naissance au-delà de 1630 et, par suite, l'exécution des stalles du chœur plus loin que 1660. Me basant seulement sur leur style et sur des faits connus de l'histoire de la Chartreuse, je les avais placées dans mon travail à la fin du règne de Louis XIII ; d'après cela il faut les rajeunir de vingt ans au moins. Ce n'est donc pas dans le second quart, mais dans la seconde moitié du xviii^e siècle qu'elles furent exécutées, si l'on admet, comme c'est probable, que Gaullier conserva pendant un certain temps ses fonctions de professeur à l'Académie de Bordeaux. Si ses dernières œuvres, comme la Vierge du petit séminaire de Bergerac, accusent cependant le style du xviii^e siècle, il ne faut pas s'étonner que le vieux sculpteur ait conservé jusqu'à la fin les traditions qu'il avait pratiquées avec succès pendant de longues années.

» L'intéressante communication de M. Courteault nous permet ainsi de préciser des faits importants de l'histoire des boiseries de Vauclair et de juger, par des œuvres authentiques, que les honneurs accordés par leurs contemporains aux deux artistes Bordelais étaient bien mérités. »

Notre laborieux confrère M. Richard DE BOYSSON nous adresse un volumineux mémoire sur *La Ligue et l'édit de Nantes en Périgord*. Il nous mande que ce qu'il dit sur la Ligue « est souvent contraire aux données habituelles de l'histoire. J'ai voulu baser mon récit sur des citations authentiques.

« Vous remarquerez, nous écrit-il, que j'ai donné un titre unique ; je l'ai fait pour n'avoir pas à répéter dans chaque article les identifications des personnes et des lieux.

» Si cette question de la Ligue intéresse vos lecteurs, je raconterai, d'après des textes authentiques, l'exécution et la révocation de l'édit de Nantes.

» Je serais très heureux et très reconnaissant si vous vouliez bien me faire connaître les critiques auxquelles mon travail pourrait donner lieu. J'ai pu commettre des erreurs, malgré mes longues recherches et la ferme volonté de ne dire que la vérité, et je voudrais rectifier dans le *Bulletin de la Corrèze*, qui ne donnera sûrement pas avant un an mes chapitres sur la Ligue et sur l'édit de Nantes. »

Cet important mémoire, dont les titres et chapitres sont indiqués, sera publié l'année prochaine.

De son côté, M. VIGIÉ nous envoie une note qui sera publiée sur les billets de confiance, mis en circulation dans le district de Belvès, à l'époque de la Révolution, et qui lui rappellent ceux qu'on voit sur tous les points du territoire, pour parer au manque de monnaie de billon ou de monnaie d'appoint.

Notre zélé vice-président M. Joseph DURIEX veut bien nous apprendre que « le R. P. Thédenat, membre de l'Institut, décédé ces jours derniers, avait publié en 1912 à la librairie Hachette le *Journal d'un prêtre torrain pendant la Révolution*.

L'auteur du Journal, l'abbé Nicolas Alaidon, raconte que cinquante prêtres français émigrés se fixèrent vers 1798 à Constance, dans le grand-duché de Bade. L'un d'eux était d'origine périgourdine, M. Pichet, prieur commendataire de Saint-Jacques-du-Mont à Sionne, agent de l'abbaye de Saint-Evre et membre du bureau ecclésiastique de Toul. C'était un prêtre fort charitable : « Il ne s'est pas contenté de me donner à moi, témoigne M. Alaidon, mais il donnait et donne encore à plusieurs autres, ce qui le rend d'autant plus recommandable qu'il ne se donne à lui-même que le strict nécessaire et qu'il fait tout cela en secret ; il est d'ailleurs très pieux, exact à dire la messe tous les jours, fréquente les églises, assiste aux solennités, en un mot est fort édifiant. »

» Le biographe des *Ecclésiastiques de la Meurthe martyrs et confesseurs de la foi pendant la Révolution*, M. l'abbé Eugène Mangelot, reproduisant les indications trouvées dans le Nécrologe manuscrit (du diocèse de Toul) du chanoine Charlot, fait naître Jean Pichet à Courdeuil ou Courdenil (Dordogne), le 12 novembre 1730. Il n'existe dans notre département aucune localité de ce nom. Il s'agit, en réalité de Bourdeille, où Jean Pichet naquit le 12 décembre 1730, de François Pichet et Anne Bonneau. Baptisé le lendemain dans l'église paroissiale, il eut pour parrain Jean Bonneau et pour marraine Marie Barbanceix. Les registres baptistaires de Bourdeille ont gardé trace de cette cérémonie, ainsi que je m'en suis assuré.

» N'étant pas fonctionnaire public, l'abbé Pichet n'avait pas été astreint au serment de fidélité à la Constitution civile du clergé et continua à demeurer tranquille à Toul. Obligé par la loi du 26 août 1792 à se déplacer en pays étranger, visé dans une pétition adressée à la municipalité par vingt-un Toulous le 21 avril 1793 et compris dans un arrêté du Directoire du district qu'on lui signifia le 24 du même mois, il se munit d'un passeport et partit pour la Suisse ; mais il fut arrêté à Mirecourt et enfermé au couvent des religieuses de Notre-Dame. Le 9 mai 1793, le Directoire départemental des Vosges décida que Pichet, étant sexagénaire, serait conduit à Nancy, où il fut effectivement escorté par les gendarmes et écroué, le 23 mai, au monastère des Grandes Carmélites. Il

était autorisé, le surlendemain, par le Directoire de la Meurthe, à continuer sa route vers la Suisse. Après réclamation du Directoire des Vosges et appel au Ministre de l'Intérieur qui, le 17 juin, donna tort aux administrateurs vosgiens, il obtint un nouveau passeport et se dirigea sur Constance, au mois de juillet. Il se réfugia à Augsbourg en 1799. Il prêtait serment de soumission aux nouveaux évêques en 1802, et de fidélité à la Constitution, puis se fixait à Toul. Il y mourut le 9 avril 1814, simple prêtre habitué de la paroisse Saint-Gengoult, à l'âge de 83 ans. »

« Complétant la communication faite à notre séance de septembre par M. Joseph Durieux, au sujet des victimes des septembriseurs, notre érudit vice-président M. DUJARRIC-DESCOMBES nous mande que l'archevêché de Paris a fait imprimer chez Levé (in-8° de 28 pages), le *Décret d'introduction de la cause de béatification ou de déclaration du martyr des serviteurs de Dieu Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles, François-Joseph de La Rochefoucauld, évêque de Beaurais, Pierre-Marie de La Rochefoucauld, évêque de Saintes, et leurs compagnons, tués, à Paris, au mois de septembre 1792, et Liste alphabétique des noms*. Dans un grand frontispice, au-dessus d'une vue de l'église des Carmes de la rue Vaugirard, figurent les médaillons de l'archevêque et des deux évêques massacrés. La brochure contient, en outre : une reproduction du tableau de Raffet « Le tribunal de Maillard à la prison de l'Abbaye » ; le fac-similé de deux bons donnés en paiement aux massacreurs de la prison de l'Abbaye, avec les reçus de ces deux bons au verso ; enfin les dessins de la facade du séminaire Saint-Firmin, détruite lors du percement de la rue des Ecoles, et de la partie dite Bâtiment neuf, de ce séminaire, 2, rue des Ecoles. Le texte latin du décret de la Sacrée Congrégation des rites est accompagné d'une traduction française ; il contient une courte notice sur chacun des trois prélats, qui sont ainsi désignés dans la liste des 213 évêques, prêtres et laïques mis à mort pour la foi dans les prisons des Carmes, de Saint-Firmin, de l'Abbaye et de La Force :

110 — La Rochefoucauld-Bayers (de), Pierre-Louis, né, en 1744, au

château du Vivier, alors paroisse de Saint-Cybard-le-Peyrat, et actuellement de Blanzaguet, diocèse d'Angoulême, évêque de Saintes.

111 — La Rochefoucauld-Maumont, (de), François-Joseph, son frère, né, en 1736, paroisse de Saint-Jean, à Angoulême, évêque de Beauvais.

112 — Et Lau (du), Jean-Marie, né, en 1738, au château de La Coste, paroisse de Biras, diocèse de Périgueux, archevêque d'Arles.

Il ne faut point séparer de ces trois prélats, massacrés aux Carmes, les trois compatriotes du dernier :

39 — Chapt de Rastignac, Armand-Anne-Auguste-Antonin-Sicaire, né, en 1727, à Cognac, diocèse de Périgueux, vicaire-général d'Arles, et abbé de Saint Mesmin, près Orléans, massacré à l'Abbaye.

49 — Delfaut, Guillaume-Antoine, né, en 1733, à Daglan, ancien Jésuite, archiprêtre de Daglan, diocèse de Périgueux.

66 — Et Foucauld (de) de Pontbriant, Armand, né, en 1751, à Celles diocèse de Périgueux, vicaire-général d'Arles.

• Ces deux derniers massacrés aux Carmes.

• Quant à Antoine-Claude-Auguste de Beaupoil de Sainte-Aulaire, et Pierre-Alexandre de Langlade, cités par M. Durieux, ils sont désignés dans la « Liste alphabétique » : le premier, comme né, en 1766, à Jonzac, diocèse de La Rochelle, et chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers ; et le second, vicaire-général de Rouen, comme étant du diocèse de Blois ; dans le *Chroniqueur du Périgord* (tome IV, p. 6), on le dit natif de Périgueux : c'est une question à élucider.

• M. Dujarric dit qu'aux biographies de M^{sr} du Lau il convient d'ajouter celle qui fut publiée, en 1903, par l'abbé Louis Blazy : *M^{sr} Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles*, contenant, une relation inédite de l'abbé de Bertrand de Ferris, un des anciens vicaires généraux du prélat massacré aux Carmes (Besançon, Jacquin, in-8° de 24 pages).

• Enfin, notre vice-président demande à faire suivre les indications biographiques qu'il a données dans sa récente communication : *La commune de Celles sous la Révolution*, sur son concitoyen l'abbé de Foucauld de Pontbriant, du baptistaire de cet autre vicaire-général de M^{sr} du Lau. Il l'a exactement copié sur l'original dans les registres paroissiaux de Celles :

« Ce 24^e novembre 1751, a été baptisé et est né Armand de Foucau,

fils légitime de messire Henry de Foucau et de dame Marie Sybille du Lau de la Coste, mariés, habitants du p^{nt} lieu.

Ont été : parrain, Armand de Foucau, et marraine Françoise de Foucau ; témoins Jean Desvergnhes et Bernard Rossignhol, sacristains, qui n'ont scu signer. Benex, curé. »

» La mère du futur confesseur de la foi était la tante de l'archevêque d'Arles, née à La Coste, le 30 décembre 1704 ; elle avait épousé Henri de Foucauld, par contrat passé au château de La Rousseille, paroisse de Bussac, le 4 février 1739. »

Enfin notre confrère, M. Robert VILLEPELET nous adresse sous ce titre *Un médecin périgourdin conspirateur en 1804*, une notice dont il a puisé les éléments dans les documents de police des Archives Nationales, sur le médecin Nicolas-Jean Faure, né à La Nouaillette, commune d'Hautefort en 1783, mort à Périgueux, le 21 janvier 1856, cité comme auteur de deux brochures politiques dans la *Bibliographie du Périgord* (t. I, p. 282-284). Faure, fils d'un médecin de Périgueux, était en 1804, interne en chirurgie à l'hôpital Saint-Louis, à Paris, quand le 6 décembre, le jour de la distribution des Aigles à l'armée par l'Empereur, en plein Champ de Mars, il se signala par une manifestation hostile à Napoléon qui lui valut d'être enfermé, pendant peu de temps d'ailleurs, à la Maison nationale de Charenton. Relâché, mais envoyé à Périgueux sous la surveillance de la police, il se fit recevoir docteur à la Faculté de Montpellier en 1806, exerça pendant trois ans à Périgueux, où il se signala par son zèle au cours d'une épidémie.

Il servit ensuite comme médecin aux armées, après quoi on perd sa trace. Sous la Restauration, on le retrouve médecin oculiste de la duchesse de Berry. Il semble qu'il ait accompli à Paris la plus grande partie de sa carrière médicale, ce qui ne l'empêchait pas de venir, de temps en temps, donner des consultations en Périgord, où il avait dû conserver des attaches, ou, tout au moins, laisser des souvenirs.

Notre confrère a pensé que cette petite notice pourrait nous intéresser et trouver place dans notre *Bulletin*, au titre d'anecdote sur une figure peu connue qui eut son heure de

notoriété, prototype dans notre province d'un genre qui devait y rencontrer, pour prospérer, un terrain d'élection (qu'on nous pardonne ce méchant jeu de mots !), *le médecin qui fait de la politique.*

La séance est levée à trois heures et demie.

Le Secrétaire général,

Ferd. VILLEPELET.

Le Président,

M^{re} DE FAYOLLE.

L'ERMITAGE DU TOULON

Dans le *Bulletin* de juillet-août, p. 229, notre érudit et dévoué vice-président M. Charles Durand a précisé l'emplacement de l'ermitage du Pont-de-la-Cité, dont il signale quelques restes, à l'extrémité du Vieux pont.

J'apporte, sur un autre ermitage de la banlieue de Périgueux, celui du Toulon, quelques détails inédits, qui me semblent d'autant plus précieux que l'histoire de cette fondation se réduit à peu de choses et n'est pas sans obscurités.

L'abbé Audierne la fait remonter à la plus haute antiquité et trouve dans l'ermite du Toulon le successeur vivant, le représentant chrétien du dieu ou génie de la source, vénérée par les Vésuniens (1).

Cette source est à l'ouest de Cablanc, presque au bas de la côte, et « tout contre une vieille grange, qu'on dit avoir été longtemps l'habitation de l'ermite ». C'est ce que prétend le comte de Taillefer. Cet archéologue rappelle la mission de l'ermite, ordinairement chargé, à l'exclusion de tout autre, de se promener une partie de la nuit dans la ville de Périgueux et de faire le réveille-matin. Son cri habituel, dit-il, était :

Réveille-toi, peuple qui dors,

Réveille-toi, pense à la mort, etc. (2).

ce qui n'est ni très gai ni très aimable. Ne lit-on pas pareille invitation à penser à l'heure dernière, inscrite, en caractères

(1) *Epigraphie de l'antique Vésone*, page 71.

(2) *Antiquités de Vésone*, tome II, p. 103.

gothiques, sur la porte de la maison du pâtissier de la rue Eguillerie : *Memento mori* ?

On n'a pu encore citer les noms d'aucun des frères ermites du Toulon. J'en ai retrouvé trois : Simon de Maulion, au commencement du xvi^e siècle ; Pierre Blanc et Hilaire Flamenc, dans la première moitié du xvn^e.

Le clos de l'Ermitage était de la fondalité du chapitre cathédral de Périgueux, comme dépendant de la paroisse de Saint-Martin, ainsi qu'il résulte d'une reconnaissance passée devant M^e Dubosc, notaire, le 8 mai 1506. Voici l'extrait authentique de cet acte (1) :

« Le dict jour, par contract signé du susd., religieuse personne frère Simon de Maulion, hermite de l'hermitage du Toulon près Périgueux, à la signification qui luy est faicte, de la part du dict chapitre, d'un monitoire, déclare et confesse le clos dud. hermitage et à iceluy joignant et, ainsin comme il est, environné de pierres, appartient audict chapitre comme s^r foncier d'iceluy. Et lequel clos il recognoit tenir dudict chapitre, et qu'iceluy chapitre est general decimateur dud. clos, comme estant de la paroisse de S^t-Martin, laquelle est unie audit chapitre ».

Les archives municipales de Périgueux ne font que deux fois allusion à l'hermitage du Toulon : vers 1409, à l'occasion d'un vol commis au préjudice d'un espagnol nommé Julien de Calaforna, et, en 1623, au sujet de la défense faite à l'ermite de quêter dans la ville.

Le frère Blanc, prêtre, ayant résigné ses fonctions d'ermite, le 19 mars 1636, les chanoines, collateurs ordinaires, en baillèrent provision au frère Hilaire Flamenc, religieux. Dans l'acte de la prise de possession de cet ermite, laquelle eut lieu le lendemain (2), l'« hermitage » du Toulon est porté dans la paroisse de la Cité et figure sous le vocable de Saint-Antoine.

En 1790, Joseph Prunis était qualifié de « prieur royal de Saint-Cyprien et de l'Ermitage du Toulon ».

(1) *Extrait général de la cathédrale Saint-Etienne de la Cité*, manuscrit, folio 161 v^o.

(2) Archives de la Dordogne : minutes de M^e Maigne, notaire royal à Périgueux.

L'ermitage fut-il toujours désigné comme prieuré ? Ce qui est certain, c'est qu'au xiv^e siècle, il existait, au Toulon, un prieuré de femmes. Chevalier de Cablane le mentionne, en ces termes, sous l'année 1379 : « Cette année, il y avoit une prioressa et des religieuses dans le prioré du Toulon » (1).

Les sculptures signalées sur le rocher du Toulon (2), où Mourcin retrouvait les traces d'une chapelle à la Vierge, pourraient se rapporter à ce prieuré. Mais il ne faudrait pas le confondre avec l'ermitage. Il y a là une question que, faute de documents, il ne m'a pas été possible d'élucider.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

(1) *Histoire de la ville de Périgueux*, manuscrit, tome I, p. 188.

(2) *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, tome IV, p. 385, et tome V, p. 220

EXTRAIT DU DEUXIÈME VOLUME
DES VOYAGES DU CHEVALIER DE LAGRANGE-CHANCEL

Voyage de Paris pour le Poitou, Angoumois et Périgord

(2 Avril 1730)

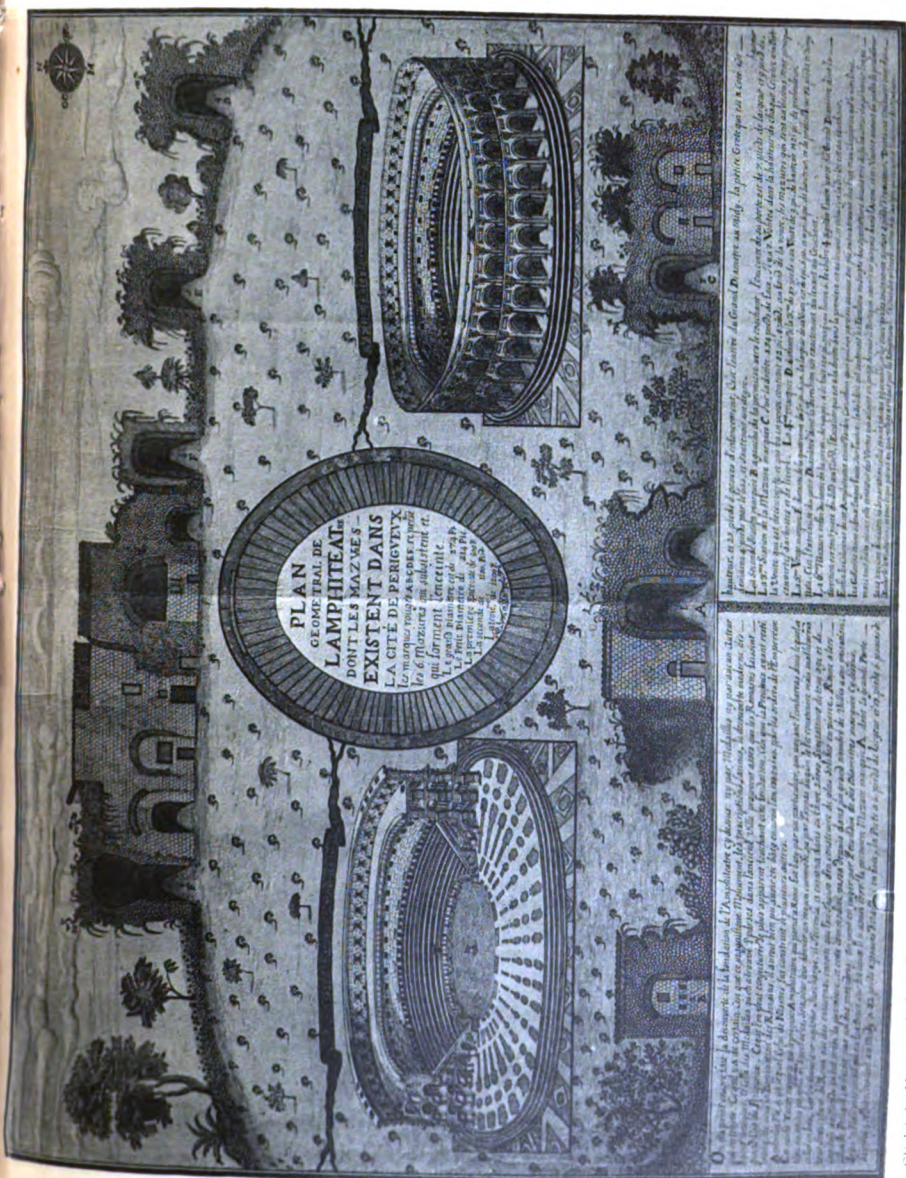
(Suite)

DES ANTIQUITÉS ET MERVEILLES DU PÉRIGORD.

Les environs de la ville de Périgueux sont fournis d'un nombre considérable d'antiquités romaines. Sa belle tour ronde de la Vésone ou de Venus, bâtie d'un ciment très dur, quasi rouge, lié par de petites pierres quarées avec ses ouvertures élevées, garni tout à l'entour de crochets de fer d'une bonne épaisseur est quasi entière, ainsi que ses souterrains. On présume estre un reste d'un temple dédié à cette divinité, qui est joignant la Cité.

Les belles arènes ou amphitheatre, avec ses chambres, galeries et divers étages et souterrains à loger les bêtes féroces, estoit quasi dans son entier, lorsque le corps de ville s'advisa de le donner aux béguines de la Visitation, se reservant la faculté d'y entrer tous les ans, une fois avec leur compagnie, droit qu'il a encore abandonné pour toujours. Il est placé dans l'enceinte de leurs promenades et, depuis leur nouvelle batisse, elles ont détruit entièrement ce monument si respectable en le démolissant. Outre plusieurs curiosités, elles y trouvèrent une Diane en marbre blanc, d'une beauté surprenante, que leurs cagots ignorans de directeurs obligèrent de faire mettre en pièces, comme estant, disoient-ils, une idole, que de curieux en eussent donné une bonne somme : mais c'estoit semer des perles devant des cochons.

On voit encore, à un quart de lieue, le camp de Cæsar et de Brutus, ainsi que la paroisse de Chancevinel, à même distance de Périgueux sur une hauteur, dite en latin *Campus Sabinelli*, où campoit la légion sabine durant le siège. Et, en outre, on



Cliché du Marquis de Layolle.

Les Arènes de Périgueux vers 1760.
Dessin de Jourdain de Lafayardie (xviii^e siècle).
(Bibliothèque de la Ville de Bordeaux).

Imp. Catala freres, Paris.

trouve les murs Sarazins (1) que ces infidèles eslevèrent, lorsqu'ils brûlèrent les dehors de la cité, qu'ils ne purent forcer, après deux ans de siège. Les Normands y avoient essuyé le même sort aussi.

Pour les merveilles, les voicy :

Chacun sçait que ce pays est tout rempli d'abîmes, de ruisseaux coulans sous terre, de grottes, de cavernes, de concavités en des rochers, en des rivières, des estans sans fond, des fontaines chaudes, de pétrifiantes, de sujettes au flux et reflux aux cours de la lune, de mines de fer, des forges à fondre canons, bombes et boulets, ainsi que barres de fer, pots, marmites et plaques de fer, ne trouve t-on pas. Au milieu de la place du Couder, à Périgueux, est un puits, dans lequel, si on jette une oie, elle va ressortir à quatre ou cinq lieues des environs, ce qui donne de fortes présomptions que cette ville est bâtie en partie sur un abîme d'eau. Ce puits a esté fermé par de bonnes considérations.

J'eus la curiosité de me rendre à Fleurac, paroisse de Miremont, à cinq lieues de Périgueux, chez un de mes parens, afin d'y visiter cette fameuse caverne, dite de Miremont, de laquelle les voyageurs rapportent des circonstances surprenantes. De ce château, on en voit l'entrée, à demi-portée de canon. La compagnie s'estant pourvue d'un bon guide et fait provision de chandelles, brandons de paille, lanternes, lampe à l'huile, poudre, mèche et pierre à fusil.

CAVERNE DE MIREMONT (2).

Nous descendîmes de Fleurac une montagne roide, dont le sommet est couvert de vignes, et parvinmes dans un petit valon, garni d'une prairie, arrosée d'un petit ruisseau. Là,

(1) A Périgueux, comme dans d'autres villes, on appelait mur Sarrazin l'enceinte construite autour de la Cité par les Romains au iv^e siècle, lors de l'invasion des Barbares. Une des portes était nommée Porte Sarrazine, une autre Porte Normande. F.

(2) Cette caverne, de tout temps réputée fameuse, se trouve citée, dès 1670, par Savinien d'Alquié. On connaît la relation de diverses excursions dont elle fut l'objet. Bouquier dressa, à la plume et à l'aquarelle, un plan du souterrain, dont la reproduction est ci-jointe. D.D.

nous grimpâmes sur une autre montagne, opposée à la première, si roide et si escarpée, qu'il faut nous bien tenir pour aller en avant. Son sommet est couvert de chalaniers ; aux deux tiers de la hauteur, on aperçoit la bouche de la caverne, auprès de deux figuiers sauvages, d'un noyer et d'un chéneau (1). Cette entrée est garnie de ronces et d'épines ; on se courbe fort bas pour y entrer. Après quoy, nous nous trouvâmes dans une rue fort large, et sa voute élevée de la hauteur d'une pique ; on y voyoit d'abord un peu de jour ; mais le terrain est d'un sable gluant qui tient si fort que les souliers ont peine d'y résister ; ensuite le guide, à la faveur de nos lumières, nous conduisit par différens sentiers si larges que deux carosses y pourroient passer de front, leur voute d'une élévation considérable. C'est là qu'on nous fit remarquer, de distance en distance à autre, des retranchemens de pierre faits par les catholiques qui s'y estoient réfugiés avec leurs effets, femmes et enfans, grains et armes, lorsque, dans les guerres civiles, le parti des calvinistes dominoit dans la province ; ils avoient établi un pont en dedans de l'entrée, qu'un seul homme pouvoit desfendre contre un grand nombre d'ennemis ; ainsi il estoit difficile de forcer des retranchemens si obscurs.

Comme il est dangereux de s'escarter parmy la diversité des rues qui tournent à droite et à gauche, nous priâmes nos guides d'y prendre garde. Après la première rue, nous primes à droite vers un rocher de figure ronde qui s'élève en pointe, qui touche presque le haut de la voute, d'où l'eau distille goutte à goutte dans un trou de la cime de cette roche pointue, qui, pour sa figure, a esté nommée l'Estrond de la Vieille. A gauche de cette longue rue, nous rencontrâmes une pierre plate, longue de cent pieds, large de six seulement, environ de mi lieu de l'entrée de la caverne, qu'on nomme la Tombe de Gargantua, sur laquelle tous les voyageurs curieux ont gravé leurs noms. On y remarque celui d'un évesque de Périgueux.

(1) Jeune chêne.

Ensuite l'on continue de marcher dans une bouë forte et gluante, et, à quelque distance, nous trouvâmes une chambre luisante, toute de cristal de roche, naturellement taillée dans le roc, mais froide au possible. Ce cristal se forme par l'eau qui distille de la voute et s'endurcit. Cette chambre est à une lieue de l'entrée ; l'on pousse encore une demi-lieue plus avant. Là on rencontre un ruisseau ou torrent, qui traverse avec un bruit épouvantable ; il est sans fond, et c'est là le non plus ultra des curieux, car on passe rarement à l'autre bord sans s'en repentir, après les protestations de nos guides ; mais, ce qui est le plus surprenant, c'est de trouver dans ces endroits souterrains, empreintes sur le sable, les traces de toutes sortes d'animaux ainsi que des chiens, des renards, des loups, des blairaux, des tigres, des bœufs, des buffles, même des chevaux, ce qui semble incroyable si plusieurs gentilshommes du pays n'en avoient été témoins oculaires (1).

Icy la voute du rocher est extrêmement élevée, la rue belle et fort large, son sol sablonneux ; quoiqu'en hiver les grands torrens qui surviennent inondent les bas de la caverne. On ne pousse guère plus de deux lieues de son entrée, quoiqu'on tienne pour certain qu'elle conduit jusques dans les caves de l'église cathédrale de Saint-Front de Périgueux, c'est-à-dire l'espace de cinq bonnes lieues, passant sous les ruisseaux et les rivières qui se rencontrent avant d'y arriver. La nature n'a jamais composé d'ouvrage si bizarre, ni si beau à mon avis, puisqu'on pouvoit secourir cette capitale en cas de guerre par ce canal souterrain en le rendant praticable.

Voicy une histoire arrivée depuis peu d'années. Deux voyageurs estrangers, qu'on croit hollandais, curieux de pousser leur découverte dans ce lieu souterrain le plus loing qu'il se pourroit, firent provision de tout leur nécessaire jusques à des vivres. Ils y entrèrent avec un seul guide par cette bouche appelée de Miremont ; parvenus au passage du torrent, dont nous venons de parler, le guide refusa de passer

(1) Si cette énumération n'est pas un conte, elle fait songer aux découvertes préhistoriques de nos grottes et particulièrement de celles de l'Ariège... F.

outre et s'en revint : eux ayant longtems parcouru ces lieux souterrains et fait leurs remarques, s'apercevant que leurs lumières diminaient, voulurent s'en retourner, s'en réservant à la vérité autant qu'il en estoit besoin à cet effet ; mais il arriva que dans la diversité des rues et des contours formés bizarrement dans cette caverne, ils se mespirent, se trouvant enfoncés dans des endroits bien éloignés de la sortie ; la lumière leur manquant, ils brûlèrent leurs habits et chemises nonobstant le froid : lesquels estans consommés, la frayeur les saisit dans l'obscurité, ne sachant comment retrouver l'entrée, après s'être débattus parmi les pierres et la bœue, parmi des animaux sauvages. L'un y demeura et mourut comme enragé ; le deuxième parvint enfin à la bouche de cette caverne au bout de neuf jours ; sitôt qu'il vit la lumière, il tomba en pamoison : des paysans l'emportèrent dans le bourg de Miremont, où ils avoient laissé leur équipage ; il y mourut deux jours après, duquel nous tenons cette relation. Les gens du lieu avoient compté le jour de leur entrée et celui de leur sortie ; s'ils avoient eu la précaution de faire provision d'une petite boussole ou aiguille aymantée, dont on se sert sur mer pour faciliter leur découverte, ce malheur ne seroit pas arrivé. C'estoit aussi mon desir d'en porter une, si j'y fusse retourné, mais j'en revins si las et si fatigué sans pouvoir quasi parler par le grand froid qui m'avoit saisi que cela m'en ôta l'envie. Une vigne du s^r de La Jarte a enfondré ; on a trouvé un cep de cette vigne à une lieue de l'entrée. J'ai vu des bœufs qui, en labourant, avoient enfondré dedans. Cette grotte servoit autrefois de retraite aux faux monoyeurs qui y travailloient en sûreté : j'y vis des fournaux, des reliques de charbons et de pots cassés.

DEUXIÈME MERVEILLE

Près de la paroisse de Marsac, à demi lieu de Périgueux, dans un pré, à costé du grand chemin, est une fontaine, à cinquante pas du grand chemin qui conduit à Bourdeau et des bords de la rivière de Lisle, laquelle a son flux et reflux exactement réglé de six en six heures, suivant les cours des

lunes, ainsi que les marées de l'Océan (t) bien qu'elle soit éloignée de trente lieues de la mer. L'eau en est douce et très bonne à boire. Nostre famille a une terre tout auprès, et j'ay examiné ce prodige plus de mille fois ; le matin, en allant en ville, mon cheval en avoit jusques aux sangles ; le soir, à mon retour, le cheval n'y en trouvoit pas une goutte pour se désaltérer ; hiver et l'esté, ce flux est égal.

AUTRE

Proche du logis paternel, paroisse de Razac, est un petit lac joignant la rivière, duquel, on n'a jamais pu trouver le fond, quelque diligence qu'on ait faite, on y voit nager des poissons monstrueux qu'on ne peut guère attraper.

Il faut observer qu'on ne voyage en ce pays qu'en litière ou à cheval, à cause de la difficulté des chemins montueux, et les dames et demoiselles piquent aussi bien un cheval que les messieurs, qui ne font que chasser du matin au soir. Les carrosses y sont rares et deviennent quasi inutiles ; les évêques vont à cheval ou en litière à leurs terres, ou faire la visite de leurs diocèses. Le peuple est fort laborieux, les dames bonnes ménagères ; le sang n'y est pas beau ; mais les hommes y sont très bien faits en général, amateurs de la table et de la bonne chère, et de servir dans les troupes du Roi estimés bons soldats ; la noblesse est une des plus anciennes du royaume, possédant de belles terres et de forts châteaux en haute justice, de sorte qu'on trouve souvent cinq à six gentilshommes, dans la même paroisse, avoir chacun son

(1) C'était l'opinion courante, que la fontaine intermittente de Marsac avait, selon l'expression de Savinien d'Alquié, « le flux et le reflux comme la mer ». Elle excitait vivement la curiosité. Lagrange-Chancel l'a mentionnée dans son *Histoire du Périgord*, dont le manuscrit est à la Bibliothèque nationale. Un contemporain, le P. Mul, religieux de la grande observance d'Aquitaine publia, dans les *Mémoires de Trévoux* (juin 1743, p. 1334), des *Observations sur la fontaine de Marsac en Périgord*, reproduites dans le *Calendrier de la Dordogne*, année 1832, p. 197. Il croyait voir, entre cette fontaine et celle d'Antoniac, placée à un kilomètre, sur un lieu plus élevé, mais sur la même ligne, une sorte de communication souterraine, qui lui servit pour expliquer le phénomène de l'intermittence des eaux de Marsac. D.D.

morceau de bien en haute justice. Le roi Henri IV leur vendit ce droit par parcelles dont il tira de bonnes sommes, un seul juge fait pour tous les hauts justiciers : ce droit tient les vassaux en grand respect.

De Périgueux, je pris la route de Sarlat, distant de neuf lieues, sortant par le pont et faubourg des Barris. Je trouvai, à gauche, un château appelé le Petit-Change, à quatre gros pavillons quarés, assis sur la rivière de Lisle, avec un petit bois à côté, appartenant à la famille de Montréal ; et, à un quart de lieue de là, sur le bord d'un ruisseau, j'arrivai à un autre château de la banlieue, appelé le Lieu-Dieu, où je dînai. Ce Lieu-Dieu est entouré d'une bonne fortification à l'antique, flanquée de six tours, pont-levis, sur un fossé rempli d'eau vive, qui en fait le circuit ; ce pont mène à une cour et avant-cour. Sa porte est voûtée ; ses murs et tours sont à créneaux, garnis de leurs chapeaux, sur lesquelles on n'a pas épargné les girouettes ; il appartient aujourd'hui à la maison de Bayli de Razac ; les maires et consuls ont droit d'y venir tenir leurs assises, comme tîef de la banlieue. Sa situation parmi des sources et des ruisseaux en rend l'air malsain ; du Lieu-Dieu, je fus voir le château ruiné de Boulazac (1), entouré d'eau, accompagné d'une petite paroisse, et vins coucher à celui de la Chalupie (2), qui appartient à une famille noble du même nom et armes que la nostre ; il est composé de deux pavillons attachés par un corps de logis sans fossés ; il est haut justicier de sa paroisse, nommée Heilliat, dont la cure rapporte plus de deux mille livres de revenu par année.

Tout ce pays est coupé par des hauteurs et des vallons également fertiles en vins, en blés, en noyers et chateniers, truffes et excellent gibier. Le lendemain, je passai près du château du Cros, à Mess^{rs} de Lambertie (3), et fus à celui de

(1) Boulazac appartenait à la famille de Froidefond. F.

(2) Le château de la Chalupie est dans la commune d'Eylac et non dans celle d'Eglise-Neuve, comme le dit M. de Froidefond. F.

(3) Le Cros appartenait alors à François de Lamberterie, baron du Cros, marié en 1711 à sa cousine Anne de Calvimont. Le Cros lui venait de sa mère, Anne de Calvimont. S.S.

Lardimalie, à la maison de Foucaud-Navailles (1). Il est situé sur une hauteur, et, dans les guerres civiles, il fallut du canon pour le forcer. Je n'y trouvai rien de gracieux que ses jardins et cabinets en bel air. Un quart de lieu en avant de ma route, est le château de La Besse (2), appartenant à une noble famille du pays. Puis je fus me reposer à celui de l'Estant, à la famille des Fauvels (3), situé entre trois estans fort poissonneux, parmi des bois chênes de haute futaye : c'est un fief relevant du Roi. Le pays des environs est un peu maigre. Etant de séjour, je fus voir les paroisses de Saint-Anthoine et de Limeirac ; ensuite, je fus passer à celui d'Auriac, dont la terre et paroisse sont tombées en quenouille, et vis le château de Rastinac (4), de laquelle famille est l'archevêque de Tours d'aujourd'hui, prélat très estimé ; comme aussi le château de Lisle et nombre d'autres, desquels j'ay oublié les noms, jusques à mon arrivée à Montinac, à six grandes lieues de Périgueux.

MONTINAC

La rivière de la Vézère partage cette petite ville en deux, qui communiquoit par un pont de pierre à présent ruiné : un grand bac fait le passage. Elle appartient à la famille d'Hautefort. Son château assis sur un rocher est bizarrement édifié, flanqué de quelques tours assez belles, avec un profond fossé taillé dans le roc, qui faisoit sa principale deffence ; il commande à la ville, mais il fut forcé par le mareschal de Bouccaut, Jean Le Maingre, qui emmena prisonnier à Paris le dernier comte du Périgord Elies de Tailleraut, pour crime de

(1) David de Foucauld baron d'Auberoche et marquis de Lardimalie, marié en 1710 à Honorée Souc de Plancher. S.S.

Le château de Lardimalie, commune de Saint-Pierre-de-Chignac, a été entièrement reconstruit. F.

(2) Paroisse de Milhac-d'Auberoche. F.

(3) Cette famille était alliée aux Chancel. Marie Fauvel, ou Folvel, épousa en 1703 Jean de Chancel, père de Joseph ci-avant. Lestang est dans Limeyrac. S.S.

(4) Le château de Rastignac, aux Chapt de Rastignac, commune de La Bachellerie, a été reconstruit à la fin du XVIII^e siècle avec une grande élégance de style. F.

félonie et de révolte. Le côté du château est diocèse de Périgueux, l'autre bord de la rivière opposé est diocèse de Sarlat, où est une paroisse et un couvent de Cordeliers très aisé, ainsi qu'une maison de religieuses de Sainte-Claire. La plupart des maisons, tours, châteaux et édifices de ces cantons sont couvertes de pierres plates, élevées en pyramides, qui y sont communes, au défaut de la tuile. Quasi tous les châteaux des nobles ont ce même défaut et leurs tours sont si chargées de ces énormes poids que j'ai été surpris comment leurs charpentes de gros bois de chateniers y peuvent résister. On trouve dans ce Périgord noir quantité de truffes, de maurilles, d'oranges et de champignons et d'excellents vins.

Montignac est à trois grandes lieues de Sarlat, chemin rempli de châteaux de noblesse. Celui de Losse (1), que je vis sur les bords de la Vézère, laquelle se jette vers Limeuil dans la Dordogne, est très considérable par ses tours couvertes et crénelées, par ses fossés, ses pont-levis et ses dehors, aussi a-t-il titre de viconté et suzerain de plusieurs paroisses. A demie lieue de Losse, tirant vers le Sarladois, est le château du Puy-Chamourguet, sur une hauteur, où je passai quelques jours chez ce gentilhomme, fief relevant du Roi (2). Ses tours sont couvertes de pierres plates en pointe, ainsi que le corps de logis. Le pays est sec et pierreux, excellent pour les vins et chateniers. Il faut observer qu'en Périgord presque tous les châteaux élevés sur quelque hauteur ou montagne, commencent par *Puy* comme le Puy Saint-Front, Puy-Saint-Astier, Puy-Normand, Puycheny, Puyguilhem, Puy-de-Pont, Puyfarrat, et ainsi des autres.

Suivant la rivière de Vézère, je passai au château de Condat, commanderie de l'ordre de Malte ; puis fus dîner à Terasson, petite ville à deux lieues de Montinac, assise sur une hauteur considérable. Là je traversai la rivière sur un beau pont de pierre, d'où montant par des rues droites escarpées,

(1) Philippe-Cyrus se qualifiait alors de marquis de Losse. Il épousa une cousine de son nom. S.S.

(2) *Pechalmourgue*, fief appartenant à la famille de Boussiers. S.S.

bordées de maisons assez mal bâties, je parvins à une place où est l'église paroissiale, joignant et attachée à une abbaye royale d'hommes, située sur le rocher duquel la Vézère lave le pied.

Alors, quittant le dessein d'aller à Sarlat, où l'on m'assura qu'il n'y avoit rien de remarquable à voir, je descendis au bas de Terrasson, et fus aller coucher au château du Fraisel (1), chez un parent, qui doit hommage à de vieilles mesures voisines qui ont titre de comté d'Ayen, appartenant à la famille de Noailles, dont quantité d'autres terres relevent aussi. Suivant le cours de la rivière, je vis le château de Paisailac, où je quittai le Périgord pour entrer en Limousin. Au bout d'une demi-lieue, j'arrivai à celui de Cramier, autrefois très fort et bien bâti, ayant de belles avenues ; il appartient à la famille des Fauvels. J'y couchai et rentrai en Périgord, par le bourg et château d'Hautefort, situé sur une hauteur, garni de superbes tours et d'un corps de logis entouré d'un beau parc fermé de murailles ; il a titre de comté et donne le nom à la famille des Hautefort, divisée en plusieurs branches ; il y en a eu quelques-unes honorées du collier de l'ordre du Saint-Esprit et d'autres parvenus au grade de lieutenants-généraux des armées du Roi. Passant ensuite par la paroisse de Sainte-Anne (2), je fus souper au château de La Mothe (3), que je trouvai fort en désordre. Cette famille, cadets de celle de Hautefort, n'est pas aysée, et, à deux lieues de distance, je me rendis à celui de Bouilhem (4) par des terroirs secs et pierreux, assis sur une éminence, flanqué par quatre grosses

(1) Le Fraysse appartenait alors à Jacques de Saint-Exupéry, chevalier de Saint-Louis, lieutenant des maréchaux de France. S.S.

Le château du Fraysse est construit sur le prolongement du plateau qui porte l'église de Terrasson d'où il domine la plaine de la Vézère. F.

(2) Saint-Aignan, dont dépend le bourg et le château d'Hautefort. Le château de Lamothe est situé dans cette paroisse. F.

(3) Le château appartenait à François d'Hautefort, qui, par sa mère Jeanne de Chancel, était cousin de l'auteur. En 1714, il épousa Catherine de Brachet, veuve du comte de Peyraux. S.S.

(4) Le château de Bouilhem, paroisse de Montagnac-d'Auberoche, appartenait aux Lestrade de la Cousse. F.

tours couvertes en ardoise. Puis je vins coucher à Cujat, gros bourg, accompagné d'un beau pont de pierre, en réputation par ses marchés et par la quantité de truffes et de petits fromages de crème qu'on y vend. Son château est sur le bord d'une petite rivière (1) qui se jette dans celle de l'Isle. Le lendemain, je fus visiter le château de Marquesac (2), bâti à la moderne ; sa vue forme une magnifique perspective ; il appartient à M. de Marquesac, de la maison d'Hautefort (3). Saint-Pantaly est un autre château peu éloigné ; il est bien bâti quoiqu'ancien, à créneaux, avec ponts et fossés. Je vins le soir à Bord (4), gros bourg, flanqué d'un ancien château fort en désordre, ainsi que celui de La Richardie tout joignant. Celui de Limeirac (5), que je fus visiter, n'est pas mieux entretenu par les fermiers. A la fin, je regagnai les rivages de Lisle, où je vis les châteaux et paroisses de Trigonan (6), de Trélissac (7) et nombre d'autres maisons de noblesse qui bordent cette rivière, ou dans la banlieue, chargés de girouettes et en justice, et m'en revins à Périgueux, après avoir fait dans cette tournée : sçavoir, de Paris à Saumur par Orléans, 84 lieues, de Saumur à Angoulême par Poitiers 44 lieues, d'Angoulême et tournée dans l'Angoumois 44 lieues jusques à l'entrée en Périgord.

(1) L'Auvézère.

F.

(2) Le château de Marqueyssac, commune de Saint-Pantaly-d'Ans, est bâti au bord de l'Auvézère ; il est flanqué de tours. Celui de Saint-Pantaly n'existe plus.

F.

(3) Jean-Louis d'Hautefort, marquis de Bruzac, à propos de quoi il est parlé de lui plus loin, se titrait comte de Marquessac et seigneur de Saint-Pantaly-d'Ans. Les fils nés de son mariage, contracté en 1699 avec Bertrande de Saunier, moururent sans hoirs.

S.S.

(4) Bord c'est Born, prieuré formant aujourd'hui avec la paroisse de Blis, la commune de Blis et Born. — La Richardie se trouve dans cette commune, au bord de l'Auvézère, près de La Roquette.

F.

(5) Limeyrac appartenait à la famille d'Abzac et probablement à Henri, capitaine de carabiniers, allié en 1694 à Benoite de Saunier.

S.S.

(6) Lire Trigonant, château des Cognac, qui l'avaient hérité des Du Puy.

S.S.

(7) L'ancien château des Chaudru, avec ses échauguettes, est conservé dans le parc du château neuf de Trélissac.

F.

Après m'estre reposé quelques jours à Périgueux chez mes parens, j'en partis le 5 de juin pour Bergerac et Libourne. Sortant par la porte du Pont, traversant la paroisse Saint-Georges, je parvins par un terrier à Nostre-Dame-des-Vertus, chapelle d'une grande dévotion ; puis, montant et descendant, traversant divers ruisseaux, je fus dîner à la paroisse de Vert, peu distante de la comté de Grinols, appartenant à la famille des Taillerands. Ce fut dans cette plaine de Vert que le mareschal Blaise de Montluc gagna une grande bataille sur les calvinistes dans le siècle passé (1). Je vis dans cette paroisse un prodige d'une fille de onze ans qu'on disoit possédée ; elle ne mangeoit rien, quoiqu'elle eut le tein vermeil. Quand ses convulsions lui prenoient, elle faisait des sauts et des bonds prodigieux. Les médecins ne cogneurent point sa maladie ; néanmoins je juge que c'estoit l'effet de quelques vapeurs extraordinaires, dont elle mourut au bout de six mois. Vert est sur la petite rivière de même nom, d'où je fus, par un pays dur, montagneux et couvert de chataniers, et autres arbres, appelé le pariage, habité par des paisans brutaux et aguerris, qu'on a eu beaucoup de peine à réduire à la taille ; ils ont tué quantité d'archers, d'exems et des prévôts, même se moquant des mareschausés (2).

Après avoir passé ce canton ingrat, je vins coucher à Bergerac, dernière ville du Périgord, du côté de la Gascogne. Elle est fort ancienne et siège royal, fort peuplée de calvinistes pour la pluspart, qui y possédoient cy devant un fort beau temple. Quoique ses murs soient ruinés ainsi que son château, l'on s'aperçoit qu'elle a esté très forte et a beaucoup souffert durant les guerres civiles, prise et pillée, tantôt par les catholiques et puis par les protestants, desquels estoit chef le capitaine de Pilles, de la maison de Clermont, qui y commit

(1) La bataille de Verge eut lieu le 9 octobre 1562. F.

(2) C'étoit le repaire habituel des Croquants. Le chevalier de Lagrange-Chancel n'avait point oublié que le père de sa grand'mère, Françoise de Labrousse de Vertillac, Jean de Labrousse, sieur de Brognac, vice-sénéchal au pays de Périgord, avait été assassiné, en 1638, à La Papussonne, paroisse de Breuilh. D.D.

d'estrangés cruautés (1). Outre sa principale paroisse sous l'invocation de... (2), on y voit un fort beau couvent de jacobins.

Cette ville fait un grand commerce avec Bourdeaux et les pays estrangers, par le moyen de la Dordogne, qui se jette, au Bec-d'Ambez, dans la Garonne. Il y a plusieurs foires franches de huit jours chacune et de riches marchands de fer, de vins, de toiles, d'eaux-de-vie, de chataignes et d'huile de noix. De Bergerac, je fus à Villefranche (3), jolie ville de Gascogne, assise sur une hauteur, et me rendis à Libourne dont je traiterai en parlant de la Gascogne. Elle est à 15 lieues de Périgueux; et, rentrant sur les limites du Périgord, je parvins à Coutras, gros bourg au confluent des rivières de l'Isle et de la Dronne, à trois lieues de Libourne, célèbre, dans les derniers siècles, par la bataille qui s'y donna entre les catholiques et les calvinistes. Ce lieu ne consiste qu'en une longue et grande rue, bordée des deux côtés par des maisons, dont les habitans me parurent très pauvres. Coutras appartient à M. le duc de Richelieu, qui se peut loger magnifiquement dans son château bâti à la moderne (4).

Je m'en revins par la Double (5), pays sauvage du Périgord, de cinq lieues de largeur sur six de longueur, rempli de brandes, de bruyères, d'estans, de bois de chênes ou taillis, impraticable si ce n'est aux sangliers, aux cerfs, biches, chevreuils, et loups, pays de chasses et de verreries, où les châteaux, les villages et leurs églises paroissiales sont batis de charpente et de torchis, couvertes de paille. Aussi les paysans n'y sèment pas un seul grain, crainte des animaux sauvages

(1) Armand de Clermont, dit le capitaine Piles, tué en 1563 à la prise de Mussidan. S.S.

(2) Saint-Jacques. F.

(3) Villefranche-de-Longchapt, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Bergerac, n'était pas dans la Gascogne, mais dans la Guyenne. F.

(4) Le château de Coutras, somptueuse construction du temps d'Henri II, bâti par Jacques d'Albon, maréchal de Saint-André, fut détruit en 1790, l'année même du voyage de Lagrange-Chancel. Il n'en subsiste qu'un puits monumental. F.

(5) Cette superficie de la Double n'est pas très exacte; elle a près de 40 kilomètres de long, soit 8 lieues anciennes. S.S.

qui broulent tout, auxquels la noblesse des environs donne la chasse très souvent avec leurs meutes. J'y vis, entr'autres, deux belles verreries, travaillées par des gentilhommes verriers, dont les familles habitent ces landes incultes. Le premier endroit où je fus loger est le gros bourg de La Rochechalais (1), situé sur une hauteur, dont la Dronne lave le pied. Je la traversai en bateaux. C'est un grand passage de troupes. Partie de ce bourg est en Périgord et partie en Saintonge. Je rentrai dans ces brandes par des routes très écartables, où l'on ne rencontre pas une âme, et vins coucher au bourg de Saint-Privat, prieuré simple de mil escus de revenu. Le prieur est seigneur du lieu, très dangereux passage, en ce que les habitants sont traitres et firent mourir depuis nombre d'années deux pauvres porte-balles afin de les voler, duquel crime le juge et les principaux auteurs furent punis au Parlement de Bourdeaux. De Saint-Privat, je passai devant le château de La Brangelie, à la famille des Balanzac (2), puis je vis celui de La Menardie (3), situés dans des pays affreux, seulement propres pour la chasse des bêtes fauves. Le château de Saint-Léger (4) est dans la même situation. Ce fut en ce lieu qu'on me montra une belle verrerie, où ces messieurs eurent l'honnesteté de souffler diverses bagatelles d'imagination, dont ils me firent présent. Ensuite je traversai quelques mauvais vilages, bâtis de bois et de terre, faute de pierres, et parvins à la petite paroisse de Boironne (5), et de là au bourg

(1) Il est exact que le bourg était coupé par la limite des provinces ; le château, à peu près en ruine à cette époque, appartenait alors aux La Tour-du-Pin. S.S.

(2) Jean de Joumard des Achards, vicomte de la Brangelie, capitaine au Vermandois, marié en 1715 à Charlotte de Villars, mort en 1748. S.S.

La Brangelie, commune de Vanxains. F.

(3) La Meynardie, dans Saint-Privat-des-Prés, appartenait à Isabeau de La Crôte, veuve de Léon de Saint-Astier. Sa fille, mariée à Joseph de Roux, en hérita. S.S.

(4) Lire Léger ou Légé, château et fief de Geoffroy-Joseph de Joumard. Il y avait, en effet, aux environs, dans la paroisse de Lajemaye, différentes verreries, exploitées par les Robert et les Coulon. S.S.

(5) Il s'agit de Beauroinne, sur le ruisseau de ce nom, qu'il ne faut pas confondre avec celle qui passe près de Légé et se jette dans la Rizonne à

de Saint-Vincent, bâti en bois dans une solitude, où à peine j'y trouvai du pain. Je tirai en diligence vers le château de La Garde (1), suivant le cours d'un ruisseau ; il est assez bien bâti quoiqu'en pays de brandes. Puis je descendis à la paroisse de Saint-Marceaux (2) dans une grande plaine, qui fit cesser le pays de la Double, pour me mener au gros bourg de Ribérac.

(A suivre).

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

LA LEVÉE DES COCHONS

DANS LE DISTRICT DE RIBÉRAC

En l'an III de la Révolution française

Conformément aux arrêtés du Comité de Salut public et du représentant Pellissier en mission à Bergerac, les cochons gras, mâles, d'au moins un an et exempts de maladies furent réquisitionnés en Dordogne, pour le ravitaillement des armées, dans les premiers jours de nivôse an III (fin décembre 1794). Le district de Ribérac dut en fournir 481.

Cette mesure avait été prévue. Aussi, quelques mois auparavant, le maire du chef-lieu, Victor Darène, dans son dernier compte décadaire de brumaire, exprimait certaines craintes de ses administrés. « Si, disait-il on réquisitionne les gros

Ponteyraud. Observer combien sont celtiques, avec leur terminaison *onne*, les rivières et ruisseaux de cette région : *Rizonne, Lizonne, Beauronne, Dronne*, etc. Le Saint-Vincent est celui dit de Connezac ou mieux Connazac. S.S.

(1) La Garde se trouve à la jonction des communes de Siorac, Saint-Sulpice et Saint-Martin-de-Ribérac dans une situation élevée que justifient son nom et sa position au croisement d'anciennes routes. S.S.

Le château a complètement disparu. F.

(2) Cette paroisse de Saint-Marceaux n'est autre que Saint-Martial-de-Dronne, aujourd'hui desservie par le clergé de Ribérac. D.D.

cochons, il faudra livrer les petits à la boucherie et ce sera un grand malheur pour la République » (1).

Les administrateurs, de leur côté, arrêtent que nul propriétaire, ou possesseur, ne pourra ni en vendre, ni en tuer, avant la livraison du contingent fixé.

Néanmoins, tout n'alla pas à souhait.

Dans la commune de Ribérac, notamment, le citoyen Soulard s'oppose, le 9 nivôse, (29 décembre 1794), à la réquisition de son cochon, en empêchant qu'on le marque. Aussitôt, les commissaires municipaux Drouin, Bardeur, Ligourre, Baronnie, Banaston, Bittard, Arnaud et Plumentie, avec l'agent Sabourin, délégué du citoyen Queyzac, commissaire principal de l'Administration, se transportent à son domicile pour procéder à cette opération. Peine inutile : Soulard va jusqu'à déclarer que si l'on marque malgré lui son animal, il ne le conduira pas le surlendemain au lieu désigné pour le rassemblement de tous ceux du canton. Sa femme se joint à lui en la circonstance et prononce des paroles inconvenantes à l'adresse du maire « qu'elle traite d'aristocrate ».

Sur ce, elle est invitée à comparaître avec son mari devant la Municipalité. Là, l'un et l'autre changent d'attitude. Ils déclarent aux représentants de l'autorité qu'ils consentent à laisser marquer leur cochon, à condition que les cinq du citoyen Taluphe, les deux du citoyen Fargeot, celui de Perrogon et celui de Christoffe le soient également, accusant ainsi de partialité les commissaires municipaux.

Le Président du Bureau leur rappelle que cette raison ne peut en rien les dispenser d'obéir à la loi, et qu'ils vont y être contraints par la force publique. La confiscation pure et simple de leur animal sera prononcée s'ils ne le « représentent » pas de suite.

Après s'être attirés une admonestation un peu vive du Président pour leur écart de langage, les époux Soulard déclarent qu'ils sont prêts à satisfaire à la susdite réquisition.

D'autre part, la municipalité de Ribérac délègue le citoyen

(1) Registre de correspondances de la municipalité de Ribérac, n° 18, fol. 34.
Archives municipales de Ribérac.

Savy pour faire une enquête sur leur dénonciation. Il se rend sur le champ chez les possesseurs des cochons signalés et rapporte que ces animaux sont impropres à la réquisition. Puis l'incident fut clos (1).

Ailleurs, dans le district, les municipalités s'efforcent également de répondre aux exigences de l'Administration. Le résultat laisse à désirer.

D'après le rapport présenté, en effet, par le Commissaire général à la séance du district du 19 nivôse, 34 cochons seulement ont été livrés (2). De sorte que, pour parfaire le contingent, les administrateurs arrêtent que le droit de préemption sera établi dans les marchés sur tous les cochons, mâles et femelles, absolument sains, ayant au moins un an. Les commissaires fixeront eux-mêmes les prix de ces animaux qu'ils feront transporter le lendemain à Sainte-Aulaye, la municipalité de ce chef-lieu de canton ayant reçu les instructions nécessaires pour leur faire continuer la route sur Coutras et Bordeaux. Toutes les dépenses avancées par les municipalités où se feront les relais seront remboursées par le district.

Cette manière de procéder réussit, car le 9 pluviôse, les citoyens Combes et Poulard reçoivent, comme toucheurs, la somme de 400 livres pour frais de conduite, pendant 20 jours, des cochons réquisitionnés. Puis, le 17 dudit mois, les administrateurs délibèrent sur le règlement de compte de deux autres conducteurs dans les termes suivants :

« Vu la feuille de route présentée par les citoyens Georges père et fils, chargés de conduire à Bordeaux, pour l'approvisionnement de la marine, la quantité de 70 cochons, partis de Ribérac le 23 nivôse dernier, et repartis de Bordeaux le 14 courant, suivant la décharge qui leur a été remise de 64 cochons, en étant mort un en route, et cinq qui n'ont pu finir de se conduire dans ce voyage, suivant les pièces qu'ont produites lesdits Georges conducteurs ;

» Vu aussi les différents récépissés produits par lesdits conducteurs, desquels il résulte que la dépense pour lesdits cochons pendant la route monte à 243 livres 7 sols ; plus le salaire de 24 journées employées par lesdits conducteurs pour l'aller et le retour, à rai-son

(1) Reg. de la mun. de Ribérac, n° 13, fol. 4. Arch. de Ribérac.

(2) Reg. du district de Ribérac, n° 777, fol. 135. Arch. dép. de la Dordogne.

de 16 livres par jour, soit 334 livres. Total des frais : 627 livres 7 sols. Sur quoi il faut déduire : 1^o cent livres fournies aux conducteurs en partant de Ribérac, plus trois cents livres comptées à deux différentes reprises aux-dits conducteurs par le receveur du district, à valoir sur les fonds destinés aux dépenses de la guerre. »

Signé : GOUONDIE, TRIGANT-GAUTIER, fils (1)

Un mois après, à la date du 21 pluviôse, l'administration du district, délibérant sur les frais de conduite des cochons, dresse le procès-verbal suivant :

« Vu le compte fait des citoyens Denis, Pradier, Colombet, Condon, Dauriac, Cipierre et Etienne, tous conducteurs de cochons achetés pour le compte de la République, jusqu'à Bordeaux, au vu des feuilles de route à eux délivrées et des pièces de dépenses par eux produites ;

« Vu aussi le récépissé de 409 cochons, délivré par l'employé principal des bureaux civils des vivres de la marine à Bordeaux, daté du 17 pluviôse, signé Curateaud et Jaumond, directeur ;

« A l'issue duquel compte il s'est trouvé que Denis et Pradier ont dépensé pour frais de conduite des cochons dont ils étaient chargés 137 livres 9 sols ;

« Qu'il est à leur revenir chacun 20 journées à 10 livres, soit 400 livres ;

« Total : 537 livres 9 sols ;

« De laquelle somme il faut déduire 250 livres reçues à leur départ ;

« Reste à payer 287 livres 9 sols ;

que Colombet François, Louis Condon et Dauriac, aussi conducteurs, ont dépensé pour frais de gîte, nourriture et pansage des cochons confiés à leur garde, 186 livres 5 sols, à laquelle somme à ajouter 690 livres pour chacun 23 journées de 10 livres ;

» A déduire, pour argent reçu au départ 150 livres ;

» Reste à payer 239 livres ».

Alors l'Administration délivre une ordonnance de paiement des susdites sommes à prendre « sur les fonds destinés à l'approvisionnement des armées ».

Signé : GOUONDIE, TRIGANT-GAUTIER.

Le même jour, l'Administration arrête aussi les comptes de Naillas, Denis, François et Jean Pradier, autres conducteurs.

(1) *Ibid.* fol. 151.

D'après leurs feuilles de route et les récépissés présentés par eux, il leur est délivré une ordonnance de paiement de 536 livres 15 sols, qui, s'ajoutant à l'avance de 400 livres touchée au départ, porte les dépenses totales à 936 livres 15 sols se répartissant ainsi :

Frais de gîte et de pansage..... 216 livres 15 sols ;
Salaire des 3 conducteurs à chacun 24 journées . 720 livres ;

De tous ces comptes, il résulte que le district de Ribérac livra une plus grande quantité de cochons qu'on ne lui en avait demandé.

Il convient de remarquer que ces animaux effectuaient en une quinzaine de jours le trajet à pied de Ribérac à Bordeaux, soit environ 130 kilomètres.

En cours de route, que d'accidents et de péripéties ! Les premières étapes paraissent les plus dures. Ainsi, le 7 pluviôse, deux d'entre eux, un mâle et une femelle, ne purent dépasser Sainte-Aulaye. L'un était épaulé ; l'autre avait trois pieds de de dessolés. La municipalité de ce chef-lieu, après une annonce au son de caisse, les vendit aux enchères, l'un 410 livres à Courcelle-Duvignaud, et l'autre 345 livres à Robert, de Chenaud (1). Du prix total de 755 livres, il fallut déduire 45 livres 5 sols pour frais divers. De sorte que le citoyen Aubineaud, maire de Sainte-Aulaye, dut verser dans la caisse du receveur du district de Ribérac, la somme de 709 livres 15 sols, pour la vente de ces deux invalides.

De même, à l'arrivée d'un nouveau convoi dans cette localité, deux autres cochons sont « rendus, à ne pouvoir aller plus loin », d'après l'exposé des quatre conducteurs à la municipalité. Celle-ci les fait vendre aux enchères, le 25 pluviôse, dans les mêmes formes que les précédents. L'un est adjugé au citoyen Brandy, pour la somme de 402 livres, et l'autre à Boussaton aîné pour 220 livres (2).

Étant donné le mauvais état des chemins, on peut juger de la tâche qui incombait aux conducteurs. Qu'importe ?

(1) Reg. de la mun. de Sainte-Aulaye, fol. 140. Archives de cette commune.

(2) *Ibid.* fol. 145.

Presque tous les cochons arrivaient à destination, pour servir de nourriture aux héroïques défenseurs de la France.

On me permettra d'ajouter qu'il n'y avait pas seulement ces animaux de réquisitionnés dans nos campagnes, pendant cette triste période de notre histoire. Les denrées de toutes sortes l'étaient aussi.

Aujourd'hui, hélas ! les mêmes opérations sont renouvelées, les mêmes sacrifices consentis. Confiant comme autrefois dans l'avenir, chacun apporte à l'autel de la Patrie cette offrande libératrice qui doit assurer le triomphe définitif de notre droit.

A. DUBUT.

UN MÉDECIN PÉRIGOURDIN CONSPIRATEUR EN 1804

A notre excellent confrère M. le docteur Chaume.

Dans son numéro du 14 avril 1852, l'*Echo de Vésone* insérait en bonne place le *communiqué* suivant :

M. le docteur Faure, ex-médecin en chef de plusieurs hôpitaux, ancien professeur des maladies des yeux, oculiste de M^{me} la duchesse de Berry, etc , est dans ce moment à Bergerac.

De nombreux malades, se souvenant combien d'affections chroniques en tous genres, des femmes surtout qu'on croyait incurables depuis un grand nombre d'années, furent guéries, dans nos contrées, par la prudence et l'habileté avec lesquelles M. Faure sait combiner les ressources de la médecine avec celles de la chirurgie, se rendent de toutes parts pour consulter cet habile praticien.

Au reste, les hommes les plus célèbres dans l'art de guérir ayant été désignés par l'Institut de France, pour constater la réalité des cures obtenues par ce médecin opérant même dans plusieurs hôpitaux de la Capitale (les Quinze-Vingts, Bicêtre, les Incurables, etc.), s'étant assurés que des individus, déclarés incurables depuis TRENTE ANS ET PLUS, avaient été parfaitement guéris par ce docteur, terminaient ainsi leurs derniers rapports :

« Vos commissaires applaudissent au zèle, à l'habileté et à l'esprit inventif de M. Faure. Ses mémoires renferment des vues neuves, des observations intelligentes, des expériences curieuses et des préceptes

utiles. Vos commissaires estiment que ces mémoires sont dignes d'éloges (1) ».

Nous n'avons reproduit, quoiqu'un peu longue, cette notice bien sentie, à la rédaction de laquelle le principal intéressé n'était sans doute pas étranger, qu'afin de montrer que la réclame médicale, qui fleurit si copieusement aujourd'hui à la quatrième page des journaux, ne date pas d'hier. Encore est-il vrai que les praticiens actuels qui se respectent, laissent ce procédé de réclame un peu tapageuse aux fabricants de bandages, aux somnambules extra-lucides et aux sages-femmes en quête de pensionnaires.

Le docteur Faure n'était pas un inconnu en Périgord. Nous dirons tout à l'heure pourquoi. Sa notoriété y datait même de loin. Mais, parmi les personnes qu'il convoquait ainsi à son cabinet, même parmi les lecteurs de *l'Echo de Vézère* en 1852, combien se rappelaient que ce médecin chenu, auteur de cures merveilleuses, avait débuté dans la vie en conspirateur ? Telle était cependant la stricte vérité, qu'il nous a paru amusant de rétablir.

Conspirateur ? Le mot est peut-être un peu fort, mais il y a tout de même de cela dans le geste qu'osa le jeune Faure en 1804. Non, semble-t-il, par dessein politique réfléchi, car il ne pouvait guère se faire illusion sur son succès, mais plutôt par un mouvement d'exaltation juvénile, où entraînait, peut-être, un innocent désir de faire parler de lui.

Déjà, dira-t-on ?

Mais ce genre de réclame, si réclame il y a, n'allait pas alors sans risque pour l'imprudent qui s'y aventurait, et nous préférons croire, de la part de celui qui n'était à ce moment qu'un jeune carabin, à une manifestation sincère, suffisamment explicable, en somme, par l'*ambiance*, comme l'on dit aujourd'hui assez prétentieusement.

N'oublions pas que l'antiquité, si abondante en exploits

(1) Je dois à notre érudit vice-président, M. Dujarric-Descombes, qui savait que je m'occupais du médecin Faure, de m'avoir signalé ce communiqué. Il m'est agréable de l'en remercier ici.

héroïques, était alors très à la mode, et que cette année 1804 fut particulièrement agitée.

Le royalisme, vaincu au moins temporairement, donnait ses derniers, mais furieux, sursauts, et le pouvoir impérial ne se sentait pas encore si bien assis qu'il voulût cesser d'être cruel. Aussi les mesures de répression se succédaient-elles sans arrêt, visant à produire dans tout le pays la soumission par la peur. Qu'on en juge plutôt :

Le 13 février, le général Moreau, soupçonné de connivence avec les royalistes, est arrêté. Le 9 mars, c'est le tour de Georges Cadoudal, après une chasse policière qui tenait tout Paris en suspens. Le 20 du même mois, le duc d'Enghien est fusillé dans les fossés de Vincennes. Le procès de Moreau, Cadoudal et consorts s'ouvre le 28 mai et se termine le 9 juin par la condamnation à mort de vingt personnes, dont Georges, et celle de Moreau à deux ans de prison, aussitôt commuée en un bannissement aux Etats-Unis. Le 26 juin, Georges et onze de ses complices sont guillotins.

Alternant avec ces coupes sombres parmi les derniers opposants, les étapes rapides de l'apogée du pouvoir nouveau : proclamation de Napoléon comme empereur des Français, par le Sénat, le 18 mai ; couronnement de l'Empereur à Notre-Dame, le 2 décembre, maintenaient le pays, et, particulièrement, la population parisienne, dans un état de fièvre qui prédisposait les têtes un peu chaudes à quelque éclat. Tel était, à n'en pas douter, le cas du héros de cette histoire qu'il est enfin temps que nous présentions aux lecteurs.

Nicolas-Jean Faure était né au village du Fournial, paroisse de La Nouailllette (1), vers 1785, d'une famille bien posée dans le pays (2). Son père exerçait la médecine à Périgueux depuis

(1) Aujourd'hui commune d'Hautefort.

(2) Les registres d'état civil de l'ancienne paroisse de La Nouailllette, aujourd'hui à la mairie d'Hautefort, contiennent de nombreux actes intéressant la famille Faure, du Fournial, dont les alliances indiquent qu'elle jouissait d'une situation aisée. V. notamment Archives communales d'Hautefort, GG. 14 et 15. On trouverait certainement dans ce dernier registre mention du baptême de Nicolas-Jean.

près de trente ans et il y était fort honorablement connu (1). Lui-même, résolu à suivre la carrière paternelle, était venu à Paris en 1801 pour entreprendre ses études médicales. En décembre 1804, il est, depuis huit mois, interne en chirurgie à l'hôpital Saint-Louis.

La jeunesse des écoles a, de tout temps, été frondeuse. En 1804, les étudiants, si l'on en croit des rapports de police, ne s'en laissaient pas imposer par la férule, un peu lourde cependant, du jeune Empire, et, en particulier, les *élèves* en médecine de l'hôpital Saint-Louis se distinguaient par leur esprit séditieux. Ils le manifestaient au théâtre et l'avaient montré, lors de l'instruction du procès de Moreau. Ces jeunes gens, on le devine, mettaient leur point d'honneur à braver l'autorité. C'était à qui manifesterait le plus d'audace, et le jeune Faure devait à son sang chaud de presque gascon de ne pas se laisser distancer. Il devait lui en cuire, et il aurait pu lui en coûter plus gros encore.

Le 6 décembre, quatre jours après le couronnement, eut lieu, sur le Champ de Mars, la grande solennité de la distribution des Aigles à l'armée, par l'Empereur. Rien n'avait été négligé pour rehausser l'éclat de cette fête à laquelle tous les régiments étaient représentés et qui attira une foule immenso de curieux. La cérémonie suivait son cours, au milieu de l'enthousiasme général, quand on vit un jeune homme, un civil, franchir les rangs des troupes formant la haie et s'avancer seul au milieu de l'esplanade. Il fit un geste auquel on comprit qu'il criait quelque chose, et jeta son chapeau en l'air. Mais les plus proches voisins entendirent seuls : *La liberté ou la mort !* Cet homme, c'était Faure. Cinq cuirassiers aussitôt le saisissent et l'entraînent. L'Empereur s'est-il aperçu de l'incident ? On ne sait. La police, à laquelle Faure est remis par ses gardes du corps, le fouille, et l'on reconnaît qu'il est sans armes. Il n'a donc pas eu d'intention homicide. On l'interroge. Il avoue qu'il espérait provoquer un mouvement pour renverser le Gouvernement, et, poussant l'imprudence à l'extrême, il proclame son admiration pour Moreau. La

(1) V. plus loin.

police en émoi établit aussitôt les rapports qui seront, le lendemain, présentés à l'Empereur. Nous en avons deux, le premier, du Ministère de la Police générale, le second, de la Préfecture de Police. Ces rapports, comme on va le voir, donnent des relations à peu près concordantes de l'événement.

Extrait du *Bulletin* du Ministère de la Police générale, à la date du 15 frimaire an XIII (6 décembre 1804).

Cérémonie de la distribution des Aigles, au Champ de Mars.

Malgré le mauvais temps, la foule a rempli hier le Champ de Mars et les avenues. On regrettait le beau temps de la veille, jour qui avait d'abord été choisi par S. M. Aussi on se plaisait à remarquer que les trois jours que S. M. avait déterminés pour ses marches solennelles et pour la fête populaire avaient été parfaitement beaux.

Un jeune homme que l'on a d'abord pris pour un étourdi, ensuite pour un fou, mais qui est véritablement un forcené, se porta hors de la foule, en criant : *La liberté ou la mort*. Il jeta alors son chapeau en l'air. Le public, occupé à considérer S. M. l'Empereur, ne l'aperçut que lorsque cinq cuirassiers saisirent le misérable et l'entraînèrent. Bientôt alors le public fut instruit du fait et témoigna l'indignation la plus marquée d'une semblable conduite que l'on jugea généralement un trait de folie.

Ce jeune homme s'appelle *Faure*, à Paris depuis trois ans, chirurgien interne à l'hôpital Saint-Louis, depuis huit mois. Son père exerce la même profession à Périgueux. La lettre qu'il écrivait la veille à son père montre à découvert les motifs et l'objet de ce criminel fanatique. Il espérait entraîner toute la troupe par son mouvement, et, au nom de la Liberté, se couvrir de gloire, ou en périssant sur la place, ou en contribuant par son succès à établir un autre gouvernement, dont l'Empereur, d'ailleurs, eût été membre.

Il a montré dans ses interrogatoires la fermeté d'un homme qui se croit destiné à la mort, et qui y est décidé. Il a refusé de s'expliquer sur ceux qui ont pu avoir connaissance de ses projets. La lettre qu'il écrit à son père et qu'il avait confiée à quelqu'un, pour la mettre à la poste, a été apportée au Ministre. La minute en a aussi été trouvée à son domicile. On y remarque quelques légers changements de rédaction. Au reste, si elle annonce une résolution déterminée, cela est délayé dans plus de trois pages de phrases prolixes sans orthographe. Elle montre aussi un esprit borné, peu d'instruction, une intention assez prononcée de gloriole, un attachement fanatique aux idées

vagues de liberté. C'est certainement un homme dont des scélérats eussent pu faire un séide. Il annonce dans sa lettre et dans ses interrogatoires s'être présenté, lors du procès, à Madame Moreau, qui s'est bornée à rejeter ses horribles services. On recueille les renseignements convenables sur ses alentours, ses connaissances particulières à Paris et sur les relations qu'il a pu conserver dans son pays. Les élèves de l'hospice de Saint-Louis se sont montrés sous des rapports peu favorables, soit au théâtre, soit dans l'instruction du procès de Moreau (1).

Extrait du *Rapport* de la Préfecture de Police, à la date du 15 frimaire an XIII (6 décembre 1804).

L'individu qui a été arrêté hier au Champ de Mars, au moment où il courait vers le trône de S. M. l'Empereur, est un jeune élève en chirurgie de l'hôpital Saint-Louis. Il se nomme Nicolas-Jean Faure ; il est natif du Fournial, paroisse de La Nouaillette, département de la Dordogne, et il est âgé de 19 ans. Il a déclaré dans son interrogatoire qu'il voulait le renversement du Gouvernement et la division du pouvoir ; qu'il espérait par ses cris exciter un mouvement et monter assez les têtes pour être secondé. Il n'avait sur lui aucune espèce d'armes. Il a ajouté que, lors du procès de Moreau, il avait été trouver son épouse et lui offrir de se perdre lui-même pour sauver, a-t-il dit, cet ex-général et la Patrie. On a trouvé dans ses papiers une lettre qu'il avait préparée pour son père, chirurgien à Périgueux, et dans laquelle il lui annonce son projet, qu'il n'en a fait part à personne et qu'il est sûr de périr (2).

Faure avait évidemment prémédité son acte. La lettre à son père, que la police a saisie, le prouve ; mais cette lettre, autant qu'on en peut juger par l'appréciation portée sur elle par les policiers, ne laissait deviner dans le jeune étudiant ni un profond politique ni un redoutable conspirateur. Le cas néanmoins était grave, eu égard aux circonstances. On ne jouait pas facilement les Brutus en 1804, et tels avaient été rudement châtiés, qui en avaient moins fait que Faure.

Quelle fut la suite de l'histoire ? Finit-elle aussi tragiquement qu'elle commença ?

Nous nous le sommes demandé quelque temps, alors que,

(1) Arch. nat. AFIV 1491.

(2) Arch. nat. F⁷ 3833.

faute de trouver les précisions qui nous manquaient, nous en étions réduit aux hypothèses.

Le jeune Faure avait-il été relâché aussitôt, bénéficiant d'un geste de clémence — la clémence d'Auguste — seule réponse, en somme, qu'il y eût à faire à cette gaminerie ? Il n'y avait guère apparence, car la justice impériale, comme l'avare Achéron, ne lâchait point si facilement sa proie. Avait-il comparu devant une de ces commissions militaires dont la justice était alors si expéditive ? C'était peu probable, car on l'aurait su, et il ne semble pas que nul en eût parlé. Ou bien avait-il été considéré délibérément comme fou et interné, par mesure administrative, dans un de ces asiles d'aliénés qui reçurent alors tant de personnes reconnues gênantes et dont on ne pouvait se débarrasser autrement ?

Cette conjecture était la plus vraisemblable, mais comment la vérifier ?

Nous étions sur le point de renoncer à une recherche qui menaçait de demeurer vaine, quand, en dépouillant la suite de ces mêmes *Bulletins* de police, nous trouvâmes à la date du 19 frimaire an XIII (10 décembre 1804), cette mention laconique « *Faure renvoyé à Charenton pour y être traité comme fou jusqu'à parfaite guérison* » (1).

Jusqu'à parfaite guérison... Cet aimable euphémisme ne nous rassurait qu'à moitié sur le sort de l'infortuné bénéficiaire de cette mesure de sollicitude. Il suffit, en effet, d'avoir lu la description d'un asile d'aliénés, tel qu'il était organisé à cette époque, pour être pleinement édifié sur la valeur curative de la méthode qui y était appliquée. Si elle ne guérissait point les fous authentiques, au moins devait-elle aboutir à faire promptement déraisonner les malheureux, sains d'esprit, qui y étaient soumis. Il était donc à craindre que notre conspirateur fût voué à un sort pire que la mort elle-même. Hâtons-nous de dire qu'il s'en tira à meilleur compte.

A peine l'équipée du jeune interne fut-elle connue à Périgueux, que l'on s'y préoccupa d'en conjurer les suites.

M. Faure père avait acquis, au cours de sa longue pratique

(1) Arch. nat. AFIV 1491.

médicale, beaucoup de sympathies. Il résolut de les utiliser. Mais que pouvait-il, de si loin ? Il fallait évidemment entreprendre le voyage de Paris et agir sur place. Comme c'était chose longue et coûteuse que d'aller de Périgueux à la Capitale, il voulut, en homme pratique, tirer de l'obligation où il se trouvait de s'y rendre, tout le parti possible, autant dire, faire d'une pierre deux coups.

Quoiqu'il eût alors 55 ans bien sonnés, et, dit-il, lui-même, plus de trente années d'exercice, il avait une ambition : celle de recevoir le diplôme de docteur de l'Ecole de médecine de Paris. La loi autorisait le Ministre de l'Intérieur à conférer ce diplôme aux praticiens dont la capacité se trouvait suffisamment constatée, sous la seule condition de soutenir une thèse et d'acquitter les frais ordinaires de l'acte de réception. M. Faure produisit les meilleures références. Chilhaud-Larigaudie, Manière, Limousin, Prunis, Durand-Nouaillac, Puyabry, Lanxade, Dereix, Poumeyrol, législateurs, conseillers généraux ou fonctionnaires du département, attestèrent « sa longue expérience, sa constante application et les succès qu'il a obtenus dans l'art de guérir ». Leur recommandation eut un plein succès. Le dossier de cette affaire (1) contient, en effet, à la date du 13 nivôse an XIII (5 janvier 1803), la minute d'une lettre du Ministre à M. Nicolas Faure, chirurgien, rue du Bouloi, n° 1, l'autorisant à se présenter à l'Ecole de médecine pour y être reçu docteur.

C'était déjà une première satisfaction, mais il en restait une autre, et plus importante, à rechercher : le salut de l'interné, devenu l'interné.

Bien que nous n'en ayons aucune preuve, il est vraisemblable que les mêmes sympathies qui avaient procuré à M. Faure père cette joie d'amour-propre, s'entremirent aussi en faveur de son fils. Les Faure étaient hommes d'ordre, connus dans le pays pour leur attachement aux institutions de l'Etat. Ou en fournissait de bons répondants, qui furent crus sur parole. Nous trouvons, en effet, dans un *Registre d'entrée et de sortie des malades envoyés à la Maison nationale de Charenton*, registre

(1) Arch. nat. F⁹ 155, dossier Faure.

versé par cet établissement aux Archives nationales, cette mention en regard du nom du jeune Faure : *Guéri, sorti et remis à l'inspecteur de police (9 pluviôse an XIII) (29 janvier 1805)*. Son internement n'avait donc duré qu'un mois et demi. A ce prix, notre écervelé pouvait s'estimer quitte à bon marché de sa folle équipée ; mais il ne faudrait pas croire que les effets en fussent complètement abolis, ni que Nicolas-Jean fût redevenu un citoyen comme les autres.

A dire vrai, les documents que l'on a sur lui se font désormais assez rares, et l'on ne suit plus le jeune Faure qu'à la piste, mais à une piste combien interrompue ! Voici néanmoins ce que nous avons pu apprendre sur lui, grâce à un dossier de police constitué à son nom après sa sortie de Charenton (1).

Une fois libéré, Nicolas-Jean Faure fut placé sous la surveillance de la police à Périgueux. On se rappelle que ses études médicales n'étaient pas achevées. Il les termina et se fit recevoir docteur à la Faculté de Montpellier le 9 septembre 1806. Etabli à Périgueux aux côtés de son père, à moins qu'il ne lui eût succédé, il trouva bientôt l'occasion de racheter cette erreur de jeunesse dont les suites pesaient encore sur lui.

Au début de l'année 1809, une terrible épidémie de typhus éclata dans la Dordogne, apportée par les prisonniers espagnols que l'on y avait internés en grand nombre. Les ravages s'en firent sentir surtout dans les principaux centres d'internement, à Périgueux, Sarlat, Montignac, Terrasson, Port-Sainte-Foy. La maladie, encore mal connue, portait différents noms. On la baptisait fièvre des camps, fièvre des prisons, ou, plus simplement, *espagnolette*, à cause des malheureux qui la propageaient. Combattue énergiquement à Périgueux par le corps médical, dirigé, dans la circonstance, par le docteur Vidal, médecin des épidémies, elle décrut rapidement dès la première quinzaine de février. A ce moment même, elle se déclarait à Limoges et s'y répandait avec une rapidité foudroyante, d'autant plus dangereuse qu'elle y prenait tout le monde au dépourvu.

(1) Arch. nat. F⁷ 8240, doss. 7575.

Le jeune Faure s'était signalé par le zèle heureux avec lequel il avait secondé les efforts de ses collègues pour combattre l'épidémie. Il avait même adressé à la Faculté de Montpellier un mémoire sur « la nature, les causes et le traitement de l'*espagnolette* », qu'elle avait apprécié avec éloge. Il pensa qu'il pouvait être utile à Limoges et il demanda au préfet de la Dordogne l'autorisation de s'y rendre. Elle lui fut accordée le 15 février.

Tel il avait été à Périgueux, tel il fut à Limoges. Dévoué à son œuvre de salut, il sut promptement s'acquérir l'estime du préfet de la Haute-Vienne qui a porté sur lui ce témoignage flatteur : « Depuis le mois de février, il n'a pas quitté Limoges où une conduite sans reproches, un zèle infatigable à visiter et soulager les malades de toutes les classes, et des cures innombrables et difficiles, lui concilient l'estime et la confiance. »

Cependant, il était toujours sous la surveillance de la police ! Il y avait là une injustice que le Préfet eut à cœur de réparer. Il entreprit des démarches pour affranchir le jeune docteur de cette humiliante sujétion. Il y réussit et la surveillance fut levée le 3 novembre 1809.

Le préfet de la Haute-Vienne aurait désiré que Faure se fixât à Limoges, où, dit-il, « la plupart des médecins sont très âgés, tandis que le jeune Faure joint à l'activité de son âge l'instruction et la sagesse de la maturité ». Mais notre docteur, n'ayant pas accompli son service militaire, devait, au préalable, régulariser sa situation à cet égard. Le Ministre de la Guerre, saisi de la question, décida qu'il serait, soit employé comme officier de santé aux armées, soit incorporé dans le 66^e régiment d'infanterie, dont le dépôt était à Bordeaux. A laquelle de ces deux solutions s'arrêta-t-on ? Nous l'ignorons. Aussi bien nos renseignements sur Faure se réduisent, pour la suite de sa vie, à peu de chose.

Une courte notice lui est consacrée dans la *Bibliographie générale du Périgord* (1). Nous apprenons ainsi que le docteur

(1) Tome 3, p. 283-284. La *Bibliographie du Périgord* cite du docteur Faure une autre brochure, d'ordre politique également : *Réponse aux Mé-*

Faure publia en 1816 (Paris, Delaunay, in-8°, 71 p.), une relation de son aventure de 1804 sous ce titre : *Encore du Bonaparte, ou le Champ de Mars à la distribution des Aigles, le 14 frimaire an XIII. — Encore du Bonaparte...* Voilà qui semblerait indiquer que l'auteur s'était rallié sans trop de difficulté au gouvernement de la Restauration ! On le croira d'autant mieux, quand on saura qu'il devint par la suite médecin oculiste de la duchesse de Berry. Il n'est peut-être pas téméraire de supposer que le docteur Faure sut faire valoir, pour acquérir cette auguste clientèle, le défi qu'il avait jeté à l'*Ogre de Corse* et la persécution, bien anodine cependant, qu'il avait soufferte. Il n'était pas, à l'époque, de meilleure recommandation.

Qu'advint-il de lui après 1830 et jusqu'à sa mort, à Périgueux, le 21 janvier 1856 (1). Nous savons par le *communiqué* de l'*Echo de Vésone* qu'il exerçait encore en 1852, et, si cet excellent docteur ne s'en fait pas accroire, qu'il avait acquis à Paris une situation médicale importante. Qu'y a-t-il de vrai là-dedans ? Cette énigme ne paraît pas impossible à débrouiller et nous serions heureux que nos confrères voulussent bien nous y aider. On nous objectera peut-être qu'il en est de plus importantes et de plus actuelles, et nous en tomberons volontiers d'accord. Il ne s'agit au plus que d'une anecdote, encore assez mince, et l'anecdote n'est pas de l'histoire, c'est entendu. Reconnaissons, du moins, qu'elle en est la menue monnaie, et n'oublions pas que Mérimée, à qui l'on eût facilement fait dire qu'elle en est l'essentiel, lui a décerné les plus authentiques lettres de noblesse. Et tout le monde conviendra que son arrêt n'est pas de ceux qu'on réforme.

R. VILLEPELET

moires de M^{me} Campestro (Paris, Delaunay, 1828, in-8°, 88 p.) Elle le fait naître en 1783. D'après les documents que nous avons utilisés, Faure devait être de deux ans plus jeune,

(1) *Bibliographie générale du Périgord, loc. cit.*

VARIA

PAPIERS TROUVÉS DANS UN GRENIER

DU BOURG DE CHATEAU-L'ÉVÊQUE

I. Du 29 mars 1659. — Procès-verbal de l'état du moulin du Pont de la Cité, délaissé par Charles d'Abzac de Ladouze, seigneur marquis dudit lieu, Vern, Barrière, maison noble de Périgueux, baron de Las-tours, maréchal des camps et armées du Roi, habitant de Ladouze, à Jeanne d'Abzac de Ladouze, épouse de Jacques de Labermondie, seigneur dud. lieu, La Chapelle et autres places, habitant de la Cité.

II. Sept pièces concernant les domaines de Labrousse et de Blanquet, paroisse de Coursac, appartenant à Arnaud Souc, s^r de Plancher, conseiller au présidial de Périgueux :

2 août 1683. — Saisie féodale de ces métairies, pratiquée à la requête de Guillaume Le Boux, évêque de Périgueux, comme seigneur de Coursac.

27 novembre suivant. — Procès-verbal de l'état desdites métairies à la requête du s^r de Plancher, qui les avait acquises, le 24 juin précédent, de Claude d'Aloigny, seigneur du Puy-Saint-Astier, et de Charles d'Aloigny, s^r de La Rolphie, père et fils.

22 mars 1684. — Retrait d'une police intervenue au sujet des mêmes biens entre les mêmes parties.

13....1685. — Renonciation à certains droits en faveur du s^r de Plancher par Marie Dalesme, veuve dud. s^r de La Rolphie.

26 septembre 1698. — Défense, signifiée par Léonard Merlhie, sergent royal, à la requête du s^r de Plancher, aux métayers voisins Gourinaud et consorts, d'avoir à charroyer du vin à travers les terres de Labrousse et de Blanquet, à peine de tous dommages et intérêts.

7 août 1753. — Procès-verbal de l'état des bâtiments de ces métairies, à la requête d'Annet-François Souc, docteur en théologie, abbé de Saint-Astier, leur propriétaire, en qualité d'héritier de ses père et mère les feus seigneurs de Plancher et de Barnabé.

16 mars 1757. — Acquisition par ledit abbé des s^{rs} Antoine Bourdeillon, père et fils, demeurant à Maison-Haute, paroisse de Coursac, d'un petit corps de biens situé dans les dépendances du village de Blanquet. Acte suivi des quittances de lods et ventes, signées par l'évêque de Macheco, le curé de Saint-Front et le syndic de l'hôpital Sainte-Marthe, de Périgueux.

III. 27 juin 1787. — Sommation faite par Jean-Joseph de Souc de La Garelle, seigneur de Beauvais, Fontroubade, La Rochette, Plancher, Berbiguière, Marnac et autres places, demeurant au château nommé Castel-Fadèze, situé près le Pont de la Cité, paroisse de Saint-Jean de la Cité, près Périgueux, fils du feu s^r de La Garelle et de la dame de Cheyrade, héritier d'Annet Souc de Plancher, sgr de Berbiguière, à la place de feu François J.-B. Souc de Plancher, à Jean Decous de Lapeyrière, ancien greffier en chef de la juridiction ordinaire de la ville de Périgueux, demeurant à Puyarri, paroisse de Boulazac, à l'effet de se désister d'un pré situé au Pont, paroisse de Saint-Georges de Périgueux.

IV. 1781-2 et 1787. — Trois pièces judiciaires relatives aux affaires de la succession de François-Eymeric de Mèredieu, seigneur de Mesplier, paroisse de Preyssac-d'Agonac.

A. D.-D.

NÉCROLOGIE

M. GABRIEL COURTEY

Une figure bien périgourdine vient de disparaître, par la mort de M. Gabriel Courtey. La longue existence de cet homme de bien, la retraite que lui imposait, en dernier lieu, son âge avancé, n'avaient pu faire oublier son caractère affable et les services qu'il avait rendus.

Longtemps banquier à Périgueux, malgré les difficultés de cette profession, il s'était acquis l'estime publique et la reconnaissance d'un grand nombre.

Sa compétence et sa droiture l'avaient désigné pour remplir des missions de confiance et de dévouement. C'est ainsi qu'il fut longtemps administrateur de l'hospice, membre fondateur de l'orphelinat de la Miséricorde ; il se consacra également à des œuvres ouvrières de secours mutuels et aux conférences de Saint-Vincent-de-Paul.

En 1859, il fut du groupe de ceux qui créèrent la Société d'horticulture et y remplit les fonctions de trésorier, durant de nombreuses années, jusqu'à ce que la vice-présidence active, puis honoraire, lui fussent décernées.

M. Courtey avait trop l'amour du Périgord pour ne pas s'intéresser aussi à notre Société, qui devait si bien mettre en relief l'histoire de

notre contrée et encourager la recherche de ses richesses archéologiques.

Ne trouvait-il pas, du reste, parmi les initiateurs de cette œuvre, le nom de son regretté beau-frère, Alexis Lapeyre, qui fut notre premier trésorier. Au cours de sa longue existence, de terribles épreuves atteignirent M. Courtney, mais soutenu par une grande foi, il les accepta, courageusement, en véritable chrétien.

Il devait porter longtemps le poids de ces souvenirs pénibles et cependant son caractère aimable, sa nature serviable ne furent pas changés. Comme dès sa jeunesse et dans l'âge mûr, le vieillard était resté accueillant pour tous, avec une politesse qu'on dit être d'autrefois, mais nous souhaitons que cette tradition se conserve avec soin. La politesse aimable fait partie de l'accueil périgourdin. Le souvenir de M. Courtney servira d'exemple.

Nous offrons nos sympathiques regrets à son fils, qui a le droit d'être fier de son honorable père.

M. L.

DOCTEUR ADRIEN BEAUCHAMPS

Ceux-là seuls qui ont assisté aux obsèques du docteur Adrien Beauchamps, peuvent se rendre compte des regrets que sa disparition a soulevés et de la place prépondérante qu'il occupait dans la région qu'il habitait. La foule qui est allée chercher son cercueil à la maison où il a passé ses jours pleins de labeur, pour l'accompagner au petit cimetière d'où l'on voit se dérouler la belle plaine de la Dordogne qu'il a parcourue si souvent, était composée des éléments les plus divers ; mais ce qui dominait, c'était la masse des humbles, de ces travailleurs des champs de toutes les communes environnantes, qui étaient venus apporter un dernier adieu à celui qui avait passé sa vie à les soigner et à leur rendre service. Au milieu d'eux on voyait des amis particuliers, des prêtres, des hommes politiques, aussi bien ceux dont il avait été le porte-drapeau, que d'autres dont il avait combattu les principes et les tendances, mais qui ne pouvaient s'empêcher de reconnaître sa bonne foi, son courage civique et sa parfaite loyauté.

Jean-Adrien Gouyou-Beauchamps, naquit à Pontours le 4 janvier 1855.

Il fit presque toutes ses études classiques au collège de Saint-Joseph, de Sarlat. Ses parents y avaient trouvé ce double avantage d'avoir

leur enfant tout près d'eux, et de lui faire donner, en même temps qu'une solide instruction, une éducation profondément religieuse, ce à quoi ils tenaient particulièrement. Il quitta Sarlat en 1871 pour le collège Sainte-Marie, à Toulouse. Il en sortit l'année suivante avec les deux diplômes de bachelier ès-lettres et de bachelier ès-sciences.

A cette époque, M^{sr} Dupanloup, évêque d'Orléans, était un des hommes de France les plus en vue. Il avait tenu au grand concile de Rome le rôle de chef d'école ; cette attitude suivie de sa soumission sans réserves aux décisions du concile contraires à tout ce qu'il avait enseigné et soutenu, l'avait signalé aux croyants du monde entier, comme un orateur entraînant, un savant admirablement documenté, et un chrétien catholique doué des plus belles vertus. Sa courageuse résistance à l'autocratie prussienne lorsque sa ville épiscopale fut envahie par l'armée d'invasion en 1870, avait été récompensée par une élection triomphale à l'Assemblée Nationale de 1871 : il en fut un des membres les plus actifs et les plus éminents. Le Petit-Séminaire de la Chapelle Saint-Mesmin, qu'il dirigeait avec tant de distinction et de paternelle autorité, était déjà en pleine prospérité, sous l'Empire. La nouvelle fortune politique de l'évêque attira, de toutes les parties de la France, de nouveaux élèves désireux de recevoir ses conseils et de suivre ses directions.

Parmi ceux-ci, on compta Adrien Beauchamps. Il prit ses premières inscriptions de médecine à la Faculté de Paris. Les études de la première année étant surtout des travaux de cabinet et n'exigeant pas la présence des élèves dans les hôpitaux, Beauchamps résida et prépara ses premiers examens à La Chapelle Saint-Mesmin. Puis lorsqu'il fallut prendre contact avec les malades, et écouter les leçons des maîtres dans les divers services pratiques, Beauchamps se fixa à Paris. Il fut classé dans un bon rang *externe des hôpitaux*, et fut reçu docteur en médecine en avril 1879.

Il revint aussitôt à la maison natale où il était impatientement attendu, non seulement par sa famille, mais par la population tout entière qui ne tarda pas à le lui montrer d'une façon effective. Il fut élu conseiller municipal de la commune de Pontours en 1880, maire le 23 janvier 1881, et conseiller général pour le canton de Cadouin à la fin de la même année, le 25 décembre 1881. Il n'a pas cessé d'être réélu. Il semble bien que c'étaient là les seuls honneurs qu'il ambitionnât : les suffrages de ceux qui l'entouraient et qu'il voyait chaque jour, parce qu'il les considérait plutôt comme une preuve d'affection que comme un acte politique. Il les recherchait cependant,

ces titres, parce qu'ils lui permettaient de défendre avec plus de force et d'autorité les intérêts et les droits de ceux qu'il aimait.

Bien souvent on l'avait poussé à des ambitions plus hautes : il avait toujours résisté, ne voulant pas rompre les liens puissants qui l'attachaient à la terre natale. Sur les sollicitations renouvelées de ses amis, il finit par se décider à se présenter à la députation. Il recueillit d'abord un nombre de voix très important, mais ne fut pas nommé. Il fut élu plus tard député de Bergerac, à l'élection partielle du 28 avril 1912.

Au Conseil général il se spécialisa dans les questions des voies de communication, et il fit presque constamment partie de la Commission des chemins vicinaux. Médecin de campagne, allant dans toutes les communes et dans tous les villages de la vallée de la Dordogne, il se rendait compte chaque jour combien il importe à l'activité et à la facilité de la vie et des relations d'avoir des routes nombreuses, bien tracées et bien entretenues. Il consacra tous ses soins à pousser le département de la Dordogne et les communes à terminer et améliorer le réseau vicinal. Ce fut lui qui fut l'apôtre de la création de la route, prise sur le lit de la Dordogne, reliant Calès à Badefols, qui ouvrit une nouvelle voie de communication entre les cantons de Lalinde et Sainte Alèvre, par Trémolat.

Au moment où il arrivait à la Chambre, les nouvelles mesures militaires prises par l'Allemagne avaient fini par émouvoir l'opinion publique et le Gouvernement. C'était le moment où M. Barthou, président du Conseil, eut le courage de braver l'hostilité de certains politiciens puissants, de présenter et de faire voter par le Parlement la loi qui ramenait à trois ans au lieu de deux années seulement la présence des soldats sous les drapeaux. Cette loi avait pour corollaires les lois sur l'amélioration de la situation des officiers et sous-officiers, la constitution des cadres et la fixation des effectifs des différentes armes. Beauchamps s'associa par son vote à toutes ces mesures de salut, qui venaient à peine d'être appliquées, lorsque la déclaration de guerre de l'Allemagne vint démontrer la patriotique clairvoyance de ceux qui les avaient adoptées.

Une autre grave question agitant les esprits depuis plusieurs années : on n'eut pas le temps de la résoudre définitivement avant le mois d'août 1914 ; mais elle n'est qu'assoupie, et il faudra bien donner une solution au problème posé, dès que la paix sera rétablie. C'était la réforme électorale réclamée par tous les partis politiques, tant le régime actuel paraissait défectueux. Beauchamps vota en faveur de

la modification de nos lois électorales, et de la représentation des minorités.

Sans entrer dans le détail des votes émis par lui pendant la durée de la législature, il faut noter qu'il vota *pour* l'amnistie, les caisses des écoles, la suppression des sous-préfets sans laquelle tout projet de décentralisation est mort-né, et les allocations journalières aux familles. Il vota *contre* l'ouverture d'un crédit faisant célébrer aux frais de l'État les obsèques du général Picquart, ancien ministre de la guerre, célèbre par le rôle joué par lui dans les différentes affaires Dreyfus et *contre* le projet relatif à la défense de l'école laïque, qu'il considérait comme destiné surtout à persécuter les professeurs et directeurs des écoles libres.

Il vota pour M. Paul Deschanel pour la présidence de la Chambre des Députés et pour l'élévation de M. Poincaré à la présidence de la République.

Il y a lieu de s'étendre un peu plus sur deux questions dans la discussion desquelles il eut un rôle plus en vue et prépondérant.

Le 4 novembre 1913, il présenta une proposition de loi ayant pour objet d'augmenter le nombre des croix de la Légion d'honneur, attribuées chaque semestre au Ministère de l'Agriculture. La commission qui examina cette proposition, nomma rapporteur M. Dariac avec mission de conclure favorablement. Le projet de loi figurait à l'ordre du jour de la Chambre et il eut été certainement adopté, si la clôture de la session n'eut empêché la délibération publique.

En sa qualité de maire d'une petite commune, il avait été frappé de voir les lourds prélèvements exercés par le Département sur les ressources vicinales des communes ; aussi dans la discussion de la loi autorisant les communes à supprimer l'impôt des prestations, à charge de le remplacer par un impôt en argent, il fit décider, malgré l'opposition du Gouvernement, que sur les ressources ainsi créées, on limiterait la part que les départements seraient autorisés à prélever pour l'entretien des chemins dont ils ont la charge. Son amendement est devenu l'article 3 de la nouvelle loi.

En 1914, par suite de la diminution de la population dans l'arrondissement de Bergerac, cet arrondissement n'eut plus droit qu'à un seul député. Beauchamps ne fut pas réélu.

A ce moment il était déjà très malade. Il ne se soutenait et il ne continuait ses visites aux malades que par une énergie indomptable.

Malgré les conseils de ses proches et de ses amis qui ne doutaient pas de son courage et de son dévouement, mais qui doutaient de ses forces, il prit du service comme médecin dès le début des hostilités,

et comme toujours il demanda à se charger des missions les plus dures. Il fut affecté au service des trains sanitaires, et il travailla depuis le 7 août jusqu'au 10 septembre 1914, c'est-à-dire jusqu'au moment où il fut complètement épuisé par l'effort. Pendant cette courte période, il évacua des blessés venant de Consenvoye, Verdun, Dugny, et Saint-Mihiel ; à Troyes, il se trouva dans la nécessité de procéder au triage et à l'envoi en arrière, en un seul jour, avec le concours d'un seul collègue, de 3.000 blessés.

De retour chez lui, il ne voulut pas s'avouer vaincu par la maladie, et chaque jour il se faisait conduire en automobile, dans les environs, pour donner ses soins aux malades et aux blessés qui avaient été évacués dans trois formations sanitaires. Mais la maladie s'aggrava et il succomba le 14 octobre 1916.

Sa vie privée comme sa vie publique fut un exemple.

Marié le 3 octobre 1882 à la mairie de Périgueux avec M^{lle} Jeanne Mauriac, et le lendemain à l'église de Saint-Aquilin, il eut un grand nombre d'enfants, dont plusieurs déjà mariés eux-mêmes lui ont donné une belle couronne de petits-enfants.

Par son mariage il était devenu l'allié de la famille Saintmartin, bien connue à Périgueux, et le neveu du docteur Mauriac, médecin des hôpitaux à Paris, très répandu dans le monde des lettres et des arts, dont la magnifique bibliothèque est maintenant installée à Pontours.

Le docteur Beauchamps a vécu une belle vie qu'il est facile de résumer en quelques mots : constamment guidé par un haut idéal, il fut un croyant fervent sans arrière-pensées ; il pratiqua, avec une parfaite rectitude, les principes qui lui furent chers. Il fut l'homme d'une unique doctrine qu'il défendit par la parole et par l'exemple.

Sa mort fut digne de sa vie. Il la vit venir sans défaillance, et se remit confiant entre les mains de Celui qui donne la vie et qui récompense dans l'au-delà ses fidèles serviteurs.

E. DECOUX-LAGOUTTE.

LOUIS SIMON

Nous n'en sommes plus, hélas, à compter les vides que la guerre a creusés dans nos rangs. Après René de Frémont, les abbés Chanteloube et Cloder, Charles Devin, le capitaine d'Epinay, elle nous a pris Louis Simon, tombé au champ d'honneur le 14 novembre 1916. La nouvelle

de la mort glorieuse de notre confrère, dès qu'elle fut connue à Périgueux par une communication privée, y provoqua une émotion unanime, par laquelle on peut mesurer l'étendue des regrets qu'il laisse après lui. Elle a été vivement ressentie dans notre Société, où Simon s'était acquis l'affection de quelques-uns, l'estime de tous. Qu'il me soit permis d'ajouter que, personnellement, je perds en lui un ami très cher, un ami de toujours. Il suffit de connaître le prix d'une amitié d'enfance, pour savoir que les amitiés de cette sorte ne se remplacent pas.

D'une famille originaire du Gers, mais qui, depuis près d'un demi-siècle, a droit de cité parmi nous, Louis Simon était Périgourdin, et de Périgueux même, où il était né le 16 août 1873. Il y a toujours vécu, étant fortement attaché à notre petite patrie, et, si sa destinée n'eût pas été brusquement abrégée, il aurait certainement réalisé pour sa part ce vœu du poète,

Naître, vivre et mourir dans la même maison,

d'une application si rare à notre époque. Cette maison, tout le monde la connaît à Périgueux, et nul n'ignore que, si le digne père de notre regretté confrère l'a matériellement trouvée toute construite, il s'y est créé, au cours d'une longue et probe carrière de labeur opiniâtre, une situation solide, et l'a proprement faite sienne. Simon n'avait d'autre ambition que d'y continuer l'œuvre paternelle. Cette œuvre n'eût assurément pas décliné entre ses mains.

Bien qu'il ait de tout temps destiné son fils à la profession qu'il exerçait lui-même, le père de Louis Simon tint, et c'est tout à son honneur, à ce qu'il reçût une forte instruction classique. L'enfant y était, d'ailleurs, préparé par ses dons naturels, un esprit délié et appliqué, une grande facilité d'assimilation, le goût du travail méthodique et persévérant.

Il fit toutes ses études au lycée de Périgueux jusqu'au baccalauréat inclusivement, et s'y classa constamment à la tête de ses camarades. Egalement doué pour les lettres et pour les sciences, il n'eût tenu qu'à lui de s'orienter, au sortir du lycée, vers une de ces carrières qui, d'ordinaire, tentent les jeunes gens, et il n'est pas douteux qu'il eût pu y réussir autant et mieux que beaucoup d'autres. Mais il ne se laissa pas tenter par une chimère, qui, souvent, se révèle décevante à l'usage, et il se résolut à suivre la carrière paternelle et à s'y perfectionner. Qui pourrait l'en blâmer ?

Je le retrouvai à Paris, acceptant avec courage les petits ennuis d'un apprentissage assez rude, en plaisantant même, et je me sou-

viens que je le rencontrais fréquemment au Théâtre Français, où il aimait à venir se retremper, après une journée de dur labeur, dans l'admiration des classiques à laquelle il restait fidèle.

Cette forte culture que Simon avait reçue et soigneusement entretenue, explique la part qu'il voulut et sut prendre plus tard, une fois installé à Périgueux, dans l'heureux et rapide essor de ce mouvement littéraire régional qui s'est manifesté par la fondation de la Société du *Bournat*. Simon y coopéra activement, aux côtés de plusieurs de nos confrères.

Il ne m'appartient pas d'apprécier ici la collaboration qu'il donna au *Bournat*, soit comme secrétaire général, soit comme auteur de divers essais, en vers et en prose, qui furent publiés jusque dans ces derniers temps par la revue de cette Société. Au front même, il n'oubliait pas son cher *Bournat* et il lui envoyait aussi souvent qu'il pouvait des impressions de tranchées, au tour vif et amusant, que n'oublieront pas ceux qui les ont lues. Tous ces essais portent la marque des qualités distinctives de l'esprit de leur auteur : sentiment des belles choses, finesse, humour de bon aloi.

Les fonctions que Simon remplissait au *Bournat* absorbaient le peu de loisirs qui lui restait. Aussi ne put-il collaborer à notre *Bulletin*. Mais il m'a dit souvent qu'il suivait assidûment nos travaux et qu'il communiquait avec nous dans le culte de notre cher Périgord, qu'il aimait ardemment. Nous garderons le souvenir de ce bon ouvrier d'une œuvre parallèle à la nôtre et qui portera des fruits durables.

A la mobilisation, Simon était adjudant au 93^e régiment territorial. Compris dans un détachement de renfort à destination du 250^e régiment d'infanterie en décembre 1914, il se trouva tout de suite en pays de connaissance dans ce corps, recruté en grande partie de Périgourdins, et il s'y fit rapidement apprécier et aimer. Lorsque, dans le courant de l'été dernier, il changea de corps mais non de milieu, Simon était sous-lieutenant. Je le vis pour la dernière fois quand il vint à Périgueux en permission, en septembre. Je le trouvai tel que je l'avais toujours connu, plein de vaillance et de belle humeur. Deux mois après, il tombait sur le champ de bataille !

Nous connaissons les circonstances de sa fin par deux lettres qu'écrivirent quelques jours après l'événement deux officiers bien placés pour être renseignés et que M^{me} Louis Simon a bien voulu nous communiquer. Nous citons textuellement :

« Sous une enveloppe volontairement modeste, Simon cachait un cœur d'or, un esprit fin, une conscience élevée du devoir, de hautes qualités de droiture et d'énergie, un calme et un courage remarqua-

» bles surtout dans les moments difficiles ou pénibles. Son dévouement
» pour ses hommes était légendaire, et c'est en le pratiquant qu'il est
» tombé au champ d'honneur. Le 14 novembre, il se trouvait avec sa
» section en première ligne devant A..., lorsqu'il apprit que deux de
» ses hommes venaient d'être ensevelis par un obus. Il se porta aus-
» sitôt à leur secours malgré un violent bombardement, et c'est au
» cours du trajet qu'il fut atteint mortellement par un obus. Il a
» vécu à peine quelques minutes sans reprendre connaissance. Son
» corps repose à S..., dans la tranchée même qu'il a si vaillam-
» ment défendue. La cérémonie de l'inhumation a été présidée par le
» lieutenant co'onel commandant le régiment qui lui a dit les der-
» nières paroles d'adieu, au milieu de l'émotion de tous. Une croix
» porte son nom.... »

Nous n'affaiblirons par aucun commentaire le jugement ainsi porté sur notre confrère par deux de ses compagnons d'armes qui furent les témoins directs de sa conduite au front et de sa fin glorieuse. Nous savons par eux qu'une proposition de citation à l'ordre de l'Armée a été faite en faveur de Louis Simon. Cette récompense posthume sera bien due à la valeur de notre ami regretté. Puisse-t-elle adoucir un peu la douleur immense de la famille qui le pleure !

R. V.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente les Arènes de Périgueux vers 1760 ; — et la 2^e, la Grotte de Miremont, plan et coupes. — Le château de Fleurac.

Le gérant responsable, H. ETourneau.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XLIII (1916)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT SAUD, membre de la Société.

SOMMAIRE

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Règlement intérieur.....	9
Tableau des membres de la Société morts pour la patrie pendant la guerre de 1914-1916.....	10
Liste des membres.....	11
Sociétés correspondantes.....	30
Séance mensuelle du 2 décembre 1915.....	32
— du 6 janvier 1916.....	40
— du 3 février.....	85
— du 2 mars	90
— du 6 avril.....	153
— du 4 mai.....	160
Assemblée générale du 27 mai.....	205
Séance mensuelle du 6 juillet.....	212
— du 4 août.....	253
— du 7 septembre	260
— du 5 octobre	301
— du 9 novembre	306
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1915) (M. Maurice FÉAUX).....	50

Le roi Henri IV et le comté de Périgord (M. R. VILLE- PELET).....	53 et 111
Où était ce monument (M. Ch. D.).....	73
Fondation de la chapellenie de Saint-Léonard des prisons de Périgueux (1600) (M. F. V.).....	75
Afferme du droit de boucherie pour les cochons au bourg de Saint-Privat en 1756 (M. A. DUBUT).....	79
Une petite nièce de Fénelon (M. A. D.-D.).....	81
Variations des prix des Editions <i>Princeps</i> des <i>Essais</i> de Montaigne (M. Ern. LABADIE).....	101 et 165
Dépense de route d'un gentilhomme, de Ladouze à Brive et à Bourdeille en 1608 (M. F. V.).....	130
Procès-verbal constatant les dégâts de l'hiver de 1709 à Nontron (M. R. D.).....	134
Le chevalier de Lagrange-Chancel. Son voyage en Périgord (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	136 et 189
Le Moulin du Pont de la Cité en 1607 (M. F. V.).....	181
Codicille du testament de M ^{sr} de Souillac (M. Xavier du PAVILLON).....	185
Procès-verbal de tirage et de revision de la milice paroissiale de Saint-Paul de Serre (1750) (M. Ch. AUBLANT).....	187
Excursion archéologique à Ecornebœuf, à la grotte de Campniac et à La Boissière (M. E. Roux).....	220
Archives du chapitre de Périgueux (M. A. DUJARRIC-DES- COMBES).....	223
L'ermitage du Pont de la Cité (M. Ch. D.).....	229
Contrats d'apprentissage de la région de Mussidan, au xviii ^e siècle (M. A. GRENIER).....	230
Ex-libris d'H. de Bertin et de Beaumont, premiers barons du Périgord (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	234
L'origine de de Mourcin. Son alliance avec les Rafailac de la Servolle (M. Al. BEAU-VERDENEY).....	240
La seigneurie de Montpon en Périgord (1344-1789) (M. Daniel DE LAGE).....	271
Le Moulin du Toulon en 1607 (M. F. V.).....	281
Hommage au roi Louis XIV du repaire noble de Pagenal (M. G. LAFON).....	285

Extrait du deuxième volume des Voyages du chevalier de Lagrange-Chancel (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES). 287 et 322	
L'ermitage du Toulon (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	319
La levée des cochons dans le district de Ribérac en l'an III de la Révolution française (M. A. DUBUT).....	336
Un médecin périgourdin conspirateur en 1804 (M. R. VILLEPELET).....	341

VARIA

Note pour servir à l'illustration de la truffe (M. R. V.)...	198
Bulle du pape Grégoire IX concernant le diocèse de Périg- ueux (M. R. V.).....	250
Papiers trouvés dans un grenier du bourg de Château- l'Evêque (M. A. D.-D.).....	352

NÉCROLOGIE

Edmond Lespinas (M. E. DECOUX-LAGOUTTE).....	148
M. Jacquinot de Presle (M. R. V.).....	201
M. Cyprien Girard de Langlade.....	201
M. Gabriel Courtney (M. M. L.).....	353
Docteur Adrien Beauchamps (M. E. DECOUX-LAGOUTTE)..	354
Louis Simon (M. R. V.).....	358

PLANCHES

✓ Entrée nord-ouest du château de Montignac.....	54
✓ Vue du donjon de Montignac prise du faubourg de Beyna- guet.....	58
✓ Hôtel des Lagrange-Chancel, actuellement mairie de Périgueux.....	136
✓ La Guinguette, maison de plaisance des Lagrange-Chan- cel, boulevard Saint-Hilaire à Périgueux.....	140
✓ Portrait de M. Lespinas.....	148
✓ Le Moulin du Pont de la Cité.....	182
✓ L'Ex-libris de Henry de Bertin, ministre de Louis XV...	234

✓ L'Ex-libris de Christophe de Beaumont, officier général..	238
✓ Périgueux vu du pont de Tournepiche.....	294
✓ La place du Coderc et le Consulat de Périgueux démoli en 1830.....	296
✓ Les Arènes de Périgueux vers 1760.....	322
✓ La Grotte de Miremont, plan et coupes. — Le château de Fleurac.....	324



A

Abbeyes, couvents, etc. — Voir *Saint-Amand, Tourtoirac, Saint-Léonard, Vauclaire, Saint-Lazare, Fontaines, communautés.*

Abzac (Famille d'), 181, 282, 332, 352.

Aillac, cant. de Carlux, 126.

Albret, comtes de Périgord (Les d'), 56 ; — seigneurs de Montpon, 273.

Ans (Châtellonie d'), 64 et suiv., 112 et suiv.

Anthropologie. — Objets divers, 96, 253, 309-11.

Antoniac, com. de Razac, 142, 144.

Arlot (Famille d'), 63, 117.

Armées et Questions militaires, 38, 39 ; — milice de Saint-Paul-de-Serre, 187 ; — gardes du Corps, 208.

Armoiries — Châteaufort dit Bras-de-Fer, 189 ; — familles Bertin, 236-7 ; — de Beaumont, 238 ; — villes de la Dordogne, 305.

Atur, Marsaneix. — Vente de la justice, 111.

Auberoche (Châtellonie d'), 64.

Aubeterre (Sires d'), 255.

Aublant (Charles). — Silex taillé, 36 ; — milices en 1750, 163, 187 ; — passeport, 208.

Augustins, 296.

Aydie (Famille d'), 267.

B

Bacharetie (Famille). — Seigneurie de Montpon, 278.

Badefols (Famille et Châtellonie), 64, 111.

Barrière (Hélie de), 255.

Bastides. — Coutumes, 254.

Bayle (Emile). — Question bibliographique, 48.

Beau-Verdeney (Alexis). — Documents anciens, 159 ; — famille de Mourcin, 240.

Beauchamps (Docteur Adrien). — Décès et nécrologie, 307-354.

Beaumont (Comte Ch. de). — Destruction du logis de Champniers, 265.

Beaumont (Christophe de). — Ex-libris de cet officier général, 48, 234.

Belhade (Famille de), 276.

Belzunce (Famille de). — 124 ; — seigneurie de Montpon, 277.

Bénédictines, 298.

Bergerac, 61, 115-6, 219.

Bertin. — *Ex-libris* de ce ministre, 48, 88, 97, 234 ; — anecdote, 218.

Bibliographie périgourdine, 48, 98, 101, 165.

Biran (Maine de), conseiller général, 88.

Blanc. — Voir Le Blanc.

Bonneguisse (Mgr de). — Cathéchisme et intronisation, 46.

Born, com. de Blis, 332.

Bouilhem, com. de Montagnac-d'Auberoche, 331.

Bourdeille (Marquis de). — Pièces anciennes, 97 ; — vieille gravure, 157.

Boysson (Richard de). — Documents recherchés, 37 ; — *la Ligue*, 314.

Bretagne (Jean de), 56.

C

Caiez d'Epinay (Colonel). — Décès, 261.

Catherine, duchesse de Bar, 60 et suiv.

Caumont-La Force (Famille de), 60, 61, 116, 118.

Celles, cant. de Montagnier. — Registres de catholicité, 99.

Cescaud (Denis de), 290.

Chabannes (Aimery des), 55.

Chabrignac (Abbé), 270.

Chalon (Comte de), 69.

Champniers. — Destruction du vieux logis, 265.

Chapdeuil (Le), cant. de Montagnier, 289.

Chapelle (Antoine), 63.

Chapelle-Gonaguet (La), 291.

Chapt de Rastignac (Famille), 65, 270. — Voir *Rastignac*.

Chalusset, com. de Jumilhac, 120.

Chancel (Famille de). — Voir *Lagrange*.

Chancelade, cant. de Périgueux, 291.

Change (Le), 113.

Chapelle-Faucher (La). — Incendie du château, 261.

Chapelle-Montabourlet (la), cant. de Verteillac. — Cloche, 88.

Chapon (Louis de), 144.

Château-Barrière, 73-5.

Chavagnac (Paroisse et famille de), 256.

Cherval, cant. de Mareuil, 288.

Chourgnac-d'Ans, cant. d'Hautefort, 64.

Clarisses, 298.

Clergé. — Visite épiscop. à Celles, 99 ; — archives du Chapitre de Périgueux, 223 ; — bulle de Grégoire IX ; — voir *Saint-Léonard*, *Abbayes*, *Communautés*.

Combeau (Pierre), 164.

Communautés, congrégations, etc. — Voir *Abbayes*, *Augustins*, *Bénédictines*, *Clarisses*, *Cordeliers*, *Foi*, *Fontaines*, *Jacobins*, *Jésuites*, *Notre-Dame*, *Récollets*, *Ursulines*, *Visitandines*.

Corbier (Baron de). — La vicomté de Lomoges, 53.

Cordeliers, 298.

Cernac, cant. de Thiviers, 65, 119.

Coulaures. — Vente de la châ-tellenie, 111.

Courbefy (Châtellenie de), 63.

Coursac (Métairies dans), 352-3.

Courteault (Paul). — Les sculpteurs Thibaut et Gaullier, 312.

Courtay (Gabriel) nécrologie, 353.

Contras (Gironde), 334.

Cousages (Seigneurie de), 256.

Cros (Le), fief, 326.

D

Déalis (Famille), 276.

Decoux-Lagoutte (E.). — E. Lespinas, 148 ; — le docteur Beauchamps, 354.

Degoy (Chanoine), 270.

Delfau (Guillaume), 270.

Denrées (Taxation de), 98.

Desmoullins de Leybardie (Famille). — Seigneurie de Montpon, 278.

Dessins, gravures, etc. — Tryptique, 87.

Devise (La), com. de Saint-Barthélemy, 276, 280.

Dordogne (Département de la). — Solennités en 1816, 208.

Double (La), 334.

Dubet (Gaston). — Don au Musée, 156.

Dubut (Annet). — Communica-tions diverses, 38, 336 ; — af-ferme à Saint-Privat, 79 ; — ré-quis. de cochons, 336.

Duchesne (Philibert), 111, 112.

Dujarric-Descombes (Albert). — Commun. diverses, 39, 48, 87, 98, 157, 352 ; — Gabrielle de Salignac, 46, 81 ; — regist. par. de Celles, 99 ; — voyages de L. de Lagrange-Chancel, 136, 189, 322 ; — archives du Chapitre de Périgueux, 224 ; — notice sur Celles sous la Révolution, 259 ; — note sur les d'Aydie, 267 ; — ermitage du Toulon, 313, 319 ; — sgrs de la Tour Blanche, 308 ; — victimes des septembriseurs, 316 ; — papiers divers, 352.

Dumantet (Louis). — Seigneurie de Saint-Louis, 124.

Dupont (Pierre), 62.

Dupuis (François). — Vieille chanson, 89, 161.

Durand (Charles) — Monu-ment dans Périgueux, 73 ; — er-mitage du pont de la Cité, 229, 257.

Durieux (Joseph). — Geoffroy de Montalque, 36 ; — commun. diverses, 46, 88, 159, 163, 219, 269, 305 ; — Gardes du Corps au xviii^e siècle, 208 ; — solennités en 1816, 208 ; — notes sur Féné-lon et Saint-Cyr, 257 ; — victi-mes des septembriseurs, 314.

E-F

Ecornebœuf. — Excursion, 220.

Empire (Epoque de l'). — Voir *Faure*.

Ex-Libris. — Bertin et Beaumont, 48, 88, 97, 231.

Eglise-Neuve, 112.

Eyzerat, cant. de Thiviers, 65.

Faure (Nicolas-Jean). — Médecin conspirateur, 318, 341.

Fauvel (Famille), 329.

Fayolle (Marquis de). — Cousteaux anciens, 309 ; — Vauclaire, 312.

Féux (Maurice). — Gestion de la Société, 50 ; — objets préhistoriques, 95, 310.

Fénage (Le), com. de Saint-Michel-Léparon, 255-6.

Fénelon, 257.

Fenestra (Podium de la). — Situation inconnue, 255.

Fleurieu (Comte A. de). — Tuile, 88.

Foi (Dames de la), 297.

Foix (Famille de). — Châtel. de Montpon, 124.

Foix (Maison de). — Seigneurie de Montpon, 275.

Fontaines, cant. de Mareuil, 287-8.

Fontenelles, com. de Menesplet, 280.

Foucauld (Jean de), commissaire du Roi, 61 et suiv., 112.

Foucault-Pontbriand (Famille de), 318, 329.

Fournier-Sarlovèze (Comte). — Dessin, 87.

Frayssé, com. de Terrasson, 331.

Frenet (Ernest). — Décès, 32.

Frenet (Madame). — Don de documents, 44.

Front (Saint). — Voir *Saint-Front*.

Fumel (Famille de), 291.

G

Gélard (Famille de), 287.

Garde (La), com. de Siorac, 336.

Gaullier. — Sculpteur, 312.

Gavelle. — Communication, 266.

Génis, cant. d'Excideuil, 112.

Gérard (François de), 127.

Grégoire IX. — Bulle, 250.

Grenier (Amédée). — Contrats d'apprentissage, 158, 230.

H-I-J

Hautsfort (Famille d'), 64, 126, 266, 331, 332.

Helie de Collonges (Charles), 65.

Henri IV. — Aliénations dans son domaine périgourdin, 53.

Hospices et hôpitaux, à Péri-
gueux, 296 à 300.

Jacobins, 297.

Jarrige (Pierre), 64.

Jésuites, 296.

Jaumard (Famille de), 286,
335.

Julliot (Famille), 275-6.

L

Labadie (Ernest). — Editions
de Montaigne, 98, 101, 165.

Laborie (François de), 75-7.

Labrousse (Famille de), 122,
333.

La Crompte (Famille de), 335.

Ladoire de Chamizac (Simon
de). — Décès, 39.

La Faye (Famille de), 66, 111.

Lafon (Gabriel). — Hommage
de Pagenal, 266, 285.

Lage de Lombrière (De). —
Notice sur Montpon, 207.

Lage (Daniel de). — Seigneu-
rie de Montpon, 271.

Lagrange-Chancel (Louis dit
le chevalier de). — Ses voyages
en Périgord, 136, 189, 207, 287,
322.

Lalinde, 117.

Lamberterie (F. de), 328.

La Mothe, com. de Saint-Ai-
gnan, 331.

Langlade (Cyprien de). — Dé-
cès, 153, 201.

Lardimalie, com. de Saint-
Pierre-de Ch., 329.

La Rochefoucauld (Famille). —
Evêques massacrés en 93.

La Rochelle (Jean de), grand
maître de l'Université de Paris,
216-8.

Lascoups (Pierre de), 119.

La Tombelle (Baron de). —
Manuscrits *neumatiques* de Ca-
douin, 263.

Latourblanche, cant. de Ver-
teillac, 288 9.

Lau (Mgr du), 316.

Laubarède (E. ie), 76.

Laurière (Famille de), 207.

Le Blanc (Jean), 63, 111.

Légé, com. de Lajemaye,
335.

Léonard (Saint-), 76.

Lespinas (Edmond). — Décès
et nécrologie, 90, 148.

Lestrade (Famille de), 121.

Limeyrac, 332.

Lisle, cant. de Brantôme, 290.

Losse (Château et Famille de),
330.

Loss (N. de), 62, 128.

Loubejac, cant. de Villefran-
che, 127.

Louis XVIII. — Inaugurations
de bustes, 209.

M

- Magne** (Pierre), 46.
- Marchant**. — Documents anciens, 257.
- Margat** (Georges). — Commun. sur *Præmium strictæ orationis*, 34.
- Marnac**, prieuré, 225.
- Maroite**, com. de Grand-Bras-sac, 290.
- Marqueyssac**, com. de Saint-Pantaly-d'Ans, 332.
- Marqueyssac** (Jean de), 64, 114.
- Marsac**. — Fontaine intermittente, 326.
- Mas** (N. du), 66.
- Maurens** (Châtellenie de), 61, 115-6.
- Méredieu** (Pierre de), 114.
- Meynardie** (La), com. de St-Privat, 335.
- Miremont** (Grotte de), 323.
- Montaigne**. — Variat. du prix des éditions des *Essais*, 98, 101, 165.
- Montalque** (Geoffroy de), père de Ravaiillac, 36.
- Montfort** (Comté de), 126.
- Montignac-le-Comte**. — Vente de la châtellenie, 67, 69, 126 ; — 329.
- Montozon** (P.-L. de), 141.
- Montpazier**, 118.

- Montpon**, 207 ; — seigneurie, 271.
- Moreaud** (Docteur). — Pierre gravée à St-Pardoux, 253.
- Moruscles** (Châtellenie de), 66, 112, 113.
- Mosnier de Planeaux** (Léon), 63.
- Mouleydier** (Châtellenie de), 61.
- Moulinié** (Madame). — Carreaux émaillés, 303.
- Mourcin** (Famille de), 240.
- Mousson-Lanauze** (Docteur). — Documents anciens, 38.
- Murat** (Etienne), 79.
- Musée**. — Dons, 206, 218, 309.

N-O

- Nailhac**, cant. d'Hautefort, 64, 113.
- Nanteuil**, cant. de Thiviers, 65, 120.
- Narbonne**, com. du Chapdeuil, 290.
- Noblesse périgourdine**. — Appréciation de Lagrange-Chancel, 327.
- Nontron** (Châtellenie de), 65, 121 ; — dégâts en 1709, 134.
- Notre-Dame** (Congrég. de), 296.
- Notre-Dame-de-Sanilhac**, 113.
- Orléans** (Louis duc d'), 56.

P

Pagenal. — Hommage de ce repaire, 285.

Pasquet (François), 65, 113.

Pavillon (Xavier du). — Codicille de Mgr de Souillac, 158, 185.

Payzac, cant. de Lanouaille, 64, 66, 121.

Péchalourgue, fief, 330.

Pellisson (Jules) — Décès, 32

Périgord. — Henri IV et le Comté de P., 53, 111. — Voir le voyage du chevalier de Lagrange-Chancel.

Périgueux, 73-9 ; — moulin et ermitage du pont de la Cité, 181, 229 ; — description par Lagrange-Ch., 292 ; — archives du Chapitre, 223 ; — papiers-monnaie, 305 ; — ermitage du Toulon, 319.

Petithomme-Lafaye (Joseph). — Documents anciens, 303.

Petrocorii. — Etymologie, 262.

Peyronny (Raoul de). — Liste de ch. de Malte, 303.

Pichet (Jean). 315.

Pizon (Le), cant. de Montpon, 276.

Planteau (Mathieu) 286.

Ponchat, 118.

Pons (Marquis de), 119.

Pottier (Craouine). — Compliments poétiques, 41.

Presle (N. Jacquinot de). — Décès, 160, 201.

Pressac (Famille de), 291.

Puynormand (Baronnie de), 60, 68.

R

Rafaillac de La Servolle (Famille), 240 et suiv.

Rastignac, com. de la Bachelerie, 329.

Rastignac (Famille de), 120, 122, 125.

Ravel (Famille de), 207.

Razac-sur-l'Isle, 327.

Récollets, 299.

Restauration (Epoque de la). — Inaugurations, 208.

Révolution (Epoque de la). — Billets de confiance, 218 ; — vic-times des septembriseurs, 314 et suiv. ; — levée de cochons, 336.

Ribérac, 125, 336.

Richardie (La), com. de Blis, 332.

Roch (Le), com. de Périgueux, 300.

Rochebeaucourt (La), cant. de Mareuil, 287.

Roche-Chalais (La), cant. de Ste-Anlaye. — Ordonnances et taxes municipales en 1712 ; — devoirs seigneuriaux, 159, 335.

Roffignac (Guy de), 256.

Rohan (Maison de). — Seigneurie de Montpon, 275.

Roque-Gageac (La), 126.

Roux (Abbé Joseph). — Or-

gues de Saint-Front, 41 ; — chapelle des Barnabé, 44.

Roux (Eugène). — Excursion de la Société, 220.

Rupella (Jean de). — Voir *La Rochelle*.

8

Saint-Amand-de-Coly, 127.

Saint-Astier (Ysarn de), parlementaire, 158.

Sainte-Aulaye, 340.

Saint-Crépin (Raymonde de), 158.

Saint-Cyr (Maison royale de), 257-9.

Sainte-Eulalie-d'Ans, cant. d'Hautefort, 64, 114.

Saint-Front. — Orgues, 41 ; — chapelle des Barnabé, 44 ; — chapelle à Paris, 86, 97, 216 ; — apostolicité, 93. -

Saint-Georges-de-Montclard, 119.

Saint-Just, cant. de Montgrier, 290.

Saint-Lazare (Commanderies du Mont-Carmel et), 143 et suiv.

Saint-Léon-sur-Vézère, cant. de Montignac, 62, 128.

Saint-Léonard (Chapellenie de), 75.

Saint-Louis, cant. de Mussidan, 125.

Saint-Pardoux-de-Dronne, cant. de Ribérac. — Pierre gravée, 253.

Saint-Paul-de-Serre, cant. de Vergt. — Milice en 1750, 187.

Saint-Priest-les-Fougères, cant. de Jumilhac, 63.

Saint-Privat, cant. de Sainte-Aulaye, 38, 79.

Saint-Rabier, cant. de Terrasson, 65, 128.

Saint-Saud (Comte de). — *Ex libris* Bertin et Beaumont, 48, 88, 97, 231 ; — communic. diverses, 49, 207, 303 ; — chapelle dédiée à Saint-Front, 87, 97, 216 ; — possessions de la Sauve en Périgord, 255 ; — ancienne Société d'agriculture, 303 ; — papiers-monnaie de la Chambre de commerce de Périgueux, 305.

Saint-Sulpice-sur-Dronne (1). — Eglise à situation inconnue, 255.

Sainte-Trie, cant. d'Excideuil, 65.

Saint-Vivien, cant. de Montgrier, 290.

Salignac-Fénelon (Famille de), 46, 81.

Sand (George). — Passage à Périgueux, 305.

Sarlat. — Documents sur le diocèse, 37 ; — cession au Roi, 128.

Saussignac, cant. de Sigoulès, 119.

(1) Cette rivière ne s'orthographie pas *Drône* ; sa prononciation n'est pas draune.

Sauve (Abbaye de la). — Possessions en Périgord, 255.

Ségur (Marquis de), 118.

Sens (Regnaud de), 55.

Simon (Louis). — Nécrologie, 358.

Société hist. et arch. du Périgord. — Gestion, 50 ; — notre *Bulletin* et la Censure, 155 ; — excursion, 210, 220 ; — *Bulletin*, 210.

Sociétés savantes. — Enquête du Ministère de l'I. P. sur les biens communaux, 42, et sur les mercuriales, 162 ; — conservation des vieux papiers, 214 ; — *Société Médicale* à Bergerac, 219 ; — ancienne Société d'agriculture, 303.

Souc (Famille), 352.

Souchet (Claude du), 290.

Souillac (Codicille de Mgr de), 158, 185.

T

Thibaut (Jean). — Sculpteur, 312.

Thiviers, 120, 122.

Toulon (Pont et Ermitage du), 281, 303, 319.

Tour-Blanche (La), 123 ; — seigneurs, 308.

Tourtoirac, 115.

U-W

Ursulines, 298.

Vauclaire (Chartreuse).— 312.

Verneuil (Jean de), 256.

Vigié. -- Coutumes de bastides, 254 ; — billets de confiance, 314.

Villars, cant. de Champagnac, 122.

Villepelet (Ferdinand). — Question archéologique, 73 ; — fond. de chapellenie, 75 ; — compte d'un voyage, 130 ; — le mot *villon*, 157 ; — moulin du pont de la Cité, 181 ; — moulin du Toulon, 281.

Villepelet (Robert). — Aliénations dans le comté de Périgord, 53, 111 ; — note sur la truffe, 198 ; — le médecin Faure, 318, 341 ; — L. Simon, 358.

Visitandines, 299.

Voyages.— Dépenses de route, 130 ; — voir *Lagrange-Chancel*, spécialement 192 et suiv.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07327 6563

BOUND

SEP 22 1948

**UNIV OF MICH
LIBRARY**

